



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13589 - 4,50 F - Fondateur : Hubert Bouys-Méry - Directeur : André Fontaine - JEUDI 6 OCTOBRE 1988

L'horreur habituelle

Amnesty International a rendu public, mercredi 5 octobre, son rapport annuel, portant sur les atteintes aux droits de l'homme dans le monde en 1987. Comme chaque année, cet épais document déborde de cris, de violence et de sang. Il représente une double somme : celle des souffrances de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants livrés à l'injustice et aux sévices pour cause de conviction politique, d'appartenance ethnique ou de croyance religieuse ; celle, aussi, du travail de milliers de militants opposés à la torture, à la peine de mort, à l'injustice.

Véritable catalogue des violations des droits et de la dignité de la personne humaine, le rapport fait le point sur la situation région par région, pays par pays. Pourtant, compte tenu des limitations imposées par beaucoup à la circulation de l'information, il est loin d'être exhaustif et souligne que des milliers de prisonniers sont injustement détenus, torturés ou assassinés sans que les informations sur leur situation atteignent jamais le monde extérieur. Terrible constat, lorsque l'on prend la mesure, au fil des pages, de l'étendue des horreurs déjà connues. Et du caractère tenu de l'espoir que constituent, dans cette nuit noire, les rares cas de promotion des droits et libertés.

Quarante ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948), ratifiée par tous les Etats membres des Nations unies, et qui sera dans deux mois l'objet de célébrations dans le monde entier, le rapport d'Amnesty est pour le moins affligeant.

Dans la moitié des pays du monde, des milliers de personnes sont incarcérées pour leurs opinions, souvent à la suite de parodies de procès ; dans plus d'un tiers des pays, d'autres sont victimes de tortures et de mauvais traitements de la part d'agents gouvernementaux ; dans de nombreux Etats, les gouvernements poursuivent leurs objectifs en enlevant et en assassinant purement et simplement leurs citoyens.

Certes, des cas d'amélioration existent et permettent de ne pas désespérer. En 1987, ils ont été particulièrement notables en Tunisie et en Corée du Sud.

Mal, au fond, pour bien des régimes - dont les représentants, toute honte bue, vantent rituellement l'attachement aux grands principes - droits de l'homme reste synonyme de subversion. Aussi, cette année encore, les horreurs commises un peu partout par les Etats contre leurs citoyens, ces pratiques d'un autre âge, demeurent-elles un phénomène marquant de notre époque. Et cela est d'autant plus honteux que depuis longtemps personne ne peut plus ignorer ces terribles réalités. Le rapport d'Amnesty vient à point nommé pour le rappeler. Hélas, comme chaque année...

Lire page 6
Le rapport annuel d'Amnesty International

M 0147 - 1006 0 - 4,50 F

3790147004500 10060

L'adoption du projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie

M. Mitterrand souhaite que le gouvernement « s'engage » dans la campagne pour le référendum

M. Mitterrand a souhaité, mercredi 5 octobre, à l'occasion du conseil des ministres, que « l'ensemble du gouvernement s'engage » dans la campagne pour le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Le texte du projet de loi référendaire a été légèrement retouché, avec l'accord de MM. Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou, pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat et essayer de désamorcer les critiques de l'opposition sur certaines dispositions jugées inconstitutionnelles. M. Rocard devait intervenir pendant cinq minutes, mercredi soir, sur TF1, Antenne 2, FR3 et la Cinq pour tenter de mobiliser l'opinion. (Lire page 48.)

M. François Mitterrand n'est pas pressé de monter en première ligne dans la campagne pour le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Pourquoi, d'ailleurs, le serait-il ? Le spectacle des divergences que cette échéance provoque au sein de l'opposition n'étant pas pour lui déplaire, pourquoi le président de la République fournirait-il à ses adversaires l'occasion d'une diversion et de se rassembler peut-être contre lui ?

M. Mitterrand prendra sa part au lancement de la campagne mais, toujours aussi soucieux d'être le seul maître de son calendrier, il le fera quand le moment

lui paraîtra opportun. Il adressera alors un message au Parlement et, à l'intention des électeurs, une déclaration qui accompagnera les documents électoraux et qui prendra la forme, en quelque sorte, d'un post-scriptum à sa Lettre aux Français du printemps. Il leur expliquera que, pour aider les Calédoniens à se réconcilier entre eux, après tant de drames et de sang versé, après tant d'espérances déçues par les gouvernements du passé, le recours solennel à la procédure référendaire est le seul à la mesure de l'enjeu.

Mais, dans l'immédiat, la parole appartient à M. Michel Rocard. C'est le premier ministre, artisan des accords de Matignon, qui devait justifier, mercredi soir 5 octobre à la télévision, le projet de loi référendaire adopté le matin par le conseil des ministres et sur lequel les électeurs devront se prononcer par « oui » ou par « non ».

Comme il l'a fait en août en Nouvelle-Calédonie, M. Rocard se proposait d'insister, justement, sur cet enjeu, en soulignant que pour la France la chance de réussir enfin une décolonisation en douceur dans le cadre des institutions de la République vaut bien un référendum.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 15.)

Les effets de la grève des gardiens de prison

La justice est menacée de paralysie

M. Pierre Arpaillange a fait de nouvelles propositions à l'intersyndicale des gardiens de prison pour tenter d'apaiser un mouvement de protestation qui continue de s'étendre. Une nouvelle réunion était prévue le 5 octobre alors que le fonctionnement de la machine judiciaire commence à être sérieusement perturbé.

Dans les maisons d'arrêt provisoires, près de trois cents personnes attendent d'être incarcérées dans des conditions normales. Des avocats dans l'impossibilité de rencontrer leurs clients protestent contre cette atteinte aux droits de la défense.

(Lire nos informations page 18.)

Mécontentement des infirmières : le mouvement s'élargit
(Lire nos informations page 29)

Violentes manifestations à Alger

Voitures renversées et magasins pillés.
PAGE 48

La campagne américaine

Les candidats à la vice-présidence s'affrontent...
PAGE 3

Nîmes ville sinistrée

Appel à la solidarité du chef de l'Etat.
PAGE 30

Affaires sans frontières

Capitalistes et politiques : une Europe d'avance, par Bruno Dehomas.
PAGE 45

Politique hospitalière

M. Claude Evin ne met plus en cause le secteur privé.
PAGE 29

Le Monde

CAMPUS
Le retour des ingénieurs mécaniciens. La réforme de l'inspection générale.
PAGES 31 à 35

ARTS ET SPECTACLES

■ Un entretien avec Peter Greenaway, réalisateur de « Drowning by Numbers ».
■ La styliste Issey Miyake expose au Musée des arts décoratifs.
■ La Comédie-Française en tournée en Asie et en Océanie.
PAGES 19 à 21

Le sommaire complet se trouve en page 48

Les inquiétudes de l'opposition sur la régularité du scrutin

Au Chili, un plébiscite sous haute surveillance

Fortes mobilisations des citoyens à l'occasion du plébiscite pour ou contre le général Pinochet, mercredi 5 octobre : 7,4 millions de personnes en âge de voter, sur un total de 8 millions environ, se sont fait spécialement inscrire sur les registres. Le climat est très tendu, l'opposition craignant la manipulation du scrutin de la part d'un régime qui était peu assuré de l'emporter. Les premiers résultats devaient être connus en Europe dans la nuit du 5 au 6. Mais les chiffres officiels ne seront sans doute publiés que dans plusieurs jours.

SANTIAGO de nos envoyés spéciaux

C'est dans un climat de rumeurs, d'incertitude, de craintes d'un coup de théâtre de dernière minute que les Chiliens votent mercredi 5 octobre. Appelés à dire « oui » ou « non » au maintien du général Pinochet à la présidence, c'est la première fois depuis quinze ans qu'ils peuvent décider de leur sort. Ils le font



dans des conditions qui ont paru acceptables à l'opposition, au point que celle-ci se dit sûre de gagner. La levée de l'état de siège, le retour des derniers exilés, l'accès des partisans du « non » à la propagande télévisée, la possibilité de tenir des meetings publics : même si ces facilités ne

compensent pas quinze ans de privation de libertés, elles ont permis aux adversaires du général-président de se faire entendre. Un grand souffle d'air est passé sur le pays.

Les rumeurs de ces derniers jours sont allées jusqu'à Washington, où le département d'Etat a manifesté sa préoccupation devant la possibilité d'une suspension de ses résultats. Pour le ministre de l'Intérieur, il s'agit là d'une « grossière manœuvre de l'opposition ». Le porte-parole de la junte militaire, l'amiral Merino, parle, lui, d'une « violente ingérence dans les affaires chiliennes ». Auteur déjà, il y a quelques jours, d'une déclaration remarquée (« le vote pour le « oui » ou le « non » sera un choix entre le bien et le mal »), le commandant en chef de la marine a même trouvé des accents inédits pour dénoncer la réaction de Washington et l'assimiler à une manifestation de l'impérialisme « yankee ».

Jusqu'au dernier moment, les autorités militaires ont prodigué des apaisements. Le général commandant la place de Santiago a promis que le scrutin se déroulerait « de façon civilisée, comme toujours au Chili ». Ce sont les soldats qui surveillent les bureaux de vote ; mais ce n'est pas une nouveauté, l'armée a toujours veillé au bon déroulement des élections.

GILLES BAUDIN et CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 3.)

L'ENQUÊTE : les catholiques français à la veille de la visite de Jean-Paul II

Une Eglise de docteurs et de mystiques

Du samedi 8 au mardi 11 octobre, Jean-Paul II se rendra à Strasbourg, à Metz, à Nancy et à Mulhouse. Pour la quatrième fois, en dix ans de pontificat, le pape rend visite aux catholiques de France, troublés par le récent dénouement de l'affaire Lefebvre, traversés par des courants nouveaux et préoccupés par l'avenir de leur Eglise.

Ils étaient moins que les doigts d'une main. Musiciens de province, mendiant le cachet dans les galas d'étudiants. Quatre ans après, ils sont soixante et ils ont tous la même grande croix pendant autour du cou. A la place des clous, un marteau à gauche et une tenaille à droite de la main du Christ.

Les Apôtres de la Paix, puisque c'est ainsi qu'ils se nomment depuis leur conversion et leur « baptême dans l'Esprit Saint », jettent chaque vendredi et, pour la plupart, aussi le mercredi. Tous les jours sans exception, eux qui avaient jeté leur petit catéchisme avec leur première cigarette, ils vont à la messe, reçoivent l'Eucharistie, adorent le Saint Sacrement et récitent au moins trois fois le chapelet à gros grains qu'ils portent tous, ostensiblement, à la ceinture.

Le jeune orchestre lyonnais s'est mué en communauté charismatique, officiellement reconnue, depuis Pâques dernier, par la hiérarchie catholique. Elle a essaimé dans l'Isère, en Avignon, dans l'Aube, etc. Elle compte déjà six séminaristes et de jeunes « sœurs », qui se préparent à prononcer les vœux religieux (chasteté, pauvreté, obéissance). Les

autres - étudiants, musiciens, cadres - reversent à la communauté une partie de leurs ressources. Cette « firme » est aussitôt redistribuée aux clochards, ou contribue aux frais d'organisation de retraités qui, tous les deux mois, attirent un public de plus en plus large de jeunes qui prient, qui psalmodient, qui témoignent, qui louent le Seigneur et écoutent ses appels.

HENRI TINCO.
(Lire la suite page 16.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 40 et 41

Cartier

12, AVENUE MONTAIGNE, PARIS
47.20.06.73

Débats

EST-OUEST

Démocraties... munichoises

par JEAN-MARIE BENOIST (*)

La petite histoire conte qu'Edouard Daladier, de retour de Munich, apprenant, à quelques dizaines de kilomètres de Paris, que les rues de la capitale étaient noires de monde et s'attendant à une émeute hostile aux accords, eut ce mot lorsqu'on lui révéla que le bon peuple, au contraire, l'acclamait : « Ah ! les cons. »

« Ils ont sauvé la paix ! », tel est le soupir des lâches démocrates, grésés et exténués par le pacifisme à courte vue, lorsque des accords sont signés entre elles et la puissance totalitaire, accordés qui ont pour but de lier moralement les démocraties tout en permettant aux régimes autoritaires de gagner du temps et de renforcer les pouvoirs et les moyens qui leur permettront de mieux poursuivre leurs desseins d'expansion.

Cette absence de clairvoyance et d'énergie, cette lassitude intellectuelle et politique qui, loin de favoriser les chances de la paix réelle, précipitent la déstabilisation et les crises, cela s'appelle l'esprit de Munich depuis 1938.

Cette fois les Soviétiques

Cinquante années après, assistons-nous à une répétition de l'histoire et à un retour de l'esprit de capitulation des démocraties, face à l'expansionnisme soviétique cette fois-ci ?

On nous répondra que les changements qui interviennent au Kremlin, sous le quadruple mot d'ordre de *glasnost* (publicité), *perestroïka* (restructuration), *democratizatsia* (démocratisation) et *uskorenien* (accélération), laissent mieux augurer des relations Est-Ouest que les grimaces rassurantes faites à Daladier et à Chamberlain par l'homme de Berchtesgaden ne laissent attendre une paix consolidée. Raison de plus, dirai-je, pour ne pas baisser sa garde et pour analyser les faits : l'éviction de la vieille garde stalino-brejnevienne, précipitée ces jours derniers, ne s'est toutefois pas traduite par une « perestroïka » des concepts militaires ni par une réduction des dépenses d'armement. Un peu de lucidité dans le rappel des événements récents montre en effet que la nouvelle pensée soviétique, même si elle n'a pas pris aux abominations staliniennes, considère toujours la « vache sacrée » du léningisme comme une règle, et surtout en politique étrangère, domaine où les ambitions expansionnistes de Lénine sont toujours proclamées comme un but suprême (1).

Retour aux faits, donc. L'accord de suppression des missiles de portée intermédiaire ou FNI, signé en grande pompe en décembre dernier par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, fait suite à la rencontre de Reykjavik dans laquelle de bons esprits avaient, dès 1986, cru reconnaître l'esprit de Munich. Ce fut, en particulier, le cas d'André Giraud, ministre de la défense de Jacques Chirac, qui prononça le terme de Munich à propos de l'option zéro.

L'euphorie avec laquelle le traité de Washington a été accueilli, l'insouciance avec laquelle le Sénat américain l'a ratifié, l'évocation d'un possible prix Nobel pour ses signataires, les commentaires artificiellement enthousiastes — « un grand pas vers la paix ! » — attachés aux gouvernements européens par George Shultz ne laissent pas de nous rappeler le climat de Munich 1938.

Or cette option zéro, qui déshabilite la dissuasion de toute une catégorie d'armes intermédiaires nécessaires à la paix, est une mascarade, comme on l'a dit en maint lieu : nulle clause sérieuse de vérification, nulle clause de représentation en cas de violation soviétique ; l'abolition des seules armes précises, les Pershing 2, capables de frapper les arsenaux et les centres vitaux de l'Union soviétique — et d'aller par conséquent au-delà de la portée que redoutent les Allemands de l'Ouest pour leurs frères de l'Est, — alors que les Soviétiques, eux, se débarrassent d'une arme devenue obsolète, le SS 20, en conservant une arme aussi dangereuse pour les Etats-Unis et l'Europe, les SS 24 et 25.

La garde abaissée

En renonçant aux armes dont les Soviétiques redoutaient le pouvoir dissuasif (Pershing 2 et missiles de croisière), les Occidentaux, dans l'extravagance antinucleaire issue de Reykjavik, continuent à faire vivre l'esprit de Munich : fascinés par les apparences et la rhétorique du chef de l'Union soviétique, ils baissent leur garde, affaiblissent leur outil dissuasif, cependant que la direction actuelle de l'Union soviétique n'a donné aucun gage tangible de la diminution de son budget militaire (20 % de son PNB).

Et ce processus munichoïse, tel le *Nu descendant un escalier* de Marcel Duchamp, dure depuis longtemps, distillé au fil des décennies, ponctué d'étapes qui sont autant de capitulations : la

première « détente », la suppression de la bombe à neutrons par le président Carter, le traité INF et la détente *bis* accomplie avec les Soviétiques par un président Reagan influencé par Armand Hammer, le refus de modernisation des missiles à courte portée stationnés en Europe, le renoncement éventuel au déploiement du Hadès français et, bientôt, pour demain, l'avortement des recherches et du déploiement du système IDS — abusivement dit « guerre des étoiles » — décidé par le président des Etats-Unis, s'il s'agit de M. Dukakis.

L'esprit de Munich qui règne chez les responsables occidentaux consiste à ne pas exiger des Soviétiques qu'ils cessent les violations des traités signés par eux, avant d'entreprendre de nouveaux pourparlers.

Le nouveau concept de « front »

Qu'est-ce, en effet, que l'esprit ou la fonction Munich, sinon cette combinaison particulière, opératoire cycliquement dans notre histoire, de l'ignorance, d'un aveuglement consenti ou auto-infligé et d'un désarmement de la volonté de survivre qui s'empare des démocraties et les voue à projeter sur leur adversaire l'image rassurante d'une équivalence morale, d'une symétrie fallacieuse de catégories éthiques ?

En un circuit de culpabilité et de dérogation, on feint de croire que l'autre — l'empire totalitaire — est animé du même zèle que soi à respecter les traités. Défaite de la pensée, Munich est aussi une impuissance à percevoir le caractère global de la menace.

En effet, par rapport à 1938, la situation s'est compliquée en raison de l'opération Gorbatchev : il ne s'agit plus seulement d'un espace géopolitique régi par le concept de « front » (occidental et oriental-russe, pour le Reich) mais d'une situation où les notions plus immatérielles de guerre indirecte, de victoire sans guerre, viennent enrichir et complexifier l'idée de « front », et dans certains cas la dissoudre au profit d'une théorie des « taches » et des « colorants » : selon la tactique léningiste du « un pas en arrière, deux pas en avant », la puissance soviétique parvient aujourd'hui à transformer des défaites apparentes sur le terrain militaire en des victoires politiques, avec la complicité des puissances occidentales signataires de traités, tels les accords de Genève sur l'Afghanistan, qui les lient et les paralysent, leur interdisant d'aider les résistants anticomunistes, alors que ces mêmes traités ont pour fonction de consolider des positions acquises par les Soviétiques.

Disciple d'Andropov, lui-même lecteur du grand polémologue chinois Sun Tzu, Mikhaïl Gorbatchev sait que « l'art suprême de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat ». On propose le retrait des légions sovié-

ques d'Afghanistan ; en une fausse symétrie on obtient la cessation de l'aide américaine aux moudjahidins. Puis on cherche à consolider une partition de fait du pays par constitution, au nord, d'une zone tampon riche en minerais ; ensuite on dresse les mouvements de résistance les uns contre les autres en les faisant apparaître comme des milices libanaises déchirées par le fondamentalisme islamique et, profitant de « l'opportunist trépas » du président Zia, on s'emploie à priver les résistants de l'hinterland du Pakistan.

Il reste, en intimidant le Pakistan sur le théâtre des traités comme sur le terrain, à verser de l'huile sur le feu de l'indépendantisme Balouch (le Balouchistan est cette « tache » qui broche sur l'Afghanistan et le Pakistan), et l'on obtient une normalisation de la situation acceptée par les démocraties munichoïses qui, ligotées dans les accords qu'elles signent, ne lisent rien dans ce scénario, qui consiste pourtant à transformer une défaite militaire des Soviétiques en une victoire politique : la reconnaissance du gouvernement communiste fantôme de Najibullah.

La multiplication des forums de négociation portant sur l'Angola — Londres, Le Caire, Brazzaville, Genève, etc. — fait partie du même dispositif soviétique qui consiste à étourdir les Occidentaux dans une sorte de manège stroboscopique de négociations. Vietnam, Nicaragua, on pourrait multiplier les exemples...

Désespérer le tiers-monde ?

Le plus tragique de cette affaire est que les Occidentaux, faute d'analyse géopolitique globale et d'aperception de la menace dans son ensemble, risquent de se laisser dominer par une puissance qui est aujourd'hui aux abois économiquement, socialement, spirituellement, et joue son va-tout politique par les récentes purges du politburo. A l'heure où le modèle soviétique est partout en train de confesser son échec, il serait lamentable que le monde libre, en proie à l'esprit de Munich, se laisse intimider et déroge à l'espérance que son système démocratique inspire encore au tiers-monde. C'est par un retour à la doctrine Reagan du premier mandat — ne négocier qu'en position de force, renforcer les alliés, obtenir des retraits significatifs et vérifiables, lier les accords économiques, financiers et techniques avec l'URSS à un progrès constatable des libertés publiques et des droits de l'homme — que les démocraties accompliront le sursaut nécessaire.

Nous avons spirituellement gagné la troisième guerre mondiale. Mais si nous n'en prenons pas conscience et surtout si nous n'en tirons pas les conséquences et conclusions stratégiques, nous risquons alors de la perdre définitivement et, avec nous, ceux qui nous avaient fait confiance.

(1) Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*, Flammarion, 1987.

Le département, c'est fini!

par JEAN RIGAUD (*)

LES Français ont boudé les élections cantonales. Chacun y va de son explication : lassitude, absence d'enjeu national... voire de sa réforme du mode de scrutin.

Et si, tout simplement, les Français avaient exprimé par là le peu de cas qu'ils font du canton dans les zones urbaines, le conseiller général conservant toute sa signification en milieu rural, les résultats électoraux le montrent. S'ils avaient signifié, plus ou moins consciemment, que les responsabilités du conseil général ne les concernent guère ? Car, enfin, toutes les démonstrations sur les enjeux financiers départementaux, avec la décentralisation, ne changent rien à l'archaïsme de nos institutions !

Communes, départements, régions, Etats, Europe, c'est trop d'échelons institutionnels publics, et certainement trop cher. Faudra-t-il un François de Closets lance une de ces campagnes dont il a le secret sur ce que nous coûte d'administration, de cabinets, de services, d'indemnités, cette multiplication de collectivités publiques pour que les Français prennent conscience d'un luxe qui se paye et dont l'efficacité est à démontrer. Car le comble de cette superposition institutionnelle est de ne correspondre ni à la réalité économique et sociale des agglomérations ni à l'esprit des institutions européennes en matière d'aménagement du territoire. Que les prochains débats municipaux du printemps 1989 fassent quelque place à ces enjeux intercommunaux — on peut toujours rêver — n'enlèvera rien à l'impérieuse nécessité de trouver un pouvoir efficace, à l'échelle de la grande agglomération et si possible de la région urbaine, y compris les cantons ruraux.

Nos voisins européens du Nord ont réformé de fond en comble leur découpage institutionnel pour y parvenir et économiser au moins un échelon par rapport à la France. Ceux du Sud, partant déjà d'un découpage plus simple, s'approprient ici ou là à la réforme dans le même sens. L'Europe économique et sociale est une Europe des villes, et ces villes, partout ailleurs que chez nous, sont des agglomérations !

Nos concitoyens qui habitent, travaillent, votent et viennent ici ou là dans l'agglomération imaginent-ils le temps perdu, les rendez-vous ratés avec l'actualité, les lourdeurs que représente le morcellement communal, la superposition des collectivités territoriales ? Il est exact que nos trente-six mille

communes représentent un personnel politique nombreux et utile à la vie sociale. Dans les campagnes il ne faudrait guère y toucher, mais en ville le pouvoir du conseil municipal est déjà bien trop loin du citoyen. Envisager avec pragmatisme un pouvoir d'agglomération efficace suppose de regarder simultanément une amélioration de la démocratie dans le quartier, celle de la vie au quotidien.

Par rapport à cette agglomération, le département, dont la logique géographique a deux siècles, n'est guère adapté et constitue plutôt, dans les faits, un facteur de division des collectivités intercommunales ; quant aux régions, l'attitude des « grands élus » en face du cumul des mandats traduit pour le moins quelques doutes sur leur signification en l'état actuel de leur taille et de leur découpage.

Quant aux décideurs économiques, de nombreuses études l'ont bien montré, ils ne connaissent que les villes, comprises évidemment comme agglomérations. Paris et surtout d'ailleurs la Rue de Rivoli, l'Europe pour les règles du jeu et le monde pour le marché.

Tous ceux qui, ces dernières années, ont tenté de s'attaquer à ce délicat problème se sont cassés les dents, et cette grande révolution culturelle qu'est la décentralisation n'a pas osé ou voulu l'aborder. Les nécessités européennes et économiques nous y contraignent... Le hasard pourrait nous y conduire, qu'on en juge :

A partir des élections municipales et dès 1989, n'est-ce pas le meilleur moment pour ouvrir ce chantier ?

Le X^e Plan, un peu intérimaire et certainement rénovateur, peut orchestrer cette réflexion et cette réforme, pour être à l'heure du rendez-vous du marché unique européen. On notera à ce propos que la création d'une délégation interministérielle à la ville constitue un premier pas significatif.

Il est enfin des anniversaires qui ne sont que des commémorations, et l'on peut craindre qu'il en aille ainsi du Bicentenaire de 1789. Comment mieux saluer les pères fondateurs de la République qu'en datant de 1989 une nouvelle révolution territoriale ?

Voilà, n'en doutons pas, une œuvre exaltante de modernisation de notre République où la recherche du consensus mobiliserait toute les énergies.

(*) Député (UDF) du Rhône, maire d'Ecullly, président de la Fédération nationale des agences d'urbanisme.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Pour acheter et vendre des objets d'art

36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

BRÛLANT!

DONALD WOODS
Vie et mort de
Steve Biko



348 pages
120 F

Stock

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDPAR 660572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonin-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wiza.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Sala.

ABONNEMENTS PAR MINTEL
36-15 - Tapex LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Mentions légales sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapex LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmorancy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	RUSSIE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	994 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse immédiats en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Stock

سكوا من الأصل

Etranger

ÉTATS-UNIS : le débat entre les deux candidats à la vice-présidence

La campagne électorale démocrate engluée dans la prospérité reaganienne

D'un côté l'âge et l'expérience, ceux de Lloyd Bentsen, soixante-sept ans, coéquipier démocrate de Michael Dukakis ; de l'autre, la jeunesse et — espère-t-on — le charme, de Dan Quayle, quarante et un ans, l'adjoint de George Bush sur le « ticket » républicain.

Le débat entre les deux candidats à la vice-présidence, qui devait se dérouler le mercredi 5 octobre à Omaha (Nebraska), pourra peut-être « faire la différence » dans une campagne aux enjeux trop serrés qui passionne peu l'Amérique.

WASHINGTON de notre correspondant

Michael Dukakis a de bonnes raisons de se faire du souci : le temps passe, le jour de l'élection approche à peine plus de deux mois, — et c'est toujours George Bush qui apparaît en tête dans les sondages. L'avance du candidat républicain est modeste, neuf points selon la dernière enquête réalisée pour la chaîne CNN, et deux seulement pour CBS, mais elle est aussi remarquablement stable, et d'autant plus inquiétante pour les démocrates.

Le premier débat entre les deux candidats, dimanche 25 septembre, n'a, en fait, rien changé. M. Dukakis peut bien se vanter d'avoir « gagné », — l'opinion ne le suit pas. Ou, plutôt, elle ne le suit qu'à moitié. Sans doute le gouverneur du Massachusetts a-t-il paru plus assuré, plus solide que son rival, mais il a aussi semblé moins aimable, moins sympathique, et même, disent les « sondés », moins « présidentiel ».

Tout reste donc à faire, et l'heure n'est plus, côté démocrate, à l'espérance un peu béate du mois de juillet — ou au tranquille retour de la main de maître. Il s'agit d'attaquer, et M. Dukakis s'y est employé dès le lendemain du débat. Le ton de ses discours s'est durci, le candidat démocrate prenant désormais systématiquement à parti M. Bush, sans crainte de forcer la note ou de déformer assez grossièrement les positions de l'adversaire. Le candidat républicain a ainsi été accusé, sur la base de citations anciennes et

tronquées, de vouloir mettre à mal le système des retraites.

Le rythme de la campagne s'est accéléré. A peine M. Bush avançait-il de modestes propositions destinées à favoriser l'épargne populaire que M. Dukakis agitait devant les foules un méchant billet de 20 dollars censé représenter tout l'effort consenti par « le père Noël des riches », au bénéfice de l'Amérique moyenne, catégorie où M. Dukakis lui-même n'a pas hésité à se ranger.

Tout cela est bel et bon, d'autant que M. Bush, de son côté, ne fait guère preuve d'imagination, contentant à poser avec des policiers du Massachusetts hostiles à leur gouverneur trop « libéral ». En même temps, M. Bush s'est mis récemment à jouer un peu plus fort sur son autre registre, celui de la compassion, de l'aide aux déshérités. Et pourtant, en dépit de l'attitude plutôt coopérative des principales chaînes de télévision, M. Dukakis n'est pas parvenu à reprendre l'avantage, ni même à attirer durablement l'attention.

La médiocrité de Dan Quayle

Plutôt que de s'intéresser à cette campagne qui pétine, à ces attaques préfabriquées ou à ces arguments sans surprise, les Américains qui contemplant d'habitude ce ring où s'affrontent des pugilistes sans talent, ont, tout naturellement, levé la tête vers le ciel, où la navette Discovery offrait un spectacle autrement réconfortant. Le « retour de l'Amérique dans l'espace », c'était aussi le retour du bon vieux temps, un grand bol d'optimisme, le signe que tout ne va pas si mal — et même va plutôt bien : Discovery a volé comme à la parade, reformant ainsi la profonde blessure causée par Challenger à l'orgueil national, l'économie se porte comme un charme, et M. Reagan colle des jours heureux, retrouvant un niveau de popularité exceptionnel pour un président en fin de mandat : tout cela est pain béni pour le candidat du parti au pouvoir, et M. Bush aurait presque pu se dispenser d'aller accueillir, lundi 4 octobre, les astronautes à la base d'Edwards, tant le geste était superflu.

Que faire, alors, pour troubler cette dommageable tranquillité,

ébranler cette confiance ? Montrer que, en dépit des apparences, voter Bush présente des risques — au cas où M. Bush serait empêché d'exercer la présidence, laissant la Maison Blanche aux mains de celui qu'il a eu l'étrange idée de choisir comme coadjuteur : Dan Quayle.

L'idée n'est pas nouvelle, et à vrai dire elle s'impose d'elle-même, comme une évidence. Quand M. Dukakis affirme que la notion d'un « président Quayle est profondément troublante » pour beaucoup d'Américains, il se fait guère que traduire les sondages d'opinion : 59 % des personnes interrogées pour

1969), a été gonflé hors de toute proportion, la presse s'acharnant, en vain, à trouver des circonstances aggravantes à ce choix à l'époque fort banal. Mais l'exocet même de ces attaques en a limité l'impact, et profité à la « victime », prise en pitié par une partie du public.

Plus dommageable peut-être a été l'image d'enfant gâté, de fils de riche, offerte par le candidat. Mais on a fini par s'apercevoir que, en dépit de la colossale fortune amassée par son grand-père Pulliam, « Dan » vivait de manière — relativement — modeste (il a même dû travailler pendant ses études). Le vieil

et, depuis, cette impression n'a fait que se confirmer.

Malgré toute la compétence qu'il affiche en matière de défense (son domaine de prédilection au Sénat), malgré sa réputation de battant, « Dan » trahit, de l'avis à peu près général, une sorte de fragilité intellectuelle, une tendance à se lancer dans d'incertaines divagations dès qu'il s'écarte des textes préparés à son intention. A cela, il faut ajouter une sorte de peur panique qui le conduit, quand le sol se dérobe sous ses pieds, à dire des énormités. Ainsi, il lui est arrivé de s'embrouiller dans une phrase dont il ressortait que l'Holocauste était un épisode tragique de l'histoire américaine, puis de corriger, précisant qu'il s'agissait de « l'histoire de ce siècle », et que lui « n'appartenait pas à ce siècle ».

Il y a certes quelque crainte à repenser indéfiniment, comme le font les télévisions, cette pénible séquence, et on peut concevoir quelque sympathie pour ce gentil blondinet aux joues roses, lancé au milieu de la mente. Jour après jour, on le somme de s'expliquer sur la médiocrité de ses études de droit (auxquelles il n'a pu accéder que grâce à un programme de rattrapage), on lui demande de publier ses notes d'examen, ce qu'il refuse, faisant valoir crânement que Franklin Roosevelt avait lui aussi été un piètre étudiant.

Naturellement, il y a aussi l'autre Dan Quayle, souriant, énergique, rompu aux campagnes électorales (de l'Indiana), et qui, dans les petites villes où ses mentors le confinent actuellement, fait plutôt bonne impression, attire des foules honorables et chaleureuses, et se profite pour tomber à bras raccourcis sur les démocrates en général et M. Dukakis en particulier : en somme, et en modeste récidif, l'homme sur lequel comptait George Bush pour séduire les jeunes, et — qui sait ? — les femmes. Mais, aussi, celui qu'il est facile de tourner en ridicule. Ainsi, Robert Redford en personne (auquel il est censé ressembler) est apparu à la tribune d'un meeting de M. Dukakis et s'est écrié, dans l'enthousiasme général : « Bonjour, je suis Dan Quayle ».

Pourquoi George Bush est-il allé chercher un coadjuteur d'aussi faible

envergure, et qui risque de ruiner ce qui aurait pu être un argument électoral décisif ? Les républicains, c'est la sécurité ? La réponse pourrait être fort éclairante quant à la personnalité profonde de M. Bush lui-même, mais elle peut attendre. L'essentiel, dans l'immédiat, est de limiter les dégâts, un art dans lequel les républicains sont passés maîtres. Après tout, la présence de M. Quayle sur le ticket et sa très médiocre réputation n'empêchent pas M. Bush de devancer son rival.

Les démocrates, au contraire, ont hâte d'enfoncer le fer dans la plaie. Mais ils doivent attendre pour cela le débat qui opposera, mercredi 5 octobre, Dan Quayle, coéquipier de M. Dukakis, au sénateur texan Lloyd Bentsen. Si, comme cela semble logique, le vieux politicien — pilier du Sénat, dont il préside la commission des finances — ne fait qu'une bouchée de son jeune adversaire, les démocrates auront la partie belle, et peut-être, enfin, l'espoir de provoquer une réaction de rejet dans l'opinion contre l'ensemble du ticket républicain.

JAN KRAUZE.

Le « Journal des élections » à l'heure américaine

Rien n'y manque : portraits des candidats, analyse du processus électoral et de l'héritage des années Reagan face aux incertitudes démocratiques, etc., le tout accompagné de cartes et de graphiques particulièrement précis sur les scrutins précédents. C'est un guide sur l'élection présidentielle américaine à la fois très réfléchi et très documenté, auquel ont participé universitaires français et chercheurs américains parmi les plus réputés (Stanley Hoffman, Simon Serfaty, Dominique Moisi, Marie-France Toinet, etc.), que propose, pour son quatrième numéro, le *Journal des élections*. Un document de travail plus qu'utile à quelques semaines du 8 novembre.

★ Le *Journal des élections*, magazine d'analyse politique internationale, n° 4, septembre-octobre 1988, 35 F dans les kiosques.



une enquête CBS/*New York Times* éprouvent une telle inquiétude. Selon un sondage *Time*, 61 % des Américains estiment que le jeune sénateur de l'Indiana est moins qualifié que son homologue démocrate, M. Lloyd Bentsen, pour exercer le cas échéant la fonction suprême, et 18 % seulement sont d'un avis contraire : le verdict est sans appel.

Est-il tout à fait justifié, ou bien Dan Quayle est-il victime d'une presse extraordinairement hostile ? Il est vrai que le sénateur de l'Indiana a déjà subi un rude traitement. Et le fait qu'il ait choisi d'accomplir son service militaire dans le National Guard, et donc de réduire au minimum le risque d'être envoyé au Vietnam (c'était en

homme, mort en 1975, avait fait en sorte que son argent serve, pour l'essentiel, à assurer la pérennité de ses journaux, et son petit-fils ne pourra commencer à toucher quelques dividendes qu'après la mort de sa propre mère.

Craintif

Reste, hélas ! l'essentiel : la médiocrité intrinsèque du personnage, qui semble flotter dans un rôle trop grand pour lui. Dès sa première apparition, sur un quel que de la Nouvelle-Orléans, aux côtés de M. Bush, ses premières déclarations, bryannes et creuses, on avait compris que quelque chose n'allait pas.

CHILI

Un plébiscite sous haute surveillance

(Suite de la première page.)

Il est vrai que, par le passé, elle n'était pas au pouvoir. Les dirigeants de l'opposition ont demandé à leurs compatriotes de ne pas s'effrayer de cette présence militaire et d'éviter toute manifestation prématurée. Ils craignent en effet des provocations toujours possibles : ce que l'un d'entre eux appelle « les tentatives désespérées des gens qui craignent une défaite de Pinochet ».

Au quartier général de la Coordination du « non », les appels au calme se sont succédés, depuis une semaine. La seule fausse note est venue du PC, qui a parlé de « soulèvement populaire » au cas où une victoire du « oui » serait annoncée, résultat qui ne pourrait être que frauduleux, selon lui. Les opposants pensent qu'ils vont l'emporter au vu des sondages et du pourcentage exceptionnel d'inscrits (92 %), où ils perçoivent un réveil de l'opinion, qui ne peut aller que dans leur sens. Il y a aussi des raisons historiques à leur optimisme : la gauche et la Démocratie chrétienne ne sont jamais tombées au-dessous de 60 % des voix, un score qui s'est retrouvé ces dernières années lors des élections syndicales et professionnelles.

L'armée n'est pas le général

« Si l'état de siège et le couvre-feu sont décrétés, si les chaînes de télévision et les radios sont obligées de ne transmettre que les résultats officiels, la fraude sera manifeste », a dit M. Patricio Aylwin, président du parti démocrate-chrétien, à la veille du scrutin. C'est une éventualité qu'il écartait. L'opposition a mis en place son dispositif pour contrôler la « pureté » du plébiscite. Elle a des représentants dans les 22 000 bureaux de vote pour surveiller le dépouillement. Elle fera elle-même son propre décompte grâce à un système informatisé qui devrait à avoir rien à envier à celui du ministère de l'Intérieur.

Une belle bataille s'annonce entre les autorités qui vont donner leurs résultats — lesquels ne seront pas officiels, car c'est à un organe *ad hoc* qu'il revient légalement de les proclamer — et la Coordination du « non », qui va diffuser les siens. Garantie supplémentaire pour les opposants : la présence de nombreux observateurs étrangers, dont 350 parlementaires venus d'Europe et des deux Amériques (1).

« Le seul battu, le 5 octobre, ce sera Pinochet », a dit M. Ricardo Lagos, président du Parti, pour la démocratie (PPD). « La défaite du « oui », ce sera celle du régime », a déclaré pour sa part M. Patricio Aylwin. Dissensions mineures au sein d'une opposition qui n'a cessé de chanter victoire ces derniers jours. Peut-être prématurément. Le président du PPD juge habile de centrer le tir sur le général Pinochet et de le séparer du reste des forces armées qu'il présente comme des « institutions permanentes » du pays, avec lesquelles, le moment venu, les dirigeants du « non » se proposent de négocier.

Théoriquement, en cas de victoire du « non », le général Pinochet est autorisé par la Constitution à rester encore un an à son poste, avant de convoquer des élections générales. « Mais un général vaincu, ce n'est pas la même chose qu'un vainqueur », dit M. Aylwin, qui ne voit pas comment le président pourrait se maintenir. Le dirigeant démocrate-chrétien va même plus loin : « Nous n'acceptons pas que le général Pinochet reste », dit-il.

Si elle gagne, l'opposition voudrait avancer la date des élections et donner au Parlement qui sortira des urnes des pouvoirs constituants. M. Aylwin va même jusqu'à imaginer que les seize parties réunies dans la Coordination du « non » devront avoir un candidat commun à la présidence, de préférence un homme du centre.

Au cours de la campagne électorale, on a beaucoup parlé des libertés, mais aussi de la situation de l'économie et des conditions de vie des Chiliens. Pour le gouvernement, il n'y a eu que des succès ces trois dernières années en matière de croissance (plus de 5 % en 1987), de baisse de l'inflation (elle est désormais à un chiffre) et du chômage (environ 10 %). Pour l'opposition, les quinze ans de régime militaire ont signifié une détérioration globale par rapport aux années 60 : « Cinq millions de pauvres », dit-elle (sur 12 millions d'habitants) et « 30 % de pouvoir d'achat en moins par rapport à 1970 ». Les deux camps, en fait, ne traitent pas du même sujet. Les économistes du « non » constatent l'insuffisance des dépenses sociales et affirment que les recettes néo-libérales ont fini par créer une « société à deux vitesses ». Les économistes officiels, eux, se plaisent à dire que, grâce à l'ouverture sur le marché mondial, nombre de produits importés sont désormais accessibles à de nombreux Chiliens : automobiles, téléviseurs, articles électroménagers, etc.

Boom économique inégalités sociales

Selon l'économiste Joaquín Lavín, auteur d'un livre à succès, *La Révolution silencieuse*, le Chili est en train de dire « adieu au tiers-monde », et se trouve « au seuil du développement ». Un autre économiste, membre de l'opposition, Eugenio Tironi, lui a répliqué dans un court pamphlet intitulé *Les Silences de la révolution*, où il démontre que les inégalités sociales ont beaucoup augmenté depuis quinze ans.

« Si vous avez les moyens », écrit Eugenio Tironi, vous pouvez vous faire soigner dans des cliniques privées ultra-modernes, ou envoyer vos enfants dans les meilleurs collèges, eux aussi privés. Mais si vos revenus sont modestes ou si vous faites partie

des cinq millions de Chiliens qui vivent aux limites de l'indigence, vous devrez attendre des semaines pour être hospitalisés dans des établissements publics, et vous serez obligés d'apporter du coton, des draps et des médicaments ».

Dénoncées par le pape, lors de sa visite en 1987, les inégalités sociales sont fortement ressenties par la population, qui les associe au système politique en vigueur. Le général Pinochet n'est-il pas déclaré qu'il « fallait protéger les plus riches, car ils font marcher l'économie » ?

La Coordination du « non » se définit pas vraiment de politique de rechange. Ses « propositions économiques et sociales » ressemblent plus à un catalogue de bonnes intentions qu'à un programme économique. Les dirigeants de la Démocratie chrétienne et du PPD reconnaissent que l'économie de marché est désormais bien enracinée au Chili et exhortent tout retour à l'« étatisme ». Les partis de gauche eux-mêmes, échaudés par l'expérience de l'Unité populaire, parlent davantage d'une amélioration des conditions de vie que d'une « transition vers le socialisme ».

GILLES BAUDIN et CHARLES VANHECKE.

(1) M. Pierre Manroy, secrétaire du PS français, dirige une délégation de l'Internationale socialiste.

● Coupure d'électricité et explosions. — Santiago et une importante fraction du territoire régional au nord et au sud de la capitale ont été privés pendant plusieurs heures d'électricité dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 octobre. La police a indiqué que cette interruption était due à la « chute » de trois pylônes à haute tension survenus à Melipilla, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Santiago. Aucune organisation n'a revendiqué ce qui pourrait bien être un sabotage. Des explosions ont également été entendues dans la soirée du 4 en plusieurs points de la capitale et de sa périphérie. — (AFP, AP, Reuters.)

CUBA

Ricardo Bofill est autorisé à quitter le pays

Le plus connu des dissidents cubains, M. Ricardo Bofill, cinquante-quatre ans, a annoncé, mardi 4 octobre, à l'agence France-Presse à La Havane, qu'il était autorisé à quitter l'île mercredi 5 par l'avion de Madrid. Son intention est de s'établir en RFA, où il collaborera avec la Société internationale des droits de l'homme, une organisation humanitaire dont le siège est à Francfort.

Fondateur en 1976 d'un comité cubain pour les droits de l'homme, M. Bofill a passé neuf années en prison ou bien à la section des internés politiques de l'hôpital psychiatrique Mazzorra de la capitale. Arrêté une première fois en 1967 pour avoir publié, à deux cents exemplaires, des *Notes pour une histoire critique de la révolution cubaine*, il a été impliqué, en 1968, dans le procès dit de la « microfraction » intenté au « vieux communiste » Anibal Escalante et à une trentaine de ses compagnons opposés à la ligne personnaliste et à l'époque antisoviétique de Fidel

Castro. Libéré en 1974, M. Bofill est à nouveau détenu en 1980 pour « propagande ennemie » : il avait écrit un article dénonçant les violations des droits de l'homme à Cuba.

Libéré par anticipation au bout de deux ans, il s'est réfugié quelques jours au printemps 1983 à l'ambassade de France. Il en est sorti après des négociations, puis a été de nouveau arrêté en septembre pour avoir rencontré deux journalistes français. Condamné à dix-sept ans de prison, il est libéré sous condition le 8 août 1985 en raison de graves problèmes de santé. Astreint à résidence surveillée, il se réfugie du nouveau à l'ambassade de France le 27 août.

Il y restera cinq mois, avant d'en sortir de son plein gré, en regard aux promesses faites par le gouvernement cubain. Depuis lors, Ricardo Bofill vivait dans l'anonymat. En mars dernier cependant, le quotidien officiel *Granma* lui a consacré un portrait au vitriol, le qualifiant de « traître ».

Force 10

La force des liens

Pour ceux qui croient aux liens, Fred, homme de la mer et joaillier transforme un câble marin en bijou d'or et d'acier.

Pour lui :

7100 F.

Pour elle :

11500 F.

FRED JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Campo-Elizabet, Hôtel Ritz, Hôtel Méridien • Espace « Galeries Lafayette » Paris, Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Lema, Deauville, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Lomas, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Asie

CHINE

HANGZHOU
de notre envoyé spécial

Li Bing, vingt-huit ans, s'entraîne au cockpit du chasseur, un sourire jusqu'aux oreilles. Au-dessus de nos têtes, un autre appareil du même type - copie du Mig-19 soviétique mise au point par les Chinois il y a une dizaine d'années - s'élève en crachant ses résidus de kérosène. Rien en apparence ne distingue les deux appareils extérieurement. Ce qui fait la fierté du jeune pilote chinois se cache sous la carlingue : il vient d'effectuer son quatrième vol d'essai à bord d'une version modernisée de l'A-5 chinois.

C'est la réponse de Pékin au coût prohibitif des avions de chasse ultrasoniques produits par les puissances industrielles, que ni l'armée de l'air chinoise, ni les pays en voie de développement ne peuvent acquérir en nombre suffisant pour leur défense. A un moment où la Chine est en passe de devenir le quatrième exportateur d'armement du monde, ce « concub » rénové risque fort de se faire entendre d'ici peu en quantité d'endroits de la planète.

En jargon aéronautique, cela s'appelle du « retrofit » : prêter un avion qui a fait ses preuves. Bourreaux, sans modifier ses performances, d'électronique moderne : système de guidage, viseur affichant toutes les données numériques du vol dans le champ du pilote sans qu'il ait à consulter individuellement les différents instruments de bord, système d'attaque, et d'un appareil des années 50, dans lequel les pilotes s'en remettent à leur radio, à leur observation visuelle du terrain et à leur montre-bracelet, vous aurez fait un avion capable de se diriger seul, sans émetteur de signal-radio, et de trouver sa cible avec une marge d'erreur minime : un avion d'attaque jouant un rôle de soutien à l'armée de terre, comme les Chinois auraient bien voulu en disposer lors de leur conflit avec les Vietnamiens en 1979.

Il ne rivalisera pas avec les grandes vedettes modernes de la chasse occidentale ou soviétique, et risque de rester vulnérable à des systèmes de missiles antiaériens « intel-

Quand la France aide les Chinois à faire voler leurs avions de chasse...

ligents ». Mais il fera l'affaire dans quantité d'opérations où l'adversaire dispose d'une protection antiaérienne limitée : le cas typique des conflits régionaux de ces dernières années.

Cette technique est pratiquée depuis longtemps. Mais l'A-5 tout blanc, arborant le numéro 22091, frappé de l'étoile rouge de l'armée populaire de libération, qui est apparu pour la première fois publiquement sur la base aérienne de Jiangqiao, contiguë à l'aéroport civil de Hangzhou, le 20 septembre 1988, trois jours après ses trois premiers vols d'essai sous réussite, est à plusieurs égards un symbole.

La concurrence italienne

C'est le premier exemple d'une génération moderne, réalisée par un consortium occidental avec un pays du monde socialiste dans une inten-

tion évidente de commercialisation mondiale et non pas seulement de modernisation de la flotte existante. Maître d'œuvre du projet : la branche aéronautique de l'Empire Thomson. Aux équipements fournis par Thomson-CSF, qui représentent un tiers de l'électronique montée dans l'A-5 chinois, s'ajoutent un autre tiers d'appareils de la SAGEM, le reste provenant d'une demi-douzaine d'autres firmes françaises. Deux pilotes, dont le commandant Li Bing, ont effectué un stage de formation auprès de l'armée de l'air française, et six autres sont en train d'apprendre le français. Le programme a été entrepris il y a un an, conjointement par Thomson et l'armée de l'air chinoise.

Cet avion a toutefois un concurrent : la firme Aeritalia avait signé un contrat un an auparavant avec la CATIC, branche commerciale du ministère de l'Aéronautique et de l'Astronautique, par qui passait jusqu'à présent tout le commerce

extérieur de ce secteur. L'A-5 - italien - a effectué un premier vol le 30 août, mais sa mise au point n'a pas l'air d'aller aussi vite qu'il le faut. En outre, sa commercialisation peut se révéler problématique.

D'une part, l'armée de l'air chinoise - qui disposerait de quatre cents à cinq cents A-5 - ne fait preuve d'aucune ambiguïté sur son choix du matériel français. Le général Lin He, commandant en chef adjoint de l'aviation, l'a répété à l'envi en présentant « son » prototype au chef d'état-major de l'armée de l'air française, le général Achille Lerche, en visite en Chine : ces équipements, a-t-il insisté, « marchent parfaitement ».

Autre handicap pour la version italienne de cette modernisation : la technologie qu'elle utilise fait largement appel à des équipements d'origine américaine et israélienne. L'avion s'en trouve moins facilement commercialisable dans des pays

comme ceux du Proche-Orient que son homologue franco-chinois. M. Jean-Bernard Baiocco, vice-président du groupe Aerospace de Thomson-CSF, relève que l'indépendance technologique française constitue un atout pour des relations à long terme avec un pays comme la Chine. Or cet atout se doit d'être exploité en mettant, comme dans le programme A-5, une quantité substantielle de millions de francs pour la réalisation de prototypes si l'on veut gagner la confiance de partenaires durs en affaires.

Le débouché naturel que constitue avant tout, pour cette opération, le parc aérien chinois est un autre avantage. On ne parle pas encore de chiffres, mais tous les responsables militaires chinois présents à Hangzhou ont été fermes sur leur souhait d'engager, dès à présent, les négociations commerciales, la suite d'un programme d'essais n'ayant plus qu'un caractère technique à leurs yeux.

Toutefois, la marge de manœuvre chinoise est nécessairement limitée. La modernisation de l'A-5 n'est possible que parce que le rayon d'action de cet appareil - 400 à 600 kilomètres - n'atteint pas le Japon, qui l'aurait vu d'un œil inquiet en cas contraire. Les autres opérations similaires engagées sur des avions chinois - le F-7 par les Britanniques au début des années 80, le F-8 récemment mis en chantier avec les Américains - doivent, elles aussi, tenir compte de tels impératifs. De la même manière, les éventuelles exportations de l'A-5 franco-chinois seront contrôlées par les mécanismes politiques habituels régissant les ventes industrielles françaises.

Mais quels que soient les tollés internationaux que ne manqueront pas de susciter telle ou telle vente chinoise à l'étranger, on peut être certain que Pékin ne renoncera pas à cette stratégie industrielle et commerciale qui lui permet de moderniser à bon compte sa défense. Les firmes de ce secteur, contrairement aux autres branches de l'industrie, sont autorisées à conserver jusqu'à 85 % des profits et devises résultant de leurs exportations.

De 1984 à 1987, la Chine aurait vendu pour environ 5 milliards de dollars d'armes à divers pays du tiers-monde, et la technique du « retrofit » ouvre des perspectives énormes compte tenu des coûts dérisoires de production en Chine. Un char chinois modernisé se vend à moitié prix de l'équivalent européen.

Quant à la projection du potentiel militaire chinois que ces rentrées en devises permettraient, elle apparaît d'emblée dans les conversations, en ces temps d'austérité budgétaire. Les responsables de l'armée de l'air ne cachent nullement leur intérêt pour le ravitaillement en vol de la chasse chinoise, encore limitée dans son rayon d'action par l'absence de porte-avions. L'ouverture nouvelle du marché des armes avec la Chine, autrefois rigide et contrôlé et régi par des conceptions purement idéologiques, laisse à présent de beaux jours aux prospecteurs aventureux.

FRANCIS DERON.

MALAISIE

L'opposition au premier ministre se renforce

BANGKOK
correspondance

Le premier ministre de Malaisie, le docteur Mahathir Mohamad, vient, en l'espace de quelques semaines, de subir une série d'échecs politiques qui ont poussé la principale formation d'opposition, le Parti d'action démocratique (DAP), à réclamer, en début de semaine, la tenue d'élections générales anticipées.

Les dirigeants du DAP, dont le secrétaire général est déchu depuis octobre 1987, estiment que la crédibilité du premier ministre est en cause. Le 2 octobre, l'ancien vice-premier ministre Musa Hitam a annoncé qu'il quittait les rangs du Barisan Nasional, le Front national, qui regroupe les différentes formations de la majorité au pouvoir. Quarante-huit heures plus tôt, un groupe d'anciens membres de l'Organisation nationale de l'Union malaise (UMNO) ont décidé de fonder un nouveau parti, l'UMNO-46, en souvenir de l'année de la fon-

dateur du parti, qui est considéré comme le protecteur traditionnel des intérêts de la majorité malaise, les Bumiputera ou Fils du sol. Les Malais consistent tant bien que mal avec une infime minorité chinoise (35 % de la population).

En février dernier, l'UMNO avait été dissoute par les tribunaux pour vice de forme. Le docteur Mahathir a, depuis, mis sur pied une version rénovée et épurée du parti, l'UMNO-Baru (nouvel UMNO). Mais plusieurs députés ont depuis fait dissidence et seize d'entre eux siègent désormais au Parlement comme indépendants.

Une récente élection partielle dans l'Etat de Johore (le Monde du 30 août) s'était traduite par une cuisante défaite du candidat soutenu par le premier ministre. Une étude post-électorale, en outre, montre que c'est au sein de la communauté malaise que le vote anti-Mahathir a été, à cette occasion, le plus élevé. Musa Hitam, longtemps considéré comme le collaborateur le plus

proche du premier ministre, avait quitté le gouvernement en mars 1986. Politicien relativement libéral, plus souple que le docteur Mahathir, populaire non seulement parmi les Malais, mais aussi au sein des minorités chinoise et indienne, Musa Hitam avait, ces derniers mois, observé une prudente réserve. Mais au cours de la campagne de Johore, il avait fait distribuer une cassette vidéo soutenant le candidat de l'opposition, l'ancien ministre des affaires sociales Sharif Samad.

En démissionnant, Musa Hitam entend mettre au jour « une tendance dangereuse » au sein de la vie politique de la Malaisie. A l'agence de presse officielle Bernama, il a déclaré qu'il ferait de son mieux pour assurer la protection des libertés. Une nouvelle élection partielle, dans la circonscription rurale de Parit-Raja (Johore) à forte dominance malaise, devrait, le 20 octobre, permettre de mesurer l'ampleur du dommage politique ainsi infligé au docteur Mahathir.

JACQUES BEKAERT.

Un puissant lobby

Dernière cette belle assurance se profile le puissant lobby chinois qui commence à faire beaucoup parler de lui sur le marché international de l'armement, regroupé en partie au sein d'une firme au nom anodin : Poly Technologies. Dans ses bureaux situés dans le principal immeuble d'affaires de Pékin siègent des hommes qui ne sont rien moins que les généraux de MM. Deng Xiaoping, Zhao Ziyang et Yang Shangkun - tout simplement les trois hommes les plus haut placés dans l'organigramme militaire chinois.

Plus encore que les ventes controversées de missiles chinois dans le monde, le « retrofit » de l'A-5 symbolise la percée de la Chine sur ce marché international, rendu possible par la position très particulière de Pékin au sein du monde socialiste. Un tel transfert de technologie est le signe qu'en Occident d'anciens jugent à présent la Chine comme un pays suffisamment intégré à l'économie mondiale pour être digne d'une certaine confiance en matière d'armements.

NEW YORK 2990F



Offrez-vous la qualité Air France et ses vols directs vers les U.S.A. à des prix exceptionnels.

NEW YORK	2990 F
CHICAGO	3800 F
WASHINGTON	3240 F
HOUSTON	4125 F
MIAMI	3990 F

LOS ANGELES	4590 F
SAN FRANCISCO	4590 F
PHILADELPHIE	3560 F
BOSTON	2990 F

Prix aller/retour au départ de Paris en classe Economique. Offre valable du 1^{er} novembre au 9 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 15 mars 1989. Suppléments de prix pour les vendredis, samedis, dimanches. Validité minimum 14 jours, maximum 30 jours. Emission et règlement du billet dans les 24 heures qui suivent la réservation. Aucun changement de réservation possible. Remboursement total ou partiel interdit. Tarifs sujets à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous dans les Agences Air France ou chez votre Agent de voyages.

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA

سكوا من الأصيل

سكنا من الأصل

ars avions de chasse...

RK



Afrique

SÉNÉGAL

Rupture de la table ronde avec l'opposition

Les seize médaillés français reçus, le mardi 4 octobre, par M. Mitterrand à leur retour des Jeux olympiques ont eu droit aux félicitations d'un Africain qui dominait tout le monde de sa haute taille. C'était M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais, qui « passait par l'Élysée ». Une visite privée en France avec la traditionnelle audience présidentielle, semblable à celle qu'avait faite la veille M. Paul Biya, chef de l'Etat camerounais.

Comme d'habitude en cours de ces rencontres « familiales », il a été question de gros sous et, en particulier, des frais à engager pour la préparation du prochain sommet francophone, fin mai à Dakar. En dehors des problèmes d'intendance, M. Diouf se soucie actuellement de la situation politique intérieure de son pays toujours sous le coup des graves événements du début de l'année: contestation des résultats de l'élection présidentielle par l'opposition, manifestations, instauration de l'état d'urgence, procès puis libération de M. Wade, principal adversaire du chef de l'Etat.

Une des conséquences de cette agitation préoccupe beaucoup les familles: à l'exception des candidats reçus au baccalauréat et à l'examen d'entrée en sixième, tous les lycéens redoublent, l'année scolaire ayant été proclamée « blanche » en raison des perturbations répétées pour faits de grève. Avant de partir pour Paris, M. Diouf avait lancé un appel télévisé au pays pour résoudre la « grave crise de l'enseignement ». Il avait demandé aux professeurs comme aux élèves de faire preuve d'un « comportement responsable », le gouvernement étant « allé à la limite de ses moyens » pour faciliter la rentrée sur le plan matériel.

M. Diouf a aussi fait état de la rupture de la table ronde avec l'opposition dont les travaux avaient en principe été suspendus en juillet. Après avoir évoqué une réforme du code électoral et l'accès de l'opposition aux médias officiels, il a promis une « charte de la démocratie » à élaborer avec le concours « des partis politiques comme de la société civile ».

« Vaines manœuvres » Il ne lui faut pas coopter pour cela sur M. Wade. Après ce discours, le secrétaire général du Parti démocratique sénégalais précise dans un communiqué que, « pour autant que cela le concerne, la réponse est non ». « Je note que M. Diouf a décidé de s'emparer des idées que j'avais avancées au début des discussions pour les réélaborer de façon unilatérale par des projets de loi », poursuit l'homme le plus représentatif de l'opposition, mais pas le plus menacé, en se disant étonné par la « malhonnêteté politique et intellectuelle » d'un président qui appelle dialogue de « vaines manœuvres pour essayer de récupérer un terrain perdu ».

« Je lui avais offert la possibilité de se retirer de façon élégante, mais il n'a pas su comprendre », dit encore M. Wade du chef de l'Etat. Ce qu'il demandait, selon une bonne source, ce n'était rien moins qu'une vice-présidence de la République, taillée pour lui. M. Diouf lui a simplement proposé un accès à certains ministères de souveraineté... par exemple la lecture des télégrammes des ambassadeurs. On mesure aujourd'hui quel abîme sépare les deux hommes à l'ouverture de la table ronde. Sans doute s'agissait-il moins d'un malentendu que de considérations tactiques, de part et d'autre.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Proche-Orient

LIBAN

M. Reagan ne prévoit pas à bref délai d'autres libérations d'otages

Le président Reagan a pratiquement exclu, mardi 4 septembre, que des otages américains au Liban puissent être remis en liberté dans les prochains jours, à la suite de la libération, dans la nuit de lundi à mardi, de M. Mithalwar Singh, ressortissant indien titulaire d'une carte de résident permanent aux Etats-Unis (Le Monde du 5 octobre).

M. Reagan a indiqué qu'il n'avait « vu aucune indication » permettant d'envisager de nouvelles libérations, se refusant en outre à « deviner » les raisons de la libération de M. Singh. Pour sa part, M. Phillip Oakley, porte-parole du département d'Etat, a affirmé que Washington « ne savait pas pourquoi il (M. Singh) avait été libéré et pas les autres ».

Les autorités américaines ont à nouveau démenti toute négociation, tout « marché » pour obtenir la libération des neuf otages américains encore détenus au Liban. Faisant état de ces négociations, l'ancien président iranien, M. Abolhasan Baniasad, a notamment affirmé que des contacts avaient récemment eu lieu en Suisse entre un émissaire du vice-président américain, M. Bush, et un officiel iranien.

Faisant écho aux déclarations pessimistes de M. Reagan, l'une des principales personnalités chérites libanaises pro-iraniennes, cheikh Fadlallah, a estimé que « ce n'était pas le bon moment pour libérer les otages américains ».

Toute décision, a-t-il déclaré dans une interview publiée mardi par le

New York Times, « devra attendre la fin de l'élection présidentielle américaine ». Les ravisateurs ont retenu de « la leçon de l'élection présidentielle française » qu'ils ne pouvaient pas influencer le résultat du scrutin, à encore dit cheikh Fadlallah.

« La clé du problème des otages n'est nulle part ailleurs qu'à Téhéran », a souligné cheikh Fadlallah. — (AFP.)

Quand la presse cairote célèbre « Taba l'Egyptienne »

LE CAIRE de notre correspondant

Un président Mubarak souriant entre sphinx et pyramides sur fond de Sinaï. Cette image d'Épinal a envahi la presse égyptienne depuis que la Commission d'arbitrage international a donné raison aux Égyptiens dans le conflit frontalier qui les oppose aux Israéliens sur l'isthme de Taba (Le Monde du 1^{er} octobre). Elle illustre les pages de publicité de ceux qui, chaque jour, se félicitent du « retour de Taba dans le giron de la mère patrie ». Cette position tranche avec celle de la diplomatie égyptienne, qui reste réservée, car Israël n'ayant pas encore évacué Taba, petite plage sur la mer Rouge, près d'El-Est, les complications sont toujours à craindre.

Tel n'est pas l'avis des annonceurs qui occupent le 1^{er} octobre, le tiers des pages de l'officieux Al-Ahram. On se serait cru à la veille d'une fête musulmane ou chrétienne, occasion pour les annonceurs de féliciter les lecteurs. Il est intéressant de noter qu'une bonne partie des annonceurs qui ont consacré des centaines de milliers de livres à « Taba l'Égyptienne » viennent du secteur privé. Alors que précédemment toutes les annonces comprennent, outre le portrait du roi, le dessin d'une colombe tenant un rameau d'olivier, la province d'Assouan, en Haute-Egypte, a préféré exprimer sa satisfaction par l'envoi d'un faucon.

Le « verdict de Taba » est aussi une aubaine pour le tourisme. Tous les hôtels situés sur le golfe d'Aqaba sont complets. Des milliers de Caireotes vont en effet profiter du congé du 6 octobre, commémorant la guerre de 1973, et du week-end pour aller voir Taba. La nouvelle route qui met l'isthme à cinq heures de la capitale égyptienne risque de connaître une affluence record.

La décision favorable à l'Égypte a enfin été le prétexte à des règlements de compte entre socialistes et nationalistes. « Avec le retour de Taba à l'Égypte, ils ont perdu leur dernière carte, et la paix a été victorieuse », conclut l'éditorialiste du quotidien Al-Ahram au terme d'un long réquisitoire contre les adversaires du traité de paix avec Israël.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(Publicité) PALESTINIENS : À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU

Plan de partage de 1947, gouvernement provisoire... L'OLP souhaite depuis peu adhérer à des formules longtemps décriées. Quelles en étaient les dispositions? Quels en furent les promoteurs? Quels lendemains? Dans le numéro d'octobre d'Épaves et en librairie 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46-22-34-14

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Onze morts à Kaboul

Onze personnes ont été tuées et vingt-six blessées lors d'un bombardement à la roquette de quatre quartiers de Kaboul mercredi matin 5 octobre, a annoncé l'agence Tass, indiquant qu'il s'agissait d'un bilan provisoire. Au total, vingt-trois roquettes soviétiques sont tombées sur la capitale au moment où les Afghans se rendaient à leur travail. Elles ont été tirées de zones situées au nord-ouest de la ville.

D'autre part, l'homme d'affaires américain Armand Hammer a effectué mercredi une brève visite à Kaboul, où il a rencontré le président Hajjibullah, le vice-ministre des affaires étrangères Lakanwel et d'autres membres du gouvernement afghan.

La visite de M. Hammer concerne les affaires afghanes, et il n'a pas pris contact avec l'ambassade des Etats-Unis. Aucune précision n'a été donnée sur l'objet de ces entretiens, à l'issue desquels l'homme d'affaires américain aurait gagné Moscou. — (AFP.)

Birmanie

Autorisation d'un nouveau parti

La commission électorale du gouvernement militaire birman a autorisé, le mardi 4 octobre, l'enregistrement d'une nouvelle formation de l'opposition, le Parti démocratique du peuple, a annoncé la radio officielle. Ce parti avait été formé la semaine dernière par M. Aung San, frère du héros de l'indépendance, Aung San, et oncle d'un leader de l'opposition, M. Aung San Suu Kyi. D'autre part, selon la radio, les forces de police ont ouvert le feu à deux reprises lundi dernier contre des groupes de personnes identifiées comme des « pirates ». Une douzaine d'entre elles ont été tuées, ce qui porte le total officiel des morts depuis l'arrivée au pouvoir de la junte, le 18 septembre, à quatre cent quarante et un. Ce chiffre, estime-t-on généralement à Rangoon, est très inférieur à la réalité. — (AFP.)

Suède

Remaniement du gouvernement

Stockholm. — Quinze jours après les élections législatives et à l'occasion de la rentrée parlementaire, le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a annoncé, le mardi 4 octobre, un léger remaniement de son gouvernement.

Le portefeuille de la justice, laissé vacant par Thege G. Petersson, nouveau président du Folketing (le Parle-

ment monocaméral), a été confié à M. Leif Frieholm, quarante-six ans, originaire de Rigas, la capitale de Lettonie, juriste de formation.

M. Ivar Nordberg, cinquante-cinq ans, qui s'occupait jusqu'ici alors des jeux de loterie qui rapportent chaque année 50 millions de couronnes au Parti social-démocrate, devient ministre de l'Industrie.

M. Bengt K.A. Johanson, cinquante et un ans, bras droit du ministre de l'économie Kjell-Olof Feldt, se voit confier le ministère des affaires civiles. Celui-ci pourrait être dénommé prochainement « ministère de l'Intérieur » en prenant sous sa tutelle la police jusqu'à ce qu'il change de la justice.

M. Ulf Lönnqvist, cinquante-deux ans, ancien ministre des sports et ami intime de Ingvar Carlsson, a obtenu le ministère du logement.

Le nouveau gouvernement est composé de sept femmes et de quatorze hommes. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

Un journaliste empêché de se rendre en URSS

Un journaliste tchécoslovaque d'opposition, M. Miroslav Filip, a été empêché, le samedi 1^{er} octobre à l'aéroport de Prague, de se rendre en URSS où il était invité.

M. Filip a été retenu par les douaniers tchécoslovaques et son passeport confisqué, au moment où il allait s'embarquer pour Moscou. Aucune raison ne lui a été donnée pour justifier cette mesure, a-t-il indiqué.

Empêché d'exercer son métier dans la presse officielle depuis 1969, M. Filip collabore actuellement à un mensuel indépendant publié en samizdat à Prague, Lidove Noviny.

« Il semble que, bientôt, il sera plus facile pour nous de voyager en Occident qu'en URSS », a-t-il ironisé.

De nombreux opposants tchécoslovaques font état d'un net redoublement de l'atmosphère des autorités à leur égard ces dernières semaines. — (AFP.)

Yougoslavie

Des ouvriers manifestent devant le Parlement fédéral

Trois mille à cinq mille ouvriers de plusieurs usines de Rakovica, dans la banlieue de Belgrade, se sont rassemblés, mardi 4 octobre, devant le Parlement fédéral pour réclamer des augmentations de salaire et la démission du gouvernement fédéral, avant de transformer leur manifestation en meeting de soutien à l'étoile montante du PC de Serbie, M. Stobodan Milosovic.

Il a suffi à M. Milosovic d'apparaître et de prendre la parole dix minutes, en promettant le départ des cadres incompétents à l'occasion du prochain plénum du parti, le 17 octobre, pour que les ouvriers acceptent de retourner au travail. M. Milosovic, quarante-sept ans, jouit d'une grande popularité en Serbie en raison de son soutien aux Serbes du Kosovo. — (AFP, UPI.)

● IRLANDE DU NORD : meurtre d'un gardien de prison. — L'IRA (Armée républicaine irlandaise) a revendiqué le meurtre d'un gardien de prison à Belfast, tué mardi 4 octobre par l'explosion de sa voiture, qui avait été piégée.

Dans sa revendication, l'IRA a accusé Brian Armour, numéro deux du syndicat nord-irlandais des gardiens de prison, d'avoir « battu et brutalisé » des prisonniers dans plusieurs établissements, notamment à la prison de Maze, près de Belfast, où sont détenus la plupart des prisonniers membres de l'IRA. — (AFP.)

● ITALIE : les condamnations de Toni Negri et Oreste Scabrone confirmées. — Dix ans après la vague d'arrestations lancée contre les responsables d'Autonomie Opéraïa (extrême gauche), la Cour de cassation a définitivement confirmé, mardi 4 octobre, les peines de prison infligées au professeur Toni Negri (neuf ans) et à Oreste Scabrone (neuf ans) par la cour d'appel en juin 1987. Condamné à trente ans de prison par la cour d'assises en 1984, Toni Negri avait vu sa peine sensiblement réduite en appel en 1987.

Mais, du entre-temps député sur les listes du Parti radical en 1983, il avait profité de l'immunité parlementaire pour sortir de prison et s'expatrier, s'installant, selon la presse italienne, à Paris. La cour a aussi maintenu les neuf ans de prison infligés à Oreste Scabrone, également installé à Paris, toujours selon la presse italienne. — (AFP.)

● Un « repenté » s'enferme dans la silence. — Antonino Caldeirona, un patron « repenté », a refusé de parler devant les juges du troisième grand procès contre la Mafia, à Palerme (Sicile), parce qu'il estime que la protection qu'il a demandée « n'existe pas » : « J'ai peur, je ne parlerai plus », a-t-il dit.

● TIMOR ORIENTAL : nouvelle offensive de Portugal aux Nations unies. — Lisbonne a lancé une nouvelle offensive aux Nations unies contre l'indonésien à propos de la situation au Timor oriental, mise entre parenthèses depuis plusieurs années par l'Assemblée générale de l'ONU. Tant au cours d'une conférence de presse mardi 4 octobre que dans son intervention la veille devant l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre portugais des affaires étrangères, M. Jao de Deus Pinheiro, a défendu les droits à l'autodétermination du Timor oriental. — (AFP.)

PIERRE PÉAN

« Des choses criminelles sont à l'origine de la situation dans les pays en développement... »

280 p. 95F

...Il y a la corruption dans ces pays. Il y a là-bas des gens que leur égoïsme sans bornes pousse à placer tout leur argent à l'étranger, ce qui entraîne une terrible fuite de capitaux. Il y a des hommes politiques qui négligent de traiter en temps utile les problèmes urgents et préfèrent attendre un miracle. Je qualifie tous ces comportements de criminels.

M. MICHEL CAMDESSUS
Directeur exécutif
du Fonds Monétaire International
Bonn, le 15 septembre 1988

FAYARD

Europe

GRANDE-BRETAGNE : au congrès de Blackpool

M. Kinnock invite les travaillistes à accepter l'économie de marché

BLACKPOOL
de notre envoyé spécial

« Nous devrions gérer l'économie de marché encore mieux que les conservateurs... » M. Kinnock a prononcé le mot tabou et, à la grande fureur de la « gauche dure » de son parti, désormais très minoritaire, il a soufflé le cône. « C'est le type d'économie dans lequel nous vivons et auquel nous aurons affaire lorsque nous arriverons au pouvoir », a déclaré mardi 4 octobre le leader travailliste devant les congressistes réunis à Blackpool.

Pour le leader travailliste, son mouvement a cessé de poursuivre des « mirages » et de penser par « slogans ». Il exhorte à prendre en compte les changements intervenus depuis l'arrivée de M^{me} Thatcher au pouvoir. Il n'est pas question, au moins pour l'instant, de revenir sur les privatisations. M. Kinnock refuse le manichéisme « qui assimile le secteur public au bien et le secteur privé au mal ». On chercherait en vain un écho des nationalisations lancées par les gouvernements travaillistes successifs. Il ne s'engage qu'à propos de l'eau et de l'électricité, dont il prône le retour dans le giron de l'Etat au nom de la défense de l'environnement.

Le leader travailliste repousse l'idée d'un « glissement à droite » et « d'une concession au Thatcherisme ». Selon lui, « la pire concession au Thatcherisme consiste à laisser les conservateurs gagner les prochaines élections ».

Il y a au moins un congressiste qui s'est égaré d'indignation en entendant parler de « marché ». M. Ron

Todd, secrétaire général du syndicat des transports, le plus important du pays, a déclaré, mardi soir, qu'il n'accepterait ni le mot ni l'idée. M. Kinnock a répété inlassablement à Blackpool que le premier devoir d'un leader est d'arriver au pouvoir. Cette évidence devait sans doute être rappelée à l'heure où certains responsables du parti semblent continuer à préférer la pureté idéologique au succès. La hantise du dirigeant travailliste est de voir son parti s'enfermer dans une culture d'opposition.

Les problèmes de défense

M. Kinnock interprète sa réflexion dimanche par 89% des voix comme un « mandat pour le changement ». Le plus immédiat était une modification des statuts. Le parti travailliste était et reste encore dans une large mesure très décentralisé. Il sera désormais possible d'y adhérer directement quel que soit l'avis des branches locales qui avaient jusqu'ici un droit de veto. Il s'agit d'affaiblir un peu plus les fédérations tenues par la « gauche dure » et de restreindre le pouvoir des syndicats; ces derniers sont en effet affiliés en bloc au parti et détiennent environ 40% des voix lors des congrès. Le Labour évolue ainsi vers un type d'organisation comparable à celle des partis socialistes ou sociaux-démocrates du continent. C'est un des particularismes les plus tenaces de la vie publique britannique qui s'estompe, même si les « gros syndicats » appartenant au Labour n'ont sans doute pas dit leur

dernier mot. Cela explique aussi la colère de M. Ron Todd.

M. Kinnock a préféré, mardi, évoquer qu'en termes généraux les problèmes de défense. Les militants pacifistes ont remarqué avec dépit qu'il n'avait à aucun moment réaffirmé la doctrine travailliste officielle qui appelle au désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. L'entourage du leader a fait savoir que celui-ci se rendrait en Union soviétique au cours de l'année prochaine.

Selon le *Guardian*, M. Kinnock voudrait explorer avec M. Gorbatchev la possibilité d'un compromis : la Grande-Bretagne renoncerait à sa force nucléaire et l'Union soviétique accepterait, en échange, de ne plus pointer sur elle d'armes atomiques. Il s'agit là d'une vieille idée des travaillistes qui leur avait été jadis opportunément « soufflée » par les Soviétiques. Mais c'est aussi une naïveté qui relève surtout de la propagande. Il est en effet impossible de vérifier si les cibles ont bien été modifiées...

M. Kinnock a, enfin, fait l'éloge de l'intégration européenne, reprenant les termes utilisés le 8 septembre par M. Delors, devant le congrès des TUC, qui avaient suscité la colère de M^{me} Thatcher. Les travaillistes sont encore prudents sur ce chapitre; mais il est caractéristique qu'aucune motion appelant au retrait de la Grande-Bretagne de la CEE n'ait été présentée à Blackpool. Les militants anti-européens ne sont plus seulement minoritaires dans le Parti travailliste, ils sont désormais silencieux.

DOMINIQUE DHOMBRES.

HONGRIE

Réunion du Parlement sur fond d'offensive conservatrice

Le Parlement hongrois devait se réunir mercredi 5 octobre et examiner, parmi les questions à l'ordre du jour, celle de la centrale hydro-électrique de Nagymaros, sur le Danube, un projet vivement contesté par les écologistes. Cette séance de l'Assemblée nationale, qui doit également discuter d'un projet de loi sur les entreprises privées, se tient une semaine après un plénum mouvementé du comité central du PC hongrois. Le PSOH, en proie à certains flottements depuis l'entrée des ténors de l'aile réformatrice au bureau politique, en mal de...

Mais ce qui a le plus choqué certains esprits réformateurs n'est pas tant l'offensive de M. Berecz — après tout, il n'est jamais passé pour un foudre de libéralisme — que la mollesse avec laquelle se sont défendus ceux qui, au sommet, sont censés soutenir la réforme. Ni le chef du parti et premier ministre, M. Karolyi Gruz, ni M. Imre Pozsgay, chef de file des réformistes au bureau politique, ne sont montés au créneau pour riposter. Seul, semble-t-il, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Gyula Horn, qui n'est pas membre de la direction du PSOH, a demandé pourquoi on avait sélectionné cette lettre alors qu'on en reçoit tant d'autres en faveur de la réforme. Quant au secrétaire responsable des questions d'organisation au parti, M. Janos Lukacs, il s'est contenté de clore le débat en coupant la poire en deux : il y a ceux qui trouvent qu'on a déjà suffisamment réformé, et il y a ceux qui estiment qu'on n'a même pas commencé. Mais sur le fond, tout le monde est d'accord.

« Bazar politique »

Le communiqué final, diffusé par l'agence officielle MTI et prudemment repris par tous les quotidiens, sauf *Nepszabadsag*, l'organe du parti, qui a publié son propre compte rendu, a surtout cherché, lui, à noyer le poisson en mettant l'accent sur les conclusions de politique étrangère.

Depuis, les esprits paraissent s'être calmés. D'autant plus que, dans le même temps, M. Gorbatchev marquait quelques points à Moscou. Dimanche soir, à la télévision hongroise, le porte-parole du PSOH, M. Laszlo Major, a pu ainsi revenir sur « l'affaire » sur un ton rassurant, en expliquant que l'évolution actuelle de la société hongroise se faisait dans l'intérêt du parti et que ce dernier gardait l'initiative.

Il reste, observe-t-on à Budapest, que pour la première fois depuis le départ de M. Janos Kadar et de ses proches de la direction du parti, en mai, « on a vu deux camps se désigner » et « on a perçu le signe d'une certaine révolte contre tout ce bazar politique ». Ce « bazar politique », ce sont les multiples mouvements, associations, syndicats qui pullulent en Hongrie et prennent de plus en plus d'assurance en attendant la nouvelle législation sur le droit d'association. Entre le Forum démocratique, qui s'est constitué en « mouvement politique indépendant » le 3 septembre, le Nouveau Front de mars, groupement d'intellectuels d'horizons divers (parmi lesquels M. Rezzo Nyers, membre du bureau politique, et M. Miklos Vasarhelyi, ancien porte-parole d'Imre Nagy) qui a formellement commencé ses travaux le 17 septembre, l'Union des jeunes démocrates (FIDESZ), qui a tenu son congrès constitutif le 2 octobre en réclamant le multipartisme, et le syndicat indépendant TDSZ (syndicat des travailleurs scientifiques) qui dénonce la paupérisation croissante de la population, le PC hongrois semble bien parfois dépassé par les événements.

SYLVIE KAUFFMANN.

Droits de l'homme

Le rapport annuel d'Amnesty International dénonce des violations dans 135 pays

Le rapport annuel d'Amnesty International (1), publié mercredi 5 octobre, sans prétendre à l'exhaustivité, dresse un bilan des principales violations des droits de l'homme dans cent trente-cinq pays.

● Les prisonniers d'opinion. — Dans au moins la moitié des pays du monde, des personnes sont incarcérées pour leurs opinions, souvent à la suite de opinions de procès. En Afrique, le régime de Pretoria se distingue, de même que l'Angola, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Bénin, le Zaïre et le Tchad; en Amérique latine, c'est le cas du Pérou, de Cuba, de la Bolivie et du Nicaragua; en Asie, de la Chine, de l'Inde, de la Corée du Sud, de Singapour, de l'Indonésie et de la Thaïlande; en Europe, de l'URSS, de la Turquie, de la Tchecoslovaquie, de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Grèce; au Proche-Orient, et en Afrique du Nord, de l'Irak, l'Égypte, Israël et les territoires occupés, sans oublier le Maroc, la Mauritanie et le Sahara occidental.

● La torture et les mauvais traitements. — Ils sont infligés dans plus d'un tiers des pays à des hommes, des femmes et des enfants par des agents gouvernementaux. En Afrique, dix-huit pays ont recours à ces pratiques : ceux déjà cités — à quelques exceptions près — plus les Comores, le Gabon, le Burkina-Faso, la Zambie, le Sénégal et les Seychelles. En Amérique latine, le Brésil, le Honduras, Haïti et le Chili se distinguent. En Asie, la Chine, la Birmanie, l'Inde et le

Sri-Lanka font de même. En Europe, Amnesty montre du doigt la Pologne, la Yougoslavie, l'Espagne et, surtout, la Turquie. Et puis, l'Algérie, l'Égypte, Israël et, tout particulièrement, la Syrie.

● Les assassinats et disparitions. — Des milliers de personnes ont été victimes de « disparitions », tortures et assassinats aux mains de groupes clandestins liés aux forces gouvernementales, tels que les « escadrons de la mort », depuis longtemps actifs en Amérique latine. En 1987, ils ont fait des centaines de morts au Brésil, en Colombie, au Guatemala et au Salvador. Des centaines d'exécutions sommaires, perpétrées par des forces gouvernementales, ont également été signalées en Irak, en Afghanistan, au Soudan, en Ouganda et au Zaïre. D'autres ont eu lieu aux Philippines, en Namibie, au Pérou.

● La peine de mort. — Elle reste en vigueur dans plus de cent vingt États. En 1987, plus de 760 prisonniers ont été exécutés dans une quarantaine de pays et au moins 1 200 condamnés à mort. Il y aurait eu 164 exécutions en Afrique du Sud, 158 en Iran et plus de 130 en Chine. Aux États-Unis, on dénombre près de 2 000 condamnés à mort et environ 1 500 au Pakistan, dans la seule province du Pendjab. En Australie, où 17 aborigènes sont morts en détention en 1967 et 64 depuis 1980.

(1) Amnesty International, « Rapport 88 », Editions d'Amnesty International, 336 pages, 89 francs.

(Publicité)

Le jury chargé d'examiner les propositions d'aménagement provisoire destiné à recevoir, dans le jardin des Tuileries, les animations évoquant la période révolutionnaire 1789-1799 s'est réuni les 13, 20 et 27 septembre 1988.

Après avoir examiné l'ensemble des propositions reçues par la Mission du bicentenaire, le jury a décidé de retenir le projet présenté par MM. Jean-Marie Hennin et Nicolas Normier, architectes, et Bernard Viny, responsable des structures.

Ce jury, présidé par Jean-Noël Jeanneney, était composé de : Jean-Pierre Bady et Christian Dupavillon, représentant le ministre de la culture et de la communication; le professeur Jean Tulard, représentant la Ville de Paris; Thierry Collard, représentant la Mission du bicentenaire; M^{me} Madeleine Rebérioux, MM. Robert Bordaz et Patrick Bouchain, personnalités qualifiées.

Le projet retenu et les activités qu'il doit accueillir, qui doivent faire l'objet d'une concession de l'Etat, sont actuellement examinés par les investisseurs intéressés.

Des organisations non gouvernementales soulignent la gravité de la situation dans le monde arabe

Tunis (AFP). — Les droits de l'homme sont bafoués dans l'ensemble du monde arabe en dépit de « certaines améliorations démocratiques relatives dans certains États », ont constaté des organisations non gouvernementales arabes dont les représentants viennent de se réunir à Tunis. Ceux-ci ont souligné la gravité des « violations répétées des droits de l'homme dans le monde arabe », notamment « les droits civiques et politiques ». Ils ont dénoncé en particulier la pratique des « assassinats politiques », « la torture, les disparitions, les arrestations des opposants politiques, l'interdiction de la liberté de presse et d'opinion, l'imposition de l'état d'urgence sans justification ».

Selon eux, la situation dans de nombreuses prisons et centres carcéraux arabes « est lamentable et contraire au respect de la dignité humaine ». Ils ont également dénoncé « les violations barbares par Israël des droits de l'homme en Palestine occupée », « la répression sauvage exercée contre les jeunes Palestiniens » de Cisjordanie et de Gaza et l'existence de « camps de détention dans le Negev où croupissent des milliers de militants palestiniens ».

M. Adams Dieng, conseiller juridique de la Commission internationale des juristes, a affirmé à l'AFP que les violations des droits de l'homme sont générales dans le monde arabe à des degrés divers. Il a cité notamment le cas de l'Arabie saoudite, où la peine capitale par décapitation et les peines corporelles (amputation des mains) sont très nombreuses. « Il n'a pas été signalé de cas de torture en Tunisie depuis le 7 novembre 1987 — date du changement de régime — et la situation semble s'améliorer dans les prisons algériennes », a-t-il dit.

Contrairement à ce qui est généralement admis, la torture s'exerce non seulement contre les prisonniers politiques mais également contre les détenus de droit commun, a-t-il précisé.

Les ONG arabes qui se sont associées pour dénoncer cette situation sont l'Organisation arabe des droits de l'homme, l'Union des avocats arabes, la Ligue tunisienne des droits de l'homme, l'Association des droits de l'homme en Mauritanie, l'Association des droits de l'homme au Soudan, l'Association de solidarité des femmes arabes et l'Association des organismes d'avocats au Maroc.

Le JOURNAL des ELECTIONS n° 4 est paru
Les Etats-Unis défilent ou déclinent ?
par St. Hoffmann
M. Kinnock
VENTE EN MOSCOU

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LEMONDE

URSS

M. Gorbatchev reçoit M. Ceausescu

Le numéro un roumain, le président Nicolae Ceausescu, est arrivé mardi 4 octobre à Moscou pour une visite de trois jours, au cours de laquelle son homologue soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, devrait tenter une médiation pour améliorer les relations hungaro-roumaines. Accueilli par un article positif à la « une » de la *Pravda*, le *Comunist* a été reçu dans l'après-midi au Kremlin par le secrétaire général du PCUS, qui, en dépit de ses nouvelles fonctions de chef de l'Etat soviétique, ne s'était pas déplacé à l'aéroport. Un nouveau protocole est sans doute en train de se mettre en place à Moscou et une importante délégation du Politburo, conduite par MM. Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev, avait néanmoins été dépêchée au bas de la passerelle.

Les relations bilatérales devaient être au centre des entretiens de M. Ceausescu à Moscou, qui pourrait être suivi, d'ici quelques semaines, du numéro un hongrois, M. Karoly Gruz. On s'attend, en

effet, dans les milieux diplomatiques est-européens que M. Gorbatchev cherche à raisonner le président roumain sur le différend qui l'oppose à la Hongrie à propos du sort de la minorité magyar en Roumanie et du plan de « systématisation » du territoire roumain. Mais pas plus les Hongrois que les autres « pays frères » — restés jusque-là soigneusement à l'écart de cette dispute — n'espèrent beaucoup de cette tentative de médiation, tant M. Ceausescu paraît désormais imperméable à tout raisonnement politique.

● Nouvelle catastrophe ferroviaire, quatre morts. — Une explosion provoquée par la collision de wagons chargés de produits explosifs a fait dans la nuit de lundi à mardi 4 octobre 4 morts et 280 blessés à Sverdlovsk, dans l'Oural. L'explosion, qui a anéanti un cratère de 60 mètres de diamètre et de 10 mètres de profondeur, a détruit 12 maisons d'habitation et 8 autres bâtiments. — (AFP).

TCHÉCOSLOVAQUIE

La mort d'un grand résistant : Radislav Holdos

Radislav Holdos, « Pedro » dans la Résistance française, « Laco » pour ses amis, est mort le 9 septembre à Bratislava, dans sa Slovaquie natale, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Volontaire ans les Brigades internationales de 1936, interné dans un camp français en Afrique du Nord en 1939, engagé ensuite dans le corps tchécoslovaque en France et dans la Résistance, où il est responsable à la direction de la MOI (Main-d'œuvre immigrée), il est arrêté en 1943 par la police française. Malgré de terribles tortures, il ne parle pas. Il est condamné à cinq ans de prison; il est détenu à Poissy, Melun, Châlons-sur-Marne, Compiègne, d'où il est transféré au camp de Buchenwald. Sous le nom de Radislav « Français d'origine slovaque », il y joue un rôle important dans les contacts entre détenus politiques français (Marcel Paul, colonel Merle) et prisonniers tchécoslovaques, ce qui permet de sauver un certain nombre de vies. Il devient le chef des groupes de choc de plusieurs nationalités, qui préparent et réalisent une insurrection dans le camp au moment de sa libération par les Américains.

Après la guerre, Radislav Holdos devient haut responsable

du PC slovaque et participe à l'organisation des purges d'après 1948. Arrêté en février 1951, de nouveau atrocement torturé par la police de son parti, il avoue avoir été un « agent impérialiste et trotskiste ». Il est condamné à trois ans de prison en avril 1954, au cours d'un grand procès des « nationalistes bourgeois slovaques », dans le groupe dont le chef présumé est Gustav Husak, actuellement président de la République.

Libéré en 1957, Radislav Holdos refait ensuite toute fonction politique, ne s'en reconnaissant pas le droit pour « avoir trahi sa conscience et ses amis ». Il accepte toutefois, pendant le « Printemps de Prague », la charge d'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Cuba. Révoqué immédiatement lors de la « normalisation » en 1969, de nouveau exclu du PCT, il choisit l'isolement et la solitude.

En 1976, il avait accepté de me livrer pendant quelques jours, même d'une rare sincérité, les souvenirs de ses cinq emprisonnements (il avait aussi été prisonnier en Espagne) et ses réflexions. Je lui promis de ne pas les publier de son vivant... KAREL BARTOSEK, historien tchécoslovaque.

سكوا من الأصل

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO 88

N° 11

MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 88 sur six pages achetées au Quotidien Le Monde.

Jeudi 6 octobre 1988

A MARSEILLE DU 14 AU 18 OCTOBRE

MAIRIE-EXPO 88...

POUR NE PLUS SE CONTENTER D'ADMINISTRER

LES ÉLUS LOCAUX TIENNENT SALON



LE PALMARES DES MARIANNE D'OR 1988

Le Concours des "Marianne d'Or" est devenu une véritable institution. La plupart des grands leaders des Collectivités Locales y participent, qu'ils soient Maires de Grandes Villes ou Maires de Communes Rurales. La Marianne d'Or de CARTIER est devenue un Must.

François ABADIE — Lourdes (Hautes-Pyrénées), 18 000 habitants, 80 000 en saison touristique. Deuxième ville hôtelière de France avec une capacité de 35 000 lits. La Municipalité se donne les moyens de sa politique ; concertation permanente avec les professionnels et un Palais des Congrès.

François CLEMENT — Saint-Marcel de Félines (Loire), il reçoit du Ministère de la Jeunesse et des Sports une subvention en matériaux. Les artisans locaux construisent la 1^{re} Maison du Temps Libre, 280 m² pour 608 habitants.

André DILIGENT — Roubaix (Nord). La ville a signé un accord avec les Télécom pour la création d'une zone de Télécommunication avancée sur 20 hectares en plein centre ville... Le tertiaire suit déjà...

Christian DUPUY — Suresnes (Hauts-de-Seine). Il mène une politique innovante et attractive pour les entreprises : Délégation Spécifique au sein du Conseil Municipal, Forum d'entreprises suresnoises, informatisation du fichier offres-demandes d'emploi, création du Groupe Mairies Emploi... Les résultats sont là : en 5 ans plus de 200 entreprises nouvelles sont venues s'implanter à Suresnes avec à la clé la création de 4 000 emplois !

Georges FRECHE — Montpellier (Hérault), il conjugue dynamisme économique (Technopole, Port Marianne, Corum, Centre d'Affaires Pilot) et qualité de vie (Plan vert, Urbanisme à la Bofill)... Et c'est un Communicateur "surdoué" comme sa ville.

André LAIGNEL — Issoudun (Indre) (15 200 habitants), relève le défi de l'an 2000 en maîtrisant le développement économique et en accueillant des entreprises. (Groupe André, Louis Vuitton, Moët Hennessey). La meilleure présentation du dossier de Candidature à la "MARIANNE D'OR".

Yves LAURENT — Saint-Sébastien-Sur-Laïre (Loire-Atlantique), pour l'ensemble de ses actions menées depuis 83 au bénéfice des jeunes. Il vient de doter tous les écoliers de la commune de cartes à mémoire — le fameux système Pussycart 2000 — qui leur ouvre l'accès aux restaurants scolaires. Ses actions sont souvent citées en référence dans les livres d'Éducation Civique et son Conseil Municipal d'Enfants est parmi les plus actifs.

Marcel LABASTRE — Honfleur (Calvados), véritable avocat du dossier du futur pont reliant Honfleur du Havre, avec des retombées positives pour la ville et les communes voisines.

Jacques MELLICK — Béthune (Pas-de-Calais). Il crée dans sa ville l'Institut Régional de la Communication (IRCOM). Véritable vitrine du futur, ce centre multi-média est un espace socialement sur l'ensemble du Nord-Pas-de-Calais.

André MERCIER — Hamelet (Savoie). Commune la plus sportive de France sans doute. Elle accueillera en 1992, dans le cadre des J.O. sciez épreuves nordiques... et surtout c'est la Commune du Champion Olympique Franck PICARD ! Les autres sports (cyclotourisme, tennis, équitation...) sont — presque ! — aussi bien représentés.

Dominique PERBEN — Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Du travail en temps réel au Conseil Municipal ! C'est la prime à l'efficacité à Chalon, où chaque Conseiller Municipal signe le Registre des Délégations à la fin de la séance. Depuis que le traitement des délibérations est informatisé, les extraits sont envoyés à la Préfecture dès le lendemain.

François PERNIN, Adjoint au Maire de Paris, Maire du 12^e arrondissement, un quartier révolutionnaire... ! Sur cet arrondissement, après le Palais Omnisport de Berry, il accueille le nouveau Ministère des Finances, l'Opéra de la Bastille, la future cité des Vins, sans oublier la coulée verte et le Port de l' Arsenal à la Bastille. Il réussit parfaitement la synthèse entre les Branchés et les Traditionnalistes !

Jean-Marie POIRIER — Sacy-en-Brie (Val-de-Marne), 25 000 habitants. Une île dans l'Île-de-France. Le Conseil Municipal a réussi à faire une ville de province au cœur de la banlieue parisienne avec le concours Banlieue 89.

René RIEUBON — Port de Bessac (Bouches-du-Rhône). Avec son Conseil Municipal, cette commune a su lier le redéploiement économique de la ville à sa restructuration urbaine après la disparition de la construction navale, qui était la principale activité de la cité.

Henri SANNIER — Escaourt-Sur-Somme, 400 habitants, un budget de 2 millions de francs. Priorité à l'environnement et à la vie associative.

Le Maire Journaliste à Antenne 2 a planté un millier d'arbres, refait tous les trottoirs, créé un circuit botanique autour du marais communal et réalisé une aire de jeux. Sa fierté : les trois classes primaires de l'École Communale et l'aide aux 9 Associations du village.

Jean LABORDE — Auch (Gers), Marianne d'Or de la Fondation pour la Prévention des Risques Naturels, pour la réalisation de travaux pour prévenir les crues du Gers. Une action volontariste de la municipalité.

Dominique VESCOVALI (Adjoint au Maire du 13^e arrondissement de Paris), Promoteur de l'idée Casques Verts. Mention Spéciale du Jury. Opération de Surveillance des forêts du Midi de la France avec le concours d'Entreprises Citoyennes et des Collectivités Locales concernées.

Les informaticiens ont le SICOB, les Médecins les Entretiens de Bichat, les Elus Locaux ont chaque année MAIRIE-EXPO. Accompagnés de leurs Equipes Municipales, Adjointes, Secrétaires Généraux, Ingénieurs des Services Techniques ils retiennent ce rendez-vous pour faire leur choix en matière d'investissements, confronter leurs expériences et assister à des colloques.

particulièrement au Service Public Local qui leur est le plus proche, face à la grande Administration.

Aujourd'hui, pour que ce Service Public Local soit de qualité, il faut motiver les agents, leur permettre de développer leurs compétences par une formation continue. Et comme la Mairie n'est pas une permanence d'un Parti politique, il faut veiller scrupuleusement à l'impartialité dans les choix.

Une visite à MAIRIE-EXPO est devenue pour les Elus essentielle. N'ont-ils pas à l'esprit les prochaines échéances municipales de Mars 89 et la rédaction de leur futur programme. Maires sortants et candidats ont des priorités : rechercher des partenaires, trouver des financements, être attentifs à toute innovation ; un comportement qui va bien au-delà de la simple Administration Communale. Avant on administrait, mais désormais avec la Décentralisation, la crise et la venue de nouvelles générations d'Elus, les Hôtels de Ville sont devenus des Entreprises.

Les Maires sont devenus des passionnés du management. Ils recrutent aujourd'hui des contrôleurs de gestion, ils font de la prévision. Ne parle-t-on pas dans les Communes de marketing, d'ingénierie financière, d'informatique, de contrôle des coûts. Le Premier Ministre Michel ROCARD lui-même n'a-t-il pas mis sur pied pour le Personnel Communal de sa ville, Conflans Sainte-Honorine un projet d'entreprise ?

Les Collectivités Locales sont devenues un véritable marché. En 1988 leur budget s'élève à 542 milliards de francs pour Gérer, Administrer, Equiper et Animer le Service Public Local.

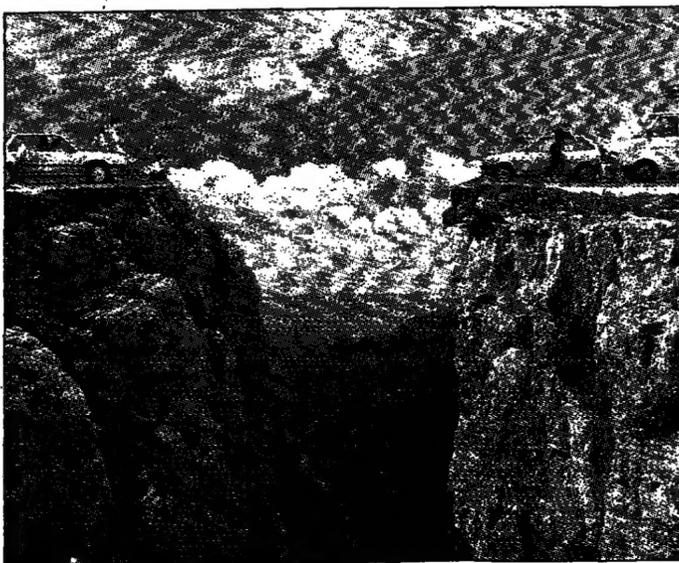
Nos concitoyens sont très attachés au Service Public et plus

expliquer sa politique, laisser le public accéder aux documents administratifs, etc. Et comme dans une entreprise montrer que l'on est performant.

Les villes se font désormais

concurrentes, elles deviennent des vitrines de la Démocratie Locale avec un savoir-faire, un faire-savoir et... MAIRIE-EXPO.

Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général



C R É D I T
L O C A L de
F R A N C E

Groupe
Caisse des dépôts et consignations

Pour passer du projet à la réalité,

venez dialoguer avec le
Crédit Local de France
présent à Mairie-Expo
place de la mairie

CREDIT LOCAL DE FRANCE, le banquier des ambitions locales

(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO 88

MONTPELLIER

Georges FRECHE : « Batissons l'harmonie »

Georges FRECHE est un Maire heureux. Elu sur un défi lancé en 1977 : « changer la ville, changer la vie » il voit son slogan onze ans après, inscrit dans la réalité de Montpellier. Aujourd'hui ce pragmatique, HEC et agrégé de Droit, jubile et peaufine ses nouveaux projets sous l'œil de plus en plus attentif de la Capitale.

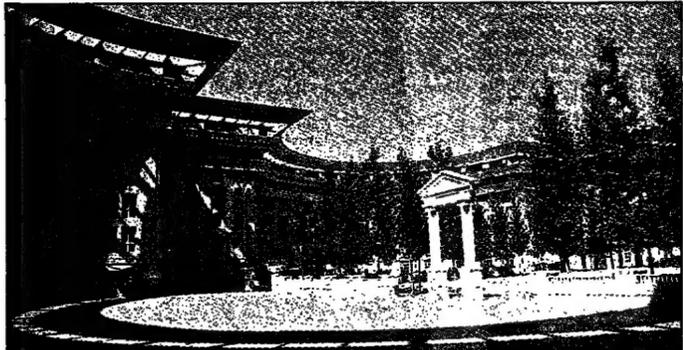
Qui se souvient aujourd'hui de la somnolente petite cité Méditerranéenne ?

Dans de nombreux domaines Montpellier revendique les premiers rôles, culture, tourisme, hautes technologies... Quant au dernier carré des sceptiques il aura du mal à résister au nouveau projet concocté avec Ricardo Bofill : Port Marianne.

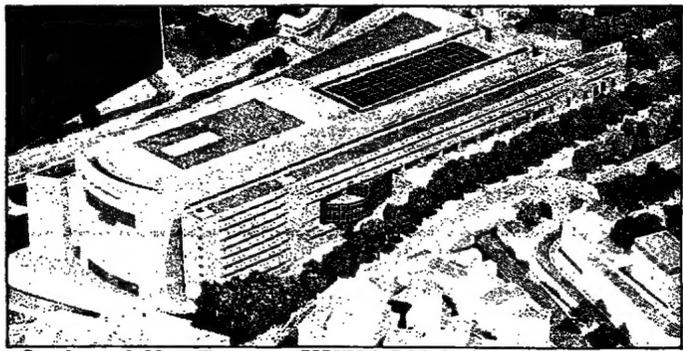
On voit souvent Montpellier raffer les premières places dans les enquêtes comparatives menées par la presse. Dernièrement, encore, l'EXPANSION l'a classée « Ville la plus dynamique de France ». La Force de Montpellier n'est-elle pas avant tout son étonnante rapidité de mutation ?



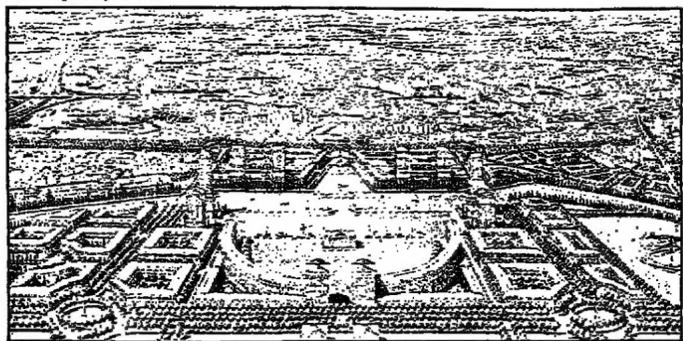
Montpellier côté cœur, c'est le charme des rues piétonnes chargées d'histoire, des somptueux hôtels particuliers et des places ombragées. La ville a le goût du bien vivre mais ne vous y trompez pas, dans ses artères bouillonne le sang neuf de 45 000 étudiants.



Antigone, 1^{re} réalisation montpelliéraine de l'architecte catalan Ricardo Bofill. Un quartier qui s'étend sur 25 ha du centre ville aux rives du Lez : une pierre blanche dans l'histoire de l'urbanisme. Le retour en beauté du logement social (2 000 appartements) dans un esprit très méditerranéen.



Coup de cœur de Montpellier pour son CORUM, le Palais des Congrès au centre de la Ville conçu par l'architecte Claude Vautour. 100 000 journées congressistes attendues par an. Ouverture de la première tranche au cours de l'hiver 88, ouverture de la deuxième tranche (l'auditorium de 2 000 places) fin 89.



A 5 minutes de l'aéroport et à deux pas du centre ville, dès 1989 Montpellier met le cap sur la mer avec Port Marianne, le projet de port de plaisance de 800 anneaux conçu par Ricardo Bofill. Montpellier remonte le Lez, renoue avec Jacques Coeur et rejoint la Méditerranée, ses plages de sable fin à 8 km. Le soleil est déjà là.



Georges FRÉCHE, Député-Maire de Montpellier.

Il ne s'agit pas d'aller vite, il s'agit de savoir où l'on veut aller.

Les femmes et les hommes qui vivent à Montpellier ont des besoins, des aspirations que l'équipe municipale, et le Maire en premier lieu, ont à charge de satisfaire : écoles, équipements sportifs, crèches, Maisons pour tous sont essentiels au bien vivre.

La politique sociale et l'urbanisme, les activités culturelles et le développement économique doivent progresser dans un même élan.

Cette vision globale de la ville est à la base même de notre action municipale.

Et tous les Montpelliérains en profitent ?

Bien sur ! Tous les Montpelliérains et dans tous les quartiers. L'opération « 100 fontaines pour notre ville » qui

est en voie d'achèvement en est une bonne illustration.

L'harmonie naît de la cohérence entre toutes ces actions que nous menons pour Montpellier.

Une réalisation comme le quartier d'Antigone répond-elle à ce souci d'harmonie ?

Absolument. N'oubliez pas qu'il s'agit en grande partie de logements sociaux. Avec ce quartier, nous avons voulu proposer aux Montpelliérains, quels que soient leurs moyens une nouvelle manière de vivre la ville. Et ils nous ont suivi avec enthousiasme !

Avec une telle qualité architecturale, c'était déjà un fantastique challenge. Mais nous sommes allés plus loin : Antigone a été construit au centre ville. Du même coup ce programme a permis à Montpellier de retrouver son fleuve. Le Lez, et d'ouvrir vers la mer

un nouvel axe de développement pour l'avenir. C'est cela aussi l'harmonie, c'est faire naître des projets qui répondent parfaitement à des besoins actuels en dégageant de nouvelles perspectives pour le futur.

Le Corum est un autre exemple d'harmonie. Ce nouveau Palais des Congrès au cœur de la ville avec ses 70 000 m² va remplir une série de missions toutes aussi capitales les unes que les autres : donner un coup de fouet à l'activité du tourisme et de l'hôtellerie, étaler notre saison touristique sur toute l'année, ouvrir un auditorium de 2 000 places pour les grands événements culturels, attirer des milliers de congressistes, chefs d'entreprises, décideurs, scientifiques qui feront connaissance avec la ville et qui en conserveront l'image d'une formidable vitalité.

Puisque vous parlez d'image, parlons de celle de la ville de Montpellier, une ville très médiatique, comment l'expliquez-vous ?

Tout simplement l'image de Montpellier c'est l'écume du quotidien. Si l'on parle beaucoup de cette ville, c'est qu'il y a beaucoup à en dire.

Et aussi beaucoup d'événements culturels. Je crois d'ailleurs que Montpellier a été aussi distinguée pour cette raison...

Oui première ville culturelle de France d'après une enquête du Magazine Murs Murs.

Mais ça n'a pas surpris les Montpelliérains.

Nos festivals d'été, Montpellier Danse et le Festival de Musique organisé avec Radio France, ont une réputation aujourd'hui bien établie. Notre orchestre philharmonique, dirigé par Cyril Diederich, vient de triompher au Festival de Berlin avec le Centre chorégraphique de Dominique Bagouet et l'Opéra de Montpellier, qui fête cette année son centenaire s'est imposé comme un haut lieu de l'art lyrique. C'est d'ailleurs à l'initiative de Montpellier que va être créée en février prochain l'Association Européenne des Scènes Lyriques. Notre ville abritera son siège.

Vous avez un nouveau grand projet pour Montpellier : Port Marianne. Avez-vous toujours un projet d'avance pour votre ville ?

Port Marianne n'est pas en avance, c'est un projet d'actualité pour Montpellier. L'équipe municipale se doit de stimuler et d'accompagner le développement de la ville et pour cela il est important qu'elle aille au bout de ses choix. La voie que suit notre ville depuis 11 ans est la voie de la réussite. Et cette voie ne cesse de s'élargir. Il faut continuer. Je sais qu'ils partagent avec moi la même fierté de vivre et de travailler dans cette ville.

Montpellier a besoin de Port Marianne parce que Port Marianne est harmonie.

Harmonie du développement urbanistique, économique, touristique. Harmonie pour vivre mieux, pour une ville encore plus solidaire. Harmonie pour que dans l'Europe des villes, quand seront ouvertes les frontières, Montpellier soit une des 10 métropoles phares de la fin de ce siècle et du début du prochain.

La première pierre de Port Marianne sera posée l'année prochaine, le 14 juillet 1989.

D.G.

Montpellier au cœur L'Europe en fête

16-17 Septembre 1988 constitution à Montpellier de l'Association Européenne du Théâtre Lyrique.

28-30 septembre 1988 c'est à Montpellier après Birmingham (Grande-Bretagne) et Kumamoto (Japon) et avant Adélaïde (Australie) que se tient le 4^e Congrès International des villes Technopoles.

Ces deux événements récents montrent bien l'importance de Montpellier sur le plan européen. L'entrée de l'Espagne, du Portugal donne au sud de l'Europe toute son importance. C'est là que se jouera l'Europe de demain.

Montpellier est merveilleusement placée par sa situation géographique.

A la croisée de l'Europe du sud, Montpellier jumelée avec Barcelone et Heidelberg multiplie les actions avec et en faveur de l'Europe. C'est ainsi qu'en matière

de formation, les universités montpelliéraines ont été retenues.

Programme d'échange de savoir technologique entre les entreprises et les universités.

Montpellier visant sur la jeunesse et la richesse véritable d'un pays qu'est la matière grise, crée l'Université Européenne Léonard de Vinci qui délivrera ses premiers diplômés dès 1990.

Cap Alpha pépinière technologique de la technopole montpelliéraine, a reçu le label européen du centre d'entreprise et d'innovation (CEI) dont l'objet est d'aider les entreprises porteuses d'un projet innovant.

A ces actions financées en partie par la Communauté s'ajoute une aide pour l'aéroport international et pour le Corum dans le cadre des projets intégrés méditerranéens.

Montpellier d'aujourd'hui est en position d'être une capitale de l'Europe au Sud.

سكزا من الأصل

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE EXPO 88

HOTEL DE VILLE



Jean-Claude GAUDIN, Député des Bouches-du-Rhône, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a souhaité que l'Institution Régionale soit présente à MAIRIE-EXPO avec stand consacré aux 960 Communes des Six Départements de la Région. Il inaugurerà MAIRIE EXPO avec R. VIGOUROUX Maire de Marseille...

MARIANNE A MARSEILLE

UNE CÉRÉMONIE DES « MARIANNE D'OR » EXCEPTIONNELLE



C'est le samedi 15 octobre à 16 heures, dans le cadre de MAIRIE-EXPO, que seront décernées les 15 « MARIANNE D'OR » de CARTIER aux 15 « meilleurs » Maires de France pour leur réalisation en matière de gestion, d'équipement, d'animation ou de communication. Chaque année la plupart des grands leaders des Collectivités Locales participent à ce concours. Cette année, c'est Mirille MATHIEU, MARIANNE 88, (après Brigitte BARDOT et Catherine DENEUVE) qui présidera la cérémonie aux côtés de Jean-Pierre FOUCAULT. Une sacrée soirée en perspective ! Autre invité de marque, le Groupe Folklorique LOU RAMPEU de Saint-Tropez que préside la dynamique Joëtte BAIN.

PONEYLAND EXISTE !

Après les Forest Hill, les Gymnase Clubs, les Aqualand, la série des « petits golfs en kit », voici les Poneyland.

A coup sûr, l'instigatrice du projet, Jacinthe Giscard d'Estaing, connaît bien son sujet. Cavalière de compétition, Docteur Vétérinaire, Présidente du grand Jumping de Bercy, Jacinthe Giscard d'Estaing est maintenant à 28 ans la P.D.G. convaincue de PONEYLAND.

« Poneyland devait exister. La demande des enfants comme des parents est considérable et la France est réellement sous équipée. Il n'y a guère que 400 poney-clubs en France, alors que l'ensemble des enquêtes réalisées à ce jour révèle qu'il en faudrait au moins 1 000 pour répondre correctement aux attentes de plus de 2 millions d'enfants. »

Le premier PONEYLAND a ouvert ses portes à LUISANT, à cinq minutes de la Cathédrale de Chartres. Patrick DEVEDJIAN a fait appel à Jacinthe Giscard d'Estaing pour sa ville d'Antony. Un PONEYLAND verra le jour dans le cadre d'une ferme pour enfants, qui existait déjà au centre d'Antony.

PONEYLAND, 36, avenue Maurice Maunoury, 28600 LUISANT. Tél. : 37.35.16.81.



Jacinthe GISCARD D'ESTAING et Patrick DEVEDJIAN, Député-Maire d'Antony.

LES MAIRES DE FRANCE AVEC LA FONDATION PLATINI

Dix-sept mairies (*), soixante-deux entreprises nous ont procuré à ce jour cent quatre-vingt-cinq emplois permanent à la Fondation de réaliser la mission qu'elle s'est fixée : réinsérer les anciens drogués guéris.

Depuis sa création, le 17 février 1987, la Fondation a permis l'embauche définitive de cent quatre-vingt-deux jeunes et connu seulement trois échecs.

La bonne volonté des entreprises et des mairies ainsi que le processus de sélection mis au point par la Fondation. Le jeune candidat fait tout d'abord, par lettre, acte de candidature, puis il prend rendez-vous avec un membre de la Fondation avant d'être accueilli par des responsables du centre Marmottan ou de l'hôpital Sainte Anne qui déterminent son aptitude à mener à bien une carrière professionnelle. Seuls ceux qui sont vé-

ritablement déterminés accomplissent ce parcours qui ne dépasse pas trois mois malgré tout.

La plupart des jeunes recrutés par la Fondation possèdent un bagage professionnel : tous ou presque ont exercé un ou plusieurs métiers dans leur vie. Il est donc possible d'adapter la demande à l'offre qui nous est éventuellement faite.

Le contact permanent que nous entretenons avec nos candidats nous permet de suivre pas à pas leurs succès ou leurs déboires et ainsi d'y remédier grâce au contact que nous maintenons avec les employeurs.

Nous ne posons qu'une condition au contrat moral que nous passons avec les entreprises et les mairies : la garantie absolue de l'anonymat. Trois personnes connaissent, au sein de l'entreprise, le passé du candidat, le Président, le Directeur du personnel et le Chef du per-

sonnel. Dans une mairie, le Secrétaire général s'efforce de conserver, autant que faire se peut, le secret.

Mais nous avons besoin, malgré tous ces garde-fous, d'un nombre d'emplois bien supérieurs au volant actuel dont nous disposons. Il nous faut réaliser l'objectif que Michel Platini nous a assigné : créer dans chaque région de France, dans chaque département, une antenne de la Fondation.

L'aide de toutes les Mairies nous est indispensable pour réaliser un tel dessein.

FONDATION Michel PLATINI 7, boulevard Ney - 75018 PARIS Tél. 42.38.89.95

ROBERT P. VIGOUROUX : BIENVENUE À L'AVENIR

MARSEILLE, capitale de la Méditerranée, va accueillir "MAIRIE-EXPO", du vendredi 14 au mardi 18 octobre prochain au Parc Chanot.

Cette manifestation est aujourd'hui le principal rendez-vous annuel de tous ceux Elus, Techniciens Municipaux et Chefs d'Entreprises qui concourent à l'équipement et à la gestion de nos communes.

"MAIRIE-EXPO" à MARSEILLE, à mes yeux, marque une nouvelle fois la confiance d'investisseurs dans les capacités et l'avenir de notre ville. En effet, les échanges et ren-

contres qui vont avoir lieu, multiplieront les occasions de faire connaître toujours mieux les réalisations et les projets, bref, les capacités de MARSEILLE à relever avec succès le défi du Grand Marché Unique Européen de 1992.

Par sa situation géographique et son histoire qui font d'elle le carrefour au Sud de l'Europe, des Amériques, de l'Asie et de l'Afrique, mais aussi par son potentiel scientifique, universitaire, culturel et économique, MARSEILLE entend chaque jour mieux faire connaître ses atouts.



Je souligne ici que plus de la moitié du deuxième potentiel de France de laboratoires de recherches publiques est concentrée à MARSEILLE. Tout est fait pour que les visiteurs de "MAIRIE-EXPO" découvrent et prennent la mesure de nos atouts.

En ma qualité de Maire de Marseille, je tiens personnellement à vous souhaiter d'abord la bienvenue ; et une visite particulièrement fructueuse.

Le Maire de Marseille, Robert P. VIGOUROUX

TENUE DE BUSINESS



Ne vous inquiétez pas. Tous les chefs d'entreprises de Vitrolles ne négocient pas en short et maillot. Simplement, ils ont su mettre dans leur activité économique le talent et la combativité des athlètes de haut niveau. Vitrolles se veut le porte-drapeau d'un nouveau style de chefs d'entreprises. Bien dans leur corps pour être mieux dans leur tête et donc dans leur entreprise. Pendant le week-end de Mairie Expo, ils seront plus de 100 venant des 4 coins de la France à démontrer que sport et business peuvent se conjuguer pour le plus grand bien de notre économie. Pour vous rafraîchir la tête, passez donc nous voir au CREATHLON ! Vous comprendrez pourquoi nous sommes la ville la plus dynamique des Bouches-du-Rhône.



Organisation : APOLLON (T) 42.74.40.65 - MAIRE DE VITROLLES : 42.89.91.27 et le concours de la SEM.

MAIRIES DE FRANCE
MAIRIE EXPO 88

LES CHAMPIONS DE LA PRÉVENTION

LA FONDATION POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

La Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels a été créée en Octobre 1986 à l'initiative de la Caisse Centrale de Réassurance, Etablissement Public de l'Etat qui préside Jacques BONNOT.

Placée sous l'égide de la Fondation de France, elle a pour objet de favoriser de manière générale l'organisation de la prévention des risques naturels majeurs, notamment auprès des Collectivités Locales. La Fondation est placée sous le patronage d'un Haut Comité composé de personnalités qualifiées, de représentants des Elus Locaux et d'Assureurs. Elle est administrée par un Comité Exécutif. Le Président d'honneur est Haroun TAZIEFF.

Les objectifs poursuivis par la Fondation visent à associer les Elus à l'effort de prévention mené par les Pouvoirs Publics et à faire connaître les initiatives communales. Pour ce faire, la Fondation organise depuis 1987 un concours annuel auquel plusieurs centaines de Communes participent.

L'ensemble des dossiers reçus, faits d'expériences municipales, sera ensuite mis à la disposition des Elus et servira de base pour établir la première banque de données de la Prévention des Risques Naturels en France.

LE PALMARÈS 88

LA MARIANNE D'OR A AUCH (GERS)

La "MARIANNE D'OR" 88 de la Prévention des Risques Naturels a été attribuée à la ville d'AUCH dans le Gers, dont le Maire est Jean LABORDE, pour les travaux d'aménagement et de calibrage réalisés entre 1977 et 1987 pour prévenir les crues du Gers. La Fondation récompense ainsi le choix courageux d'une ville qui a accepté de s'endetter lourdement en consacrant depuis 10 ans la plus grande partie de ses investissements à la recherche d'une solution définitive contre un risque naturel majeur tel que, par exemple, la crue catastrophique de juillet 1977 dont les dégâts furent considérables et nécessitèrent l'évacuation de près de 2 000 personnes. Le Député-Maire d'Auch Jean LABORDE souligne :

« De tout temps la protection contre les crues du Gers a constitué un souci majeur pour la Municipalité Aucrainne. En 150 ans la ville Basse s'est trouvée 6 fois submergées et on ne compte pas les débordements qui ne faisaient pas courir de risques à la population. Un projet de calibrage fut adopté en 1972. Les travaux débutèrent en 1973 en aval de la ville. Ils ne se trouvaient pas assez avancés pour être efficaces lorsque survint le 8 juillet 1977 une crue catastrophique qui, noyant sous plusieurs mètres d'eau les quartiers riverains, fit 6 victimes et des dégâts matériels considérables. Tout fut ensuite mis en œuvre pour accélérer la réalisation du programme adopté, déjà considéré comme une priorité absolue.

« Le coût de l'opération s'est élevé à plus de 70 millions de francs et malgré les aides reçues, la dépense a été très lourde pour le budget d'une ville de 25 000 habitants. Ces derniers ont cependant accepté l'effort qui leur a été demandé. Ils ont admis que soient différés d'autres investissements attendus. Ils ne le regrettent pas. L'objectif a été atteint : de nouvelles crues sont survenues mais aucune n'a franchi les berges du Gers. Ces travaux n'ont cependant pas dispensé du renforcement d'un système d'alerte. Il faut également noter qu'ils ont été conduits avec un souci de protection si ce n'est d'amélioration de l'environnement. »

LE PRIX DE LA FONDATION A AULT (SOMME)

Michel COUILLET, Maire d'AULT, recevra le prix de 250 000 francs versé par la Caisse Centrale de Réassurance.

Etablie en bordure de mer, sur le sommet d'une falaise crayeuse, confrontée aux assauts de la mer et au recul progressif du rivage, cette Commune a su engager d'importants travaux de confortement qui s'inscrivent dans un programme de défense du littoral et de préservation de son unité urbaine.

Outre l'originalité des solutions techniques mises en œuvre, la Fondation a été sensible à la situation dans laquelle se trouvait cette Commune condamnée à opter entre une réorganisation complète du bourg et un programme ambitieux de protection de la falaise.

Pour Michel COUILLET, Maire d'AULT :

« Cette récompense souligne

l'effort considérable consenti par la population d'Ault, pour préserver sa ville de nouveaux drames de la mer... »

En février 1979 la falaise s'est éboulée en plein cœur de la ville sur une longueur de 600 mètres, laissant un trou béant de plus de 18 mètres de profondeur. A la suite de quoi, 9 habitations ont basculé à la mer, alors que 8 autres étaient gravement menacées.

Les travaux réalisés à partir de septembre 1981 ont consisté à construire une digue de protection sur 650 mètres de long, constituée d'encrochements lourds - des blocs de 6 à 8 tonnes - depuis lors, cet encrochement s'est avéré d'une efficacité à toute épreuve.

Les résultats d'une telle expérience sont probants et cela nous a permis de compléter cet ouvrage par la création d'une promenade suspendue sur poutres au-dessus de la falaise

sur une longueur de 1 600 mètres qui, aujourd'hui, agréablement décorée et fleurie, confère à notre station balnéaire une nouvelle qualité d'accueil. Nous avons encore à protéger 120 mètres de falaise entre AULT et ONIVAL, pour parfaire entièrement cet ouvrage et répondre à la demande des habitants et des vacanciers.

Cela veut donc dire qu'il nous faudra réaliser ces travaux dans un proche avenir en fonction évidemment des aides financières qui pourront nous être accordées.

C'est que la ville s'est considérablement endettée pour payer sa part représentant 25 % des 40 millions de travaux réalisés à cet effet.

Aussi, la prime de 250 000 francs qui nous est décernée est la bienvenue dans notre budget. »

MENTION SPÉCIALE À LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LILLE DANS LE NORD

Une mention spéciale est parallèlement décernée à la Communauté Urbaine de LILLE dans le Nord, dont le Président est Arthur NOTEBART, qui confrontée à des

risques de mouvements de terrain liés à la présence de carrières souterraines abandonnées sous les voies publiques, a mis en œuvre un système de télésurveillance très élaboré

techniquement, permettant d'intervenir ponctuellement en fonction de l'évolution du risque.

MENTIONS SPÉCIALES À SAINT-HILAIRE DU TOUVET (ISERE) ET VALLIGUIERES (GARD)

La commune de SAINT-HILAIRE DU TOUVET dans l'Isère, dont le Maire est Claude GALAUP, pour son souci permanent de lutte contre les avalanches associant, depuis plusieurs années, la mise en œuvre

des techniques les plus récentes à la mise en place d'un système d'alerte exemplaire en France.

A la commune de VALLIGUIERES dans le Gard, dont le Maire est Guy JACQUEMIN, pour son action de

protection contre les incendies à travers la poursuite d'une expérience originale de revalorisation de l'élevage en forêt menée par l'INRA.

TROIS QUESTIONS A JACQUES BONNOT

Président de la Caisse Centrale de Réassurance

Vous venez de désigner les champions 88 de la prévention, comment se déroule ce concours ?

Comme chaque année, notre Fondation récompense les initiatives locales particulièrement exemplaires en matière de prévention des risques naturels. Plus de 150 communes ont participé à notre concours et nous avons eu un choix difficile à faire tant l'originalité des idées que l'importance des moyens mis en œuvre par certaines communes mériteraient d'être reconnus. Les principes de sélection qui ont guidé le choix de notre Haut Comité ont été fondés, comme l'année précédente, sur des critères de présentation d'innovation, d'exemplarité et d'originalité avec une préférence pour les actions de prévention ayant un impact durable.

Peut-on déjà dresser un constat ?

Il est encore trop tôt pour dresser un bilan à partir de ce premier échantillon de communes. Ce qu'on peut dire, c'est que le risque naturel majeur, c'est l'eau : 60 % des dossiers. Mais nous commençons à y voir plus clair et à affiner notre étude. Il est intéressant de constater par exemple que 11 % des dossiers que nous avons reçus concernent des risques d'avalanche ou de glissement de terrain en zones de montagne ou de moyenne montagne.

Envisagez-vous de rendre accessibles aux élus toutes ces informations fournies par les communes ?

Notre ambition est en effet d'aller plus loin dans l'analyse de ces risques et je tiens à re-

mercier la municipalité de Nancy dont le Maire est Aïdred ROSSINOT pour son soutien dans l'élaboration d'une banque de données de ce type qui serait la première du genre. Il s'agit pour notre Fondation de mettre à la disposition des élus un outil fiable d'information sur la prévention et sur ce que font les communes. Elles font beaucoup, il importe de faire connaître toutes les initiatives exemplaires qu'elles soient à l'échelle des villes comme Auch ou Lille cette année, comme Nancy, Givros et Montpeller l'année précédente, ou à l'échelle des communes de moins de 20 000 habitants, comme Ault, Saint-Hilaire du Touvet et Valliguières en 88, comme La Roque sur Var, Saint-Sauve, Lambesc et Sainte-Egrève en 87.

TROIS QUESTIONS A HAROUN TAZIEFF

Dans le cadre des actions menées par votre Fondation vous opérez une distinction parmi les collectivités locales, pourquoi cette distinction ?

Les grandes villes bénéficient de moyens importants qui leur permettent de recourir à des solutions technologiques souvent très avancées qu'il importe de faire connaître. Par contre, les petites communes sont souvent démunies. Les inondations, le feu, les glissements de terrain, les avalanches sont des dangers habituels pour ces municipalités qui sont obligées de s'endetter lourdement. On le voit bien avec les dossiers que nous recevons et qui sont souvent dramatiques. Il faut savoir qu'une commune sur deux à moins de 350 habitants.

A ce sujet, que pensez-vous de l'expérience d'une petite commune comme Valliguières dans le Gard en matière de lutte contre l'incendie ?

L'entretien de la forêt par le pâturage est une solution économique intéressante, même si la "rentabilité" du projet reste encore incertaine. Plutôt que de payer des engins mécaniques ou des défoliants, il vaut mieux revitaliser la forêt. Aujourd'hui, les propriétaires se désintéressent de la forêt parce que celle-ci ne fournit plus de revenus. L'élevage est devenu inexistant. Inexploitée, la forêt méditerranéenne se trouve à l'abandon alors que jusque vers 1950 elle permettait à ses habitants d'en vivre. La désertification rurale et la multiplication de terres en friche posent d'ailleurs une des questions les plus brûlantes de l'aménagement du territoire et de la prévention des catastrophes.

Pourquoi une banque de données de la prévention des risques naturels ?

L'analyse de l'ensemble des risques au niveau des

communes est une nécessité nationale. Une banque de données regroupant l'ensemble des actions de prévention menées par les collectivités locales permettra de mieux informer et donc de dégager non seulement les initiatives les plus originales mais surtout celles qui sont les plus efficaces. Ce peut être un puissant moyen de coordination. Je répète depuis des années qu'il faut construire selon les normes parasismiques, surveiller les volcans, entretenir les forêts, ne pas bâtir en zone inondable, implanter un réseau VAN pour prévoir les séismes destructeurs, faire respecter les règles élémentaires de sécurité, préparer les médecins aux situations de crise et inciter les ministères à mieux se coordonner. Avec une telle banque de données on pourrait mieux savoir qui fait quoi.



Haroun TAZIEFF et Jacques BONNOT.

LE CONCOURS 89 EST OUVERT :

En 1989, 250 000 francs de prix et une "MARIANNE D'OR" récompenseront les municipalités ayant mis en œuvre dans leurs communes des initiatives exemplaires en matière de prévention des risques naturels majeurs.

La date limite des dépôts des candidatures est fixée au :

15 AOÛT 1989

Lancé en 1987, le concours annuel de la Fondation est organisé à deux niveaux :

Il est ouvert :
— Aux communes de moins de 20 000 habitants, doté d'un prix de 250 000 francs versé par la Caisse Centrale de Réassurance.
— Aux grandes villes, doté de la MARIANNE D'OR de la Prévention des Risques Naturels.

Les dossiers peuvent être remis sur place :

— aux Bureaux Régionaux de la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires ;

— aux Agents Généraux d'Assurances ou à leurs Chambres Régionales ;

— aux représentations des Caisses Régionales des Assurances Mutuelles Agricoles ;

— être adressés directement au Secrétariat de la Fondation, 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

Tous les dossiers transmis au niveau départemental seront soumis à un jury national composé de spécialistes désignés par le Haut Comité de la Fondation.

Les résultats du concours seront proclamés dans le courant du quatrième trimestre 1988.

Chaque commune concurrente présentera un dossier indiquant le risque naturel auquel elle est exposée, son nombre d'habitants ainsi qu'une note décrivant la réalisation ou le projet de réalisation déjà engagé en matière de prévention des risques naturels.

La Fondation ne prime que les investissements déjà réalisés ou engagés. Sont exclus du concours de la Fondation, les dépenses ordinaires de fonctionnement des organismes demandeurs.

Secrétariat de la Fondation : 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

LE HAUT COMITÉ COMPREND PARMIS SES MEMBRES :

- M. Haroun TAZIEFF
- M. Jacques BONNOT
- M. Michel GIRAUD, Président de l'Association des Maires de France
- M. André de BRETTEVILLE, Président de la Caisse Centrale des Mutuelles Agricoles
- M. Albert DUCROcq, Journaliste
- M. Daniel ORLUC, Président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Agents Généraux d'Assurances
- M. Jacques GRALL, Journaliste
- M. Jacques LALLEMENT, Président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances
- M. Jean-Louis PETRIAT, Président de la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires
- M. Yves THIRE, Vice-Président du Groupement des Sociétés d'Assurances à Caractère Mutuel.

سكزا من الأصل

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO88

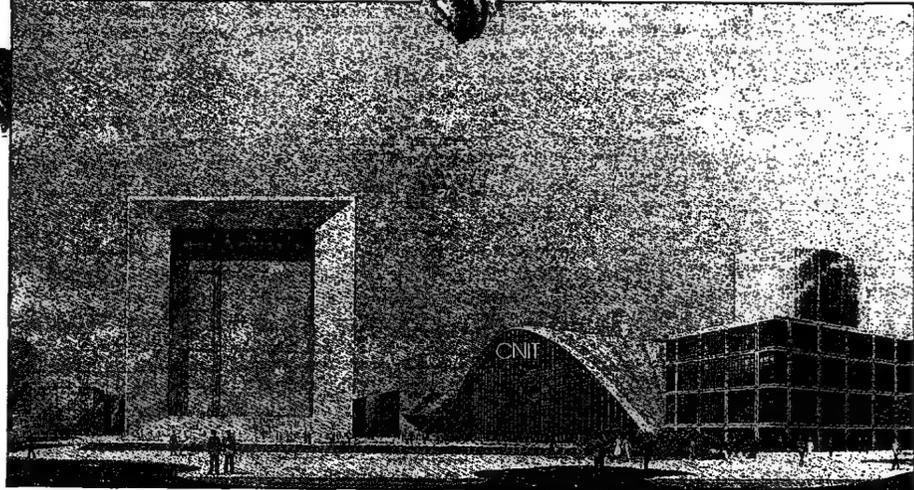
PARIS LA DEFENSE

EN AVANT LE CENTRE DES AFFAIRES

1989...



Le 14 juillet 1989, le CNIT aura changé complètement d'aspect. Rebaptisé Centre des Nouvelles Industries et Technologies, il répondra aux besoins exprimés par les promoteurs de congrès et de salons, à savoir intégrer de façon plus harmonieuse et plus fonctionnelle les différents aspects de l'organisation d'une manifestation : surfaces d'exposition, salles de conférence, hébergement de proximité, restauration, services aux entreprises, moyens de communications... Ce n'est pas un hasard si MAIRIE-EXPO 89 aura lieu à La Défense.



Ce concept de "Cité des Affaires" a été défini conjointement par les nouveaux animateurs du CNIT : la SARI-SEERI (promoteur immobilier) et le groupe ACCOR (gestionnaire hôtelier). D'importants travaux de rénovation et de réaménagement donneront naissance à une "place de village", pôle de détente et d'attraction pour un ensemble de commerces et de services pour les hommes d'affaires. Autour de cette place rayonneront les nouvelles installations :

- un centre de conférences bénéficiant en grande partie de la lumière du jour et équipé du nec plus ultra audiovisuel : deux auditoria de 800 et 1200 places ; une salle de 350 places, seize salles de commissions de 80 places modulables et une douzaine de petites salles, salons V.I.P., salle de presse, auxquels viendront s'ajouter studios de télévision et régies ;
- un ensemble de 19 000 m² de surfaces d'exposition réparties sur deux niveaux, directement relié aux salles de conférence. Chacun de ces plateaux bénéficiera d'un accès indépendant, tant pour les visiteurs que pour les exposants qui viendront installer leur stand. Ils constitueront des ensembles

autonomes permettant la tenue conjointement de plusieurs événements ;

- INFOMART, marché permanent de l'informatique sur 20 000 m² en plusieurs niveaux où les sociétés d'informatique, de bureautique, de communication et de haute technologie exposeront leurs produits et leurs services ;
- un Club Services Affaires destiné aux dirigeants d'entreprises qui pourront y louer des

bureaux pour une courte durée, utiliser les moyens d'un pool complet de secrétariat et les systèmes de communication les plus sophistiqués ;

- une Maison de l'Exportation qui offrira aux entreprises de toutes tailles un ensemble de services pour faciliter la conquête des marchés étrangers ;
- un hôtel Sofitel de 160 chambres sous la voûte même du CNIT ;

- une restauration diversifiée : du restaurant grande carte à la formule brasserie en passant par le service traiteur, sans oublier les possibilités de cocktails et banquets jusqu'à 5 000 personnes.

Plus qu'un nouveau Palais des Congrès ou une simple salle d'expositions, le CNIT développera énormément la notion de service apporté aux organisateurs comme aux exposants d'un salon. Un interlocuteur unique assurera la coordination de tous les besoins exprimés par chacun : location de salles, réservation hôtelière, organisation d'un cocktail ou d'une réception, liaison avec Infomart... La régie technique sera particulièrement renforcée et une réflexion est actuellement menée pour faciliter au maxi-

num la tâche des exposants. En plus des 1 000 places du parking central, 1 500 places supplémentaires seront construites. Une partie d'entre elles seront réservées en priorité aux exposants avec accès direct vers les plateaux d'expositions.

Véritable ville dans la ville, situé au cœur du plus vaste ensemble tertiaire d'Europe, le CNIT bénéficie ainsi d'un environnement d'affaires exceptionnel, caractérisé notamment par la sophistication de ses moyens de communication. Satellite, fibres optiques, réseaux spécialisés de toutes natures permettront d'être en liaison immédiate avec n'importe quel point du monde. Le développement des accès - branchements autoroutiers, ligne Rer,

prolongement de la ligne de métro Vincennes-Neuilly jusqu'au parvis de La Défense, liaisons hélicoptères vers les aéroports parisiens - fera de La Défense le quartier le plus accessible aussi bien pour les visiteurs de province ou de l'étranger. Outre sa propre capacité d'hébergement, le CNIT pourra profiter des 2 500 chambres actuellement disponibles ou en cours de construction sur le site.

Le nouveau CNIT constitue la tête de pont d'un véritable réseau de "Cités des Affaires", dont le premier maillon, l'ARIA de Nîmes, est ouvert depuis mai dernier et qui comptera dans cinq ans une dizaine de centres dans les principales métropoles économiques françaises, et à terme dans les grandes agglomérations européennes. Tous pourront être reliés par satellite conjointement ou sélectivement en temps réel pour constituer l'un des plus grands centres de rencontres du monde.

SARI SEERI

sera présent

à MAIRIE EXPO

88

Parc des Expositions de Marseille

et présentera les différentes maquettes des centres d'affaires réalisées dans plusieurs villes de France.

Au moment où l'on fête les 30 ans de La Défense, rendons ici un hommage à Christian PELLERIN, P.D.G. de la SARI, à qui l'on doit la moitié des bureaux construits dans ce Centre d'Affaires unique au monde. Avec le nouveau C.N.I.T. "la France va se doter, selon le constructeur, d'un véritable Beaubourg des affaires". Avec plus de 3 millions de mètres carrés construits en 30 ans dans le secteur, La Défense est aujourd'hui la plus grande concentration de tertiaires d'Europe. Reste à ce Manhattan Français à s'imposer comme l'une des plus efficaces cités des affaires du Monde. Faisons confiance à tous ceux qui, avec la SARI, ont un savoir-faire dans ce domaine.

SALONS ET CONGRÈS

LES VILLES CANDIDATES

Foires, Salons, Expositions, il y a chaque année près de 700 manifestations recensées en France, sans compter les innombrables congrès, séminaires, colloques ou tables rondes. Paris, pour la 10^e année consécutive pourrait bien, si les chiffres le confirment, être encore sacrée 1^{re} Ville Mondiale pour les congrès internationaux. C'est dire que ce secteur qui représente un C.A. de plus de 1 % du PNB et dont les retombées induites (hôtellerie, restauration...) se montent à quelques 10 milliards de francs par an pour la seule région parisienne est devenu, une activité de premier plan pour les Collectivités Locales.

Média à part entière le Salon Spécialisé entre désormais dans la stratégie marketing des entreprises, quelles que soient leur taille.

Quant aux Congrès (près de 650 se déroulent chaque année en France) ils nécessitent désormais des structures d'accueil modernes insérées dans un environnement performant et fai-

sant appel aux dernières technologies en matière de communication. C'est le cas de l'ARIA qui vient d'ouvrir ses portes à NIMES et du nouveau CNIT de Paris La Défense, qui sera opérationnel en 1989, réalisés par la SARI et le Groupe ACCOR.

L'importance qu'ont les Salons et Congrès dans la vie économique et, la place qu'ils sont appelés à avoir dans le cadre de l'Acte Unique face à la concurrence européenne en particulier la R.F.A. et la Grande Bretagne, font que de nombreuses municipalités ont renoué des édifices déjà existants ou décidé de créer des Palais des Congrès adaptés à l'évolution du marché. C'est le cas notamment de MARSEILLE, NANTES, MONTPELLIER, LYON, TOULOUSE, BORDEAUX et LILLE.

C'est pour tenir compte de cette actualité en constante évolution que Jean DOMINIQUE a créé EXPO NEWS MAGAZINE, Premier Support Français exclusivement

consacré aux Salons, Foires, Congrès et Tourisme d'Affaires. Outil de communication unique, EXPO NEWS MAGAZINE non seulement publie chaque mois le calendrier des manifestations en France et dans le monde, mais également l'annonce des nouveaux événements, les analyses et chiffres des principaux salons, la présentation des lieux d'expositions et de congrès, des études de marchés, des fiches pratiques, et le point de vue des professionnels.

Vendu uniquement par abonnement EXPO NEWS MAGAZINE est aujourd'hui LE JOURNAL PROFESSIONNEL de ce secteur en pleine expansion. Il concerne à la fois les organisateurs de manifestations, les prestataires de service, les entreprises, les directeurs de communication, les agences de publicité, les Chambres de Commerce et les Collectivités Locales.

EXPO NEWS MAGAZINE, 5, rue Stanislas, 75006 PARIS. Tél. : 45.48.60.99.



RMC, LA RADIO DE LA MÉDITERRANÉE

RMC est aujourd'hui au cœur d'une vaste entité géographique, économique et culturelle, que constituent les pays européens autour de la Méditerranée ; une sorte de vaste triangle dont le sommet se situe autour de Lyon et de Grenoble et la base le long d'une ligne Monaco-Toulouse avec deux grands prolongements : vers l'Italie d'un côté, l'Espagne et le Portugal de l'autre. Là est notre territoire, là est notre atout avec au centre : la Capitale de la zone d'écoute de RMC, et qui sait, peut-être demain, la Capitale de l'Europe du Sud : MARSEILLE ! Aujourd'hui, les grandes régions du Sud de la France commencent à se débarrasser de leurs "frontières administratives" pour tisser des liens de plus en plus étroits entre elles, mais aussi avec l'Espagne pour Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon, et avec l'Italie pour Provence Alpes Côte d'Azur.

Les vieilles rivalités écono-

miques et culturelles s'effacent et c'est au contraire un front commun de toutes ces régions qui leur succède.

Mais 1993, avec la naissance de l'Acte Unique Européen, c'est peut-être aussi et surtout la chance de MARSEILLE et RMC se doit d'y contribuer. Ce recentrage méditerranéen de l'Europe, ce rééquilibrage vers le Sud, ce centre de gravité qui est appelé à se déplacer de LA HAYE, BRUXELLES, LUXEMBOURG, STRASBOURG vers MONTPELLIER, BARCELONE, MARSEILLE, NICE et TURIN, tout cela devrait normalement aboutir à l'émergence d'une grande capitale du Sud ouverte sur la Méditerranée et sur la rive "d'en face" : l'Afrique du Nord ; cette capitale peut et doit s'appeler MARSEILLE.

Ajors, l'Europe orientée plein Sud... Le Sud qui devient l'avenir... du Nord : La Rédaction

de RMC est parfaitement conscient de l'importance de l'enjeu ; la Rédaction de RMC sait qu'elle doit profiter de cette situation privilégiée : L'information sera traitée sur l'antenne avec une diversité et une originalité qui ne peuvent se retrouver sur les autres grandes radios périphériques.

En tant que Radio de la Méditerranée, RMC aura un regard original sur tout ce qui se passe sur le plan politique, économique, culturel et sportif dans ce Grand Sud Européen ; le brassage de population dans ces zones frontalières fait émerger une véritable double nationalité dans tous les esprits - RMC en sera le porte-parole.

Ces valeurs communes, cet enracinement commun, cette identité culturelle, RMC doit s'en nourrir pour mieux en être le promoteur et le vecteur.

Jean-Luc GALLINI
Directeur de l'Information

MAIRIES DE FRANCE
MAIRIE-EXPO88

PAUL PERNIN, MAIRE DU 12^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

DE LA BASTILLE A BERCY :
"UN ARRONDISSEMENT RÉVOLUTIONNAIRE"

Le XII^e constitue un des arrondissements originaux de la Capitale, composé à la fois d'une forêt, le Bois de Vincennes, d'une ville aux quartiers harmonieux, d'une population variée, et du Port de plaisance Paris-Arsenal au pied de la Bastille.

Si cet arrondissement n'a vu le jour que le 1^{er} janvier 1860, il plonge à la vérité ses racines dans un lointain presque immémorial. De très riches heures du passé de Paris s'inscrivent dans ses quartiers, du Chêne de Saint-Louis, aux "Trois Glorieuses", en passant par la prise de la Bastille.



Paul PERNIN, Maire du 12^e Arrondissement, Adjoint au Maire de Paris.

Le XII^e, aujourd'hui, nous vient à travers le temps dans un cortège d'événements et d'images qui appartiennent à jamais à l'histoire de Paris et se confondent avec l'histoire même de la France. La célébration des prochaines fêtes du Bicentenaire nous permettra d'en revivre certaines heures. Développer ses atouts qui ont fait sa force :

• sa situation. Le R.E.R., l'autoroute de l'Est, la Gare de Lyon et le T.G.V., le relient aux banlieues Est et Sud-Est, à l'Europe et aux Bassins Rhodanien et Méditerranéen ;

• ses activités : du meuble, notamment dans le quartier du Faubourg Saint-Antoine, du commerce des vins dans les Entrepôts de Bercy, d'importantes industries et commerces (la photographie, la récupération de ferraille, l'automobile, le bâtiment) et son petit commerce, actif dans tous les quartiers et dans des marchés, très anciens et connus de toute la Capitale, comme celui d'Aligre.

UN ARRONDISSEMENT RICHE :

• d'un des grands centres militaires de Paris, avec le Fort Neuf siège du 24^e Régiment d'Infanterie et son centre de sélection N° 1, avec le Centre de recrutement de Reuilly et son Bureau National des Armées, avec le Quartier Carnot et son escadron de la Garde Républicaine, avec les casernes de Chaligny et de la Nativité et la Première Compagnie des Sapeurs-Pompiers ;

• d'un réseau hospitalier de première importance avec les hôpitaux Saint-Antoine, Rothschild, Trousseau, des Quinze-Vingts, des Diaconesses ;

• d'un centre sportif de grande renommée : l'Institut National du Sport et de l'Éducation Physique (I.N.S.E.P.) ;

• d'un des plus beaux hippodromes d'Europe : l'hippodrome de Vincennes ;

• du Musée des Arts Africains et Océaniques.

Riche de ses traditions, fort de ses atouts, le XII^e est puissamment porteur d'avenir.

A L'EST DE PARIS DU NOUVEAU

Il ne fait désormais plus de doute que le XII^e arrondissement sera, pour la fin de ce siècle et le siècle prochain, un des arrondissements clés de la Capitale.

Dans cet avenir, il est orienté par le plan-programme de l'Est Parisien lancé et initié

— l'extension et la création d'espaces verts ;
— le développement des équipements de voisinage ;
— le renforcement des activités secondaires et tertiaires ;
— l'entreprise de quelques réalisations majeures pour la circulation ;
— le réajustement et la modernisation de certaines institutions municipales.

Ces objectifs ont été atteints dans le XII^e en moins de cinq années et font donc de cet arrondissement le fer de lance du réajustement du croissant oriental de Paris.

En effet, ces nombreuses réalisations témoignent de l'ambition que nous avons eue, avec le Maire de Paris, de faire, ici, l'arrondissement pilote de ce renouveau compte tenu de sa situation géographique.

L'ampleur des travaux engagés, tant en matière d'urbanisme qu'en matière de la qualité de la vie, tentent à confirmer cette réussite.

De l'ouverture du Palais Omnisport de Bercy, le 3 février 1984, jusqu'à la pose de la première pierre de la Chambre de Métiers, le 18 janvier dernier, l'arrondissement a vécu une métamorphose profonde avec l'implantation de grands équipements publics à vocation nationale et parisienne comme l'Opéra de la Bastille, le Ministère des Finances, le Port de Plaisance de l'Arsenal et la Préfecture de Paris demain.

cipaux carrefours de la Capitale.

Ensuite, dans le souci d'une utilisation maximale des emprises foncières disponibles, ont été créées les Z.A.C. Reuilly et Corbineau-Lachambaudie qui ont pour caractéristiques communes, la mise en route de programmes de logements sociaux et non aidés, d'équipements publics de proximité comme la réalisation d'une piscine, de groupes scolaires, de crèches ainsi que des activités artisanales, commerciales et tertiaires.

Enfin, futur pôle d'activités économiques de la Capitale, la Z.A.C. Bercy, s'étendant sur 51 hectares et créée en septembre dernier, constitue la dernière grande opération urbanistique de Paris. Dans son périmètre, il est prévu d'implanter, notamment, un grand centre viticole et agro-alimentaire de haut de gamme, une Maison Internationale des Vins et un vaste parc urbain de 13 hectares qui respectera la mémoire de Bercy en conservant le tracé de voies, certains bâtiments et les arbres plus que centenaires.

Mais cette volonté a été aussi d'assurer une mise en valeur des sites et de l'habitat existant avec l'opération Sahe-Montempoivre, aujourd'hui terminée et les secteurs en cours d'exécution comme l'îlot Diderot-Mazas et bientôt Claude Decaen-Daumessnil.

d'équipements publics recouvrant l'ensemble des besoins et activités de toutes les catégories de population.

L'arrondissement s'est enrichi et modernisé dans les domaines de la petite enfance, de l'école, du sport, de la culture, de l'aide sociale, notamment en ce qui concerne le 3^e âge.

et demain la future voie Mazas, le doublement du Pont de Bercy et la création d'un nouveau pont ainsi que la modernisation du réseau ferroviaire et des transports en commun.

Elle se poursuit par l'importance accordée aux espaces verts dans cet arrondissement, du square de quartier au Bois



Jacques CHIRAC et Paul PERNIN, estime et amitié.

A titre d'exemple, citons le Centre de Protection Maternelle et Infantile Georgette Terrier, le collège Vincent d'Indy et l'école maternelle Arnold Neuter, les 21 courts de tennis, la piste cyclable, la carrière hippique dans le Bois de Vincennes, le Conservatoire Paul Dukas et le foyer des Tourelles.

de Vincennes, jusqu'à la promenade plantée promise par Jacques CHIRAC et aujourd'hui en cours de réalisation.

Ainsi, s'inspirant de la réflexion de Platon, "ce ne sont pas les murs qui font la cité, ce sont les hommes", le XII^e s'est inscrit de plain pied dans ce réajustement de l'Est Parisien voulu par le Maire de Paris et



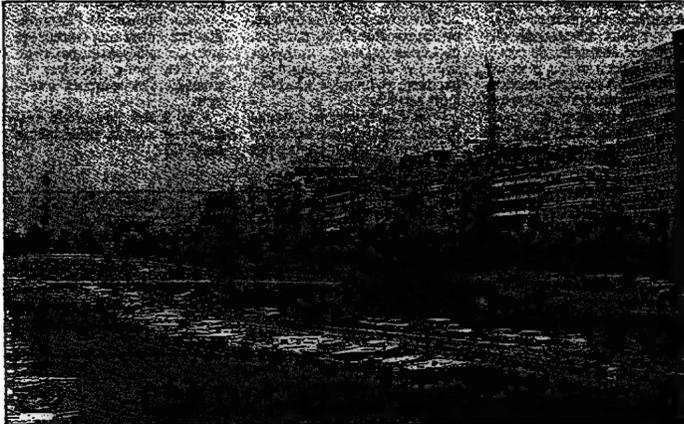
Le Palais Omnisports de Bercy.

par Jacques CHIRAC, Maire de Paris, le 28 novembre 1983, qui comportait huit thèmes d'actions prioritaires :

— l'aménagement de nouveaux quartiers ;
— l'amélioration des conditions d'habitat ;
— l'embellissement des espaces publics ;

DES OPÉRATIONS DE RENOVATION ENTREPRISES, DES CRÉATIONS DE ZAC

La réhabilitation totale du secteur Chalon et l'aménagement de la Gare de Lyon ont été essentiels à ce démarrage pour assurer la sécurité et la modernisation d'un des prin-



Le Port de l'Arsenal.

Cette politique d'aménagement, décidée par Jacques CHIRAC, a pris en compte les préoccupations quotidiennes des habitants du XII^e. C'est ainsi qu'ont été réalisés d'importants programmes

Enfin, les améliorations du cadre de vie ont été traduites par un effort dans le domaine de la voirie avec, notamment, l'amélioration de l'éclairage, des infrastructures nouvelles comme le Passage Van Gogh

actuellement en cours d'exécution.

De par ces grands travaux, cet arrondissement, à l'aube d'une ère nouvelle, occupe une place prépondérante dans ce Paris de demain.

QUE FAISAIENT VOS ANCÊTRES PENDANT LA RÉVOLUTION ?

La Révolution : votre arrière-arrière-grand-père y était. Il a contribué plus ou moins activement à la créer. 1789 est une date que les autres Nations nous envient. Que savez-vous de cet ancêtre témoin de la tourmente révolutionnaire ?

Pour commémorer le Bicentenaire de la Révolution, le Cabinet Lignières, Association de Généalogistes, vous propose de retrouver vos ancêtres, leur

métier, leur religion, le linge porté, les relations de voisinage, de vous montrer la part qu'ils ont pu prendre à la Révolution. Preuves à l'appui, avec la photocopie des actes de naissances, mariages, décès, ventes, achats, procès, le Cabinet Lignières trouvera dans les archives municipales, départementales, ou nationales la trace de votre famille, de vos racines.

Cette étude biographique,

livre de votre famille, comprendra la généalogie de vos ancêtres depuis les débuts de la Révolution dessinée sous la forme de l'Arbre du Bicentenaire, illustrant des actes les concernant et des notes individuelles sur ces membres de votre famille.

Cabinet LIGNIÈRES, 78, rue Cambrouse, 75015 PARIS. Tél. 45.66.89.19.

Tous les jours,
dans toute la France
les maires lisent
le Quotidien du Maire.



LE PREMIER QUOTIDIEN NATIONAL DES COLLECTIVITES LOCALES.
SUR ABONNEMENT SEULEMENT TEL: (1) 46.24.10.00.

MAIRIES DE FRANCE
Rédaction, Réalisation : Christian HOYOS
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE
7 Bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS Tél. (1) : 47.53.93.16

سكوا من الأصل

Les conseils généraux préparent les élections des présidents

Avant le renouvellement des 25 septembre et 2 octobre, six présidents de conseils généraux avaient renoncé à se présenter dans leur canton...

À droite, il semble que l'UDF fasse les frais de rivalités internes : ainsi dans le Finistère où le choix s'est porté sur M. Charles Miossec (RPR)...

M. Harriet (UDF), mais aussi dans les Hauts-de-Seine où le RPR a tranché en faveur de M. Pasqua contre le sortant, M. Graziani.

Si d'autres compétitions n'ont pas encore été réglées comme dans les Pyrénées-Atlantiques, la Somme et l'Essonne, des accords ont été trouvés dans les Yvelines, où M. Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS) ne devrait pas avoir à affronter le RPR.

Haute-Garonne : M. Eeckhoutte (PS) passe la main

TOULOUSE de notre correspondant

Après vingt-deux ans passés à la tête du conseil général, M. Léon Eeckhoutte, réélu dès le premier tour dans son canton de Villeneuve, passe la main. Il a fait connaître sa décision dès lundi soir à la commission exécutive fédérale du PS.

M. Léon Eeckhoutte n'a pas échappé aux critiques des militants socialistes, qui lui reprochaient parfois son indépendance et jaloux de son pouvoir. En charge d'un budget bien plus important que celui de la ville de Toulouse, a fortiori de la région, le président du conseil général s'est fait au cours des ans un réseau d'obligés.

Meurthe-et-Moselle : M. Huriet désavoué par la majorité UDF-RPR

NANCY de notre correspondant

M. Claude Huriet, UDF, président du conseil général depuis 1982, a été privé de son titre par ses collègues UDF, RPR et non-inscrits, lundi après-midi 3 octobre, au terme d'une réunion de groupe particulièrement houleuse.

On l'attendrait pour prendre la décision. M. Koenig étant un partisan affiché du président sortant, on parle ouvertement dans les couloirs du conseil général d'une « magouille » de nature à délivrer M. Huriet de sa parole d'honneur.

Pyrénées-Atlantiques : vieilles affaires de famille

PAU de notre correspondant

Où va la majorité départementale, forte de 38 sièges sur 52 ? Jusqu'au bout de ses divisions, pour la présidence du « Parlement de Navarre » avec deux postulants : le sortant, M. Henri Grenet, UDF, maire de Bayonne et M. Franz Duboscq, sénateur RPR.

En 1985, les deux mêmes avaient subi l'épreuve du vote à bulletin secret. Le premier tour avait mis en lumière le singulier cheminement des voix socialistes. Le candidat du PS n'avait réuni que 10 suffrages sur 13 élus socialistes, faisant ainsi bénéficier M. Grenet de 24 voix.

« La décentralisation était en panne, nous allons la remettre en chantier » déclare M. Jean-Michel Baylet

« Il nous faut remettre la décentralisation en chantier ; elle était en panne depuis deux ans, voire, sur certains plans, en régression, alors qu'elle constitue une des zones d'accord de l'ensemble de la population et de ses élus », a déclaré, le 4 octobre, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités territoriales.

Enfin, le secrétaire d'Etat s'attachera à renforcer les droits des minorités politiques, c'est-à-dire des élus de l'opposition, dans les assemblées municipales, départementales et régionales, afin de mieux les associer aux décisions à prendre.

Hauts-de-Seine : la loi du plus fort

M. Charles Pasqua a marqué un point dans la lutte qui l'oppose à M. Paul Graziani pour la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine. Le groupe des élus RPR du conseil général (18 membres + 1 CNI, sur un total de quarante-cinq conseillers) a accordé, avec une voix de majorité, l'investiture à M. Pasqua.

Puy-de-Dôme : la transition

Le groupe socialiste du conseil général du Puy-de-Dôme, réuni le mardi 4 octobre, a dépassé, semble-t-il, ses divergences internes pour désigner son candidat à la présidence, étant entendu que ce dernier est assuré d'occuper le poste puisque le PS détient la majorité absolue à l'assemblée départementale.

Somme : primaire discrète à droite

Sénateur, maire d'Abbeville, M. Max Lejeune (UDF-PSD), pour respecter la loi sur le cumul des mandats, ne se représentait pas aux élections cantonales (le Monde du 20 septembre). Il était président du conseil général de la Somme depuis quarante-trois ans.

Radical de gauche, M. Baylet, qui préside le conseil général de Tarn-et-Garonne et qui ne cache pas une certaine préférence pour le département par rapport à la région, a indiqué qu'à son avis les départements et les communes devraient disposer d'une plus grande autonomie par rapport aux régions dans l'attribution des aides directes et financières aux entreprises.

Les régions, pour leur part, devront étendre leurs compétences dans les domaines de la recherche et de l'innovation et pourront développer leur coopération transfrontalière en Europe, ainsi que les échanges

Selon un sondage Louis-Harris Une majorité de Français pour un grand parti du centre

Une majorité de Français souhaitent de nouveaux ministres chrétiens dans le gouvernement de M. Michel Rocard et se montrent favorables à un grand parti du centre indépendant des partis de droite et de gauche, selon un sondage Louis-Harris le Figaro, réalisé les 26 et 27 septembre. 56 % des personnes interrogées souhaitent que de nouvelles personnalités chrétiennes entrent au gouvernement, alors que 33 % y sont opposées, et 51 % sont favorables à la constitution d'un parti du centre indépendant des partis de gauche et des partis de droite, tandis que 35 % y sont défavorables.

M. Durioux (CDS) candidat à la mairie de Lille

M. Bruno Durioux, député CDS du Nord, a annoncé, lundi 3 octobre, à Lille, qu'il serait candidat dans cette ville face à M. Pierre Mauroy lors des prochaines élections municipales.

Au Petit-Quevilly (Seine-Maritime) Un adjoint PS au maire PC démissionne pour protester contre la fraude électorale

M. Alain Le Vern, député socialiste de Seine-Maritime et adjoint au maire communiste de Petit-Quevilly, M. Robert Pagès, a démissionné de son poste municipal, mardi 4 octobre, pour protester contre la fraude électorale dont il accuse le PCF lors des élections cantonales dans cette commune. Dans une lettre adressée au maire, M. Le Vern écrit que les élections « ont été truquées », une consigne municipale communiste, présidente d'un bureau de vote, M^{me} Monique Léger, ayant été surprise avec une liasse d'enveloppes garnies de bulletins de vote dans sa poche.

Advertisement for Piaget Aldebert watches. Text: 'Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or'. Image of a Piaget watch. Text: 'Aldebert', 'De 18 carats, Quartz, étanche, Chargement de réserve horaire instantané.' Address: '18, place Vendôme 1, bd de la Madeleine 8, fg Saint-Honoré 70, fg Saint-Honoré Palais des Congrès, Forte Maillot'. Other addresses: '18, La Croisette' and '3, av. des Beaux-Arts'.

IENT DE PARIS



ANCETRES PENDANT

TERRE HUMAINE

“Metiai d'curé metiai d'bercquier: deux metiais foutus”

UN BERGER CAUCHOIS

Bernard Alexandre Le Horsain Vivre et survivre en Pays de Caux



“Le Horsain est déjà un classique de l'ethnologie rurale... des histoires emblématiques que ne renierait ni Pagnol, ni Fernand Raynaud, ni Margaret Mead.”

ANTOINE DE GAUDEMAR “LIBÉRATION”

“Jamais le Pays de Caux n'a été ainsi dit dans toute sa profondeur.”

“PARIS NORMANDIE”

“Le portrait savant et sensible d'une civilisation... Un livre tout simplement magnifique.”

PIERRE LÉPAPE “LE MONDE”

“Personnage essentiel, naguère encore, de la société française: le simple prêtre, le curé de campagne; un inconnu.”

JACQUES DUQUESNE “LE POINT”

“Conteur et gloire normande, ce prêtre livre une vie d'observateur engagé... humanisme souriant jusque dans les moindres silences et brisures.”

“TÉLÉRAMA”

“A la fois document de réflexion sur la condition de curé, sur l'évolution de l'Eglise, et récit savoureux, drôle et tendre.”

“LIRE”

“L'abbé nous bouscule un brin, mais il nous respecte. On est fier de lui.”

UNE CAUCHOISE D'YVETOT

“PARIS-NORMANDIE”

A l'occasion du “Mois Terre Humaine” le second volume de “Courants de pensée / Terre Humaine”, Chemins d'écriture de Jacques Lacarrière (1 000 exemplaires hors commerce) est offert pour l'achat de 2 ouvrages parmi les 50 titres de la collection, hors nouveauté

COLLECTION DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE

PLON

Politique

Le débat à l'Assemblée nationale sur le revenu minimum d'insertion

Le premier ministre a dû s'engager personnellement pour convaincre les socialistes

La première journée de débat consacrée à l'examen du projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion (RMI) s'est déroulée, mardi 4 octobre à l'Assemblée nationale, dans un climat serein. Chaque intervenant a eu à cœur, sur un sujet qui concerne en premier lieu les exclus de la société, de laisser aux vestiaires les grandes envolées et les petites attaques. Sauf dérangement en séance publique sur l'examen des articles, ce projet présenté par le ministre de la solidarité, M. Claude Evin, devait être adopté la semaine prochaine par tous les groupes.

C'est dans le huitième bureau de l'Assemblée nationale, à 19 h 45, qu'une réunion tripartite gouvernement-groupe socialiste-PS s'est tenue autour de M. Michel Rocard pour cadrer d'une façon définitive la position du gouvernement et celle du groupe. Plusieurs ministres représentant presque tous les courants du PS étaient là : MM. Lionel Jospin (éducation nationale), Jean Poperen (relations avec le Parlement), Jean-Pierre Chevènement (défense), ainsi que le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. En voyage au Chili, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, était absent. Le débat à huis clos a duré trois quarts d'heure.

Le premier ministre a rappelé que si le RMI devait bien être un droit, le lien entre revenu minimum et insertion devait également être souligné de façon à ne pas verser dans l'assistanat. Il a insisté sur la notion de « contrat » qui devra lier le bénéficiaire de l'allocation à un projet d'insertion personnalisé et réactualisé. S'agissant de l'ouverture du droit au RMI aux moins de vingt-cinq ans, M. Michel Rocard s'est montré catégorique. Il a expliqué qu'il fallait la limiter aux moins de vingt-cinq ans ayant charge de famille, afin de ne pas télescoper le dispositif existant déjà pour l'insertion professionnelle des dix-huit-vingt-cinq ans; dispositif renforcé par le plan emploi récemment mis sur pied par le gouvernement. Il s'est montré toutefois disposé à faire un effort encore plus marqué en direction de cette population de jeunes, dont nombre d'eux constatent dans leur permanence le degré de vulnérabilité à la crise.

Un autre point litigieux a été traité. Il concerne le droit des étrangers au RMI. La commission des affaires sociales avait adopté le 21 septembre un amendement de son président M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier) accordant le bénéfice du RMI non seulement aux étrangers titulaires de la carte de résident, mais aussi à ceux qui en remplissent les conditions, à ceux qui peuvent prétendre à la carte de séjour temporaire portant mention d'une activité professionnelle sala-

riée, ainsi qu'à ceux qui ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière. Le gouvernement est revenu sur cet amendement pour n'ouvrir le droit au RMI qu'aux étrangers en situation régulière (carte de trois à dix ans), et aux ressortissants de la CEE.

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, n'avait pas caché son hostilité à une extension du droit au RMI qui risquait de créer « un appel d'air » au-delà des frontières. M. Belorgey a tenté, en vain, de faire valoir qu'un dispositif bien maîtrisé en France éviterait les détournements. Il lui a été répondu que les effets d'annonce de cette mesure risquaient d'avoir un impact plus grand hors des frontières que ses arguments juridiques. D'autre part, il a été précisé au cours de la réunion que l'aide au logement — à laquelle tous les bénéficiaires du RMI auront droit — sera prise en compte partiellement dans le calcul des ressources.

« Réglage micrométrique »

A la sortie de cette réunion, M. Rocard s'est refusé à toute déclaration. Les autres participants se sont employés à présenter cette ultime réunion de travail entre deux séances publiques comme une étape normale du dialogue avec le gouvernement. Les députés socialistes présents étaient finalement satisfaits de voir le premier ministre s'impliquer directement dans un dossier qui avait été mal ficelé au départ. « Nous avons fait un réglage micrométrique », a expliqué M. Jean Auroux (PS, Loire) en sortant. « Le gouvernement travaille avec sa majorité », a ajouté M. Jean Poperen. Quant à MM. Jean Le Garrec et Jean-Pierre Worms, assez critiques quelques heures plus tôt, ils se sont déclarés en phase avec le gouvernement.

C'est au président du groupe, M. Louis Mermaz, qu'est revenue la tâche, en séance de nuit, de préciser la position de ses amis. Revenant sur le lien prestation-insertion, M. Mermaz a expliqué qu'il devrait être

« très nettement affirmé », mais que « si l'on peut décréter l'assistance, on ne peut décréter l'insertion ». Les socialistes semblent donc aujourd'hui camper sur une voie médiane entre celle, au départ, du gouvernement (subordination stricte du revenu à l'insertion) et celle du groupe (le RMI est un droit, l'insertion une conséquence souhaitable).

Dans une intervention marquée par le souci de restituer la dimension humaine du problème, M. Evin, dans l'après-midi, avait rappelé : « pas d'insertion sans responsabilité ». Se voulant rassurant, il avait ajouté : « A ceux qui s'inquiètent des risques d'arbitraire, je puis assurer que le texte du gouvernement et les amendements qu'il a déjà apportés donnent les garanties indispensables aux plus démunis qui doivent pouvoir inscrire leur démarche dans la durée. Ce serait faire injure au gouvernement et à tous ceux qui, sur le terrain, animent les politiques d'insertion, que de voir dans cet objectif de responsabilité le ne sais quelle restriction du projet. »

Le rapporteur du projet, M. Jean-Michel Belorgey (Allier) n'avait pas semblé pleinement convaincu. Il avait demandé au gouvernement plus que des « engagements verbaux ». « L'insertion ne doit pas être une condition bureaucratique de l'accès au RMI; elle est une nécessité qui va de pair avec celle du revenu. (...) Il faut éviter de tomber dans une logique de la contrepartie. (...) Si la réinsertion devait échouer, il ne faudrait pas pour autant cesser de payer, sauf si la responsabilité du bénéficiaire est directement mise en cause. »

Quant au rapporteur pour avis, M. Jean-Pierre Worms (Seine-et-Loire), il avait mis en garde le gouvernement contre la notion par trop juridique de « contrat d'insertion ». « Il s'agit en fait d'un engagement moral entre deux parties pour accomplir ensemble un parcours d'insertion sujet à évaluation et négociation permanentes. L'usage d'un terme juridique trop précis risquerait de donner lieu, ici ou là, à des dérapages contentieux contraires même au RMI. »

RPR qui apparaît comme approuvant le plus nettement le projet de M. Evin, l'Union du centre dénonçant pour sa part les risques d'effets pervers contenus dans le texte.

Les socialistes n'étaient pas encore parvenus, mardi matin, à harmoniser complètement leur position, notamment sur la question de l'ouverture du bénéfice du RMI aux moins de vingt-cinq ans et à un nombre plus important d'étrangers. Le premier ministre, M. Michel Rocard est donc venu, mardi soir, à l'Assemblée nationale pour rendre lui-même les ultimes arbitrages sur un sujet qui commençait à échapper aux socialistes.

M. Jean Le Garrec (PS, Nord) a voulu, pour sa part, placer le débat sur un terrain bien concret, celui de la mise en place localement du RMI. « Oul aux parcours personnalisés, a-t-il dit. Mais grâce à quels moyens humains ? Ce que nous proposons de faire requerra sans doute des moyens encore supérieurs s'il s'agit, au-delà de la simple ouverture de dossiers individuels, de faire bénéficier chaque allocataire d'un bilan, d'un diagnostic et d'un suivi. »

M. Zeller: « bureaucratie »

Au nom de l'Union du centre (UDC), M. Adrien Zeller (Bas-Rhin) a reproché au gouvernement d'avoir préparé un texte trop « bureaucratique » ne prenant pas assez en compte les réalités sur le terrain : « 3 000 francs ne représentent pas la même chose à Paris et en Corrèze. » Le député UDC s'est inquiété de la répartition des rôles entre l'Etat et les collectivités locales : « Le face-à-face de l'individu et de l'Etat risque d'affaiblir la solidarité. »

M. Zeller a également regretté que les collectivités locales n'aient pas une certaine marge de manœuvre pour moduler leur action en fonction de chaque cas. Enfin, il a catégoriquement rejeté la présentation faite en début d'après-midi par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, du lien entre le RMI et l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au motif qu'elle occultait le fait que la solidarité n'était pas de ressort des seuls riches, mais de toute la communauté nationale. M. Bérégovoy avait estimé, de son côté, que l'ISF et le RMI étaient inséparables dans la conception du gouvernement, même si les deux débats avaient été séparés dans le temps. « A ceux qui approuvent, le RMI, mais que l'ISF laisse réticence, je dis: La solidarité ne se divise pas (...). Que chacun ici ait à cœur d'approuver l'un et l'autre. »

Pour le groupe communiste, M. Jean-Claude Gayssot (Seine-Saint-Denis) a expliqué qu'il refusait que le financement du RMI « se traduise par un désengagement de l'Etat au détriment de l'action des départements et des communes ». Il s'est prononcé pour un bénéfice du RMI élargi aux moins de vingt-cinq ans, et pour une prise en compte des allocations logement dans le calcul des ressources.

Le RPR est d'accord sur ce dernier point. Pour son groupe, M^{me} Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) a estimé d'autre part qu'il fallait éviter une double irresponsabilité : « Celle de l'Etat qui ne donnerait bonne conscience à peu de frais et celle des allocataires qui s'installeraient dans une sorte de léthargie indémittible. » Enfin, M. Denis Jacquet (UDF, Moselle) a souligné l'importance du volet « insertion », « élément le plus novateur et le plus ambitieux du dispositif ». Les députés devaient achever mercredi la discussion générale du RMI. Ils passeront à l'examen des articles lundi prochain.

PIERRE SERVENT.

POINT DE VUE

par Jacques Barrot
secrétaire général du CDS

Une forte abstention aux élections législatives et cantonales, les inconnues de la session parlementaire illustrent l'état de doute dans lequel baigne notre démocratie. Nous sortons à peine de l'élection présidentielle, supposée sous la V^e République fixer et stabiliser le paysage institutionnel. Pourtant, le monde politique se débat dans les sables mouvants.

Une partie des socialistes se raccrochent à « la gauche démocratique » comme à une bouée de sauvetage, en se disant qu'après tout l'union électorale avec le PC demeure leur seule certitude dans ce monde incertain. Des responsables vont jusqu'à incriminer l'ouverture, prenant ainsi le risque de contredire « postérieurement l'argumentation électorale du Président de la République. Voilà que l'esprit de tolérance démobiliserait le citoyen !

Un tel réflexe, « réactionnaire » au sens étymologique, est explicable faite d'être excusable, il guette tous ceux, y compris à droite, qui pensent que « plus on change, plus c'est pareil ». Des signes regrettables ont paru leur donner raison : législatives péloponnésiennes, ouverture octroyée, responsables démissionnés. Chacun croit trouver toutes les bonnes occasions de revenir en arrière.

La faiblesse d'un tel raisonnement, on le perçoit en recontant les Français eux-mêmes, électeurs assurés d'élections, éternels déçus mais dont les déceptions ne sont plus « récupérables » par la politique traditionnelle tant elles sont profondes.

L'ouverture, pour eux, ce n'était pas un unanimité de circonstance; les ralliements individuels ne les ont guère intéressés. Mais ce n'était pas non plus un simple slogan destiné à

Voter vrai !

être rangé, à côté de tant d'autres, dans l'armoire à médailles d'un publicitaire de renom. Non l'ouverture, pour ces Français de bon sens, c'était l'espoir qu'un langage nouveau qui semblait triompher allait correspondre de nouvelles pratiques politiques et donc un nouvel élan pour la France.

Il a été écrit, ici même, qu'il était urgent de « réhabiliter la politique ». Pourtant, par le pouvoir du général de Gaulle, puis par le grès de la télévision, les Français, depuis trente ans, se sont intéressés à la politique; les taux de participation électorale et les indices d'audience des émissions politiques en témoignent.

M. Rocard court des risques

Mais, comme le montre Lucien Sfez, l'hyper-communication tue la communication. La « magie du verbe » engendre peu à peu une frustration profonde chez les citoyens. Les automatismes de langage, l'exaspération des symboles du passé, leur sont devenus insupportables au regard d'un drame croissant, le chômage, et d'une échelle préoccupante de la misère unique européenne. Le temps de la solution s'achève. Les Français s'en tiennent aux actes et attendent une ambition.

C'est ici que le premier ministre court des risques. N'est-il pas en butte à des « crocodiles » qui replongent allégrement dans les eaux stagnantes du conformisme idéologique ? Il lui faudra beaucoup de bénédictin pour aller au-delà de quelques améliorations et apporter des réponses de fond dans les domaines qui feront la différence : fiscalité, protection sociale, systèmes de formation. La France ne peut pas s'enfermer

dans les demi-mesures, sous peine d'amplifier encore le poidsisme des extrêmes et le fatalisme des « marais ».

Ce risque, il appartient également à l'opposition de le conjurer. En dépit de faux procès hypocrites qui firent long feu, la création d'un groupe du centre à l'Assemblée a été un acte de rénovation significatif.

Ayant vocation à réduire le décalage entre la politique et la société civile, l'UDC veut faire reculer les « toujours oui » ou les « toujours non », hérités de la guerre civile froide.

Dans cet esprit, nous avons dit un oui sans calcul et sans délai au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. L'exemple a été contagieux ! L'actuelle session parlementaire permettra de poser d'autres alternatives, en fonction des deux objectifs prioritaires, l'emploi, la première des solidarités et l'Europe. Oui ou non, le budget 1989 utilisera-t-il ses ressources nouvelles au profit de la mise à niveau de nos entreprises ? Oui ou non, l'ISF évitera-t-il de frapper l'emploi dans la construction ? Oui ou non le revenu minimum favorisera-t-il vraiment la réinsertion de ses bénéficiaires ?

A ces questions fortes, il faudra des réponses claires et complètes du gouvernement. C'est à cette condition que les parlementaires auront une juste appréciation des enjeux. Ils pourront alors s'exprimer autrement que par le vote automatique qui ne fait rien avancer et mine la démocratie.

En inventant aussi le « voter vrai », le centre engage concrètement la modernisation politique, prend ses responsabilités, et reste fidèle à la vérité profonde de ses électeurs. Aux autres d'en faire autant !

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA FORMATION, CLÉ DE L'EMPLOI

Avec notamment des articles de : MICHEL DELEBARRE, CLAUDE EVIN, JEAN-MICHEL GALLARD, ANDRÉ LAIGNEL. 40 F (télégrammes à 2 F du chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en espérant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

سكزا من الأصل

Enquête

Les catholiques français à la veille de la visite

Curés itinérants, laïcs organisés

TREIZE villages, trois clochers, un curé. C'est l'équation de la France déchristianisée. Les paroisses de l'abbé Maurice Gruau, cinquante-huit ans, situées dans la campagne aux portes d'Auxerre (Yonne), ne mesurent pas moins de 25 kilomètres du nord au sud et 15 kilomètres d'est en ouest. Le zèle pastoral du curé est attesté par son compteur de voitures : une moyenne de 30 000 kilomètres par an !

Bon ou mal en, le Père Gruau totalise cent trente baptêmes, une centaine d'obèques, une quarantaine de mariages, sans compter les heures de catéchèse, d'aumônerie et de visites. Le samedi 24 septembre, il a célébré un premier mariage à Vilefargeau à 14 heures ; un deuxième une heure plus tard à Appigny, à 15 kilomètres de là ; un baptême à 18 heures dans le même village ; un troisième mariage à 17 heures à Quenne, distant aussi d'une dizaine de kilomètres. Le dernier dimanche d'août, il avait fait sept baptêmes dans sept villages différents ! Un jour de Noël, il a célébré six messes.

Maurice Gruau ne se prend pas pour un forçat, mais il n'ignore pas que le prêtre devient un « distributeur automatique de sacrements ». Son principal regret est de ne pas pouvoir s'attarder avec les familles en deuil ou en fête. Alors, il va au bal des mariés : « C'est là, dit-il, en dansant, que je fais connaissance. »

L'Yonne, terre de mission ? Pour une population de 310 000 habitants, la diocèse de Sens-Auxerre ne compte plus que 122 prêtres en activité, contre près de 500 au début du siècle. 81 viennent même de diocèses plus prospères. Une

treizième seulement ont moins de soixante ans.

« On manque de prêtres, mais on manque surtout de chrétiens », dit le Père Henri Rivière, vicaire général du diocèse. Son évêque, Mgr Eugène Emout, avait eu bon de célébrer la messe de Noël 1988 dans un petit village, à Escamps (700 habitants) : un seul fidèle était venu.

Les deux tiers des parents qui font baptiser leur enfant se disent non-croyants, et la pratique dominicale n'excède pas 2 % dans cette région labourée par les influences conjuguées du jansénisme — Mgr de Caylus fut évêque d'Auxerre au dix-septième siècle — et du laïcisme : c'est à Auxerre qu'est né Paul Bert et c'est sous le marché couvert de la ville qu'Emile Combes avait prononcé son discours préfacant en 1905 la séparation de l'Église et de l'État.

Jadis le jansénisme...

Mgr Emout et ses collaborateurs n'ont pas décliné de plan ORSEC, mais ils mènent sur le terrain, depuis quelques années, un travail minutieux, peu spectaculaire, d'évolution des mentalités et des méthodes. La carte des paroisses d'abord a été remodelée et leur nombre réduit de 510 à... 110. Trois ans de concertation avec les équipes en place, les associations locales, les maires n'ont pas été de trop pour aboutir à cette sorte de « Yalta des clochers ». La charge des curés est aujourd'hui mieux équilibrée. Leur travail consiste à coordonner des équipes animatrices de laïcs présentes la plus souvent possible dans les villages disparés.

A Chevannes (1 500 habitants), dans la « paroisse » de l'abbé Maurice Gruau, deux couples sont spécialement chargés des obèques religieuses. Ils sont alertés en cas de deuil, visitent la famille du défunt, préparent et animent avec elle la cérémonie présidée par le curé, avant de conduire le cortège au cimetière. « Passé le temps de la surprise, dit l'un d'eux, les Willet, l'accueil de la famille est bon si l'information est bien faite. Ce sont les étrangers au village qui comprennent le moins bien. »

D'autres laïcs préparent les enfants au baptême, les couples au mariage, font le catéchisme. Le dimanche, le curé ne peut pas célébrer la messe dans les 13 églises de sa grande paroisse. Alors, il les visite à tour de rôle. Les fidèles se déplacent en voiture ou de plus en plus souvent animés des liturgies sans prêtre.

Autrefois, c'est le séminaire qui créait une sorte de « conscience d'Église diocésaine », dit Mgr Emout. Aujourd'hui, ce rôle est en partie joué par l'école des ministères qu'il a mise en place à Auxerre et qui a déjà attiré quatre-vingt personnes triées sur le volet. L'évêque veille à ne pas « déléguer » les laïcs. Ses délégations officielles (par lettres de mission) sont exceptionnelles. Une femme, professeur à l'école normale, est responsable des aumôneries d'enseignement public à Joigny. Une autre est chargée de coordonner l'action de 13 paroisses dans le secteur de La Puisaye et préche des retraites à des prêtres. Paradoxe de l'histoire locale : c'est le jansénisme qui, il y a longtemps déjà, avait appris aux laïcs à se prendre en charge et à s'organiser.

Une Eglise de docteurs

(Suite de la première page.)

Le catholicisme connaît-il en France un nouvel état de grâce ? Depuis vingt ans, on le disait moribond, à la traîne, lui qui avait été si longtemps à la pointe du progrès théologique et missionnaire.

Trop intellectuel à une époque de recherche d'émotions. Trop enfoncé dans les masses à l'heure où se réaffirment les identités. Trop frondeur dans les rangs d'une Église resserrée par Jean-Paul II.

Or, dans la patrie de Voltaire, deux cents ans après la Révolution française, la piété revient au galop. Des communautés charismatiques, comme au début du siècle aux États-Unis, naissent et s'accroissent. Les chemins de croix, les processions, de la Fête Dieu ou de l'Assomption, redescendent dans les rues, et pas seulement pour protester contre un film sur Jésus. Un cardinal — fut-il archevêque de Paris — bat des records d'édition (cent cinquante mille exemplaires vendus) avec un livre intitulé *Le Choix de Dieu*. Des dizaines de milliers de pèlerins iront, pour la quatrième fois en dix ans, applaudir le pape, cette fois en Alsace et en Lorraine.

La vérité, c'est que le catholicisme français vit en plein paradoxe. Les indices sont toujours au rouge : dérive accentuée de la pratique, montée de l'incroyance tranquille, et surtout effritement de la mémoire et de la culture religieuses, dont témoigne le sondage IPSOS-Le Monde-RTL (1).

Dans le même temps, deux phénomènes surgissent, qui semblent contredire les prévisions les plus pessimistes : l'apparition de nouvelles formes de spiritualité, spontanées ou plus réfléchies, éphémères ou durables, organisées ou anarchiques ; la professionnalisation d'un laïcat d'Église actif, qui retrouve le goût pour une institution qu'hier il contestait ou désertait.

Désertification

« La France aux prises avec l'apostasie des masses », titrait déjà un ouvrage en 1937. A-t-elle en effet jamais été un pays catholique ? Depuis la Révolution de 1789, malgré des périodes de répit et de stabilisation, les églises et les séminaires n'ont cessé de se vider. Il reste que quatre Français sur dix allaient encore chaque dimanche à la messe dans les années 30. Il n'y en a plus qu'un aujourd'hui.

Un palier à sans doute été atteint. Le nombre des pratiquants du dimanche ne peut plus guère décroître, mais, disent les spécialistes, les « réguliers » — ceux de plus en plus leurs visites à l'église. Quant aux « occasionnels » et aux « festifs » — ceux qui assistent aux obèques d'un proche ou qui font leurs Pâques —, ils rejoignent aujourd'hui le bloc grossissant des Français qui, imperturbablement, continuent — à 30 % — de se déclarer catholiques, mais ne pratiquent plus leur religion, ne se sentent plus aucun lien avec l'Église dans laquelle ils ont été baptisés et ne savent plus rien des données fondamentales de la foi et de la culture chrétiennes (2).

Sur cent enfants nés il y a vingt ans, quatre-vingt-trois étaient baptisés. Ils n'étaient plus que soixante-sept au début des années 80. Malgré la croissance des baptêmes de jeunes en âge scolaire et d'adultes, cette pratique, qui était hier la plus rituelle, ne va plus de soi aujourd'hui. De même le catéchisme, que les évêques défendent pied à pied contre la concurrence du judo, du piano ou de l'école du mercredi, n'attire plus que quatre enfants de l'école primaire sur dix. Le confessionnal est gâté par les toiles d'araignée : 51 % des Français se confessaient une fois par an, au moins, en 1952 ; ils n'étaient plus que 14 % il y a cinq ans.

La désertification religieuse, notamment dans les banlieues et à la campagne, s'aggrave. Dans certains gros départements, notamment de la région parisienne, on ne compte plus qu'un prêtre pour 7 000 habitants. Explosion démographique et crise des vocations conjuguées, certains prêtres ont vu leur charge d'âmes quadrupler, sinon plus, en l'espace de quelques années.

Nous nous trouvons devant des jeunes pour qui nul 68 et le concile Vatican II sont des événements aussi éloignés que pour

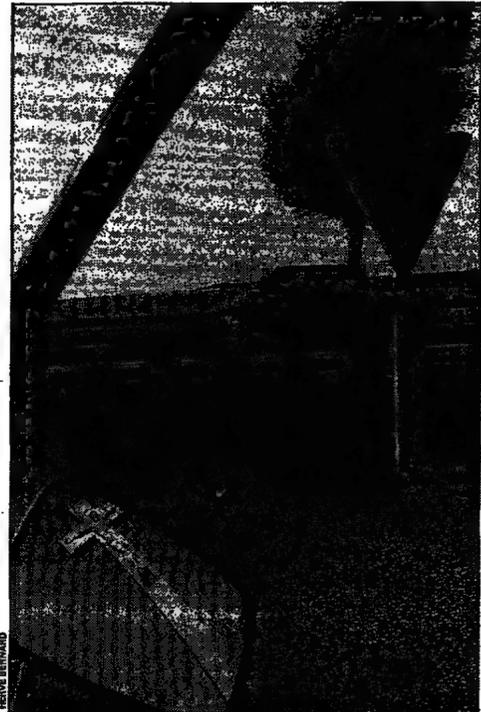
moi la guerre 14-18 », dit un aumônier de lycée. Avec une moyenne d'âge supérieure à soixante-cinq ans, le clergé blanchit sous le harnais. Compte tenu de l'effondrement des vocations dans les années 1968-1970, la génération des prêtres de trente-cinq-cinquante ans n'est presque plus représentée.

Cette crise du clergé est quantitative, mais aussi morale. « Il n'est plus possible d'exercer notre ministère de prêtre comme on nous l'a appris il y a trente ans au séminaire », confesse X. L., cinquante-cinq ans. Le célibat est devenu au-dessus de ses forces. Il adore pourtant son métier de prêtre de banlieue et ne déteste pas fumer de temps en temps une cigarette de haschisch, à la fois pour « s'oublier » et pour « parta-

tiers à l'abbé Pierre, au Père Joseph ou à Mère Teresa qu'à des vedettes politiques et hésite moins qu'hier à se fonder dans des organisations militantes non confessionnelles.

L'Action catholique reste l'un des lieux privilégiés de militantisme, mais elle n'est plus le lieu de fermentation intellectuelle et de contestation, qui, hier, faisait trembler les évêques. Ancien secrétaire général de l'ACO (Action catholique ouvrière), responsable de la CGT, Didier Niel va jusqu'à dire que « les mouvements ont historiquement fait l'expérience que l'enracinement ou le détachement d'une vie d'Église est une impasse ».

L'enjeu n'est pas mince. L'influence du catholicisme n'a cessé de reculer dans l'art, dans la



« La désertification religieuse des campagnes et des banlieues. »

ger » avec un groupe de jeunes marginaux (3).

Le clergé est sans doute l'une des catégories sociales qui a été la plus bouleversée depuis vingt ans, successivement par le bouleversement démographique des villes et de la campagne, par le choc du concile Vatican II, par un statut dont le prestige n'a cessé de s'amenuiser, par la concurrence grandissante de laïcs qui aujourd'hui se forment et s'organisent, alors que le prêtre n'a plus le temps de se recycler. Il hésite enfin sur la stratégie à suivre : doit-il consacrer son énergie à un troupeau de fidèles largement décliné ou aller vers les catholiques d'appartenance qui ne fréquentent plus les églises ?

Des théologiens plus que des militants

Cette question de la présence « missionnaire » aux différentes couches d'incroyants a donné son style à l'Église de France et déterminé son mode de fonctionnement. Dans le syndicalisme, l'administration, la presse, l'université dans une moindre mesure, et même le gouvernement, s'est souvent distingué un laïcat catholique. Mais, signe des temps, dans le gouvernement Rocard on a reperçé moins les « militants » chrétiens que les « théologiens »... (4).

« Aujourd'hui, on ne change plus la société, on aménage son logis », dit le Père Gérard Defois. Le catholicisme, qui autrefois se coulait dans les combats hexagonaux à long terme, a perdu de sa consistance. Le militant des années 30 défend des causes, plus que des idées ou des systèmes. C'est vrai aussi dans l'Église, où la jeunesse s'identifie plus volon-

science, la médecine, la culture au sens large. Sur les grandes questions éthiques (euthanasie, procréatique, pilule abortive, etc.), les personnalités qualifiées des Églises sont régulièrement invitées à s'exprimer. Mais leurs positions ne sont pas débattues. Les idées ne circulent plus. Si les évêques parlent sur ces sujets de société, les laïcs semblent avoir choisi — contraints ou résignés — la voie du silence.

Des romans

Quelques hirondelles charismatiques feraient-elles le printemps ? La religion cérébrale ou culpabilisatrice ne fait plus recette. En revanche, des manifestations de foi et de ferveur qui jusqu'à un passé récent avaient encore un relent d'obligation et d'embrigadement, emplissent les médias, plongent dans les espaces laissés libres par l'Église (comme la communication) et expriment le retour aux valeurs sûres de la famille, de la prière, de la charité interpersonnelle, à distinguer de la justice collective. Mais personne ne peut sérieusement dire aujourd'hui si les mouvements néo-spiritualistes, dont le pivot est le renouveau charismatique, ne sont qu'un feu de paille, activé par fait du temps, ou l'indice sérieux d'une sortie de la crise.

« Je crois, Seigneur, que Tu es vainqueur de nos ténébreux » ; « merci de m'aider à ressusciter avec Toi » ; « Loué sois-Tu, Seigneur, pour l'arbre de vie qui est le bois de la Croix » : tous les mardis soir à Lyon, à la chapelle des sœurs de l'Adoration réparatrice, plusieurs centaines de fidèles viennent prier autour de la Communauté charismatique du Chemin neuf qui vit une totale mixité (hommes-femmes, laïcs-religieux ; mariés-célibataires). De tels groupes de prière, on en recense près de 3 000 en France,

Le Monde

LA DÉCENNIE JEAN-PAUL II

DEPUIS DIX ANS DÉJÀ,
L'ÉGLISE CATHOLIQUE A,
A SA TÊTE,
UNE STAR
GRAND COMMUNICATEUR
ET GRAND VOYAGEUR.

Est-il « moderne » ce pape qui met Rome hors les murs, inscrit son action dans le siècle, défend les droits de l'homme et le social ?

Est-il « restaurateur » ce pape qui insiste si souvent sur une morale sexuelle et familiale ?

« La décennie Jean-Paul II » retrace dix ans de l'histoire de l'Église :

- la « gouvernement » de Rome et les grandes encycliques,
- la situation polonaise et les pays de l'Est,
- la France et le conflit avec les intégristes,
- la seconde évangélisation de l'Europe,
- le tiers-monde et le conflit avec les théologiens de la libération,
- le dialogue avec les autres religions et les non-chrétiens.

Avec des articles de René Remond, Jean Dalmas et Gérard Defois.

Le Monde Numéro hors-série
36 PAGES - 26 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉGALEMENT DISPONIBLE PAR CORRESPONDANCE

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____
Localité _____ Pays _____

FRANCE (hors de port aéro) Nbre ex. _____ X 30 F = _____
ÉTRANGER - DOM - TOM (hors de port aéro) Nbre ex. _____ X 30 F = _____

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT A :
LE MONDE, service des ventes au numéro,
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08.

سكزا من الأصل

à la veille de la visite de docteurs

de Jean-Paul II et de mystiques

lançés à l'initiative d'une communauté nouvelle ou de quelques laïcs, au retour de Lourdes, de Taizé ou de Paray-le-Monial, avec la complicité ou non du clergé local.

Radio-Fourvière, station communautaire de la région Rhône-Alpes atteint environ 550 000 auditeurs. Le Père Emmanuel Payen, l'un de ses fondateurs, avait accepté le principe de deux récitations de chapelet par semaine à une « heure cassée », le 10 heures, pour ne pas gêner les protestants. Huit groupes de « prières avec Marie » avaient en charge à tour de rôle l'animation de ce chapelet. Près d'une trentaine se la disputent aujourd'hui. « Je connais des familles entières qui, à l'heure du journal télévisé, se réunissent autour du chapelet », dit Emmanuel Payen.

Une revue mensuelle comme *Prier*, qui a à ce jour dix ans d'âge, compte près de 10 000 abonnés chaque année. Lancé il y a un an par Bayard-Presses, « *Prières en Eglise* » a déjà atteint une diffusion de 125 000 exemplaires. « Nous avons un public à la limite du traditionalisme », dit Jean-Philippe Charrier, directeur de *Prier*, et un autre venu du catholicisme de gauche, pour qui la revue et la prière sont les derniers liens qui les rattachent encore à l'Eglise.

Les monastères, les hautes spirituelles sont au maximum de leur capacité. Celui de La Pierre-qui-Vire (Yonne), où vivent 90 bénédictins, héberge 7 000 à 8 000 visiteurs par an : parmi eux des personnes en recherche spirituelle, des croyants qui approfondissent leur foi, et de plus en plus de gens de passage, jeunes drogués, chômeurs, routards. « Nous retrouvons notre vocation première d'abbaye », se réjouit Guillaume, le frère hôtelier. Rejoignent aussi les mouvements de vie évangélique (anciens tiers ordres), satellites des grands ordres jésuites ou franciscains, lieux de formation ou d'engagement pour un nombre de plus en plus grand de cadres, de hauts fonctionnaires, de médecins, d'enseignants.

Professionnalisation

Le retour à la piété dérange parfois, irrite, inquiète. La ferveur religieuse passe par des coude à coude momentanés plus que par des engagements militants de longue haleine. Mais elle n'est pas incompatible, dans la réalité, avec l'autre mutation du catholicisme français : la professionnalisation d'un laïc actif, de plus en plus partie prenante à la gestion de son Eglise et capable de relayer un clergé déclinant.

Des fidèles prennent un véritable engagement temporaire et rémunéré. Avec deux cent cinquante salariés hommes et femmes, à plein et à mi-temps, payés sur la base de 6 000 F par mois, le diocèse de Lyon est devenu le plus gros employeur de permanents laïcs. La plupart ont reçu un minimum de deux ans de formation dans un institut spécialisé de l'université catholique de Lyon. A la sortie, ils sont embauchés dans les services de catéchèse du diocèse, dans les aumôneries d'hôpitaux, de collèges et de lycées publics. C'est le visage de l'Eglise qui change. Aumônier à l'hôpital psychiatrique Saint-Cyr du Mont-d'Or, Marie-Claude rapporte ce mot d'un malade : « Avant, le prêtre passait en coup de vent, il disait bonjour, proposait la communion, repartait. Vous au moins vous nous donnez du temps. »

A défaut d'avoir « la soutane », ces laïcs veulent la compétence : une véritable frénésie de savoir s'est emparée des catholiques, de toute conviction et de tout âge. Ils veulent mieux connaître les textes bibliques, l'histoire et le droit de l'Eglise, approfondir leurs connaissances religieuses, à la fois pour se repérer dans le monde de l'incroyance et aussi pour « servir » leur Eglise. Ecoles de ministères, centres de sessions, cours par correspondance, établissements spécialisés dans les universités catholiques : les filières de formation théolo-

giques pour laïcs ne cessent de s'enrichir (5).

L'Eglise de 1988 en France ressemble ainsi à un vaste puzzle. Le modèle dominant y est celui d'un catholicisme de classes moyennes, soucieux plus de certitudes que de débats, de compréhension personnelle de leur foi que d'engagement missionnaire. Hier, les laïcs faisaient du militantisme en usine. Aujourd'hui, ils baptisent et enseignent des enfants dont les parents ont tout oublié de leur passé chrétien. C'est une autre relation avec l'incroyance, mais n'est-ce pas aussi, disent-ils, de l'évangélisation ?

Un épiscopat sans stratégie

Des olivages existent, mais ils sont plus flous que ceux d'hier entre intégristes et progressistes. Des mouvements d'inspiration néotraditionnelle, comme l'Opus Dei, Communio et Libération, les Associations familiales catholiques qui à la dernière élection présidentielle avaient pris position pour M. Chirac, ont des stratégies, des journaux, des moyens financiers, des théologiens et des liens avec le Vatican qu'envie plus d'un évêque moyen.

Bien des initiatives et des courants sont nés hier et ont compté - les Semaines sociales, le Centre des intellectuels catholiques, les Congrès de l'Union des œuvres - grâce à une sorte de régime d'économie mixte, associant laïcat et épiscopat. Ils ont aujourd'hui

disparu ou tentent laborieusement de renaître. L'Eglise de France est-elle entrée aujourd'hui dans un régime d'initiative privée ? Dix mille jeunes ont récemment participé à un rassemblement à Versailles, soutenu par des courants traditionnels et par le Vatican. Ni l'épiscopat, ni les mouvements de jeunesse et d'action catholique n'ont été associés au déroulement du projet. Vingt-cinq mille pèlerins traditionalistes à Chartres, vingt mille charismatiques au Bourget et seulement mille catholiques à Montpellier pour une réflexion sur « les défis de l'an 2000 dans la société » : le dernier week-end de Pentecôte a révélé à lui seul la dispersion et les mutations du catholicisme français.

Faute de personnel, d'argent et de stratégie, l'épiscopat, dont le renouvellement voulu par Rome encourage les tendances traditionnelles et spirituelles (7), s'interroge sur les moyens d'assurer un minimum de régulation. Le dispositif institutionnel qu'il a mis en place il y a vingt ans - avec ses services nationaux, ses experts, ses prêtres accompagnateurs de mouvements - se trouve en porte à faux par rapport à la nouvelle situation.

Ce débat de fond n'arrive jamais à l'ordre du jour des travaux épiscopaux de Lourdes. N'y tenant plus, l'évêque d'un diocèse rural l'an dernier, au cours d'une séance à huis clos, a pris la parole et lancé à ses collègues cet avertissement : « Moins nous nous expliquons



Le rassemblement de vingt mille charismatiques au Bourget à la dernière Pentecôte.

entre nous, moins nous travaillons à nous donner des orientations communes, plus nous serons soumis aux groupes de pression. »

(1) Voir notre précédente édition (le Monde du 5 octobre).

(2) La France espère encore un pays catholique ? : un ouvrage à paraître prochainement (en principe aux éditions du Cerf), sous la plume de trois chercheurs, Jacques Suter, Guy Michelat et Julien Potel, analyse de manière détaillée les résultats du sondage SOFRES-Le Monde et la Vie publié le 1^{er} octobre 1986 sur les croyances des Français.

(3) Le dernier numéro de la revue de théologie morale le *Supplément* fait le point sur la question du célibat sacerdotal. Le Cerf, septembre 1988, n° 166, 176 p., 33 F.

(4) Le plus célèbre est M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, titulaire d'une licence de théologie obtenue à l'Institut catholique de Paris. Membres du premier gouvernement Rocard, M^{me} Catherine Trautmann et M. Philippe Essig sont également titulaires d'un diplôme de théologie.

(5) Un guide très documenté des formations théologiques vient d'être publié à l'initiative de la revue *Il est une foi*. Editions du temps présent, septembre-octobre 1988, 65 F. Avec notamment des interviews de M. Roger Fauroux et de Père Gaston Piétri.

(6) Il est remarquable que sur onze nominations épiscopales en 1988, quatre seulement sont des prêtres du clergé séculier, les sept autres sont des religieux : un dominicain membre de la communauté charismatique de l'Emmanuel, Albert de Montéon, à Farniers ; un salésien, Pierre Picot, à Baveux ; un eudiste Clément Guillon, à Quimper ; un prémonstratien, Pierre Joaston, à Saint-Etienne ; un chanoine régulier, Henri Briandard au Puy, et deux supérieurs, Michel Montel à Nevers et Georges Soubrier à Paris.

Enquête réalisée par Henri Tisoc.

La confession du premier prêtre intégriste repentant

Depuis le schisme de Mgr Lefebvre, officiellement ouvert le 30 juin dernier, c'est dans le clergé de l'évêque excommunié que les plus vives tensions se sont manifestées. Une Fraternité Saint-Pierre, dans laquelle se trouvent une trentaine de prêtres et de séminaristes en rupture avec Mgr Lefebvre et repentants, sera prochainement habilitée par le Vatican. Parmi eux, un seul a déjà officiellement raconté le clergé d'un diocèse. Il s'agit de l'abbé Christian Laffargue, accueilli par l'archevêque de Lyon, le cardinal Decourtray.

Un crucifix de bois blanc est fixé sur le tableau de bord de sa Peugeot 205, auquel pend aussi un long chapelet. Tempes grisonnantes, visage fin et hâlé, front haut et légèrement déformé, Christian Laffargue, quarante ans, ne se sépare jamais de sa soutane noire. On a vite fait pourtant de le distinguer de la cohorte des prêtres intégristes et des vétéran-guerre de Mgr Lefebvre.

Esprit libre, indépendant mais fidèle, Christian Laffargue a traversé les vingt dernières années de la vie de l'Eglise avec la fougue de son tempérament gascon et de sa jeunesse. Ce sujet brillant, né à Auch (Gers), formé par l'enseignement public, aurait pu faire les beaux jours de l'université ou de l'administration. Mais après le bac, le grand prix de philosophie de sa ville en poche, il choisit une voie plus excitante : Paris et les relations publiques.

En 1971, il sort major général de l'Ecole française des attachés de presse (EFAP) de Paris, collabore au service d'information de l'armée de l'air et, sociologue dans l'âme, prend en charge les relations publiques de la Fédération des parcs naturels de France. C'est ce même jeune homme, ne désistant ni son époque ni les mondainetés, qui, un beau jour de 1973, abandonne tout et va frapper à Ecône, en Suisse, à la porte du séminaire de Mgr Marcel Lefebvre. Aux paillettes et aux petits fours, il allait préférer le silence et le latin, le bréviaire et la tradition, le célibat et le chapelet.

Une « vieille femme fardée »

Son éducation avait été chrétienne, mais non dévote. Il n'avait ni les patronages, ni les camps scouts ou les coude à coude militants. Mais il allait tous les jours à la messe, y compris, à l'écartement de ses concubines, pendant sa scolarité à l'école d'attachés de presse. C'est là, au cours de ces années soixante-huitardes à Paris, qu'il voit besuculer un monde, mais aussi son Eglise.

Christian Laffargue est frappé par le climat de « désacralisation » et de « verbiage » des clercs : « On avait des psychanalystes, mais plus de prêtres », dit-il. La communion à la main, l'abandon de la soutane, la « destruction » des chœurs, des autels, de l'ancienne liturgie le choquent. « Je n'étais pas contre une Eglise plus moderne, dit-il, mais c'est précisément parce que le monde changeait qu'elle aurait dû nous offrir plus de nourritures intellectuelle, doctrinale et spirituelle. C'est l'inverse qui s'est produit. Pour faire jeune, la vieille femme se fardait et portait le minijupe. »

Il assiste en 1973 au Lutetia à une conférence donnée par des séminaristes d'Ecône dont il n'avait jamais entendu parler. C'est le coup de foudre. L'idée de sacerdoce ne l'avait jamais effleuré, mais très vite le projet se dessine. Il s'en ouvre à Mgr Ducaud-Bourget, dont il admire la foi, l'humour et la haine des « intégrissimes » : « S'ils

viennent au ciel, disiez le vieux prêtre de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, je n'ai jamais aimé eux. »

A vingt-six ans, à Ecône, Christian Laffargue se remet aux études de philo et de théologie. Il est ordonné prêtre en 1979 par Mgr Lefebvre et envoyé dans un prieuré de la Fraternité Saint-Pie-X à Notre-Dame-du-Pointet, près de Vichy (Allier). Là, il est responsable d'une revue, dont le titre est en soi tout un programme (*Marchons droit*) et il prêche les exercices spirituels de saint Ignace : « En sept ans, dit-il, j'ai prêché cent soixante-dix retraites. »

Mais il passe vite pour un « libéral », ce qui, à Ecône, est la suprême injure. Il tombe en disgrâce et il est muté dans le petit prieuré de Lyon, une chapelle aménagée dans une ancienne chocolaterie. Il célèbre en latin tous les dimanches, devant quelques centaines de fidèles, dont un noyau d'intégristes qui lui mènent la vie dure. Surtout quand, en octobre 1986, il refuse de distribuer le tract de Mgr Lefebvre traitant le pape d'« apostat » parce que Jean-Paul II réunissait à Assise tous les responsables religieux de la terre. En avril 1987, il rend une visite de courtoisie, à Fourvière, à Mgr Decourtray. C'est le scandale : « Le cardinal de Lyon, c'était Satan et, moi, je commençais à pactiser avec le diable. »

Les négociations de 1987 et 1988 entre Mgr Lefebvre et les officiels du Vatican le remplissent d'espoir : « Le climat était nouveau et je préparais mes fidèles à une réconciliation avec Rome. » Mais, très vite, il perçoit chez Mgr Lefebvre et dans son entourage la « peur du pape » et des signes de durcissement. La suite est connue : un accord est signé en mai entre Ecône et Rome, puis dénoncé. Des sacres schismatiques ont lieu le 30 juin et Mgr Lefebvre est excommunié. « C'est lui personnellement, dit l'abbé Laffargue, qui a rompu l'accord, mais en fait jamais, par crainte de la contamination moderniste, nous n'avions été préparés, ni en pratique ni spirituellement, à une réconciliation. »

Dès l'officialisation du schisme, le prêtre intégriste repentant écrit à nouveau à Mgr Decourtray pour régulariser sa situation. Et en accord avec lui depuis un mois, il célèbre la messe en latin selon l'ancien rite de saint Pie V à la chapelle Notre-Dame Reine des martyrs, place Saint-Irénée à Lyon. Il admet volontiers qu'« aucun problème de fond n'est encore réglé ».

Christian Laffargue ne renie rien de son passé. Il avait rompu avec une Eglise qui lui semblait toujours « à la remorque du monde ». Il y retourne aujourd'hui pour défendre, dit-il, « une rigueur doctrinale ». Ajoutant : « à suivre l'Evangile, c'est bien, mais connaître l'Ecriture, la tradition, le magistère de l'Eglise, c'est-à-dire le dépôt de la foi, est plus important ». Il plaide pour une catéchèse « moins subjective », trouve « ambigu » le concept des droits de l'homme et reste réservé par rapport à des textes décisifs du concile Vatican II, comme le droit à la liberté religieuse ou le rapprochement avec les autres religions catholiques.

A la question de savoir s'il serait prêt à franchir le porte d'un temple, il avoue qu'une telle démarche lui coûterait beaucoup pour le moment : « Je veux bien rencontrer des pasteurs en privé, mais pas encore en public. » Son origine gasconne l'incline cependant à l'optimisme : « Si nous avions d'emblée discuté de ces problèmes de fond avec le cardinal Decourtray, jamais nous n'aurions pu nous réconcilier. » L'agressivité a disparu. Pour le reste, pense-t-il, le temps fera son œuvre.

Zao Wou-Ki
LE MANDARIN DU MERVEILLEUX

Autoportrait

216 pages, 98 F

Qui essaie de savoir comment s'opèrent les mélanges et additions de cultures étrangères les unes aux autres, phénomènes majeurs depuis un siècle, trouve dans cet Autoportrait l'analyse très subtile d'une de ces fusions et de l'une des plus réussies.

Philippe Dagen Le Monde

FAYARD

Société

La grève des gardiens de prison

La justice menacée de paralysie

Comment déverrouiller le blocus des gardiens de prison ? Comment, sans lâcher trop de lest, obtenir le « dégrèvement » de la machine judiciaire, comment faire revenir à la raison de jeunes gardiens déterminés ? A Matignon, au ministère de la justice, mais aussi au sein des appareils syndicaux, qui ne parviennent plus à contrôler le mouvement avec l'efficacité d'antan, c'est la casse-tête.

Après avoir déjeuné à Matignon en compagnie de M.M. Michel Rocard et Pierre Joxe, le mardi 4 octobre, le garde des sceaux a convoqué en urgence les syndicats, alors que toute négociation officielle était gelée depuis le samedi précédent. Houlouse, tendue, la réunion s'est achevée à 1 heure dans la confusion. Un nouveau rendez-vous était pris pour le mercredi

5 octobre à 18 heures. Entre-temps, les syndicats - parfois divisés - devaient communiquer à leur base les nouvelles concessions faites par le gouvernement. Elles ne sont pas minces. Ainsi, le ministre de la justice a proposé de débloquer 25 millions de francs pour améliorer les conditions de travail des surveillants ; ainsi, il a proposé la création de trois cents emplois supplémentaires, et l'octroi très rapidement de 1 % d'augmentation de la prime de risque.

Une mission d'étude pourrait être mise sur pied, qui se rapproche de ces « états généraux de la pénitentiaire » réclamés par les gardiens de prison. Pourtant, aux yeux de ceux-ci, qui réclament plus de postes, des départs à la retraite à cinquante ans, et des améliorations salariales, ces avancées

paraissent insuffisantes. Le garde des sceaux, pourtant, est allé, semble-t-il, au bout de ce qu'il pouvait proposer.

D'inquiétante, la situation, si elle devait encore se prolonger, deviendrait réellement dangereuse. Loin de se calmer, le mouvement des surveillants s'étend (cinquante-huit établissements touchés sur cent quatre-vingts, contre quarante-cinq lundi) ; le blocage des écrous et des extractions dans ces prisons entraîne, sinon une paralysie de la machine judiciaire, du moins des perturbations graves.

Deux cent seize personnes - et l'on en prévoyait quatre-vingts de plus dans la journée du 5 octobre, - sous surveillance mixte de l'administration pénitentiaire et de la police, dans le cadre de maisons d'arrêt provisoires installées à la diable dans des com-

missariats ou des annexes des palais de justice, attendent sans pouvoir communiquer avec l'extérieur d'être admis dans les établissements pénitentiaires « normaux ». En détention, les prisonniers sont, là aussi, isolés. Les parloirs avec les avocats et les visiteurs demeurent inaccessibles. Certains procès ont dû être renvoyés - des cours d'assises, à Grenoble notamment, sont en panne faute d'accusés - et le samedi 7 octobre du procès des accusés de l'assassinat de Georges Besse reste incertaine.

Jusqu'ici très silencieux, les avocats, qui ne peuvent s'entretenir avec leurs clients avant les audiences - ou les instructions quand elles se tiennent - commencent à protester. Ainsi, le Syndicat des avocats de France a décidé, région par région, de pren-

dre contact avec les intersyndicaux de surveillants. Des détenus commencent à s'émouvoir de cet abandon, et l'agitation risque de les gagner. Dans les raisons d'arrêt provisoires, l'association gardiens de prison - policiers manque d'harmonie, et nombre de policiers renâclent à la tâche.

Tout le monde en est bien conscient : il va falloir sans tarder trouver une issue à cette crise. Entraînés par leur imprévisible succès, les surveillants, dont les organisations syndicales frisent le débordement, ne prennent pas encore le chemin de l'apaisement. Il faut faire vite, sans quoi la justice risque d'être gagnée par la paralysie, et les prisons se remettront à grossir.

AGATHE LOGEART.

Dans la capitale

Improvisation dans l'urgence à la « Souricière »

Le jeune homme est assis en tailleur sur un matelas de mousse tout neuf posé à même le sol. Rivé au mur, un banc lui sert d'écrêtire et un rouleau de papier hygiénique de papier à lettre. Les feuilles sont peignées bien sûr, et l'écriture serrée.

Depuis samedi 1^{er} octobre, il est là, assis ou allongé dans cette cellule improvisée, longue de 3 mètres peut-être, large d'à peine plus de 1 mètre. Debout, de temps en temps pour se dégourdir les jambes, il s'accroche aux barreaux de la porte à claire-voie. L'air est glacé. Quand il est arrivé on lui a donné une brosse à dents, une serviette de toilette, un savon. Pas de draps. Pas de moquette. Derrière un petit panneau à hauteur de taille il y a un siège de toilette.

Il ne sait pas pour combien de temps il est là. « C'est, dit-il, mon premier accord avec la justice », qui l'accuse d'avoir volé une voiture. On devait l'envoyer en prison. A cause du mouvement de grève des gardiens, il se retrouve à la « Souricière », au 32, Quai des Orfèvres à Paris, dans ce « sas » entre le palais de justice et l'établissement pénitentiaire qui d'ordinaire accueille les inculpés tout juste placés sous mandat de dépôt, et

en attente d'être écroués, ou extraits pour comparaître devant un juge d'instruction ou un tribunal.

Transformée depuis mercredi 28 septembre en annexe d'une maison d'arrêt, la « Souricière », dont ce n'est d'évidence pas la vocation, a dû se muer en prison. De la maison d'arrêt de la Santé on a apporté des matelas, les cellules n'étant pas conçues pour qu'on y passe la nuit. Le mess de la préfecture de police fournit la nourriture. Une cour du palais de justice sert de cour de promenade. Un interne en médecine passe « à la demande ».

« Parfum d'évasion »

En dépernage on utilise les doubles des dépôts voisins. Une petite vie s'est organisée dans l'improvisation et l'urgence. Appelés à la rescousse, les policiers partagent dans une bien étrange cohabitation les tâches des gardiens de prison. « On reçoit des consignes des deux horizons [ministères de la justice et de l'intérieur]. Mais ce n'est pas facile de marcher comme ça », reconnaît un surveillant.

Prison à deux têtes, la « Souricière » fonctionne cahin-caha.

Décontenancés, de jeunes gardiens de la paix venus par paires des commissariats d'arrondissements découvrent le monde jusqu'ici tout à fait inconnu de la détention. Commissaire chef police et directeur de prison, sans bien savoir qui a barre sur l'autre, jouent les maîtres de maison et font assaut de politesses.

La trentaine de cellules de cette prison pas comme les autres n'est pas pleine : retenus par les gardiens qui bloquent leur extraction, la petite centaine d'« extraits » quotidiens est restée en prison. Seuls sept prisonniers dans la journée ont quitté la détention pour le palais, et il n'y a pas encore de surpopulation. Il nous faut, dit un policier, garantir des conditions de détention décentes. Il est exclu, par exemple, que nous mettions deux personnes dans des cellules de cette taille. Si la situation devait durer il faudrait trouver d'autres locaux.

Sur les murs bleu et vert, la lumière est crue. Un escalier métallique conduit à une douzième rangée de cellules. Chargés par la justice, tout juste placés sous mandat de dépôt, les prisonniers arrivent au compte-gouttes ou par vagues.

Les « habitués » sont décontenancés ; les « novices » angoissés. En plaçant un responsable policier à beau dire qu'« ici ce n'est pas encore tout à fait la prison » et que cela vous a « un parfum d'évasion », les détenus, pris au piège de la « Souricière », ne goûtent guère le sel de leur situation.

L'un d'entre eux, atteint du SIDA, il refuse de s'alimenter car il réclame des soins qu'on ne peut lui prodiguer, l'autre affirme que les mutations se multiplient. Un autre encore, toxicomane en manque, exaspéré d'impuissance, ne peut plus se contenir du Transxène qu'on lui donne. Il tremble et clique des dents. Pas de visites, pas d'avocats, pas de journaux, pas de radio ni de télévision : dans le boyau étroit et sale qui leur sert d'abri, ils sont coupés du monde.

Dans cet étrange purgatoire à la discutée légalité, suspendus au bon vouloir de leurs gardiens, ils attendent, incertains et mécontents.

Ag. L.



Contre mauvaise fortune...

Pour le visiteur occasionnel, le palais de justice de Paris semble connaître une activité normale. Tout juste remarque-t-on que les box des détenus sont vides et que, dans chaque chambre correctionnelle, les personnes jugées ayant toutes la qualité de « prévenu libre », s'expriment depuis la barre des témoins. Pour constater une différence, il faut s'attarder dans les couloirs devenus déserts en fin d'après-midi, car l'absence de détenus a réduit la charge, et parfois la surcharge, de certaines chambres, qui ferment leurs portes bien plus tôt que d'habitude.

Conscients de leur impuissance, les magistrats profitent de l'occasion pour consacrer un peu plus de temps à examiner les affaires en état d'être jugées. Les autres sont renvoyées à huit jours ou à dix jours. « Mais quand tout ça va nous tomber sur le dos, on va finir à minuit », soupire un huissier.

A la présidence du tribunal, on admet qu'il y a des perturbations, mais en précisant toutefois : « Rien qui, jusqu'ici, n'ait présenté un caractère de nature à interrompre le fonctionnement du service de la justice ».

Dans les galeries d'instruction, les magistrats privés de détenus utilisent ce temps libre pour convoquer des témoins ou des experts et surveillent attentivement les délais.

M. P.

A Lyon

Préoccupation et agacement

LYON de notre bureau régional

Dans les prisons de Lyon - Saint-Paul, Saint-Joseph et Montbuc - le mouvement des surveillants s'est durci, mardi 4 octobre, avec le refus des écrous, s'ajoutant à la suppression des extractions, sauf cas d'urgence. En l'absence des prévenus détenus, de nombreuses audiences correctionnelles et un procès d'assises ont dû être envoyés sine die. Les cabinets d'instruction tournent au ralenti ; les magistrats sont contraints de jouer la montre sur certains dossiers ; les délais de procédure s'allongent.

Si les magistrats se déclarent satisfaits « préoccupés », tantôt « agacés » par les effets d'une situation « singulière », qu'ils observent avec impuissance, de nombreux avocats n'hésitent pas à s'avouer « scandalisés » et condamnent une « violation de fait des droits de la défense ». « Il est anormal que nous soyons les seuls à payer la casse », remarque M. François La Phucog. Il veut encore mieux que les procès soient purement et simplement renvoyés plutôt que d'avoir à plaider sans avoir eu la possibilité de nous entretenir au préalable avec nos clients. M. Jean Bonnard, bâtonnier des avocats de Lyon, affirme être prêt à

rencontrer les syndicats de surveillants pour tenter de trouver un compromis.

L'émotion des avocats est d'autant plus vive que de nombreux détenus les ont interpellés depuis leur cellule par le biais d'une lettre circulaire photocopiée. Dans ce texte, les prisonniers évoquent leur « trouble » vis-à-vis du « silence » des défenseurs et leur demande en substance de s'exprimer « dans la rue et sur les médias sur les conditions de vie en milieu carcéral, déjà précaires et aujourd'hui menacées ».

Pour pallier la suppression des écrous, l'hôtel de police de Lyon a été transformé mardi en maison d'arrêt provisoire. La douzaine de cellules de garde à vue offrent une quarantaine de places, grâce à la livraison précipitée de literie et de matériel d'intendance, ne permettra pas longtemps d'assurer toutes les incarcérations, dont le rythme très variable peut quotidiennement dépasser la dizaine ; et la réquisition de fonctionnaires des polices urbaines, pour assurer des tâches de gardiennage et de transfert - les gardes à vue ont dû être déplacés dans un commissariat de quartier - pose déjà quelques problèmes d'efficacité.

ROBERT BELLENET.

Le mécontentement des avocats

Après Evry, référé à Paris

L'instance engagée en référé par quatre avocats du barreau d'Evry, visant à faire condamner le ministre de la justice et les responsables de l'administration pénitentiaire « à prendre toutes mesures utiles » leur permettant de rencontrer leurs clients malgré le refus des gardiens de prison en grève, s'est soldée par un échec.

Dans son jugement rendu mardi 4 octobre, le tribunal d'Evry, présidé par M. Michel Carnet, ne conteste pas que l'entrave apportée à la libre communication des avocats avec leurs clients détenus « est manifestement contraire à l'exercice d'une garantie fondamentale consacrée par notre droit interne et par la convention européenne des droits de l'homme et ne peut trouver sa justification dans l'exercice du droit de grève, qui a été restreint aux agents considérés par l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958 ». Il s'agit, selon les juges, « d'agissements illicites ».

mais les magistrats soulignent qu'ils sont le fait des surveillants et qu'« en aucun cas » il ne peut être imputé au ministre de la justice et aux responsables de l'administration pénitentiaire « d'en être les instigateurs ou de les avoir favorisés ».

Le tribunal relève : « Au contraire, il n'est pas discuté que les pouvoirs publics ont entrepris des négociations avec les syndicats, leur ont fait injonction de reprendre leur service et, pour pallier les conséquences de ces mouvements, ont mis en place des mesures provisoires de nature à assurer un service minimum ». Aussi les juges concluent en considérant que « si ce dispositif n'a pas permis dans tous les cas de garantir le plein exercice des droits de la défense, on ne saurait pour autant soutenir que ce manquement, par sa gravité, constitue une voie de fait ». Et les juges déclarent que le litige est de la compétence du tribunal administratif.

Cette argumentation ne devrait pas déplaire à M. Thierry Lévy qui a choisi une voie différente pour obtenir la libre communication avec l'un de ses clients. L'avocat a assigné en référé devant le tribunal de Paris le Syndicat national pénitentiaire Force ouvrière, le Syndicat pénitentiaire indépendant, le Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires, l'Union générale des syndicats pénitentiaires CGT et l'Union fédérale autonome pénitentiaire.

Dans son assignation, il souligne que son client, Serge Coustel, est privé depuis une semaine du droit de communication avec son conseil, situation qui « porte atteinte à son droit de bénéficier d'un procès équitable alors que son dossier est actuellement examiné par la chambre d'accusation dans le cadre d'une demande de mise en liberté ». Il s'agit, selon l'avocat, d'un « trouble manifestement illicite » que le tribunal doit faire cesser et, à l'audience du mercredi 5 octobre, il devait demander en outre que les syndicats soient condamnés solidairement à verser à son client 50 000 F de dommages et intérêts.

M.P.

Le programme détaillé est en page 37

1^{re} Journées prospectives du journal

Le Monde

11, 12, 13 octobre 1988 à l'UNESCO

LES PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS: ARTISANAT, TEXTILES.

A TOULON
FOIRE D'EXPORTATION DU GUANGDONG
R.P.C.

Ne manquez pas cette bonne occasion !

La Troupe de Danse Folklorique du Guangdong présentera son répertoire pendant 10 jours seulement dans le site des articles d'Exportation du Guangdong. Nous espérons vivement avoir bientôt le plaisir de vous y rencontrer. Venez visiter et acheter nos articles.

du 7 au 17 octobre 88

VINGT EXPOSANTS

FOIRE DE TOULON
Place de Saint-Musse
BP. 1156 - 83058 TOULON CEDEX
FRANCE

ORGANISATION: COMMISSION DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC L'ÉTRANGER DU GUANGDONG, R.P.C.

THÉS, SOIES, CÉRAMIQUES, SPORT, CÉRÉALES, HUILES, ALIMENTS.

1550 من الأصل

ARTS

Be



Il n'y a que d

ARTS ET SPECTACLES

« Drowning by numbers », de Peter Greenaway

Beau comme le crime

Anglais comme une tasse de thé, comme une batte de cricket, comme un chat du Chester, comme un jardin anglais, Peter Greenaway, amoureux de Borgès et de Resnais, met « l'Enfer » de Dante en boîte pour la télévision, prépare un travail sur les noyés parisiens de l'année 1789, et parle de son dernier film Drowning by numbers, un conte moral où les innocents sont châtiés.

les numéros, leur fait donner une sépulture par le fossoyeur et leur offre un modeste feu d'artifice. Mais il faut bien que le jeu s'arrête, puisqu'il n'y a plus de maris à noyer. Alors la petite infante se fait écraser, léguant à Smut des cordes à sauter pour se pendre. Autant les crimes avaient paru paisibles, autant la mort des enfants est violente. Ils étaient l'énergie et la flamme de cette histoire morbide et jubilatoire, sortie peut-être de leur

seule imagination ? Eux disparus, le film n'a plus qu'à finir dans l'apothéose codifiée d'un dernier feu d'artifice, dans le doux clapotement d'une dernière noyade... Tout au long des trois films de Peter Greenaway que nous connaissons, la beauté tenait lieu d'amour, et l'intelligence de sentiment. Celui-ci est esthétiquement aussi accompli que les précédents, fourmillant comme à l'accoutumée de références picturales. Mais Smut, l'enfant myope si déce, si libre et préoccupé comme sont les enfants, est un coup de chalumeau bienheureux sur une banquette. La froideur se lève soudain et s'insinue une manière de tendresse...

Lorsque, sans illusions, le coroner, dépité, s'embarque sur un canot portant le numéro 100, on se prend à regretter que le diabolique Greenaway ne nous ait pas entraînés encore plus loin. Nous l'aurions suivi jusqu'à 1 000, qui suit jusqu'au million. Il peut désormais compter sur nous, comme nous comptons sur lui, pour continuer à livrer avec la régularité d'un ordinateur inspiré des fables horribles et raffinées qu'il est le seul à savoir distiller.

D. H.

(Bernard Hill) voudrait de chacune obtenir des faveurs...

Tout se déroule dans des paysages idylliquement anglais, sous les yeux myopes mais pénétrants du fils du coroner, le jeune Smut, treize ans (merveilleux Jason Edwards). Frénetique, organisé, il joue, il joue tout le temps. A jouer, le plus sérieusement du monde. Lui aussi collectionne les cadavres, ceux d'animaux, surtout les accidentés de la route. Il

DANS une nuit blanchie, une petite fille maquillée comme une putain et vêtue comme une infante de Velasquez saute à la corde en comptant savamment les étoiles. Un-Antarès, deux-Capella, trois-Canopus, quatre-Arcturus... Elle comptera ainsi jusqu'à cent. Et tout le film, après ce prologue astronomique, va reprendre jusqu'à l'obsession, jusqu'au vertige, le lit des nombres.

On trouvera le 7 de cœur sur un château de cartes, le 23 sur une batte de cricket pour gaucher, le 70 et le 71 sur les dossards de coureurs à pied... Il s'agit de trois femmes, toutes trois nommées Claisie Colpitts, et peut-être bien n'en font-elles qu'une seule, à trois âges de la vie. Des liens de parenté officiels les unissent, la plus jeune (Jolly Richardson) est la nièce de la plus vieille (Joan Plowright) qui est la mère de celle du milieu (Janet Stevenson). Elles vivent dans des maisons étranges, et ont un point terriblement commun : elles tuent leur mari. Ou plus exactement, elles le noient. Coupables d'adultère, d'indifférence, ou bien simplement d'exister, les mâles sont sacrifiés et se laissent assassiner avec quelque chose qui ressemble à du soulagement. Le premier fait quelques balles dans une baignoire d'ébène avant d'expirer, le deuxième est saisi de crampes providentielles lors d'une baignade dans la mer, le troisième est fâché au milieu de la piscine après avoir accepté sans la plus élémentaire prudence que sa jeune épouse enceinte lui donne une leçon de natation...

Les meurtriers se montrent très doux avec les cadavres de leurs conjoints pour lesquels elles retrouvent les extrêmes des gestes de Pitié. Elles ne seront pas inquiètes malgré les légitimes soupçons qui pèsent sur elles, protégées qu'elles sont par les conclusions insérées du coroner chargé des enquêtes. Le coroner



Bernard Hill et Joan Plowright.

Deux livres

P OUR mieux comprendre et connaître l'auteur de Drowning by numbers, on lira avec plaisir et profit Peter Greenaway, une étude collective très bien illustrée, le montage photographique ayant été réalisé par le cinéaste lui-même. Et Fear of Drowning by numbers, règles du jeu, ont commentaires écrits par Greenaway pour livrer certaines clés de son dernier film. A paraître le 15 octobre. Editions Die-Noir, 9, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél. 40-20-02-48.

Un entretien avec le réalisateur

« Il n'y a que deux sujets, le sexe et la mort »

« VOUS qualifiez Drowning by numbers de « comédie noire », ne craignez-vous pas que les spectateurs éprouvent quelques scrupules à rire ?

— Ce serait grand dommage ! C'est qu'ils n'auraient pas compris le fond de ma nature qui est de pure ironie. Mais il est vrai que je me suis plu à fabriquer un produit un peu ambigu et énigmatique. Certes, Drowning by numbers n'évoque pas de choses gaies, mais c'est une proposition si absurde ! Trois femmes qui assassinent leur mari... Qui pourrait croire une chose pareille !

— Dans le film, il y a tout de même un personnage qui apparaît comme réel, malgré son goût pour les cadavres de toutes sortes, c'est le jeune Smut. Vous l'avez, Smut.

— Ou affirme que j'y ai mis une certaine part autobiographique.

— C'est vrai ?

— Peut-être. Ce qui est sûr, c'est que cette fois-ci les acteurs sont excellents et que jamais mes personnages n'ont été autant de chair et de sang. Ces deux éléments, malgré la situation de départ insensée, aident sans doute à la crédibilité.

— Smut est obsédé par les nombres, vous aussi ?

— Plusieurs réponses. Dont la principale relativement historique. J'ai commencé à faire des films dans les années 60. Le débat sur la mort de la narration faisait rage. Le vingtième siècle avait déjà accepté la proposition d'une peinture sans figuration et d'une musique sans harmonie. Le cinéma pouvait-il se passer de la psychologie, devait-il continuer à n'être qu'une forme d'illustration des romans du dix-neuvième siècle ?

La discussion m'intéressait mais j'ai vite compris que j'étais définitivement attiré par le désir de raconter des histoires. Cependant les explorations mathématiques du cinéma non narratif m'ont servi et suivi. Il y a treize dessins dans Meurtre dans un jardin anglais, la petite fille de Z.O.O était préoccupée par les vingt-six lettres de l'alphabet, le Venteur d'architectes est basé sur l'étude de sept styles architecturaux, et les nombres apparaissent au grand jour dans Drowning by numbers. Je dois en outre avouer que je m'intéresse personnellement, d'une manière cabalistique, borghésienne, à ces sortes de spéculations.

Pour moi, dans leur ordre implacable, les nombres renforcent paradoxalement l'arbitraire de la narration. Vous connaissez le réponse de Picasso à la question : « Pourquoi avez-vous peint cet homme en rouge ? » « Parce qu'il ne me restait pas de peinture bleue ». Ainsi, même le choix de la couleur peut être arbitraire. La narration également. Pourquoi quatre personnages et non cinq ? Pourquoi conserver le héros vivant si vous pouvez le tuer ? C'est ainsi que je recherche en permanence, afin de limiter l'arbitraire, l'aide d'une rigoureuse discipline universelle. Les nombres représentent l'inévitabilité, les limites chiffrées - date de naissance, date de décès - de l'expérience humaine, et de la narration, la part ressemblante, relative, de notre libre arbitre.

Mais je ne veux surtout pas être profond sur toutes ces choses, je ne me prends pas tellement au sérieux ! Et pour en revenir à Drowning by numbers, le film est avant tout basé sur l'amour du jeu, de tous les jeux.

— Vous aimez jouer vous-même ?

— Oui. Evidemment, jamais un jeu n'est aussi simple qu'il paraît. Tous les jeux sont des métaphores de l'activité humaine. Les échecs en sont la démonstration suprême. Mais pour moi, les échecs sont barbant, parce que vous ne pouvez pas jeter les pièces par la fenêtre, vous ne pouvez pas assommer votre adversaire avec l'échiquier, vous ne pouvez pas plier le cavalier en deux, en changer le couleur... En revanche, un jeu primitivement, typiquement anglais comme le cricket, qui ne cesse de s'inventer de nouvelles règles, je trouve ça très divertissant.

— Drowning by numbers est un conte. Est-ce un conte moral ?

— Oui, si on considère qu'il illustre assez bien la règle imposée par le monde occidental, qui veut que le bon ne soit jamais récompensé, que le mauvais ne soit jamais puni et que l'innocent soit toujours sacrifié. C'est peut-être une platitude, mais c'est la trame même du film. Tout de même, ils sont abominables les crimes perpétrés par ces femmes et l'on éprouve pour elles de la sympathie ! Et elles échappent au châtiment ! Tandis que les pauvres mâles innocents doivent être punis pour des crimes qu'ils n'ont même pas commis. C'est peut-être bien l'état du monde...

— Cela ne vous agace pas un peu que l'on voie vos films au casnet de références à la suite ?

— Bon, il faut admettre qu'ils se prêtent évidemment aux interprétations ! Bien qu'ils ne traitent toujours que des deux seuls sujets possibles : le sexe et la mort. Décrire le sexe n'est d'ailleurs

même pas volontaire, cela échappe largement à notre contrôle, nous servons seulement de véhicules à des personnages qui s'en préoccupent. On peut répondre plus précisément à propos de la mort. Le cinéma en a le plus souvent une approche très sentimentale, très romantique. Pour ma part, j'essaie, parce que je pense que c'est un exercice exotique, d'en comprendre un peu mieux le processus, jusqu'à l'ultime putréfaction. Bien entendu, dans Drowning by numbers, c'est traité sur un mode tout à fait ironique.

— Je crois en tout cas qu'on peut très bien se divertir à mes films sans en posséder les clés, mais en débarrasser les références ne suit pas...

— A ce propos, les références picturales fourmillent dans Drowning by numbers. On reconnaît les Jeux d'enfants de Bruegel qui pourrait presque donner son titre au film, Samsou et Dalila de Rubens joue un rôle, la petite fille est vêtue comme une infante de Velasquez...

— Oui, mais le film est surtout un hommage appuyé aux paysagistes anglais, William Holman

Hunt, notamment. Dans une scène au bord de la rivière, il y a aussi une évocation aussi exacte que possible de Souvenir de Montfontaine de Corot. Médiocrement reproduit dans des bleus sombres, ce tableau pendait au-dessus du lit de ma grand-mère... Et les couchers de soleil doivent beaucoup à Poussin... Mais encore une fois, ça, moi je le sais. Ceux des spectateurs qui n'en savent rien ne sont pas lésés par autant.

— La lumière de Drowning by numbers est très belle...

— Bien sûr, puisqu'elle est signée Sacha Vierny. Ma rencontre avec lui a été de pur hasard, au Festival de Rotterdam. Il avait aimé Meurtre dans un jardin anglais. Et voilà, il a bien voulu travailler avec moi. Après Bunuel. Après Resnais, pour qui j'éprouve une intense admiration.

— Hiroshima mon amour, Marienbad, Muriel sont en grande partie responsables de mon désir de faire du cinéma. Ces films m'ont indiqué ce qui était possible.

— Vous aimeriez connaître Alain Resnais ?

— Oui... Non, je ne crois pas. Tout dépend de la façon dont on se construit et dont on assume ses héros. Je me souviens, par exemple, avoir été très enthousiasmé à propos de Truffaut. Je suivais toutes ses activités, j'allais exprès à Paris pour voir ses films. Et puis je l'ai rencontré... Connaitre l'homme, comment vous dire, m'a fait perdre de l'intérêt pour l'œuvre...

(Lire la suite page 20.)

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN.

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE. Cinquième saison Octobre 1988 Juin 1989. CHORÉGRAPHERES INVITÉS: Maguy MARIN*, Dominique BAGOUET, Karine SAPORTA, Josef NADJ*, Philippe TRESSERA, Angelin PREJOCAJ*, Jean-Claude GALLOTTA*, Régine CHOPINOT, Elsa WOLLASTON, Hervé JOURDET, Valérie RIVIERE/Olivier CLEMENTZ, Jeannette DUMELIX/Marc VINCENT, Sidonic ROCHON, Jean-François DUROURE, Catherine DIVERRES. A BONNEZ-VOUS. De 6 à 10 spectacles : 55 F la place - Plus de 10 spectacles : 50 F la place. Théâtre Contemporain de la Danse - 9, rue Geoffroy-Saunders 75004 Paris - Tél. : 42.74.44.22

sie



Contre mauvaise fortune...

Préoccupation et accomplissement

EXPOSITIONS

Le styliste Issey Miyaké au Musée des arts décoratifs

« A/UN », le souffle

Le créateur de mode japonais Issey Miyaké expose au Musée des arts décoratifs des vêtements qui sont des formes artistiques faites pour le mouvement des corps.

ISSEY MIYAKÉ au Musée des arts décoratifs, c'est le retour à la source, explique Yvonne Brunhammer, conservateur en chef. Lorsqu'il s'est agi de trouver un titre à l'exposition, Issey Miyaké a puisé dans son passé culturel, dans le bouddhisme, ce qu'un Occidental n'aurait pu imaginer: le concept de la communication, de la réification d'énergies opposées, exprimé par deux syllabes. « A/UN (prononcer a oune) investit donc pour trois mois la galerie de cinq cents mètres carrés du musée. Sur le sol est tapissé de gazon artificiel, les arcades ont été sécurisées (provisionnement), et l'on a très vite l'impression d'être dans un autre pays. Oubliés, les gardiens, la rue, les embouteillages, l'immersion est totale: on ne juge pas, on reste trois minutes au plus, on ne s'occupe pas de rien, on ne s'explique pas, on ne s'explique pas, on ne s'explique pas. On croit reconnaître des mots, pourtant ils appartiennent à une langue qui n'existe pas.

« Ce n'est pas une rétrospective », explique Tomio Mohri, directeur artistique et complice d'Issey Miyaké depuis dix-huit ans. « Sinon, nous aurions présenté les vêtements de façon chronologique... Il n'y a pas d'itinéraire: à chacun d'organiser son temps, d'être attiré par un personnage ou plusieurs... J'ai installé des mannequins sur des gradins de bois pour que les gens s'assoient à côté d'eux. On peut aussi s'allonger sur la pelouse... »

La présence d'êtres-objets en fil de fer noir (tous distincts) se justifie par la philosophie miyakéenne: « Les vêtements doivent être vus de l'extérieur et vécus de l'intérieur. » Le miracle technologique a permis de prendre la formule à la lettre: quatre-vingts mini haut-parleurs ont été placés dans les visages-cages et renvoient chacun un son différent. Ainsi, le chant apparemment « uni » lorsqu'on pénètre dans la salle se décompose, aimants ou repousse le visiteur soudain pris à parti par les gentils, les méchants, ou les étranges encapuchonnés de cagoules. Ici l'appel de la forêt (« Cui! », « Cui! », « Cui! »), là le gang des postiches. On croit reconnaître des mots, pourtant ils appartiennent à une langue qui n'existe pas.

On croit aussi trouver « du sens », mais tout s'évapore très vite. Il y a tant de concepts primordiaux dans l'air: l'inspiration et la respiration (A/UN), la vie la mort, la nature la culture, le vrai le faux, etc. Mais rien n'est plaqué, on est là, comme dans un défilé du créateur japonais, à chercher comme un idiot le pro-

gramme. Il suffit pourtant de regarder, d'écouter, de se rendre disponible, vacance, attitude nouvelle à laquelle ni les musées parisiens ni les jardins publics n'encouragent en général. La pelouse n'est pas interdite...

Ces mannequins, transportés par bateau et par avion, auront exigé six mois de fabrication. Dotés d'un bureau de recherche, l'usine Nanasal (Tokyo) avait déjà mis au point pour Issey Miyaké, lors du « Bodyworks » (exposition réalisée en 1985 au Victoria and Albert Museum de Londres), des formes drapées de sacs poubelle, ou fondus dans du plastique rempli d'eau et de boue. Ici aussi, c'est le corps, sa position qui met en valeur le vêtement et non pas le contraire: les tenues plus souples, plus molles, plus moulantes (le fameux bustier en silicone zippé) habillent la rangée des « assis », tandis que les personnages dressés comme pour une marche ou une pose magnifient les tissus rigides, tel ce tablier entièrement plissé qui semble faire le paon, ce manteau en jute et en coton (inspiré par la texture des biscuits secs...), ou celui-ci en « abura gami », papier japonais huilé et fait à la main, habillément utilisé pour les parapluies...

Sur plusieurs dizaines de milliers de vêtements créés par Issey Miyaké, une centaine seulement ont été sélectionnés. Un pari audacieux et réussi, qui a le mérite rare de ne pas étouffer l'esprit maison par des accumulations, des justifications, des thèmes, des tendances, des « C'est moi qui l'ai fait le premier », etc. Au contraire, on respire, et cet espace est justement l'évocation à la fois la plus humble et la plus

juste de l'univers d'Issey Miyaké. N'a-t-il pas fait un show qui n'exprimait que des verbes (onduler, tourbillonner, couler, déferler, bondir, etc.)? « Parfois, j'aime fermer les yeux et me laisser diriger par l'étoffe », dit-il. On retrouve ici les matières les plus incroyables, du jersey de polyester au fil de pêche dont les nervures, les tissages, les désordres donnent la sensation à celui qui les observe d'avoir des mains dans les yeux.

LAURENCE BENAÏM.

A/UN - Musée des arts décoratifs jusqu'au 31 décembre 1988. Renseignements: 42-60-33-14.

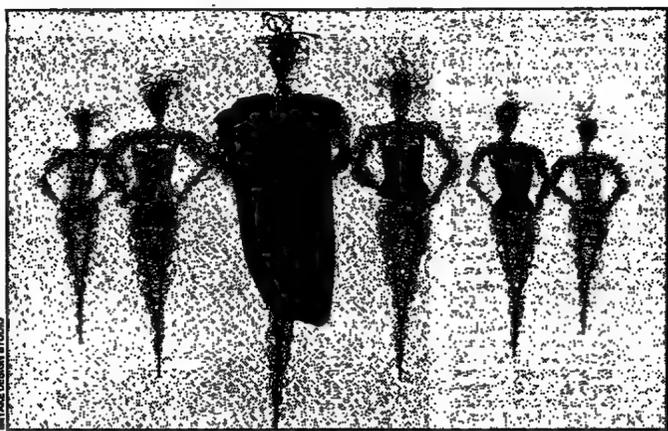
* L'exposition est prévue pour 1989 à Moscou, New-York, Tokyo.

L'espace autour du corps

L'ESTHÉTIQUE traditionnelle japonaise n'introduit pas de distinction entre l'art et les arts appliqués. Le travail créatif d'Issey Miyaké est sans doute la meilleure illustration contemporaine de ce principe: styliste de renom, il est, au sens entier du terme, un artiste qui a su donner toute sa noblesse à la beauté de l'utile. Son exposition « A/UN », qui s'ouvre au Musée des arts décoratifs, en est la preuve. Notion qui vient du masochisme et unit le début et la fin, l'inspiration et l'expiration, signifiant ce temps d'une respiration à laquelle se réduit une existence, « A/UN » est l'expression de cet instant dilaté qui est le « maintenant » de toute chose. Or les vêtements, par définition, s'insèrent délibérément dans le quotidien,

dit-il - influencé par la sensibilité d'un homme, pourrait-on ajouter. De ce point de vue, « A/UN » permettra au public de découvrir le travail des collaborateurs d'Issey Miyaké: le styliste Akira Onozuka et aussi celle qui choisit les matériaux, la créatrice des textiles, Makiko Minagawa.

Quand Issey Miyaké était un petit garçon né à Hiroshima, orphelin de sa mère à la suite du bombardement atomique, il dessinait sur ses cahiers des femmes nues. « J'ai commencé à les habiller à l'âge où je pouvais les déshabiller », plaisante-t-il, gommant d'un sourire l'ombre d'une enfance. « Qu'est-ce qu'un vêtement pour vous? En japonais, nous avons trois mots: yofuku,



Formes en fer.

dans ce temps partagé de l'époque. C'est l'alchimie d'une affinité entre un créateur et ceux à qui il destine sa production, une sorte de communication intuitive qu'Issey Miyaké a cherchée à illustrer par cette exposition, - comme un essai en littérature qui pourrait avoir pour titre le Plaisir et les Jours.

« Je n'ai pas voulu faire une rétrospective. Je voulais déconstruire l'image Issey Miyaké, la décomposer, essayer de faire saisir, en partant de vêtements déjà faits, un processus de création. Dans cette exposition, le corps disparaît. Les vêtements sont seuls, autonomes dans un environnement sonore et spatial », explique Issey Miyaké. Non pas qu'il rende le corps: ses vêtements sont, au contraire, comme on a pu le dire, une sorte de « déclaration d'indépendance du corps ». Mais précisément pour cela, ils sont plus qu'une simple alternative dans l'éventail des choix d'une saison. Ils défient le renouvellement rituel, le tyrannie du changement qui marque la mode. « Je ne suis pas un styliste des pulsions annuelles de renouvellement. On ne peut pas changer tout le temps. Parfois, je veux être sur la crête de la vague, mais, à d'autres moments, je cherche la continuité et je tourne délibérément le dos à cette fébrilité vaine du nouveau pour le nouveau. Je ne déteste pas être dans le coup, c'est amusant, exaltant. Mais souvent aussi c'est « mal foutu ». Issey Miyaké n'est pas à la mode. On le sait désormais et je pense que ceux qui aiment ce que je fais comprennent mon parti pris. »

Paris 1968, la vague de mai, Issey Miyaké a trente ans. Il fait ses premiers pas chez Guy Laroche puis Givenchy, frais émoulu de l'École des beaux arts de Tama. Paris 1983, « A/UN » au Musée des arts décoratifs. Issey Miyaké a cinquante ans. Entre ces deux dates? « A Paris, la première fois, j'ai appris ce que je prenais pour un handicap - ne pas être occidental - pouvait devenir un avantage. J'étais libéré. Paris resta pour moi l'œil, le jugement final. Là je devais tenter « A/UN », qui est synonyme de l'éternel retour. »

An cours de ces vingt années, Issey Miyaké a travaillé à New York avec Geoffrey Beene, puis il a ouvert à Tokyo en 1970 Issey Miyaké Design Studio, aidé financièrement par un groupe d'amis. Aujourd'hui, Issey Miyaké Design est le centre névralgique d'une société dont le chiffre d'affaires s'élève à des dizaines de millions de dollars. « Comme pour faire un travail

qui veut dire vêtements occidentaux; wafuku, qui veut dire vêtements japonais, et fuku, qui veut dire vêtements tous courts. Mais fuku signifie aussi bonheur. J'essaie de faire du bonheur. Je crois que l'essentiel se joue dans cet espace entre le vêtement et le corps qui est comme le souffle de l'étoffe. Emprisonner le corps dans un carcan ou en faire ressortir les formes ne m'intéresse pas. Il faut au contraire le dépouiller de ses limites. Je fais des vêtements qui ne sont pas fins, c'est-à-dire qu'ils doivent toujours offrir à celles qui les portent une marge d'autonomie. Je leur propose quelque chose dont je voudrais qu'elles puissent disposer. Je donne un élan. Je suis le « A » et je voudrais qu'elles soient le « UN ».

« Voir Issey Miyaké créer est sans doute la meilleure manière de comprendre son talent. Une impression domine: le mouvement. Les mannequins, les mains du styliste, l'étoffe: tout est en mouvement. « Au départ, j'ai des images dans la tête », explique-t-il, puis je prends une pièce d'étoffe et, sur moi ou sur un mannequin, je commence à travailler suivant sa tombée naturelle. Ce que j'aime, c'est une matière. La forme, les volumes s'organisent ensuite. Le dessin, lui, vient en dernier, quand je demande à l'atelier de réaliser le modèle. Tout le temps je demande aux mannequins de bouger, c'est dans leur mouvement que se matérialise l'image de départ. Le vêtement doit être au service du corps. Non l'inverse... »

Japonais, occidental, international? Quel qualificatif convient à Issey Miyaké? « Par la diffusion de mon travail, je suis international, sans doute. Occidental? Il me respecte ce que font les Occidentaux: ils le font mieux que je ne pourrais le faire. Je suis japonais, et je le sens de plus en plus, dans ma façon de créer un espace autour du corps. »

Les photographies d'Irving Penn qui illustrent l'ouvrage (1) accompagnant l'exposition « A/UN » sont d'autant plus révélatrices de ce souci qu'elles ont été le choix du photographe lui-même, puisant dans dix ans d'archives de modèles Miyaké, sans que ce dernier intervienne. Quelle image de femme cherche Issey Miyaké? « Une femme sympa, pas trop sérieuse, qui ait envie de jouer avec ce que je lui propose. »

PHILIPPE PONS.

(1) Issey Miyaké, photographies Irving Penn, Font Royal, 195 F.

CINÉMA

Un entretien avec Peter Greenaway

« Deux sujets : le sexe et la mort »

(Suite de la page 19.)

« Vous sentez-vous aujourd'hui aussi cinéaste que jadis? »
« Non. Je continue de me poser la question, comme je continue à l'exposer mes toiles... Mais je profite de cette incertitude, elle m'est utile. N'étant enfermé dans aucune discipline, je peux me permettre de ne respecter aucun dogme. Le seul art que l'on m'ait enseigné était la peinture, je pense tout de même, au fond de moi, que c'est l'art suprême. Tout indique que le cinéma est en train de mourir, mais je ne suis pas sûr que cela doive causer d'atrocités. Ce qui est essentiel, c'est que la source d'images ne se tarisse pas. Si vous vivez dans la France du Nord en l'an 1100, vos images seraient brodées. Qui n'aurait encore aujourd'hui? Si nous viviez au quatorzième siècle, vous seriez peintre de fresques... Il y a donc continuité. »

« Les gens de cinéma, ces quatre-vingts programmes consacrés à l'Enfer de Dante. Pour Noël, nous aurons terminé les huit premiers chants. L'année prochaine, nous en ferons dix autres. »

« Vous n'éprouvez aucun sentiment de frustration lorsque vous faites de la télévision? »

« Absolument pas. Et cela depuis que j'ai vu Meurtre dans un jardin anglais sur un petit écran. Désastreux. J'ai compris alors que la télévision se devait d'avoir son propre langage. Désormais le cinéma et la télévision s'éloignent de plus en plus l'un de l'autre. Ce que nous faisons sur Dante - je dis « nous » parce que je travaille avec un peintre anglais, Tom Phillips - affirme agressivement cette différence. Nous nous servons de tous les gadgets techniques, de tous les trucs électroniques qu'on utilise dans les clips et dans la publicité. Pas en guise de chewing-gum optique, mais comme un langage. Un vrai. L'Enfer devient ainsi une sorte de manuscrit aluminé. Avec la présence, lorsque c'est nécessaire, d'un commentateur, éclairant les passages obscurs. Sir John Gielgud est l'un d'eux, il incarne Virgile. Il y aura parfois jusqu'à treize ou quatorze images sur l'écran, en même temps. »

« Quand vous dites que le cinéma se meurt, vous le pensez vraiment? »

« Oui. Il se meurt en tant que plus grand art populaire du vingtième siècle. On a pu dire que la

meilleure chose qui soit arrivée à la peinture a été l'invention de la photographie. Parce que la photographie a balayé des questions du genre faut-il imiter la nature, faut-il être réaliste, etc. Ainsi, la peinture pouvait avancer, faire ce qu'elle fait le mieux, créer une vision spécifique du monde. Peut-être, alors, la télévision, en ces termes, est-elle la meilleure chose qui puisse arriver au cinéma. Puisqu'elle prend en charge la responsabilité de nous montrer le monde tel qu'il est. Alors, le cinéma pourrait revenir aux arts... »

« Faire des films en Angleterre aujourd'hui, est-ce un peu, beaucoup, terriblement difficile? »

« De toute façon, je ne pourrais en faire nulle part ailleurs... Je suis anglais. J'ai eu des propositions venant des Etats-Unis, de France. J'ai travaillé en Italie. Je ne suis heureux qu'ici. »

« Vous prouvez en tout cas qu'il est possible d'y trouver des financements. »

« Une fois de plus, merci, cher Channel 4! Qui commande mon Dante. »

« Et le cinéma? »

« Il m'arrive quelque chose de rare, d'unique même dans le cinéma anglais. Je viens de signer

un contrat de trois films à réaliser dans les trois ans à venir. En plus, je suis salarié, pas de soucis d'argent pendant trois années! »

« Cette sécurité vous angoisse ou vous stimule? »

« Oh! ça me stimule tout à fait. Les scénarios sont déjà prêts. Le premier film démarre en janvier prochain. Il s'intitule The Cook, the Thief, his Wife and her Lover (le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amoureux). Encore une sorte de petit conte qui se passe dans un restaurant, un parking, une cuisine et une librairie. La métaphore centrale est que tout peut se manger... C'est très violent, et assez érotique. »

« Mais avant, je vais tout de même venir en France. Afin d'y préparer un travail en relation avec la célébration du Bicentenaire. Il s'agit, d'après des rapports existants à la Bibliothèque nationale, de mener une enquête sur les citoyens retrouvés noyés dans la Seine, suicidés, accidentés ou assassinés au cours de la seule année 1789. Ils furent quatre-vingt-dix-huit à être ainsi repêchés. Encore une liste. J'adore les listes. Je pense reconstituer la vie de quinze d'entre eux. Les noyés de la Révolution... »

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN.

Galerie Rambert 4, rue des Beaux Arts 75006 PARIS - Tél. 43 29 34 90 YURI KUPER œuvres sur papier 21 septembre - 29 octobre

CENTRE CULTUREL BORDONS 11, rue Payenne (7) - Métro Saint-Paul Tél. : 42-71-82-20 Lieux insolents Photographie abstraite contemporaine Manne Dahlistedt Livres-objets

COMPAGNIE DES 4 CHEMINS THEATRE DU SOLEIL CARTOUCHERIE DE VINCENNES TRAKINIAI SOPHOCLE

GALERIE ARIEL 140, bd Haussmann, Paris 8^e R.E. GILLET jusqu'au 28 octobre

michel broomhead 46, r. de Seine, 6^e - 43 25 34 70 pierre clerc jusqu'au 15 octobre

XXXI^e SALON DE MONTROUGE 21 SEPTEMBRE - 28 OCTOBRE ART CONTEMPORAIN peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc. UN PANORAMA DE L'ART CONTEMPORAIN BELGE et « MONTROUGE-MONTROUGE » - 1920-1960 BEOTHY, BRAM VAN VELDE, DEWASNE, DOISNEAU, FOUGERON, GALLIEN, HAJDU, LEGER, PAGAVA, PENALBA, PIGNON, VISEUX, VITULLO 2, av. Emile-Boutroux - 43, av. de la République, 32, r. G.-Péri et 11, pl. Jules-Ferry - Montrouge - 10/19 h - Tél. 46-54-02-91.

سكزا من الأصل

La Comédie-Française en Asie et Océanie



Richard Fontana



Roland Bertin



Catherine Hiegel



Marcel Bozonnet



Simon Eine

Confidences aux antipodes

ILS ont parfois l'impression... que les spectateurs qui s'assoient dans un fauteuil de la salle Richelieu ne sont propriétaires de leur maison.

L'organisation d'une tournée d'un mois et demi au Japon, en Corée et en Australie est chose lourde et coûteuse. Il a fallu transporter cinquante et une personnes, douze tonnes de matériel, engager sur place à chaque étape deux musiciens et reconstruire certains éléments du décor au Japon.

L'opération charme du gouvernement français, qui célébrerait ainsi le Bicentenaire de l'Australie, comprenait également le Mahabharata de Peter Brook, l'InterContemporain sous la direction de Pierre Boulez, un festival Olivier Messiaen et une exposition de bronzes prestigieux du Louvre.

La presse australienne lui a fait un excellent accueil. Le public, fort de son ombre au tableau, est très fier de son rôle de médiateur.

coeurs des représentations. Elle est le fait, assure-t-on, des tournées australiennes qui ont voulu ainsi faciliter l'accès de Molière au plus grand nombre. En tout cas, les comédiens l'ont découverte sur place. Pour le reste, la tournée s'est merveilleusement bien passée, disent-ils, avec une unanimité touchante. Mais l'on croit Simon Eine, chef de la troupe en tournée, parce que doyen (on ancienneté maison) lorsqu'il affirme :

« A Paris, après le spectacle, en général chacun rentre chez lui. En tournée, on se retrouve tous les soirs, parfois avec un peu de lassitude il est vrai. Mais la tournée fait ressortir le principe même de la troupe, du groupe. Nous y retrouvons un peu de nos origines. » Il regrette le temps où la Comédie-Française voyageait avec plusieurs spectacles, fidèle en cela à l'un de ses principes fondateurs, l'alternance.

Un pouvoir ambigu

Antoine Vitez ne s'y est pas trompé, qui a rejoint les comédiens dix jours à Séoul. Un soir, il a tenu le rôle, dit-il, du « régisseur ». Il a parlé avec chacun d'eux. Et au retour (il entend par là l'instant faire peu de déclarations) il a livré ce commentaire : « Il faut jouer le jeu de la durée. D'abord travailler avec les gens qui sont là, et les aimer. »

Car, en tant qu'à l'étranger, les comédiens du Français se sentent précéder d'une réputation flatteuse, même si parfois elle est fautive (au Japon, on pensait qu'ils ne jouaient Molière que dans la tradition, comme le nôtre), autant en France ils se sentent mal aimés. Par la presse notamment. Peut-être. Mais si elle a en la dent dure, on lui a donné de quoi croquer, et le petit récapitulatif qui suit n'est pas exhaustif.

Un grand metteur en scène français, Jean-Pierre Vincent, renonce après trois ans, déçu, à son poste d'administrateur. Lui succède Jean Le Poulain, mort au printemps dernier. Sa politique artistique ne porte pas la maison au plus haut. Elle est contestée, y compris au sein de la troupe ; comme le fut celle de Jean-Pierre Vincent, mais pas par les mêmes personnes. On a assisté à une succession d'embauches et de départs. Parfois volontaires (Denise Camo a démissionné), parfois forcés. Trois sociétaires, Tania Torrens, Christine Murillo et François Chaumette, ont été exclus. Et il y a eu ces rancœurs, ces questions, chuchotées entre deux portes, mais dont personne ne voulait parler publiquement. Ajoutez les grèves des machinistes et tapissiers, des difficultés financières : la maison a été au bord de la cessation de paiement il y a peu - et la part attribuée à la Comédie-Française dans le budget global du théâtre, qui, en dix ans, est passée de 25 % à 16 %, n'explique pas tout.

Pendant un mois et demi, la Comédie-Française a joué « le Bourgeois gentilhomme », de Molière, au bout du monde. Nous l'avons rejointe quelques jours, en Australie. Loin de sa patrie, où elle s'est taillée une réputation de famille des Atrides, c'était l'occasion, paradoxale, de regarder vivre cette troupe de plus près. De l'écouter parler de l'avenir, enfin, des espoirs que suscite la nomination d'Antoine Vitez. Et des zones de turbulence, traversées depuis le début des années 80.

« Pendant trois ans deux sous Vincent, un sous Le Poulain, - j'ai fait partie du comité d'administration, dit Roland Bertin. Et c'est terrible de prendre des décisions qui concernent des gens qu'on a cotoyés, parfois appelés « mon ou ma chérie »... »

De plus, à la Comédie-Française, il y a une hiérarchie entre les pensionnaires et les sociétaires, mieux payés, et qui, eux, s'engagent pour dix ans. D'accord on ne, on ne part pas avant le terme échu. Quitte, entre-temps, à faire de la résistance passive, art que quelques-uns reconnaissent avoir pratiqué. Catherine Hiegel, par exemple, dit avoir refusé pas mal de rôles ces dernières années. Tandis qu'on l'applaudissait, hors les murs, pour son personnage d'infirmière accorte dans Une visite inopportune, de Copi, chez Lavelli (avec l'autorisation de l'administrateur, indispensable pour toute prestation extérieure). « Bon, ça ne pouvait plus durer. J'ai tout de même mis en scène l'École des femmes... Il est vrai que, aujourd'hui, je suis fière, de nouveau, d'accéder à mon nom : « de la Comédie-Française ». Mais si j'ai vécu dix-neuf ans dans cette maison, avec des hauts et des bas, je ne suis pas maso ! Elle a une telle réputation, de telles fausses traditions, vives de l'extérieur, qu'on a l'impression de vivre dans un palais de glaces déformantes. On est le thermomètre du climat social et politique. Le pays est coupé en deux, nous aussi. »

C'est connu. Il y a deux camps les conservateurs et les rénovateurs. Division schématique qui recouvre une réalité humaine plus complexe. Car la troupe est dispersée, constituée de couches géologiques successives, au fil du temps, des administrateurs. « Le compagnonnage est difficile, reconnaît Roland Bertin. C'est une troupe, pas une famille. Une famille, c'était celles de Jou-

de la troupe et de l'alternance, c'est de travailler, sans cesse. « Y compris en acceptant des rôles de trente lignes... C'est aussi la grandeur de notre métier », dit Simon Eine, qui, au détour d'une conversation, analyse ainsi ces dernières années : « Jean-Pierre Vincent aurait été un très grand administrateur s'il n'avait pas voulu monter trois spectacles par an. Il aurait dû commencer au moins par une année sans mise en scène. Et je crois que lorsqu'il est parti, il était plus à même de diriger cette maison qu'à son arrivée. Quant à Jean Le Poulain, il n'était sans doute pas vraiment fait pour cela. Mais Pierre Dux est resté neuf ans. Il va bien, et la maison n'allait pas si mal. »

« La réputation de cette troupe est vraiment fonction de ce qu'est l'administrateur... Or je crois quand même que la troupe existe en dehors de lui... Vitez va peut-être faire des engagements formidables. On en a tous besoin. »

Prisonnière de son image

C'est mieux, il condition de n'être pas canonisé dans un rôle de « servani ». Et de se sentir « un peu aimé par l'administrateur ». « La règle, compréhensible, d'un metteur en scène invité est de réunir des gens qui le font rêver », dit Roland Bertin. D'où, parfois, l'embauche, pour les besoins d'un spectacle, de comédiens qui repartent sitôt entrés. « Je suis là depuis six ans et j'ai vu passer trente personnes. C'est beaucoup trop. Et c'est terrifiant pour ceux qui restent », ajoute Marcel Bozonnet.

Hier, il fut question - rumeur ou non - de Belmondo au Français, aujourd'hui de Jeanne Moreau. Sociétaires et pensionnaires sourient. Ces monstres sacrés accepteraient-ils le salaire moyen d'un nouvel arrivant, soit 16 000 francs (auxquels s'ajoutent les « feux » : 600 francs pour un sociétaire, la moitié environ pour un pensionnaire). Mais, soyons honnêtes, aucun ne se plaint... « Ni salaris, ni martyrs », dit Simon Eine. Heureux de travailler régulièrement. « « Jamais je n'aurais pensé rester si longtemps », affirme Richard Fontana. Mais chaque fois que j'ai envie de partir, j'épluche Pariscopie et, franchement, il y a peu de productions auxquelles j'aimerais participer. »

Richard Fontana est, il est vrai, un enfant chéri de la maison. Il sera cette année le Figaro du Mariage, mis en scène par Antoine Vitez, qui fut son professeur au Conservatoire. Il le retrouve avec un plaisir non dissimulé. Comme, apparemment, l'ensemble des comédiens (en tout cas de la tournée), qui saluent en lui « un homme de culture, de gouvernement, ode réflexion, au regard amoureux et en même temps très aigu, capable, le moment venu, d'opérer les changements qui se révèlent nécessaires ». Un homme à même encore, selon le vœu de Roland Bertin, de rallier à nouveau poètes, peintres, auteurs, critiques. Et de prendre des risques. Car certains revendiquent le droit à l'échec, à l'aventure, « simplement, autant aller jouer dans le privé. »

Tous disent leur désir de retrouver le goût du combat, et non des luttes intestines, même si ce mot « combat » recouvre pour chacun une réalité différente.

Mais il faut également penser aux abonnés. Une production aussi médiocre que La guerre de Troie n'aura pas lieu, de Jean Giraudoux (c'est noté, mais aussi celui de comédiens qui y figurent), est pourtant reprise cette saison. Explication : « Elle a rempli la salle. » La Comédie-Française est prisonnière de son image. Et de sa salle Richelieu. « Nous devons nous recentrer. La salle Richelieu est notre lieu intime, géographique, et, bien souvent, lorsque nous jouons ailleurs, pour le public ce n'est plus nous. Mais la salle n'est plus adaptée, trop petite. L'Odéon est un peu mieux sur le plan acoustique mais appelle le même type de spectacles. Nous avons besoin d'un lieu qui implique une posture différente. Tous les administrateurs l'ont réclamé. »

« Un jour on dit blanc, le lendemain noir », commente Roland Bertin. « En tout cas, on tient toujours des propos paradoxaux, renchérit Richard Fontana. Parce que rien n'est simple. Pour comprendre cette maison, il faut la vivre. » Manière, élégante, de renvoyer tout spectateur extérieur à sa copie.

ODILE QUIROT.

(1) Feux : un décompte ainsi chargé représentation.

Le Cid. Dernière le 9 octobre. Mise en scène Gérard DESARTE. 27 SEPT. - 9 OCT. 12 représentations exceptionnelles avant la tournée internationale. AirCanada.

RETEL. Rendez Vous. 7. 8. 9 OCTOBRE ELS COMEDIANTS LA NIT. DU 14 AU 26 OCTOBRE MAGUY MARIN COUPS D'ETATS. DU 18 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE PHILIPPE AVRON DOM JUAN 2000. DU 8 NOVEMBRE AU 11 DECEMBRE BENNO BESSON BERTOLT BRECHT HOMME POUR HOMME. LOCATION 48 99 18 88.

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Plaza Beaubourg, rue Saint-Martin (42-77-13-33). T.l.j. de mar. de 12 h à 22 h, dim. de 10 h à 22 h... LES ANNÉES CINQUANTE: Questions posées de l'ère post-industrielle, grande galerie. Petit foyer. Bourde: 22 F (entrée du musée). Jusqu'au 17 octobre.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Leprieux (46-43-13-13). Mar. jeu. ven. de 10 h à 18 h, mar. de 12 h à 21 h, sam. dim. de 10 h à 18 h... C'EST BEAU LA MÉCANIQUE. Maison de l'industrie. Entrée: 30 F (Châ pass). Du 6 octobre au 27 novembre.

Musées

LES ANNÉES U.A.M. L'Union des artistes modernes 1929-1928. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. de mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h... LE PETIT LAROUSSE (1906-1989) / DE LA TRADITION À L'ÉLECTRONIQUE. Galerie de la BPL. Entrée: 22 F (entrée du musée). Jusqu'au 17 octobre.

Centres culturels

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN. Les chemins du monde. Galerie Philippe Casté, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 29 octobre... JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie Daniel Tompion, 30, rue Beaumont (42-74-10-10). Jusqu'au 12 octobre.

Galeries

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN. Les chemins du monde. Galerie Philippe Casté, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 29 octobre... JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie Daniel Tompion, 30, rue Beaumont (42-74-10-10). Jusqu'au 12 octobre.

Palais de l'UNESCO

ARCHITECTURE, MÉTIERS D'ART, ARTS PLASTIQUES, INDUSTRIE. 88 artistes présentent leurs œuvres. exposition organisée par le SEMA (42 65 74 82) et AFPA (48 87 23 08) du 3 au 14 octobre, du lun. au vend. 10 h à 18 h, entrée libre.

Périphérie

NEUILLY-S/MARNE. Jules Lacroix, «domaine de feu». Château de la Courbe, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-08-62-71 et 43-08-82-35). Mar. jeu. de 14 h à 18 h; sam. dim. de 10 h à 18 h. Du 1er octobre 1988 au 15 janvier 1989.

En province

ANJERS. Couillers et couillers dans le monde grec. Musée d'histoire et d'archéologie. Bastion Saint-Audé (93-34-48-01). Jusqu'au 31 octobre... GRANVILLE. Femmes créatrices des années 20: Sonia Delaunay, Colette et Jeanne Laparra, Nicole Greiss, Suzanne Valadon, Marie Laurencin, Yvonne de Lempicka, Chassain Orloff... Musée Richard Anselme. Jusqu'au 16 octobre.

Advertisement for the XIVth Biennale internationale des Antiquaires. Text: 'Au Grand Palais à Paris du 22 Septembre au 9 Octobre 1988. La XIVe Biennale internationale des Antiquaires avec la Haute Joaillerie de France et le Livre rare'. Includes an illustration of a classical sculpture.

Advertisement for the 5th Festival de Jazz in Marne-la-Vallée. Text: '5ème FESTIVAL DE JAZZ MARNE-LA-VALLÉE 30 SEPT. / 9 OCT.' Includes an illustration of a jazz musician.

Advertisement for Carre Silvia Monfort. Text: 'CARRÉ SILVIA MONFORT PIERRE CORNELLE JACQUES DACOMINE SILVIA MONFORT HÉODORE'. Includes an illustration of a classical painting.

Handwritten Arabic text: 'سكوا من الأصل' (Sikwa min al-Asl).

هكذا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde Jeudi 6 octobre 1988 23

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours premiers et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)
A. TAJANI, DOROTHEE.
Renaissance, lun. 20 h 30 (dim. 19 h 30).

17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-99-38-49). Grand Théâtre.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Paris accordés Films d'antenne du Ve arrondissement.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-48-60-61). Mère Courage et ses Enfants: 20 h 30.

Les autres salles
AMATEURS DE PARIS (43-46-42-17). Et en ce soir de l'été: 20 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Temporairement épuisé: 19 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Temporairement épuisé: 19 h 30, dim. 15 h.

Opéras
OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (43-42-53-71). Jules César, jusqu'au 15 octobre.

BASTILLE 43.57.42.14
TEMPORAIREMENT ÉPUISE
TEXTE ET MISE EN SCÈNE: HUBERT COLAS
du 14 septembre au 15 octobre à 19 h 30
dimanche à 15 h relâche lundi

88 SAISON 89
THÉÂTRE DU CHÊNE NOIR
Cie Gérard Gelas
A. CAMUS P. CLAUDEL P. WEISS R. GUERIN...
Minetti
de Thomas BERNHARD
Mise en scène: JOEL JOUANNEAU

BAL DU MOULIN ROUGE
FORMIDABLE
LA REVUE DU CENTENAIRE
20 h: dîner dansant, champagne et revue: 610 F
22 h et 0 h: champagne et revue: 380 F

SOPHIE MARCEAU VINCENT LINDON
L'Étudiante
UN FILM DE CLAUDE PINOTEAU
Daniele Thompson, Claude Pinoteau, Vladimír Cosma, Alain Poire

THÉÂTRE DE LA BASTILLE 43.57.42.14

du corps

SPECIAL FESTIVAL INTERNATIONAL DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS (Cannes • 8-12 octobre 1988)



Un nouveau regard sur le petit écran

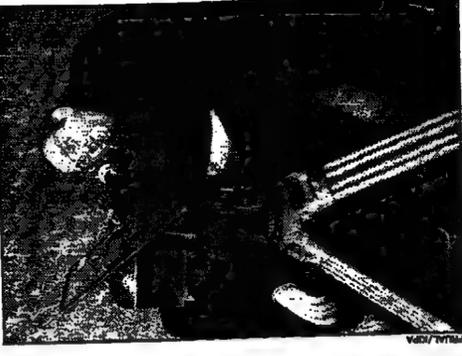
Après le succès remporté l'année dernière par le galop d'essai du Festival International de programmes audiovisuels (FIPA), nous voici à la veille du lancement de la première véritable compétition. Qu'en attendez-vous ?

Nous en attendons trois choses : une reconnaissance, une légitimité et une nouvelle compréhension de la télévision. La reconnaissance concerne un certain nombre d'idées - la qualité des œuvres télévisées, la création originale, la diversification des programmes - que nous aimerions voir concrétisées, puis perçues par un plus grand public afin qu'elles trouvent leur légitimité.

Quant à la troisième idée, il s'agit de voir comment le FIPA peut modifier le regard porté sur la télévision. Aussi, bien que les télédiffuseurs, et par conséquent, ceux des producteurs, qui doivent reconnaître le festival, et j'ajoute ce que m'intéresse auteur-réalisateur, et j'ajoute ce que m'intéresse c'est de rendre possible le développement de nouveaux langages pour le petit écran. Pour exploiter notre patrimoine culturel, il faut multiplier non seulement les genres, mais aussi les façons de dire les choses. Et pour cela, le FIPA doit élargir la capacité d'écoute des spectateurs. Voilà pour la forme. Quant au fond, mon objectif dernier est une quête d'humanité...

On assiste actuellement à une inflation de concours en tout genre : 7 FO, Victoria et autres Mollère... Il existe déjà un Festival de télévision à Monte-Carlo. Pourquoi en avoir créé un nouveau ?

Je dirai, tout d'abord, que plus on parle de la télévision mieux ça va ! Plus sérieusement, je souhaite que le public français porte une plus grande attention à la télévision internationale. Et que nos réalisateurs soient encouragés à faire des choses de qualité à partir des exemples étrangers.



Michel Mitran

La BBC est souvent citée en exemple, mais sa réputation est méritée. L'année dernière, par exemple, nous avons eu la télévision du document bouleversant sur l'horreur des camps nazis avec Mémoire assurée. L'URSS aussi nous réserve des surprises. En 1987, elle nous a envoyé une superbe Chronique, et cette année, sa participation, avec six films, reflète la situation qui prévaut dans ce pays par une remise à jour brutale de anciens clichés officiels.

Deux œuvres méritent une attention particulière : Risk II, sur l'histoire du vingtième siècle avec comme protagonistes Staline, Hitler, Churchill, de Gaulle, Mao, Khroutchchev, Gorbatchev, Reagan... et où il est dit que « Staline a fait la guerre à son propre peuple ». Et puis la Chronique du temps arrêté, qui dénonce les manifestations criminelles de la mafia en Ouzbékistan. D'autre part, le FIPA présente un film de propos du millénaire de l'Église russe, sur les déceptions dont ont fait l'objet lieux de culte et saints laïques après la révolution de 1917.

PROGRAMME

IV

I. - COMPÉTITION

- 1. Cœur de Mé, de Xavier... Autriche
2. D'un ami pour la vie, d'Alain... Canada
3. Caras del Parque, de Tonia... Espagne
4. Le Diable au village, de Christian de... France
5. Challenge (court métrage), de... France
6. Le Fils du Pharaon, de Guy Mous... France
7. Bordas, de Mihai Williams, de... G.-B.
8. Amore à Cinque Stelle, de... Italie
9. Roberto Giannarelli, de... Italie
10. Un enfant nommé Jésus, de... Italie
11. Franco Grimaldi, de Gerli Mar... Italie
12. Lennon Sky, de Jan Egilsson... Nils-Zai
13. Nation Jackson, de Paul Bogart... USA

- 18. Le Rêve de Mohamed Meleis... Syrie
19. Le Choix du temps arrêté, de... URSS
20. Okiro Kawan... URSS
21. Risk II, de Dimitri Barabovskiy... URSS
22. Diego Rivera, Rivera en Amérique, de... USA
23. Diego Rivera, Rivera en Amérique, de... USA
24. Israël 88, The Dream at Forty, de... USA
25. Yehonatan Prosky, de... USA
26. Lillian Gish, The Actor's Life for... USA
27. Kampaning... Maniyan, de... USA
28. Andrew Bill... USA

- 1. Noces de plomb, de Pierre Grumbat...
2. La Vallée des espoirs, de Jean-Pierre Mar...
Documents
V.I. Léline - Pages de l'histoire d'une vie ; le...
chagrin de 1944, de V. Lisakovich, URSS.
Fictions
La Donna Spozzata, de Marco Lato (culture)...
Italie.
III. - RETROSPECTIVE
PIERRE DUMAYET :
1. Les années pour tout...
2. Céline Vaillant : « La Fête »...
3. Roger Vaillant : « Le Chien et le manoir...
4. Raymond Queneau : « Le Chien et le manoir...
5. D'homme à homme...
6. Amadou Ampaté Ba : « L'Empire Paul de...
7. Macolin »... Réalisateur : Jean Cuzinaty.
8. Chag coïncide à la une...
9. La République du bout de monde...
10. Mort à Madrid/Médiane Grimaldi...
11. La Suisse suisse...
12. André et Simone Schwarzbart...
Dramatiques
13. Les Morts, avec Niel Arestrup, Nathe...
14. Nelli, Cora Verch-Sonne, Rouffner, André...
15. Campaux, Réalisateur : Alain Dhénaut.
16. Des milliers de livres écrits à la main...
17. La bibliothèque de Rouen. Réalisateur :...
18. Alain Dhénaut.
19. Une ombre bien rangée...
20. Marcel Proust : Naissance d'une phrase...
21. Marcel Proust : Naissance d'une phrase...
22. Stélie de Jean Frappat, Pierre Dumayet, Gérard...
23. Guillaume. Le Psychiatre : Paul Stradon.
KENNETH LOACH :
1966: Caddy come Home.
1974: Days of Hope.
1976: The Price of Coal.
1981: Look and Smiles.
1983: The Red and the Blue.
ANDRZEJ WAJDA :
1970: Le Bois de boules.
1980: Dans le cours des années et des jours : Cr...
1988: Crime et châtiment.
Prix Jean-Arxy (programmes pour la jeu...
Knightmare, de Tim Child et Sally Freeman.
Hommage au peintre Mateu, Vizueta (vidéo).
IV. - DÉBATS
1. Document et récit : le parti pris documen...
2. Organisé par la SCAM (Société civile des...
3. Les 9, 10 et 11 octobre, suite des conférences de...
4. Palais des congrès, avec la participation de...
5. Richard Lescoeur (USA), Brian Moser (Qué...
6. (G.-B.), Richard Dindo et Fredy...
7. Muret (Suisse), René Allio, Pierre Dumayet et...
8. Jean-Louis Comolli (France).
9. L'Europe de la diffusion
10. L'Europe de la création : le
11. second, « Le parti pris documentaire ».
12. Outre les trophées d'or et d'argent pour...
13. chacune des cinq catégories et les deux...
14. prix d'interprétation, masculine et...
15. féminine, la Société des auteurs et...
16. compositeurs dramatiques (SACD)
17. attribuera un Grand Prix du scénario...
18. international, et la Société civile des...
19. auteurs multimédias (SCAM) un prix...
20. pour le meilleur document
21. cinématographique, chacun d'une valeur...
22. de 50 000 F. M. Michel Mitran, président...
23. du FIPA, explique pourquoi il a créé un...
24. nouveau festival de télévision.

Documentaires de création et essais

- 1. Aïda Pardo, de Maria José... Belgique
2. Voyage en Amérique avec un élé...
3. François... Belgique
4. Aline Will James, de Jacques... Canada
5. Godobont... Canada
6. Voyage en Amérique avec un élé...
7. François... Canada
8. Lyon, le regard intérieur, de Ber...
9. Grand Taverrier... France
10. Reportage sur le tournage d'un...
11. film très particulier, de Michel... France
12. Jacques Anouilh, de Michel... France
13. Sarah, de Edgardo Cozarinsky... France
14. Trotski, de Patrick Le Gall... France
15. Gira Apart, de Chris Sheppard et... France
16. Claude Sauvageat... G.-B.
17. Alison, de Anthony Portelli et... G.-B.
18. Richard Burton, de Tony Palmer... G.-B.
19. Genius, de Stacy Marking... G.-B.
20. Processo alla Mafia, de Paolo... G.-B.
21. Gamberella, Pino Passalacqua,... Italie
22. Aldo Vergine... Italie
23. Beau de Paulo Rocha... Portugal
24. La vie secrète de Serge Eisen...
25. tan, de Gian Carlo Bertelli... Suisse
26. Enquête sur un citoyen expulsé au...
27. petit matin, d'André Gatzert... Suisse

II. - HORS COMPÉTITION

- 1. Achety raconte Achety, de Mouna Maouni...
2. Autour de l'annuaire, de François Man...
3. De Gaulle ou l'éternel défi, de Jean Labit...
4. Le Crime de la rue des Archives, de Willian...
5. Le Désar attrapé par la queue, de Jean-...
6. 40 ans d'Avignon, de Jean André...
7. Tancrède le Croisé, de François Chailat...
8. Lettre à une jeune comédienne, de Jean-...
9. André Fieschi.

Situations de la création française

- 1. Achety raconte Achety, de Mouna Maouni...
2. Autour de l'annuaire, de François Man...
3. De Gaulle ou l'éternel défi, de Jean Labit...
4. Le Crime de la rue des Archives, de Willian...
5. Le Désar attrapé par la queue, de Jean-...
6. 40 ans d'Avignon, de Jean André...
7. Tancrède le Croisé, de François Chailat...
8. Lettre à une jeune comédienne, de Jean-...
9. André Fieschi.

Le Monde EN BANQUE DE BONNES LE TEXTES INTERNET DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 1997 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUTES DÉMARCHES: SINGORG G.C.A.M. SERVEUR TEL: 01.45.38.26.92

* Les titres précédés de ce signe sont des premières moniales.

سكزا من الأصل

Société

Le refus d'obéissance de Manuel Norvat La justice abandonne...

Même l'amnistie peut avoir des effets pervers. Manuel Norvat, vingt-quatre ans, détenu pendant quatre mois alors qu'il était seulement soupçonné d'avoir commis le délit de « refus d'obéissance » pendant son court séjour au 405^e régiment d'infanterie de Sémostiers (Haute-Marne) ne sera jamais jugé. Il ne pourra pas connaître « la vérité judiciaire » et son incarcération restera une « déviation procédurale » sans qu'un tribunal ait prononcé une peine justifiant l'ordonnance du juge, soit une peine qui ouvrirait le droit à une légitime indemnisation.

Ainsi s'est terminée, le mardi 4 octobre, une affaire déjà riche en situations absurdes (le Monde des 5 août, 15 septembre et 16 décembre 1987). Incorporé le 5 août 1986, Manuel Norvat, d'origine marinaise, refuse d'obéir à certains ordres et notamment à celui de chercher « le Chert des Africains ». Puis, après avoir expliqué qu'il était en état de stress, il se soumet à l'autorité militaire, qui décide de le réformer le 21 août 1986.

Mais le 16 janvier 1987, Manuel est convoqué devant le tribunal correctionnel de Dijon : l'armée a finalement engagé une procédure pour refus d'obéissance. Dans l'attente de son casier judiciaire (vierge), les juges transmettent son dossier au tribunal de Paris, plus proche de son domicile. Le jeune homme reprend ses études. Brusquement, trois mois plus tard, le 28 avril 1987, il est incarcéré comme un dangereux malfaiteur par M. Jean-Louis Beaupiquet, juge d'instruction au tribunal de Paris. A deux reprises, la chambre d'accusation confirme l'ordonnance du magistrat en s'appuyant sur un « trouble à l'ordre public » remontant à huit mois.

Libéré le 25 août, Manuel Norvat devait être jugé le 14 septembre 1987 par la dixième chambre correctionnelle, lorsque les magistrats ont constaté que l'ordonnance du juge d'instruction

salissant le tribunal n'était pas signée. Le 14 décembre, il comparait à nouveau et, cette fois, pour s'entendre dire que, le tribunal de Dijon n'ayant pas rendu un jugement de désaisissement, il n'était pas possible d'examiner une affaire soumise à deux juridictions...

Amnistie

Si certains dossiers dorment au parquet pendant des années, celui de Manuel fut rapidement transmis à la Cour de cassation qui, dans un arrêt du 3 février 1988, confirme la compétence du tribunal de Paris. Le mardi 4 octobre, donc, le jeune homme se présentait pour la quatrième fois devant un tribunal correctionnel, bien décidé à plaider son innocence. Mais le substitut du procureur de la République, M. Jean-Yves Morfot, évoqua aussitôt l'amnistie et, si le magistrat déplore « les errements de la procédure », il qualifie de « détestables », il considère que cette affaire avait subi une « désinformation » pour déclarer que « la vérité du dossier » n'était pas tout à fait celle présentée par la presse et par la défense.

C'était aborder le fond sans que le tribunal puisse trancher entre « la vérité » du substitut et celle de Manuel. Aussi les avocats, M. Salah Djarni, Frédéric Weyl, du barreau de Paris, et M. Marcel Marville, du barreau de Fort-de-France, ont-ils tenu à répliquer en regrettant que M. Norvat ne puisse obtenir justice. Mais, après une courte délibération, le tribunal se borna à constater que les faits étaient amnésiés.

Le casier judiciaire de Manuel Norvat restera vierge même si, à l'âge de vingt-trois ans, il a passé quatre mois de sa vie en prison. M. Marville le dit bien : « Ce procès se termine comme une montagne accouchée d'une souris ».

MAURICE PEYROT.

Pour faux et usage de faux Deux promoteurs lyonnais inculpés dans une affaire de fausses factures

Deux promoteurs lyonnais, M. Patrick Evin et son épouse Evelyn, viennent d'être inculpés à Marseille de faux et usage de faux. Ils avaient été interpellés, vendredi 30 septembre, sur mandat d'amener délivré par M^{me} Bernadette Augé, juge d'instruction à Marseille. M. Evin a été écroué, son épouse a été laissée en liberté et placée sous contrôle judiciaire.

Auparavant, une perquisition au siège social à Lyon de la société Groupe de recherche et de construction (GRC), premier promoteur constructeur de Lyon, dirigée par les époux Evin, avait permis de découvrir des fausses factures et de nombreuses lettres d'importances sociétés qui semblent impliquées dans ce trafic. Parmi elles figure le groupe Cora de Nancy, dont le directeur général, M. Michel Bou-

riez, est déjà inculpé, depuis le 12 janvier dernier, dans une affaire de fausses factures en Meurthe-et-Moselle.

Parallèlement à l'inculpation des époux Evin à Marseille, une information judiciaire pour abus de biens sociaux et faux et usage de faux a été ouverte à Lyon : le dossier a été confié à M. Jacques Chauvot, juge d'instruction.

L'affaire qui vient d'éclater fait suite à la découverte d'une fausse facture de 370 000 francs, mettant en cause les époux Evin, au cours d'une enquête judiciaire concernant M. Paul Bernard, entrepreneur de maçonnerie marseillaise, lui-même inculpé et écroué le 28 mars 1986 à Marseille pour escroquerie à la TVA et faux en écriture.

EN BREF

● L'enquête sur la mort de Delphine Bouley. — Après l'audition de cinq membres de l'encadrement du camp scout (nos dernières éditions du 5 octobre), auquel appartenait Delphine Bouley, dix ans, dont le corps carbonisé a été retrouvé le 6 septembre dans une forêt de l'Eure, quatre d'entre eux ont été placés en garde à vue mardi 4 octobre. Mercredi matin, les gardes à vue ont été prolongés de vingt-quatre heures à la gendarmerie d'Issy-les-Moulineaux (Seine-et-Marne) où les enquêteurs continuent à interroger le chef de camp et trois moniteurs dont une femme. L'aumônier, qui avait été entendu mardi, a été remis en liberté. Les gendarmes ont précisé que ces auditions ont été prolongées « pour les nécessités de l'enquête » et non en raison d'indices « graves et concordants » pesant sur ces quatre personnes.

● Un « atakand » recherché après la mort d'un jeune homme à Lille. — Alors que huit « skinheads » étaient toujours en garde à vue à Lille, après la mort d'un jeune homme, Patrick Le Mauf, vingt-sept ans (le Monde du 4 octobre), un nouveau « atakand » a été identifié et était recherché notamment dans la région parisienne. Les autres « skinheads »

vingt garçons et trois filles, pourraient être poursuivis pour « non assistance à personne en danger ».

● Nominations de magistrats. — Par décret du 3 octobre paru au Journal officiel du 4, sont nommés avocats généraux à la Cour de cassation : MM. Pierre Tatu et Pierre Lecoq qui occupaient jusqu'alors les fonctions d'avocats généraux près la Cour d'appel de Paris délégués à la Cour de cassation. Le même décret « délégué » à la Cour de cassation pour y exercer les fonctions d'avocat général MM. Louis Joinet et Guy Verrette, l'un et l'autre avocats généraux près de la cour d'appel de Paris, ainsi que M. Joseph Parfetti, avocat général près de la cour d'appel d'Alençon-Provence, nommé avocat général à Paris.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?
Téléphones d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

MÉDECINE

Organisée les 6 et 7 octobre

La grève des infirmières s'étend à d'autres catégories hospitalières

Tandis que dans les hôpitaux, la grève des infirmières prévue par la coordination d'Ile-de-France et les syndicats, jeudi 6 et vendredi 7 octobre, s'organise et s'étend à d'autres professions, une course contre la montre s'est engagée au ministère de la Santé pour trouver rapidement une solution à ce conflit.

Hier passives, les infirmières paraissent aujourd'hui décidées à continuer leur mouvement, qui recueille d'ailleurs une grande sympathie des Français, pour obtenir des garanties sur la revalorisation de leur profession. Stimulés par ce mouvement (inattendu dans son ampleur), d'autres personnels de santé se mobilisent à leur tour, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, qui ont élargi leur mot d'ordre de grève pour les deux journées en se regroupant en collectif ou en coordination (coordination du personnel de santé : soignants, agents techniques et généraux. Coordination des personnels médico-techniques : manipulateurs radio, laborantins. Collectif de kinésithérapeutes et d'ergothérapeutes). Tous attendent manifestement, jeudi 6 octobre, à partir de 11 heures, de la place Denfert-Rochereau à Paris au ministère de la Santé, avenue de Ségur, où auront lieu les négociations. Comme le 29 septembre, un

service minimum devrait être assuré dans les services d'urgence.

Le ministère de la Santé semble avoir changé son fusil d'épaule. Après une grande fermeté vis-à-vis de la coordination, le ministre, M. Claude Evin, a accepté de recevoir celle-ci mardi 4 octobre. Et son cabinet, qui même tambour battant depuis plusieurs jours une série d'entretiens avec les syndicats, a repris à de nombreuses reprises cette semaine la coordination des infirmières d'Ile-de-France et l'UNASIF (Union nationale des associations et syndicats des infirmières et des infirmiers français), principal regroupement de la profession.

Mercredi matin, il était encore impossible de savoir comment seraient organisées avenue de Ségur, ces négociations. Le ministère a annoncé aux organisations appelant à la manifestation qu'elles seraient effectuées à l'issue de celle-ci mercredi.

S'il est fort probable que les pourparlers proprement dits commenceront dans l'après-midi, les syndicats ignorent mercredi s'ils se feraient en table ronde ou sous forme de discussions parallèles. Cette dernière solution comporte plusieurs avantages pour le ministère : elle évite les surenchères, fréquentes, quand les syndicats sont réunis et permet de mettre chacun sur le même pied lors des entretiens — associations, coordi-

nation et syndicats, — même si finalement seuls ces derniers seront habilités à signer l'accord final.

Bien que satisfaite par cette reconnaissance ministérielle, la coordination est toujours sur ses gardes, maintient ses mots d'ordre de mobilisation et menace de continuer le mouvement si le texte final signé par les syndicats ne correspond pas à ses souhaits.

Morosité syndicale

Du côté des organisations syndicales, le climat, mercredi matin, était à la morosité. Si toutes étaient aujourd'hui qu'il y a urgence à régler le problème des infirmières, elles ne voudraient pas que ce règlement se fasse au détriment des autres personnels de santé (aides-soignants, sages-femmes, kinésithérapeutes, agents de santé, etc.) qui eux aussi souffrent de graves handicaps. Or, ils voient dans le nouveau comportement du gouvernement des signes qui justifieraient leurs craintes, c'est-à-dire une volonté de dissocier les revendications.

Jusqu'à présent, le ministre de la Santé, M. Evin, présentait le conflit des infirmières comme une petite partie d'un vaste problème : la réforme des statuts des personnels, entreprise avant 1986 et retardée au cours des deux années suivantes. Si le texte visant à réorganiser la vie

des personnels de santé a été rédigé (titre 4 de la fonction publique), les changements de gouvernement successifs ont repoussé la rédaction et la publication des décrets d'application.

Un revirement du ministère de la Santé pour dissocier les infirmières des autres personnels est possible et permettrait au moins dans un premier temps de faire baisser la tension dans les hôpitaux. Il n'en reste pas moins que se posent toujours les revendications des autres professions, notamment des aides-soignants, qui souffrent des mêmes contraintes que les infirmières et n'ont pas vu leur salaire réévalué depuis de nombreuses années.

Pour le ministre de la Santé, c'est la quadrature du cercle. L'enveloppe budgétaire de la Sécurité sociale n'est pas élastique. Par ailleurs, la masse salariale représente les deux tiers des charges des établissements hospitaliers. L'aléatoire est, soit de satisfaire un peu tout le monde, soit d'ambigüer réellement la situation de quelques-uns avec le risque évident de voir éclater d'autres conflits. Les syndicats CFDT, FO et CFTC ont déclaré mercredi lors d'une conférence de presse commune que si tel était le choix du gouvernement, ils quitteraient la table des négociations.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

M. Claude Evin reconnaît le secteur privé

M. Claude Evin, ministre de la Santé, de la famille et de la protection sociale, a présenté, mardi 4 octobre, les principales orientations du gouvernement en matière d'hospitalisation.

Première constatation : M. Evin, et avec lui, sans doute, le Parti socialiste, semble avoir définitivement abandonné l'idée de supprimer le secteur privé à but lucratif et la médecine libérale ambulatoire, auxquels les Français sont très attachés, participent, a déclaré M. Evin, de la qualité du service sanitaire et constituent l'un des éléments de choix. Personne ne souhaite remettre en cause cette complémentarité.

« Je considère, ajoute M. Evin, que les rapports entre les deux secteurs, les comparaisons, les évaluations réciproques doivent se faire selon les critères les plus objectifs possible : mêmes droits, mêmes devoirs, mêmes contraintes ».

Insistant sur la nécessité d'une « complémentarité » entre les deux secteurs, privé et public, le ministre de la Santé a rappelé que « la suppression de la TVA à 0% en 1987 dans le secteur de l'hospitalisation privée à but lucratif a redonné à ces établissements des moyens supplémentaires permettant d'améliorer considérablement leur fonctionnement et leurs investissements. Les regroupements auxquels on assiste aujourd'hui, l'intervention de grands groupes financiers dans ce secteur sont une preuve. Ce qui nous amène à constater que, contrairement à ce qu'on a pu dire, il ne doit pas aboutir à une régression du secteur public ».

Sachant que les grands groupes financiers évoqués par M. Evin sont principalement le Lyonnais deaux, la Générale et les Caix, on ne pourra qu'être surpris par les propos du ministre de la Santé qui tranchent singulièrement avec le langage tenu jusqu'à présent sur ce thème par les socialistes.

Concernant le mode de financement des deux secteurs d'hospitalisation, M. Evin a rappelé que le financement du secteur public par dotation globale avait permis de maîtriser l'évolution des coûts, d'améliorer la trésorerie des établissements et leur gestion en général. En revanche, a déclaré M. Evin, le secteur privé à but lucratif a « un système de financement par prix de journées et paiements à l'acte qui est reconnu par tous comme inflationniste et inadapté ». Cependant, M. Evin estime qu'« il n'est pas juridiquement possible d'appliquer simplement au secteur privé le budget global ».

« L'Etat, ajoute-t-il, n'a pas à déterminer a priori le taux de profit d'une entreprise ». En ce sens, des mesures concrètes d'harmonisation des financements seront prises prochainement à la fin du premier trimestre 1989.

D'autre part, mais concernant cette fois l'hôpital public, M. Evin a annoncé un certain nombre de nouvelles mesures. Conscient des « difficultés financières que rencontrent les

établissements », M. Evin a rappelé que l'application en 1988 d'un taux directeur volontairement bas avait conduit à des « dérapages ». C'est pourquoi la dotation aux hôpitaux sera augmentée de 0,2 % cette année. En 1989, le taux directeur sera de 3 %. Ce dernier chiffre devra satisfaire les responsables de la Fédération hospitalière de France qui, dans une lettre adressée à M. Evin, avaient réclamé pour 1989 un taux directeur de base de 3,10 %. On peut d'autre part se demander si derrière cette argumentation de 3 % de la dotation aux hôpitaux ne se profile pas une augmentation du salaire des infirmières.

En tentant de donner satisfaction à tout le monde — responsables du secteur privé et responsables du secteur public, — M. Evin fait le pari du consensus. Finies la « guerre hospitalière » et les grandes querelles idéologiques. Reste à savoir tout de même si du côté des partis de gauche on appréciera cet éclectisme instantané.

FRANCK NOUVEL.

La campagne de prévention 1988-1989

Le vaccin antigrippal sera gratuit pour tous les assurés sociaux de plus de soixante-dix ans

La campagne de vaccination gratuite contre la grippe, lancée ces jours-ci par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), marque cette année à de nombreux bénéficiaires. Pour les personnes âgées, dès soixante-dix ans (soixante-quinze ans l'année dernière), ainsi que les malades atteints d'une affection de longue durée (1), le vaccin sera pris en charge par l'assurance maladie. Cinq millions de personnes environ seront concernées par cette prise en charge.

Les financeurs du régime général déboursent chaque année, toutes prestations confondues, selon la gravité de l'épidémie, de l'ordre de 500 millions à 1 milliard de francs. Jusqu'au 17 décembre prochain, les personnes à risque pourront, sur prescription de leur médecin traitant, bénéficier de la gratuité du vaccin. Pour un coût estimé par la CNAM à 112 millions de francs. Les vaccins pris en charge sont les suivants : Mutagrif, Vaxigrif, Vaccin Grippal et Tetagrif.

Quatre millions de doses du vaccin ont d'ores et déjà été livrées aux pharmacies qui remettent gratuitement le vaccin aux personnes munies de la prise en charge accordée par les caisses primaires ou les sections mutualistes.

Pour l'hiver 1988-1989, le « cocktail » retenu sera le suivant : A/Sydney/16/86 (H1 N1), A/Sichuan/2/87 (H3 N2) et B/Beijing/2/87. Comme le rappelle le docteur Alain Chippaux, directeur du département des vaccins à virus et dérivés du sang au Laboratoire national de la Santé, la composition du vaccin est modifiée chaque année, suivant les recommandations de l'OMS, pour tenir compte de l'apparition prodigieuse du virus de la grippe à s'adapter aux conditions de l'environnement. Cette année, la perspective de l'arrivée en France d'un virus ayant fait quelques dégâts

en Nouvelle-Zélande et en Australie durant l'hiver austral, il faut, selon le professeur Claude Hemon, membre du conseil scientifique du groupe d'étude et d'information sur la grippe (GEIP), s'attendre à une épidémie beaucoup plus sévère. Mais, c'est un sujet de satisfaction, le taux de couverture vaccinale est la notation française la plus vulnérable ne cesse de s'accroître : de 43 % en 1982 à 60 % en 1987. Les responsables de l'assurance maladie espèrent encore faire mieux cette année.

(1) Seules les personnes atteintes de l'une des sept affections suivantes pourront bénéficier de la gratuité du vaccin : diabète insulino-dépendant ou non insulino-dépendant, accidents vasculaires cérébraux invalidants, néphropathie chronique grave, forme grave d'une affection neuromusculaire (dont la myopathie), mucoviscidose, cardiopathie congénitale mal tolérée et insuffisance respiratoire chronique grave.

ENVIRONNEMENT

« La France doit devenir le champion européen » affirme Brice Lalonde

Conformément à la tradition, la première conférence de presse « plénière » du secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, le mardi 4 octobre, à Paris, aura été marquée par les questions d'actualité brûlantes.

1) Les inondations de Rhones : « C'est la conjonction de la météo et d'un phénomène récent observé dans toutes les villes : l'extension des zones bétonnées et bitumées. Le réseau d'évacuation des eaux pluviales n'est pas dimensionné en proportion de l'urbanisme actuel. » Mais on précise, au ministère, que le service d'annonce des crues s'occupe de prévoir les débordements des cours d'eau et non les inondations directement provoquées par des trombes en un lieu donné.

2) Le trafic des déchets : « La gestion des déchets est une de nos priorités. Notre politique repose sur un principe : chaque pays doit être responsable de ses déchets, toxiques ou pas. Il n'est pas normal d'exporter des ordures ménagères que tout pays européen est en mesure de traiter chez lui. En France, il faut que chaque région ait une décharge contrôlée pour les résidus toxiques. Je fais appel au civisme des Français pour qu'ils acceptent le principe et les conséquences. »

A l'équipe du mensuel Actuel, qui vient de révéler dans le numéro d'octobre les dessous d'une filière entre le département du Nord et plusieurs pays voisins (Belgique, Pays-Bas et RFA), M. Lalonde a répondu : « Je n'ai pas confirmation qu'il y ait eu des déchets toxiques mélangés aux ordures ménagères importées en France. Ce sera de toute façon très difficile de déclarer leur présence si les seuls admis ont été respectés. Il n'y a pas pour l'in-

stant d'acte délictueux ». Le ministre a tout de même admis que « les contrôles sont renforcés » et annoncé qu'il n'y aurait plus que deux postes de douane admis à contrôler les camions transportant des déchets sur cette frontière.

3) La voiture propre : « M. Calvet est un homme remarquable », a-t-il dit du PDG de Peugeot-Citroën, qui refuse toujours le pot catalytique pour les petites cylindrées vendues en France. « Mais la politique de la France ne se fait pas à Montbéliard. »

4) Les déchets radio-actifs : « Les centrales nucléaires ont été faites contre mon gré. Mais elles sont là aujourd'hui. La gestion des déchets radio-actifs est un problème difficile. » Aux « Chouans de Neuvy-Bouin » (Deux-Sèvres) qui affirment que « la meilleure solution est le stockage sur les sites de production », le secrétaire d'Etat répond que c'est actuellement ce qui est fait, en attendant une autre solution « pour dans dix ans ». Il invite cependant les écologistes à réfléchir sur le problème planétaire de « l'effet de serre », c'est-à-dire le réchauffement de la terre dû aux grandes installations de combustion classiques (fuel et charbon). « Il faut planter des arbres pour absorber les surplus de gaz carbonique et ainsi tamponner l'effet de serre. »

M. Brice Lalonde, qui avoue une « ambition internationale » pour son ministère, souhaite « une gestion globale de la planète ». Quant à la France, souvent désignée « à tort » comme le champion de l'Europe, il veut qu'elle devienne « en cinq ans, le champion européen de l'environnement ».

R. C.

Société

Bilan provisoire des inondations : huit morts, 4 milliards de francs de dégâts

Nîmes, ville sinistrée

NIMES
de notre envoyée spéciale.

Quand est venue l'aube après le déluge, Nîmes a découvert la boue, la désolation et commencé à compter les siens. Huit morts, quarante-cinq mille sinistrés, soit un habitant sur trois dans un paysage « d'après bombardement », 65 000 lignes de téléphone coupées. Alors on a retroussé les manches. A la pelle, au balai, par dizaine de seaux, on a écopé comme on a pu. Et a commencé le triste inventaire des dégâts.

Au centre-ville, de nombreux magasins sont détruits, vidés de leurs étalages, de leur stock, de leurs rayonnages. Dans certaines boutiques les fours ont éclaté : « Plus de pain avant deux semaines ». D'une coquette maroquinerie il ne reste qu'un écorce tas de vilaines et de sacs recouverts de boue. La propriétaire en pleurs les sort des décombres. Plus loin, six pianos entraînés hors de leur boutique et laissés en milieu de chaussée par le tumultueux torrent. Ailleurs, un frigo, une commode venus d'on ne sait où et charriés sur des centaines de mètres. Partout, des centaines de voitures sacquées, empilées sans dessus dessous. L'une, même, est arc-boutée à un arbre, une autre est enroulée comme une cravate autour d'un tronc. Chacun cherche son véhicule dans ces carcasses accumulées ici et là. Sur la ville grande le vrombisse-

ment des hélicoptères et le rugissement des grues de secours en action. A l'hôpital, le service radiologie est détruit. A la maison de santé des protestants, tout est entièrement sacqué.

Dans la ville, les visages sont tendus, la tristesse sans mot. On se sent impuissant : « Nous avons tout perdu, tout ». Dans les deux ZUP, comme sur les places du centre, des camions-citernes de l'armée de terre distribuent l'eau potable. On fait la queue, bide en main « comme pendant la guerre ». Un seul des cinq supermarchés de la ville a ouvert ses portes, vite vidé par la razzia. Les uns s'inquiètent pour leur capital lentement accumulé et brutalement détruit, d'autres, pour leur famille et pour les innombrables anonymes « dont le sort est peut-être pire ».

Un grand vent de solidarité s'est levé sur Nîmes dès les premières heures qui ont suivi le déluge.

« De droite, de gauche ou du milieu, on est logé à la même enseigne. On découvre dans ces moments le bon fond de l'humanité », lance la propriétaire de ce qui fut une luxueuse boutique de prêt-à-porter. Ce cri du cœur s'adresse à une femme accourue en voisine « pour aider ». M^{me} Georgina Dufoux, ancien ministre, conseillère de l'Elysée et conseillère municipale socialiste. Elle-même, lundi matin, conduisait un truc jeune de ses fils à l'école quand l'énorme torrent déferla sur la ville. Sa voiture fut éparpillée de justesse. Mardi, elle allait de maison en maison. Le geste est apprécié par tous ces gens pour qui « c'est la première visite depuis trente-six heures ».

Appels à la solidarité

La Croix-Rouge française, le Secours populaire français et le Secours catholique ont chacun lancé un appel à la solidarité en faveur des 45 000 personnes sinistrées de Nîmes. Ils ont aussi fait acheter sur place des moyens de secours complémentaires. Les renseignements sur la façon de concourir à ces actions peuvent être obtenus :
- Pour la Croix-Rouge : 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris, CCP 600 00 Y, carte bancaire : minitel 3615 CRF-CB.
- Secours populaire : 9, 11, rue Froissart, 75003 Paris, CCP 23 33 S Paris ou chèques bancaires.
- Le Secours catholique : 106, rue du Bac, 75007 Paris, CCP 737 G Paris, mention « inondation Nîmes ».

Le doute après la stupeur

La prise de conscience provoque parfois le désespoir, et le doute. On cherche des responsabilités, on veut comprendre.
Pourquoi un tel cataclysme ? L'on évoque des précédents - le plus connu, celui du 12 septembre 1968 où trois enfants périrent noyés. Ce jour-là, « un énorme orage fit déborder en torrents furieux les ruisseaux de garrique », rapporte un historien, Christian Liger, dans son ouvrage *Nîmes sans visa*. « Ces orages que l'on appelle dans la région des cadereaux traversaient alors les faubourgs de la ville ».

Selon les derniers chiffres officiels communiqués mercredi matin par la préfecture du Gard, le bilan provisoire des inondations catastrophiques de Nîmes s'établissait à huit morts. Les dégâts matériels sont extrêmement importants, de l'ordre de 4 milliards de francs. En outre, deux autres personnes participant aux opérations de secours ont été tuées mardi soir dans un accident d'hélicoptère.

M. François Mitterrand qui s'est rendu à Nîmes, mardi après-midi, a insisté, mercredi, au conseil des ministres sur « l'urgence et l'ampleur des aides à apporter à la ville de Nîmes et aux communes voisines ». Le chef de l'Etat a aussi mis l'accent sur « la mobilisation nécessaire des services publics, des collectivités locales et de toutes les bonnes volontés ».

D'autre part, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne a annoncé que la CEE avait décidé d'envoyer une aide d'urgence de près de 3 millions de francs aux sinistrés.

Sur place, tandis que plus de mille cinq cents personnes, militaires et civils, participent aux opérations de secours et de déblaiement, la vie se réorganise peu à peu avec le rétablissement de l'électricité et des lignes téléphoniques.

3 octobre 1988 : le Cadereau cède toujours. Il traverse la ville du nord au sud, mais il est canalisé et recouvert de béton. Ensermé dans ce lit-tau, son débit, déjà gros des pluies cévenoles du week-end, s'est brutalement gonflé de la pluie diluvienne qui s'est abattue sur Nîmes lundi matin. Deux cent vingt-huit litres au mètre carré : un record. La terre, argileuse, asséchée par des mois, sans une goutte de pluie, n'a rien absorbé. Le Cadereau cherchant donc un exutoire s'est déversé dans le bassin des jardins de la Fontaine - le cœur symbolique de Nîmes. Là, jadis, coulaient une source mystérieuse comme celle de la Fontaine-de-Vaucluse, qui fut à l'origine de la création de la ville. La source coule toujours, aussi mystérieuse. Ses eaux s'écoulent d'est en ouest. Ce lundi 3 octobre, les flots du Cadereau ont déferlé comme un raz de marée. A maints endroits, le ruisseau fit carrement éclater la chaussée qui le recouvrait.

Le danger était sans doute théoriquement prévisible. Depuis 1985, la mairie faisait d'ailleurs étudier la création de quatre bassins supplémentaires de retenue. L'avant-projet, déjà défilé, supposait la mise en œuvre de négociations foncières. L'affaire traînait quelque peu.

Après cette catastrophe, elle est revenue à l'ordre du jour, de nombreux habitants mettant en cause les travaux de modernisation de la ville et notamment la « couverture » du Cadereau et sa canalisation par des

buses trop étroites, sans que des bassins de déversement aient été construits. M. Jean Bousquet, député, maire (UDF) de Nîmes, devait réfuter ces accusations, indiquant que « les travaux envisagés à l'époque n'avaient rien à voir avec le désastre connu aujourd'hui, provoqué par un phénomène exceptionnel et tout à fait imprévisible ». Le maire de Nîmes s'est également élevé contre ce qu'il considère comme « l'exploitation politique » d'un malheur commun.

Le bilan est déjà lourd. Au soir du 4 octobre, il restait provisoire. Le dragage de « la Fontaine » se poursuivait. Cinquante-quatre voitures avaient été extraites sur les deux cents ensevelies dans l'épaisse couche de boue jaunâtre. L'angoisse persistait : allait-on découvrir d'autres cadavres ?

A la peur s'ajoute un sentiment de colère chez ceux qui s'estiment « laissés pour compte ». Ainsi au quartier Richelieu... En début d'après-midi, mardi, on y apprenait la venue du président de la République, accompagné de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et de M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat aux risques majeurs, « pour prendre l'exacte mesure de la catastrophe et apporter le témoignage de solidarité de la nation tout entière ».

M. François Mitterrand arriva à la préfecture peu après 17 heures. Une centaine d'habitants du quartier Richelieu l'y attendaient, récla-

mant « plus d'attention » et ne mâchant pas leurs mots. « Personne n'est encore venu nous aider. Nous n'avons rien à boire ni à manger. Nous n'avons plus de toit. Ailleurs, on nettoie, on distribue des vivres. Chez nous, ces après-midi les rats ont fait leur apparition ». Le président, accompagné du préfet, du maire et de M^{me} Georgina Dufoux, se rendra au quartier Richelieu avant même son passage prévu aux jardins de la Fontaine.

Mais il entendra aussi ce cri unanime des Nimois qui réclament « l'indemnisation », « la reconnaissance de la catastrophe naturelle », qui enclenche automatiquement le jeu des assurances. (Voir encadré) « Dès maintenant et depuis hier toutes les forces disponibles, tous les moyens administratifs, tous les moyens de la loi commencent d'être et seront plus encore mis en œuvre pour répondre à la demande par-

tement légitime de ceux qui attendent naturellement réparation, mais aussi qu'on subviene dès maintenant à leurs besoins qui sont criants », devait déclarer M. François Mitterrand avant son départ et le conseil des ministres, du mercredi 5 octobre.

A Nîmes, alors que la nuit revenait pour la deuxième fois sur la ville sinistrée de nouveaux renforts militaires et civils arrivaient, des centres d'hébergement ouvraient leurs portes. Quartier après quartier la Légion a distribué le lait, l'eau et les boîtes de conserves tant désirés. Les aides affluèrent de la France entière. Les abonnés retrouvent, peu à peu, l'électricité et le téléphone. Mais il faudra des semaines pour que la vie reprenne son cours normal.

DANIELLE ROUARD.

Les conditions d'indemnisation

Si la ville de Nîmes est déclarée sinistrée et qu'un arrêté interministériel déclare « catastrophe naturelle » les inondations du 3 octobre, la garantie « catastrophe » s'applique, aux termes de la loi de 1982, aux immeubles à usage d'habitation ou professionnel ainsi qu'à leurs biens mobiliers, y compris les véhicules à moteur, et aux matériels, au bétail en étables et aux récoltes engrangées.

C'est ce qu'a indiqué le Centre de documentation et d'information de l'assurance. En revanche, les dommages corporels ne sont pas pris en charge par les compagnies d'assurance sauf si les victimes ont préalablement souscrit un contrat individuel accident ou une assurance sur la vie.

En ce qui concerne les dommages matériels, il convient de présenter à l'assureur, dans un délai maximal de dix jours après publication de l'arrêté reconnaissant l'état de catastrophe naturelle, une estimation du montant des pertes subies.

Les assurances, pour leur part, sauf cas de force majeure, sont tenues de régler les victimes sur la base des capitaux garantis par le contrat dans un délai de trois mois, soit à compter de la présentation de l'état estimatif, soit à compter de la publication de l'arrêté. Toutefois, ces délais sont souvent dépassés lorsqu'il s'agit d'inondations, les experts ne pouvant s'accomplir qu'après séchage complet des biens endommagés.

● Accident d'hélicoptère près de Nîmes : deux morts. - Un hélicoptère d'une société privée lyonnaise, réquisitionné dans le cadre du plan ORSEC, déclenché après les inondations de Nîmes s'est écrasé le mardi 4 octobre vers 23 heures à Saint-Hilaire-d'Ozilhan (Gard). L'appareil, qui transportait des techniciens d'une société d'assessime-

ment de Lyon, a heurté une ligne à haute tension et a percuté le sol à proximité de l'autoroute. A 90, le pilote et l'un des passagers ont été tués sur le coup, tandis que les deux autres personnes à bord n'étaient que légèrement blessées. Les identités des victimes n'ont pas été communiquées.

REPÈRES

Education

Grève de lycéens à Orléans

Après Tours et Blois, une certaine agitation règne dans les quatre lycées d'Orléans affectés par un mouvement de grèves des élèves depuis, vendredi 30 septembre. Cinq à six cents lycéens ont manifesté à dix reprises dans la centre-ville, les lundi 3 et mardi 4 octobre, et se sont rassemblés devant le rectorat et le conseil régional aux cris de « Vous avez tous des enfants, pas du bétail ! Les élèves protestent contre les classes surchargées, le manque d'enseignants et la vétusté des locaux. » Au lycée Jean-Zay, les trois quarts des classes sont pleines à craquer et dépassent les effectifs réglementaires, explique un responsable du comité de grève. Les installations sportives sont défectueuses, les demi-pensionnaires sont obligés de faire la queue pendant une demi-heure pour pouvoir manger à midi, la grève devait essor le mercredi 5 octobre, et une délégation de lycéens orléanais devait participer à une coordination nationale à Paris avec d'autres comités lycéens de la région parisienne et de province. (Corresp.)

Occupation à Rennes II

Les bureaux de la présidence de l'université de Rennes-II, Haute-Bretagne étaient occupés, mercredi 5 octobre, depuis la veille, par une quarantaine d'étudiants qui protestaient contre la non-inscription d'une centaine d'étudiants en premier cycle d'histoire et de sociologie. Ces refus d'inscriptions concernent les dossiers de transfert présentés par des étudiants qui ont changé d'orientation après une première année d'échec dans un autre établissement universitaire, qui ont obtenu un diplôme (BTS, DUT) et souhaitent poursuivre des études supérieures ou qui représentent leurs études universitaires. Invocant l'insuffisance de moyens, le président de l'université, M. Jean Mounier, est catégorique : « Tant que les conditions d'encadrement ne seront pas modifiées, nous ne pouvons pas donner suite à ces demandes de transfert. » Les enseignants, de leur côté, refusent d'allouer encore davantage le poids des heures supplémentaires. (Corresp.)

Des moyens supplémentaires pour Lille-I

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation, s'est efforcé, mardi 4 octobre, de calmer la grogne des universitaires lillois. Pour faire la démonstration du manque d'enseignants-chercheurs dans l'académie du Nord-Pas-de-Calais, les responsables de l'UFR de mathématiques de Lille-I avaient procédé la veille au tirage au sort des étudiants qui pourraient bénéficier cette année de travaux dirigés.

« S'il s'agit seulement d'une façon d'attirer spectaculairement l'attention sur la situation, c'est très bien », a souligné M. Jospin. « S'il s'agit d'une décision véritable, il est impossible de l'accepter. Les étudiants ont tous payé leurs droits, ils ont tous droit à leurs études ».

REPÈRES

Football

Monaco en huitièmes de finale de la Coupe d'Europe

Monaco s'est qualifié, le mardi 4 octobre, pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, en battant au stade Louis-II les islandais du Valur Reykjavik par deux buts à zéro. Monaco avait été battu 1-0 au match aller. Les deux buts ont été marqués en première mi-temps par Rémi Vogel (14^e min) et Georges Weah (35^e).

Personnes âgées

L'indignation de M. Marchais

Dans un éditorial de l'*Humanité*, mercredi 5 octobre, M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, s'indigne des propos récents, qu'il a tenus sur une radio périmétrique M. Hugues du Journal, organisateur d'un colloque international à Paris sur « Le vieillissement démographique » : « Il faut choisir. Nous ne pouvons pas à la fois faire des promesses ouseuses sur des personnes âgées, développer des services pour les enfants en bas âge et faire des opérations sur les actifs (...). La masse financière est limitée. Il y a donc des arbitrages à faire entre les personnes qui ont le droit de soigner (...), en fonction

de leur âge et de leur situation. »

● RECTIFICATIF. - Dans l'entretien avec le cardinal Lustiger publié dans le *Monde* du 5 octobre, une erreur a rendu incompréhensible le premier paragraphe. Il fallait lire que « les résultats du sondage du *Monde* tardent le coup à une opinion simpliste » et non à une « opposition simpliste ».

REPÈRES

Religions

Une nouvelle traduction ocuménique de la Bible

Fruit d'une collaboration entre catholiques, protestants et orthodoxes, une nouvelle édition, orthographiquement révisée, de la traduction ocuménique de la Bible a été rendue publique, le lundi 3 octobre, au cours d'une manifestation à l'UNESCO, à laquelle participaient Mgr. Jeremy, évêque du patriarcat de Constantinople, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et l'archevêque de Paris, Mgr. Lustiger.

La première traduction ocuménique en français du Nouveau et de l'Ancien Testament avait été réalisée respectivement en 1972 et en 1975. Le nouveau volume - 3 106 pages - regroupe cette fois l'Ancien Testament (traduction du texte hébreu dans la tradition juive) et le Nouveau (traduction du grec). Soixante évêques et traducteurs ont collaboré à ce travail qui a duré cinq ans. Cette nouvelle TOB sera éditée au Cerf et coûtera entre 350 F et 720 F selon le reliure.

Des radars français pour le Venezuela

La garde nationale vénézuélienne a choisi d'acheter des radars français pour la surveillance des frontières. Il s'agit du radar de surveillance des radars de la société LMT Radio-Professionnelle, une filiale de Thomson CSF. Ce radar a la particularité de détecter un pion à 2 kilomètres et un véhicule à 5 kilomètres. Son poids (environ 29 kilogrammes) le rend aisément transportable, et il peut être monté sur des points hauts du territoire ou sur des toits de véhicules. LMT Radio-Professionnelle n'a indiqué ni le nombre des radars achetés ni le montant de la transaction.

La France vend d'occasion un escorteur à l'Uruguay

La France a vendu d'occasion à l'Uruguay l'aviation-escorteur *Victor Schœlcher*, un escorteur depuis 1962 dans la marine nationale. Le bâtiment, qui a notamment servi d'accompagnateur au porte-hélicoptères *Jeanne-d'Arc* et qui a secouru des réfugiés vietnamiens en mer de Chine ou ravitaillé les pêcheurs français, sera remis en état à l'arsenal de Lorient avant d'être livré, en janvier prochain, à la marine uruguayenne. Cette transaction est évaluée à 100 millions de francs. L'Uruguay envisage d'acheter deux autres avions-escorteurs à la marine française.

Les armées françaises passent les trois quarts de leurs achats à l'industrie privée

Le ministère de la défense passe les trois quarts de ses commandes annuelles d'armements à l'industrie privée. C'est ce que note le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans une réponse à une question écrite de M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, qui souhaitait connaître la part respective du matériel nationalisé et du secteur privé dans les achats d'armes pour le compte des trois armées françaises.

M. Chevènement précise que, pour 1987, l'industrie de droit privé a reçu 74 % des commandes ; les établissements industriels de la délégation générale pour l'armement (les arsenaux et entreprises d'Etat),

DÉFENSE

Les armées françaises passent les trois quarts de leurs achats à l'industrie privée

13 % et le reste (soit 13 %) est allé à d'autres fournisseurs (comme le Commissariat à l'énergie atomique ou à des industriels étrangers).

La France vend d'occasion un escorteur à l'Uruguay

Le ministère de la défense passe les trois quarts de ses commandes annuelles d'armements à l'industrie privée. C'est ce que note le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans une réponse à une question écrite de M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, qui souhaitait connaître la part respective du matériel nationalisé et du secteur privé dans les achats d'armes pour le compte des trois armées françaises.

Des radars français pour le Venezuela

La garde nationale vénézuélienne a choisi d'acheter des radars français pour la surveillance des frontières. Il s'agit du radar de surveillance des radars de la société LMT Radio-Professionnelle, une filiale de Thomson CSF. Ce radar a la particularité de détecter un pion à 2 kilomètres et un véhicule à 5 kilomètres. Son poids (environ 29 kilogrammes) le rend aisément transportable, et il peut être monté sur des points hauts du territoire ou sur des toits de véhicules. LMT Radio-Professionnelle n'a indiqué ni le nombre des radars achetés ni le montant de la transaction.

Le ministre de la défense passe les trois quarts de ses commandes annuelles d'armements à l'industrie privée

Le ministère de la défense passe les trois quarts de ses commandes annuelles d'armements à l'industrie privée. C'est ce que note le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans une réponse à une question écrite de M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, qui souhaitait connaître la part respective du matériel nationalisé et du secteur privé dans les achats d'armes pour le compte des trois armées françaises.

DÉFENSE

Les armées françaises passent les trois quarts de leurs achats à l'industrie privée

Le ministère de la défense passe les trois quarts de ses commandes annuelles d'armements à l'industrie privée. C'est ce que note le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans une réponse à une question écrite de M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, qui souhaitait connaître la part respective du matériel nationalisé et du secteur privé dans les achats d'armes pour le compte des trois armées françaises.

La France vend d'occasion un escorteur à l'Uruguay

La France a vendu d'occasion à l'Uruguay l'aviation-escorteur *Victor Schœlcher*, un escorteur depuis 1962 dans la marine nationale. Le bâtiment, qui a notamment servi d'accompagnateur au porte-hélicoptères *Jeanne-d'Arc* et qui a secouru des réfugiés vietnamiens en mer de Chine ou ravitaillé les pêcheurs français, sera remis en état à l'arsenal de Lorient avant d'être livré, en janvier prochain, à la marine uruguayenne. Cette transaction est évaluée à 100 millions de francs. L'Uruguay envisage d'acheter deux autres avions-escorteurs à la marine française.

Des radars français pour le Venezuela

La garde nationale vénézuélienne a choisi d'acheter des radars français pour la surveillance des frontières. Il s'agit du radar de surveillance des radars de la société LMT Radio-Professionnelle, une filiale de Thomson CSF. Ce radar a la particularité de détecter un pion à 2 kilomètres et un véhicule à 5 kilomètres. Son poids (environ 29 kilogrammes) le rend aisément transportable, et il peut être monté sur des points hauts du territoire ou sur des toits de véhicules. LMT Radio-Professionnelle n'a indiqué ni le nombre des radars achetés ni le montant de la transaction.

Le ministre de la défense passe les trois quarts de ses commandes annuelles d'armements à l'industrie privée

Le ministère de la défense passe les trois quarts de ses commandes annuelles d'armements à l'industrie privée. C'est ce que note le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans une réponse à une question écrite de M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, qui souhaitait connaître la part respective du matériel nationalisé et du secteur privé dans les achats d'armes pour le compte des trois armées françaises.



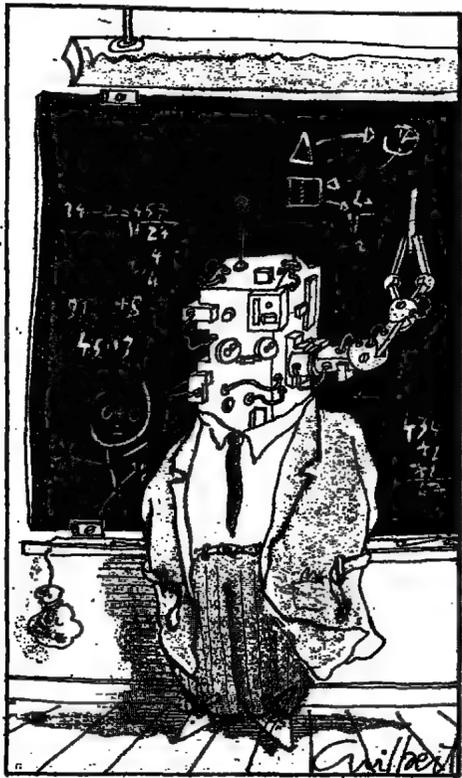
cons diplômes

سكوا من الأصل

CAMPUS

LE RETOUR DES MÉCANICIENS

Noblesse du robot...



De bons diplômés

Le diplôme d'ingénieur est apprécié par les entreprises. Même si un certain divorce subsiste entre les formations et les réalités professionnelles, comme le montre une enquête réalisée par Campus et la Fédération des industries mécaniques.

Si la mécanique a eu un problème d'image auprès des étudiants et de l'opinion publique dans un passé récent, elle ne connaît pas de problèmes d'emploi, à en juger par l'enquête réalisée par Campus et la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (FIMTM) auprès des diplômés de 1984 de treize écoles spécialisées. La quasi-totalité des personnes ayant répondu à notre questionnaire occupent un emploi stable et ont trouvé leur premier job en moins de trois mois (entre trois et six mois pour 13 % d'entre elles), généralement grâce à des candidatures spontanées (près de la moitié d'entre eux) ou par les petites annonces (un quart). Près de 70 % d'entre elles occupent toujours leur premier emploi.

La majorité des diplômés de notre enquête sont ingénieurs dans de grandes sociétés, de plus de mille salariés. Toutefois, près d'un tiers sont dans des entreprises de moins de cinq cents personnes (et 8 % dans de petites de moins de cinquante), où ils occupent souvent des fonctions de chef de service.

Les ingénieurs mécaniciens travaillent dans des secteurs industriels très divers : construction automobile et aéronautique (23 %), construction électrique et électronique (20 %), industries mécaniques et transformation des métaux (18 %), énergie (10 %). Mais on les trouve aussi dans les services aux collectivités, la chimie-pharmacie, la sidérurgie et même les banques et les assurances, les transports et le tourisme, la communication ou la distribution. Ceux qui travaillent dans le secteur de la mécanique — et qui proviennent surtout de l'ENSAM — sont en majorité dans les entreprises petites ou moyennes et plus souvent dans la production.

L'éventail des activités où interviennent les ingénieurs mécaniciens est particulièrement

large : on les trouve dans les bureaux d'études et dans la recherche-développement, plus que dans la production et la maintenance. Mais aussi dans le technico-commercial, la gestion ou les services.

Un salaire annuel moyen

de 188 000 F

Le salaire annuel moyen des diplômés ayant répondu à l'enquête est de 188 000 F, avec une faible dispersion, les deux tiers se situant entre 150 000 et 200 000 F. Les moyennes des rémunérations sont sensiblement identiques pour toutes les écoles du panel, les maxima (+ de 200 000 F) étant atteints par l'ENSTA et les mines de Saint-Etienne; les minima (moins de 175 000 F), par HEI et UTC.

D'une façon générale, le diplôme obtenu dans une grande école de mécanique est apprécié sur le marché du travail : plus de 60 % des personnes interrogées estiment qu'il a constitué dans leur curriculum vitae une « référence déterminante ». Cette reconnaissance est cependant inégale selon les écoles. Elle dépasse 75 % des réponses pour l'ENSAM ou les mines de Saint-Etienne. Mais elle est inférieure à 50 % pour les établissements moins cotés. L'appréciation que portent les ingénieurs sur l'utilité de leur formation pour le travail qu'ils effectuent actuellement explique sans doute en partie ces différences. Il apparaît, en effet, que toutes les écoles ne sont pas également en phase avec les réalités du travail en entreprise. L'École centrale de Paris et l'ENSTA sont celles qui recueillent le plus fort taux de satisfaction, sur le double plan de la formation théorique et pratique.

FREDERIC GAUSSEN

(Lire la suite page 32.)

Les technologies nouvelles — notamment l'informatique et la robotique — ont profondément modifié les industries mécaniques. Du coup, les élèves ingénieurs recommencent à s'intéresser à cette discipline.

DANS les années 70, il fallait avoir le feu sacré pour s'inscrire dans le département de mécanique des écoles d'ingénieurs. Alors que l'informatique et l'électronique affirmaient leur suprématie, et créent de nouveaux débouchés, la mécanique est alors repliée sur sa réputation de « vieille » discipline, associée à l'image du travail manuel. Beaucoup d'écoles ne pourront empêcher la désertion des filières spécialisées. Comment rapprocher aux élèves de fuir les options « moteur » à l'heure de l'ordinateur ? La crise des secteurs les plus traditionnels de l'industrie mécanique, comme celui de la machine-outil, et la faiblesse de la recherche appliquée dans de nombreux établissements contribuent également à cette désaffection.

En 1988, selon les observations du Centre d'études supérieures sur l'enseignement de la mécanique (CESMECA), le recrutement reste difficile. Pourtant les écoles soulignent un regain d'intérêt pour cette discipline, qui s'est progressivement adaptée aux mutations technologiques. Baptisée maintenant « génie mécanique », elle intègre dans son enseignement de nouvelles options : « robotique », « automatismes », « productique », « ateliers flexibles », ou « matériaux composites ». Cette évolution a rendu plus difficiles pour les écoles la recherche du juste équilibre entre la formation de base aux disciplines de la mécanique et l'apprentissage des nouvelles technologies utilisées dans l'industrie, qui évoluent très rapidement.

La mécanique est traditionnellement considérée comme la « science des lois du mouvement et de l'équilibre ». Couvrant un champ d'activité particulièrement vaste, elle nourrit un grand nombre de disciplines (telles que la mécanique des fluides, les sciences thermiques, ou la mise en forme des matériaux), qui peuvent intervenir dans d'autres domaines scientifiques, comme la géophysique, l'astronomie ou la chimie. Grâce à l'ordinateur, venaient démultiplier les possibilités de calcul mathématique et de l'analyse numérique, ces disciplines connaissent, depuis plusieurs années, une évolution rapide. De nouveaux champs théoriques ont vu le jour, au premier rang desquels la thermodynamique des milieux continus.

Science de haut niveau, la mécanique inclut dans sa définition la réalisation et l'utilisation des « machines » : outils de production, composants industriels ou appareils.

Elle se prolonge donc par un ensemble de techniques qui sont aujourd'hui en pleine mutation, du fait de leur intégration croissante à l'informatique, l'électronique, ou l'optique. Les nouvelles technologies s'introduisent dans les machines industrielles, apportant commande numérique, automatismes, robots, et laser dans les ateliers. De nouveaux matériaux — polymères ou composites — viennent remplacer le métal.

Adaptation

à la nouvelle donne

L'informatique a par ailleurs enrichi les méthodes de conception des machines. La CAO (conception assistée par ordinateur) est ainsi venue s'ajouter à la table à dessin et à la règle à calcul.

Les écoles d'ingénieurs ont entrepris de s'adapter à cette nouvelle donne. Pour les disciplines mécaniques, l'accent est mis sur l'étude dynamique des machines rapides à mouvement asservi, tels les robots, sur l'analyse vibratoire ou sur la mécanique des matériaux et des structures composites. L'informatique et ses applications directes (CAO, CFAO, banques de données) sont présentes dans tous les cursus. A l'École nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM), elles représentent, avec les mathématiques, 12 % des heures d'enseignement.

La plupart des écoles, qu'elles soient généralistes ou spécialisées, ont également cherché à introduire les nouvelles technologies dérivées de l'informatique et de l'électronique, telles que l'automatique, la robotique, ou la productique. Souvent présentes dès la première année de scolarité, ces formations supportent des investissements importants en matériels. Longtemps négligées, les disciplines non scientifiques ont tendance à prendre une place de plus en plus grande dans l'enseignement, notamment la gestion, le marketing et les sciences humaines, ainsi que les langues vivantes. Les formations complémentaires à la recherche (DEA, doctorat) se sont également diversifiées.

Les écoles bénéficient à l'heure actuelle d'une forte demande de jeunes diplômés. Ainsi, l'École nationale d'ingénieurs (ENI) de Tarbes a reçu, en 1987, près de cinq offres d'emploi pour chaque élève en dernière année d'études, « avec quatre mille six cents offres, ces

deux derniers mois, nous battons notre record! », souligne de son côté Jacques Herbermont, responsable du service emploi-carrière de l'association des anciens élèves de l'ENSAM.

Si les ingénieurs mécaniciens sont recherchés dans tous les secteurs de l'économie, du fait de leur polyvalence et de l'interdépendance croissante des sciences et des techniques, les plus fortes demandes continuent d'émaner des industries à forte composante mécanique : automobile, aéronautique, spatial, fonderie, construction électrique et électronique, et les industries « mécaniques et transformatrices des métaux » (machinisme agricole, mécanique de précision, machine-outil, équipements industriels, de travaux publics et de mines, transformation des métaux).

Traditionnellement considérées comme des secteurs de « main-d'œuvre », ces industries ont modernisé leur appareil de production (automatisation, introduction de robots ou de nouveaux procédés de fabrication) et embauchent des salariés mieux formés et plus qualifiés. Ainsi, dans l'industrie aéronautique et spatiale française, la part des ingénieurs est passée de 13,5 % à 20 % ces dix dernières années. Jusqu'ici un peu à la traîne, le secteur des industries « mécaniques et transformatrices des métaux », constitué à plus de 90 % par des PME-PMI (vingt à deux cents salariés), semble également redémarrer, après avoir « assaini » ses structures. Ainsi, l'APPEC observe une demande de plus en plus forte de jeunes ingénieurs, depuis plus d'une année, de la part des petites entreprises mécaniques. Si les avis restent partagés, de nombreux experts estiment que les quelques deux mille sept cents ingénieurs diplômés en 1987 n'ont probablement pas permis de répondre à la demande de l'industrie.

Formation

et réalités technologiques

Ce constat ne doit pas faire oublier le problème de l'adéquation entre la formation des ingénieurs et les réalités technologiques et industrielles (voir ci-dessus l'enquête formation). Les écoles rencontrent en la matière des difficultés. Certains établissements ont dû rattraper très rapidement un retard important. « Il y a encore cinq ans, avant la mise en place de notre réforme pédagogique, notre école était une vieille institution, totalement fermée aux disciplines nouvelles et vivait au rythme de l'industrie locale », explique M. Yves-Pol Hémonin, coordonnateur des études à l'École nationale d'ingénieurs de Tarbes.

Une autre difficulté tient à l'évolution très rapide des technologies.

« Il nous est impossible d'anticiper ce que sera la demande des entreprises dans dix ans », souligne Raymond Douquet, responsable du département Production à l'ENSAM. L'écho est le même du côté du CESMECA : « Si nous formons des ingénieurs pour répondre aux besoins actuels des entreprises, ils ne seraient plus adaptés au bout de deux ans! », assure son président, M. Jacques de Fouquet.

De leur côté, les entreprises reconnaissent être beaucoup plus exigeantes vis-à-vis des jeunes ingénieurs qu'il y a dix ou vingt ans. Lors du lancement de la campagne de valorisation des métiers de la mécanique, organisée par la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (FIMTM), M. Jacques Calvet, président du directeur de PSA, définissait ainsi les ingénieurs « bien formés » : « Tout en étant des hommes de terrain, ils assurent de plus en plus de tâches transversales de synthèse et de coordination. Leur recrutement et leur formation nécessitent spécialement de favoriser leur adaptabilité et leur polyvalence. Et à un savoir étendu sur le plan technologique doivent s'ajouter des compétences de gestion et d'organisation, ainsi que la connaissance des langues et cultures étrangères. »

Dans les entreprises, les jeunes ingénieurs commencent souvent leur carrière dans les bureaux d'étude, ou aux postes liés à la recherche, aux essais et au développement des produits. Un rapport du Centre d'études sur les formations de l'ingénieur (CEFI) souligne les difficultés que rencontrent les entreprises pour trouver des jeunes diplômés acceptant d'aller dans la fabrication. Cette désaffection tient notamment à l'isolement des unités de production, et au poids des problèmes sociaux dans ce secteur de l'entreprise. Plusieurs études ont également montré qu'il est difficile pour un jeune chercheur mécanicien de se réorienter vers la recherche ou les études lorsqu'il a commencé dans la fabrication. Malgré les progrès de l'automatisation, qui est encore loin d'être généralisée, certaines industries conservent encore des structures très traditionnelles.

Un autre problème réside dans le manque de valorisation des ingénieurs titulaires d'un doctorat. « Un ingénieur qui consacre plusieurs années à la rédaction d'une thèse a le même salaire de départ que s'il était rentré directement dans l'industrie après son diplôme », souligne Jean Fournais, directeur de l'ENSAM. L'ouverture progressive des PME-PMI à la recherche, dont elles ont très longtemps mal perçu l'intérêt, représente à cet égard une évolution favorable aux yeux des directeurs de laboratoires des écoles.

MARIANNE ROUGE.

Machines du futur

De l'automobile à l'espace, en passant par la médecine ou l'agriculture... La mécanique est partout ! Elle est aussi à l'exposition organisée jusqu'au 27 novembre à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

« A JOURD'HUI, la Silicon Valley, c'est terminé ! » Ce cri du cœur de Jean Peres, directeur honoraire du Centre technique des industries mécaniques (CETIM) et commissaire général de l'exposition « C'est beau la mécanique ! », résume, à lui seul, le projet de la communauté des « mécaniciens ». Après plus d'une décennie nourrie des prodiges de l'ordinateur, il est temps de montrer au grand public le rôle fondamental joué par la mécanique dans le monde moderne. 1988 est donc l'année du « grand retour » !

A l'initiative de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (FIMTM), qui réunit soixante-

deux professions, une vaste campagne a été organisée afin de mettre en valeur les sciences, les techniques et les industries mécaniques. Un des temps forts est l'exposition : « C'est beau la mécanique ! Machines et techniques du futur », à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, du 6 octobre au 27 novembre.

« La mécanique est mal connue », explique Alain Banzet, président de la FIMTM, alors qu'elle met en œuvre toutes les technologies de pointe et des matériaux très sophistiqués, le grand public la réduit encore au cambouis ! »

(Lire la suite page 32.)

2 GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

FORMATION INITIALE
FORMATION CONTINUE
ÉTUDES - RECHERCHE

ECAM
Lyon

Centre Catholique d'Études et de Recherches
40, avenue Saint-Barthélemy
69321 Lyon cedex 05
☎ 78.37.81.81

ICAM
Lille

Centre Catholique d'Études et de Recherches
6, rue Adolphe
59048 Lille cedex
☎ 20.92.58.55

LE RETOUR DES MÉCANICIENS

Des formations diversifiées

LES études de mécanique peuvent être suivies à différents niveaux de scolarité, pour devenir technicien, technicien supérieur, ou ingénieur. Certains diplômés, tels que le baccalauréat professionnel ou le BTS, peuvent être préparés par apprentissage.

TECHNICIENS

— **Baccalauréat technologique** : Quatre options : F1 (construction mécanique), F2 (électronique, ouvert sur la mécanique), F3 (électrotechnique), F10 (microtechniques).

— **Baccalauréat professionnel** : maintenance des systèmes mécaniques automatisés ; production ; section mécanique ; outillage.

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

— **BTS (1)** : Plus de quinze spécialités.

— **DUT (2)** : Deux départements : génie mécanique et production ; maintenance industrielle.

— **MST (3)** : Six spécialités : automatique et commande numérique des machines-outils ; conception et fabrication mécanique assistée par ordinateur ; génie mécanique ; production, option conception mécanique ; production appliquée aux industries mécaniques ; techniques avancées de la maintenance (option génie mécanique).

INGÉNIEURS

— Une quarantaine d'écoles, en majorité publiques, offrent la mécanique comme orientation principale d'un enseignement diversifié ou disposent d'options structurées autour de ses différentes disciplines. Certains recrutent au niveau baccalauréat, par concours ou sur dossier, et assurent une formation de quatre ou cinq ans, qui inclut souvent des classes préparatoires (INSA, ECAM, ICAM, HEI, ENI, UTC). D'autres recrutent par concours au niveau BAC + 2 (classes préparatoires de lycée M, P, C, T et T') et dispensent leur formation, plus ou moins spécialisée, en trois ans (Ecole polytechnique, Ecoles des mines de Paris, Nancy et Saint-Etienne, Ecole centrale de Paris et de Lyon, ENSAM, ENSAIS, ENSEHET, ENSICA...).

— A ces deux modes d'admission s'ajoutent des voies parallèles de recrutement, dans 80 % des écoles, pour les titulaires de DEUG, DUT,

BTS, maîtrises scientifiques, et MST. Le diplôme d'ingénieur est également délivré par plusieurs écoles ou instituts « internes » aux universités. Assurant une formation en trois ans dans le domaine de la mécanique, ou des sciences connexes (géothermique, énergétique...), ces établissements recrutent sur dossier à au moins BAC + 2. Il ne représente à l'heure actuelle qu'une faible part des diplômés.

FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

— Dix-sept écoles d'ingénieurs ont été habilitées par la Conférence des grandes écoles à dispenser une formation en douze mois sous le label de Mastère. On compte environ vingt-quatre spécialités.

Cinq écoles délivrent également un diplôme de spécialisation en mécanique et sciences connexes à des candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, ou d'une maîtrise en sciences de préférence assortie d'un DEA : Ecole supérieure de fonderie, Ecole supérieure du soudage et de ses applications, Institut supérieur des matériaux et de la construction mécanique, Ecole nationale supérieure des pétroles et moteurs, Institut national des sciences et techniques nucléaires.

Les écoles et les universités préparent au DEA (diplôme d'études approfondies), au DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées), et au doctorat. Il existe des DEA dans quarante-quatre spécialités.

- (1) Brevet de technicien supérieur.
- (2) Diplôme universitaire de technologie.
- (3) Maîtrise de sciences et techniques.

— Un guide des formations d'ingénieurs. — Le Centre d'études supérieures sur l'enseignement de la mécanique (CESMECA) a édité un guide intitulé *Formations d'ingénieurs en mécanique*. Après une introduction générale, où les principales informations sont traduites en anglais, allemand, espagnol, et portugais, on y trouve les fiches d'identité de la plupart des écoles (modalités, de recrutement, programmes des études, formations de spécialisation, formations par la recherche, sections de formation continue).

— S'adresser au CESMECA, 58, rue de Litouze, 75008 Paris, 40 F (plus frais d'envoi).



CARTIER-BRESSON/MAGNUM

Vingt-sept ans, ingénieur PDG

ERIC Aubry, vingt-sept ans, a inscrit sur sa carte de visite : ingénieur, président-directeur général. En octobre 1984, après une année de service militaire, ce jeune diplômé de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Metz a créé Equitech, une PME de pointe, spécialisée dans la réalisation d'équipements industriels automatisés. Installée dans un petit village près de Metz, elle ne comptait au départ que deux personnes (dont le PDG). Ils sont aujourd'hui vingt-sept, dont six ingénieurs.

« A la sortie d'une école de mécanique, on n'est pas un chef d'entreprise, explique Eric Aubry. Lorsque j'ai créé Equitech, je n'avais pas les règles du jeu. Depuis, j'ai beaucoup appris, et je continue d'apprendre, sur la technique, la gestion, le commerce, l'art de négocier. En 1987, j'ai pu structurer l'entreprise, mettre

en place une organisation, et un véritable contrôle de gestion. »

Francis Di Vitarantonio, vingt-sept ans, également diplômé de l'ENI de Metz, a rejoint Equitech au début de l'année, après une formation complémentaire dans un Institut d'administration des entreprises (IAE). Il est responsable du bureau d'études. « Ce qui m'intéresse ici, c'est qu'on travaille sur des techniques de pointe (robots, automatismes), souligne-t-il. En outre, dans une PME, on mûrit plus vite. On voit tous les problèmes à la loupe, on apprend à être autonome, et polyvalent. C'est un bon tremplin pour se vendre sur le marché, ou créer sa propre société. A force de prendre les problèmes à bras le corps, on se dit qu'on peut faire la même chose pour soi. »

M. R.

Le moteur de l'atelier

L'USINE de Laon du groupe Carman, au cinquième rang des industries d'acier « mécaniques » par son chiffre d'affaires, est spécialisée dans la fabrication d'emballages métalliques alimentaires et d'aéroscs. Située à une quarantaine de kilomètres de Soissons, elle emploie 830 personnes, dont 404 O.S. et O.P., contre seulement dix cadres. Afin d'apporter du sang neuf à l'entreprise, deux jeunes ingénieurs mécaniciens ont été récemment embauchés.

Pierre Fabre, vingt-sept ans, diplômé de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM), est responsable de la production du département aérosols (120 employés) depuis six mois. Auparavant, il a passé un an et demi dans le service technique de l'entreprise, où il a « appris le métier » de l'emballage.

« Ce qui est passionnant dans la production, même si l'on rencontre chaque jour des problèmes, c'est que l'on apporte des choses nouvelles. On est souvent là pour mettre la fin aux poudres ! explique Pierre Fabre. Quand j'ai été embauché, ce qui m'a marqué, c'est la passivité. Il n'y avait aucune initiative dans l'atelier. J'ai introduit un micro-ordinateur, et je vais bientôt installer des terminaux qui permettront de mieux gérer la production. Mon rôle consiste surtout à organiser, à simplifier les tâches des opérateurs. Pour cela, la première qualité, c'est de savoir analyser les situations. »

Pierre Fabre considère que sa formation à l'ENSAM lui a donné la tournure d'esprit appropriée, et de la rigueur. Il regrette toutefois le manque de contacts avec l'industrie pendant sa formation. A l'avenir, il souhaite rester dans la production, où l'on travaille à « échelle humaine ».

Philippe Cagnieux, trente ans, diplômé de l'Institut catholique des arts et métiers (ICAM), est responsable de l'atelier de fabrication des fonds de conserves et d'aéroscs (125 personnes). A vingt-sept ans, il était déjà à la tête d'une unité de production de 520 personnes, dans une entreprise marquée par de graves conflits sociaux. « Les écoles d'ingénieurs ne préparent pas suffisamment à ces problèmes », souligne-t-il.

Il définit sa fonction actuelle comme celle d'un « manager », d'un animateur, beaucoup plus cadre que technicien. « Il faut être moteur, alerter les gens qui travaillent dans les ateliers, et qui n'ont souvent connu que cette entreprise, à évoluer, explique Philippe Cagnieux. Pour cela, je passe beaucoup de temps à faire des relations humaines, à discuter. » Son inquiétude : que l'entreprise n'aille pas assez vite à l'avenir dans son évolution technique, dans son souci de la qualité. Qu'elle se repose sur elle-même, et se contente de gérer le quotidien.

M. R.

Moins d'abstraction

DANS un rapport de l'Académie des sciences remis au président de la République en 1980, intitulé « Les sciences mécaniques et l'avenir industriel de la France », M. Paul Germain, faisait des propositions pour adapter l'enseignement des grandes écoles aux évolutions technologiques. Tout en reconnaissant le haut niveau théorique de cette formation, il regrette qu'elle soit insuffisamment liée à la formation appliquée et à la recherche. M. Germain souhaitait qu'un effort soit fait pour rendre moins abstrait l'enseignement des classes préparatoires, notamment en confiant les cours de mécanique à

des professeurs agrégés de mécanique — et non de physique — et en y développant le dessin technique. D'une façon générale, il suggère de renforcer les liens entre les prépas et les grandes écoles, entre l'enseignement secondaire technique et l'ENSAM et entre les enseignants de l'ENSAM et ceux des autres grandes écoles.

Il plaide également pour un développement important de la recherche à caractère industriel dans les grandes écoles et pour une plus grande valorisation de la recherche dans la carrière des ingénieurs.

Machines du futur

(Suite de la page 31.)

Une des conséquences les plus graves de cette mauvaise réputation est le désintérêt des jeunes pour les métiers de la mécanique et le risque que court l'industrie de ne plus trouver les compétences nécessaires sur le marché de l'emploi.

C'est donc aux jeunes que s'adresse en priorité l'exposition « C'est beau la mécanique ! » produite par la Cité des sciences et de l'industrie, avec l'aide de plusieurs ministères (éducation nationale, industrie, défense) et du CETIM.

Diversité

des réalisations

Un premier espace de 600 mètres carrés, aménagé dans la Maison de l'industrie, regroupe toutes les formations aux métiers de la mécanique, depuis l'enseignement secondaire jusqu'aux écoles d'ingénieurs. La formation initiale y est mise en scène dans le cadre de cours de technologie des systèmes automatisés (TSA), auxquels vont venir participer vingt-six classes de seconde. Les visiteurs peuvent découvrir les technologies du futur avec deux ateliers équipés de robots et d'ordinateurs, où des élèves de BTS et d'IUT réalisent des démonstrations.

Pour la formation supérieure « longue », les écoles d'ingénieurs et les universités viennent présenter, pendant toute la durée de l'exposition, les projets de fin d'étude de leurs élèves, ou des recherches menées en collaboration avec le milieu industriel.

Des services télématiques offrent des informations détaillées sur les formations et les métiers.

M. R.

Des réalisations

Pour convaincre les jeunes de se réconcilier avec la mécanique, on leur montre l'extraordinaire diversité de ses réalisations et la nouveauté des techniques mises en œuvre par les entreprises. Deux grands espaces, sur deux niveaux, présentent une multitude de machines en fonctionnement, minuscules ou gigantesques, intégrant les technologies de l'optique, de l'automatique ou de la robotique.

Le premier espace est consacré aux grandes firmes de l'automobile, de l'aéronautique et de l'armement. Recherchant les procédés de fabrication et les produits les plus performants, elles jouent un rôle moteur pour les industries de la construction mécanique, qui consacrent 19 % environ de leur activité à la sous-traitance (réalisation d'outils de production ou de composants industriels).

Le second niveau rassemble plus d'une quarantaine de PME-PMI « mécaniques ». Les machines et les produits présentés témoignent de leur dynamisme et de leur diversité. Un roulement à billes de 3,75 m de diamètre, et pesant plus de 2 tonnes, étoile un poumon artificiel, un centre d'usinage de couronnes dentaires, ou une petite pelleuse destinée aux entreprises de travaux publics. La mécanique est partout !

Une enquête réalisée par le Bureau d'information et de prévision économiques (BIPE), et présentée sous forme de panneaux, montre le poids économique des industries de la mécanique. Passage obligé pour moderniser l'appareil de production national, elles sont un véritable enjeu pour l'avenir.

M. R.

De bons diplômes

(Suite de la page 31.)

Les ingénieurs considèrent qu'ils utilisent davantage, dans leur activité présente, leur formation pratique que leur formation théorique. Les écoles qui recueillent les plus forts taux de satisfaction pour la formation pratique sont l'ICAM, l'ENSAM, l'ENSTIMD et l'IDN.

Signalons le cas particulier de l'UTC, dont le diplômé, à en croire ses anciens, n'a pas encore une valeur déterminante dans un CV, mais qui obtient le plus fort taux de satisfaction (avant l'ENSAM et l'Ecole centrale) pour la formation théorique, et l'un des plus forts pour la formation pratique. Ces réponses montrent que la réussite de cette formation originale, à mi-chemin entre la grande école et l'université, n'a pas encore la reconnaissance qu'elle mérite sur le marché, comme le montre d'ailleurs la moyenne relativement faible des salaires de ses diplômés (171 000 F).

« A l'heure

des la productique »

Les remarques spontanées accompagnant les réponses au questionnaire permettent d'apprécier les principales lacunes relevées par les jeunes ingénieurs dans leur formation. La plus souvent citée est une connaissance insuffisante des entreprises sur le plan professionnel, économique et humain.

Beaucoup de diplômés auraient souhaité avoir davantage de contacts avec les milieux professionnels et être mieux informés sur le marché de l'emploi et l'évolution des métiers. Ils demandent aussi une meilleure préparation aux problèmes psychologiques et relationnels (négociations, travail en équipe, gestion du temps), ainsi qu'aux aspects économiques (rentabilité, calcul des coûts, productivité). L'insuffisance de l'ouverture internationale et de l'apprentissage des langues est également soulignée. Un diplômé de l'ICAM met l'accent sur la culture générale. « Il ne faut pas que les ingénieurs deviennent trop techniciens, écrit-il. Un fond culturel (histoire-littérature) est garanti de l'ouverture d'esprit nécessaire à un dirigeant. »

Pour la formation proprement scientifique, la demande porte surtout sur l'informatique, l'électronique, l'automatisme. « J'ai eu une très bonne formation mécanique, écrit un diplômé de l'ENSAM. Celle-ci aurait été encore meilleure si j'avais eu plus des connaissances en électrotechnique, électronique et automatisme. La mécanique est maintenant à l'heure de la productique. » Même son de cloche chez des anciens de l'ENSTA ou de l'Ecole centrale.

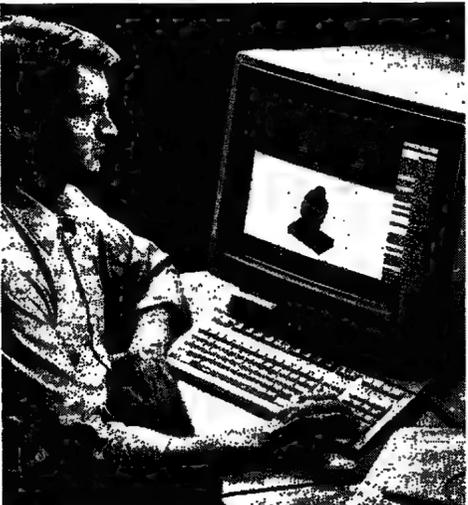
30 % des ingénieurs ont fait d'autres études et, pour la moitié d'entre eux, dans la recherche. Les autres formations complémentaires portent sur la gestion ou une spécialisation technique. Un petit nombre ont acquis une formation à l'étranger.

La proportion d'ingénieurs mécaniciens ayant eu une formation par la recherche, en préparant une thèse ou un DEA — 13 % de notre échantillon — est relativement faible, comparée à l'ensemble des grandes écoles (20 % selon la conférence des grandes écoles). Il est vrai que l'attitude encore réservée de beaucoup d'entreprises à l'égard des ingénieurs formés par la recherche ne contribue pas à valoriser cette activité.

F. G.

— L'enquête réalisée par Campus et le FIMTM (Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux) a porté sur les ingénieurs diplômés de 1984. Deux mille sept d'entre eux ont reçu un questionnaire. Trois cent cinquante-sept ont répondu. Treize écoles sont représentées : ECAM (Ecole catholique des arts et métiers Lyon), Centrale Lyon, Centrale Paris, ENSAM (Ecole nationale supérieure d'arts et métiers), ENSM (Ecole nationale supérieure de mécanique), ENSMM (Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques), ENSTA (Ecole nationale supérieure de techniques avancées), ENSTIMD (Ecole nationale supérieure des techniques industrielles et des mines de Douai), HEI (Hautes études industrielles), ICAM (Institut catholique des arts et métiers), IDN (Institut industriel du Nord), Mines Saint-Etienne, UTC (Université technologique de Compiègne). Les résultats ont été dépeulés par François Cavaud.

* FIMTM, 11, avenue Hoche, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : 45-63-02-00.



Plus de 500 000 salariés

SI l'on adopte la définition de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (FIMTM), les industries mécaniques proprement dites regroupent quatre domaines d'activité : la transformation des métaux, la mécanique de précision, le mécanisme agricole, et la fabrication d'équipements (machine-outil, équipements industriels, de maintenance, de travaux publics et des mines). Elles représentent 6 500 entreprises, pour un effectif global de 514 200 salariés, 92,7 % des entreprises sont des PME-PMI, avec moins de deux cents employés.

En 1987, les industries mécaniques ont réalisé un chiffre d'affaires de 245,7 milliards de francs, soit 12 % de l'ensemble des industries françaises. Passées, en 1984 du quatrième au sixième rang des exportateurs mondiaux, elles ont accusé, pour la première fois l'an dernier, un déficit commercial de 7 milliards de francs, dû en grande partie à la chute du volume des ventes aux pays en voie de développement et à ceux de l'OPEP. La part de plus en plus importante prise par les pays de l'OCDE dans l'export amène les entreprises à opérer une mutation profonde, reposant sur la recherche d'une plus grande compétitivité, et sur le développement de produits innovants. Cela explique en partie pourquoi, après plusieurs années fructueuses marquées par la récession économique, le secteur retrouve peu à peu la voie de l'investissement (10,8 milliards en 1987, soit 5,6 % de plus que l'année précédente).

FORME

en en premier

50 من الأصل

سكزا من الأصل

LA RÉFORME DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

En demandant à l'inspection générale de l'éducation nationale de se moderniser elle-même, M. Lionel Jospin a provoqué un certain émoi dans un corps peu porté au changement... Le doyen Martin, chargé de piloter l'opération, ne cache pas sa satisfaction et un membre du comité de réflexion mis en place par le ministre explique les objectifs de cette restructuration...

Le doyen en première ligne

Le doyen de l'inspection générale ! On guette la statue du commandeur, et un gentleman affable vous ouvre les portes du temple. La coupe impeccable du costume gris, la rigueur de l'expression, une austérité de bon aloi trahissent le grand serviteur de l'Etat, à la carrière brillante, presque fulgurante.

Celle qui, en trente ans, a hissé l'obscur maître auxiliaire d'anglais d'un cours complémentaire parisien au pinnacle de l'édifice scolaire, à la tête du corps des cent quarante-deux maréchaux de l'éducation nationale, dotés du pouvoir de rédiger les programmes, de gérer la carrière des professeurs et d'encourager ou — le plus souvent de stopper... — tous les grands projets qui germent dans l'empire éducatif.

De la poésie anglaise avant de s'endormir

M. le doyen, s'il n'a pas l'âme d'un rebelle, n'a pas non plus le profil d'un sénateur. Désigné en décembre 1981 par le ministre Alain Savary sur proposition de ses pairs, et renouvelé en 1986 par M. Monory, il a encaissé quelques coups, en a paré d'autres, mais il a surtout tenté de réveiller un royaume miné par des querelles intestines — les disciplines scolaires forment autant de chapelles — et menacé par l'obsolescence. Au risque, pour ce sportif, de courir en première ligne, à quelques lieues devant la majorité de ses collègues. Aujourd'hui, à l'approche de la soixantaine, qui va sonner pour lui l'heure de la retraite, fixée au 1^{er} avril prochain, ce marathonien aborde une dernière ligne droite : il préside la commission de réflexion constituée par M. Jospin pour préparer la grande réforme de l'inspection générale, sur laquelle cinq ministres se sont déjà cassés les dents (le Monde du 23 septembre).

« J'ai passé sept ans à faire bouger les gens, à tirer une voiture aux roues carrées. Cette fois, suffisamment d'esprits sont mûrs, au sein du corps, pour entraîner l'ensemble. Et ma succession aura un effet tonique pour tous. » Un doyen qui affirme s'être « toujours défoncé partout » ne pouvait pas refuser un tel défi.

La « défonce » professionnelle de M. Martin a sans doute commencé le jour où, âgé d'à peine vingt-trois ans, il est reçu huitième à l'agrégation d'anglais. Une consécration pour cet amoureux de l'Angleterre et de la langue anglaise, qui « fond » devant certains villages du Dorset, adores passer pour un vrai British et avoue qu'il n'a jamais pu s'endormir sans avoir lu quelques vers de poésie anglaise. Brusquement, le maître auxiliaire est promu au lycée d'Anch. Là-bas, ce sera anglais et tennis, son autre passion.

Mais après sept ans passés devant les élèves, son horizon de professeur d'anglais lui paraît « très limité ». Il étouffe dans le carcan imposé par la très rigide inspection générale : le cours doit comprendre dix minutes pour l'interrogation, dix minutes pour

l'apprentissage du vocabulaire nouveau... A vingt-huit ans, sacré plus jeune censeur de France, il s'installe au lycée Anatole-Le-Braz de Saint-Brieuc.

Il a passé dix jours et dix nuits pour établir sans aucune faute un emploi du temps des professeurs dont il fait ainsi la conquête. Il observe que dans un lycée le concierge est aussi important que les professeurs et découvre le plaisir d'organiser l'activité des

« J'ai été gêné par la crainte révérencielle que ma venue suscitait. J'ai considéré que la relation était faussée si aucun contact humain n'avait été pris avant l'inspection. » Il prend donc l'habitude de s'annoncer et de réunir les professeurs de sa discipline avant la plongée dans leur classe.

Ce n'était là que le début d'une réflexion qui devait mener l'inspecteur, promu inspecteur général, puis doyen de sa discipline,



autres dans le respect de leur personnalité ». L'inspecteur sommeille derrière le censeur. Mais M. Martin veut encore voir du pays.

A Fontainebleau il dirige le lycée international ouvert pour les enfants de l'état-major de l'OTAN. Lorsque les Américains font leurs malles pour la Belgique, il boucle les siennes pour Font-Romeu et son lycée climatique flambant neuf, construit pour préparer les athlètes aux Jeux olympiques de Mexico. A 1 850 mètres d'altitude, il rêve d'un internat à l'anglaise avec ses professeurs-tuteurs. Il prend en main l'établissement scolaire, mais aussi sa patinoire et sa piscine, organise des courses de crocs auxquelles participent toutes les populations de son lycée — des jeunes du cru, des espoirs sportifs, des asthmatiques. Il accueille Kiki Caron, Colette Besson... Roger Bambuck.

Remise en cause de la notation individuelle

Mais l'administration a son tour le lasse. Il revient à ses premières amours, se retrouvant, comme professeur d'hypokhâgne le lycée de Saint-Brieuc où il avait été censeur. Il faudra moins de deux ans pour que, remarqué par le doyen de l'inspection générale de langues vivantes, il soit promu inspecteur pédagogique régional à Poitiers.

Aujourd'hui, il sourit encore de plaisir en évoquant ces « grands sujets » qui, de la Rochelle à Egleton, l'ont conduit dans des centaines de classes d'anglais et ont modelé sa conception de l'inspection. Au début, il « tombe sur les profs sans crier gare ». La descente d'un inspecteur terrorise un établissement. Mais il ne prend pas plaisir à ce petit jeu. « Très

puis doyen de l'ensemble du corps, à remettre en cause, après un millier d'inspections, l'une des clés de voûte du système actuel : la notation individuelle des enseignants.

« Aucun lien de causalité n'a jamais été prouvé entre l'attribution d'une note et l'amélioration de l'activité pédagogique estimée. Nous pourrions nous passer de la notation pédagogique sauf pour deux catégories très minoritaires de professeurs : ceux qui ne font pas leur devoir et doivent être véritablement sanctionnés (ce qui ne se fait pas aujourd'hui) et, à l'opposé, ceux qui méritent d'être distingués et promus rapidement. Les autres pourraient avancer à un rythme uniforme et bénéficier de notre part de véritables conseils pédagogiques. »

C'est ainsi que M. Martin conçoit l'inspection de l'avenir, qui serait confiée en priorité aux six cents inspecteurs pédagogiques régionaux. Quant à l'inspection générale, libérée des tâches de notation, elle continuerait à visiter les classes pour analyser les dysfonctionnements du système, évaluer son efficacité, proposer des remèdes techniquement supportables. « Le pouvoir politique a besoin d'être stimulé par une haute autorité indépendante fondée sur la compétence et le sens de l'Etat d'enseignants qui ne craindraient pas d'aller voir ailleurs que dans l'éducation nationale, et d'associer des experts étrangers. »

Les « inspecteurs généraux de Sa Majesté » qui, en Grande-Bretagne, n'ont aucune charge d'inspection individuelle mais procèdent à des audits thématiques commandés par les autorités éducatives, pourraient être une source d'inspiration. Toujours le charme des îles Britanniques !

PHILIPPE BERNARD.



par GEORGES LAFOREST (*)

LES débats sur l'inspection générale de l'éducation nationale, périodiquement repris, invitent à nouveau à réfléchir sur son rôle et ses missions. Ce qui doit demeurer, c'est l'autorité et l'indépendance des inspecteurs ainsi que leur contact direct avec les professeurs et les élèves dans les classes. Ce qui doit changer, ce sont les méthodes de travail et les missions, plus axées désormais sur des travaux synthétiques au double niveau national et régional.

L'inspection n'a pas tous les pouvoirs qu'on lui attribue. Ses propositions résultent presque toujours d'une concertation. Elle n'est pas en mesure d'imposer ses conceptions aux pouvoirs politiques et administratifs. Elle a, ce qui est normal, la loyauté d'expliquer et d'appliquer des textes qu'elle n'a pas voulu. Mais surtout elle n'a pas à revendiquer un quelconque pouvoir, car l'essentiel est ailleurs : son autorité et son indépendance.

Surmonter l'égoïsme des disciplines

Son autorité est intellectuelle, fondée sur des compétences scientifiques et professionnelles. Contrairement à une idée répandue, l'inspecteur en tant que tel n'exerce nul pouvoir sur le recrutement. Qu'il procède à son recrutement par les concours et à sa formation, qu'il inspecte et dialogue avec lui, il s'agit toujours d'une relation intellectuelle et d'égal à égal. On prie à Georges Canguilhem la juste formule : « L'inspecteur général est un professeur itinérant. » Ce n'est que de manière dérivée que cette relation intellectuelle peut avoir des conséquences sur la carrière des professeurs : il y a là, non un pouvoir, mais des effets de pouvoir.

Par rapport à l'administration aussi, l'inspection ne représente pas un pouvoir parmi d'autres. Hors hiérarchie, elle effectue un travail d'expertise : observations, rapports, propositions. Le pouvoir politique et l'administration ont, seuls, compétence pour décider ; ils sont tenus de prendre en considération les avis de l'inspection, non de les suivre.

L'indépendance de l'inspection à l'égard des pouvoirs lui permet de son tour de garantir l'indépendance des professeurs face aux pressions qu'ils pourraient subir et de les défendre dès lors qu'ils exercent leur métier avec la compétence et la conscience professionnelle requises.

Cela suppose que les inspecteurs ne se occupent pas des classes, c'est-à-dire des réalités. Ils doivent être au cœur de l'enseignement pour le juger tel qu'il se donne effectivement. Il faut aller à la source, c'est-à-dire avoir une relation directe avec le professeur dans sa classe pour pouvoir apprécier sa compétence scientifique et sa pratique pédagogique. Pas plus qu'enseigner n'est enseigner des résultats — « le résultat n'est pas le cadavre », dit un texte célèbre, — l'inspecteur n'est en aucune manière observateur de résultats. Il est requis de l'inspecteur comme du professeur qu'il se place à l'égard du savoir comme celui qui apprend ; à cette seule condition, il peut évaluer de l'intérieur la qualité d'un acte singulier d'enseignement.

L'indépendance de l'inspection générale lui donne comme devoir celui de mieux répondre à ce qu'attendent d'elle le ministre et les citoyens de ce pays. La réforme qui s'esquisse devrait lui apporter, à côté de celles qui doivent être conservées et renouvelées, des tâches étendues.

Il y a d'abord une tâche de réflexion sur les objectifs et les modalités de l'inspection. Les modalités sont toujours révisables ; la présence dans la classe n'est pas nécessairement liée à l'établissement d'un rapport et à l'attribution

De nouvelles tâches

d'une note chiffrée. En premier lieu, les objectifs doivent être désormais davantage de conseiller le professeur souvent isolé et de l'aider à analyser sa situation et à résoudre ses problèmes ; en second lieu, d'alimenter d'une substance concrète les rapports de synthèse dont on a besoin à la présence dans la classe permet de recueillir la matière première de toute étude vaste portant sur la qualité des enseignements et des formations, sur le bénéfice que les élèves en retirent et sur les résultats auxquels ils parviennent. C'est dans la classe et au sein des disciplines enseignées que naissent les observations d'ensemble et que sont posés les problèmes généraux.

D'autre part, il est essentiel de surmonter l'égoïsme des disciplines, qui engendre les oppositions les plus néfastes. Chaque groupe de spécialistes doit parvenir à une vision d'ensemble permettant d'aboutir à un accord sur des horaires raisonnables et des enseignements cohérents. Le passé récent atteste qu'un tel effort est possible. Car l'addition indéfinie d'heures et de contenus supplémentaires ne peut être le principe de toute réforme.

Ensuite, une réflexion se révèle nécessaire sur les programmes. Les énoncés qui les composent doivent être interprétés. Un choix s'impose parmi tout ce qui peut être dit sur le sujet : on ne traite pas de la France révolutionnaire de la même manière au cours moyen, au quatorzième et au dix-huitième siècle, et en spirale », et il faut, à chaque niveau, aller à l'essentiel par un effort particulier de synthèse. Le débat des inspecteurs et des professeurs doit être développé dans cette direction : il n'y a pas de réponse dogmatique, mais des choix à justifier par des raisons qui ne sont pas extrinsèques aux contenus enseignés. On pourrait ainsi mieux fixer les niveaux d'exigence, avoir une préparation plus homogène des élèves, parvenir à des résultats plus équitables aux examens.

Enfin, l'inspection générale est appelée à travailler à des synthèses régionales (étudier par exemple tel lycée de grande ville, tel collège rural, tel district, tel département, telle académie) et sur de grands dossiers. On peut énoncer sans ordre de priorité : l'état des enseignements disciplinaires ; les acquisitions des élèves aux différents niveaux d'enseignement ; les formations en alternance ; le recrutement et la formation des maîtres ; le développement des classes préparatoires ; les questions internationales... L'inspection générale doit pouvoir établir une méthodologie, faire des études, des bilans, des propositions à l'Etat et à ses représentants, aux collectivités locales et à leurs élus.

Ces tâches impliquent des modes nouveaux d'organisation et de fonctionnement, une transformation des méthodes, un travail effectué avant dans les régions qu'à Paris, davantage en commun les uns avec les autres, et aussi avec les différents partenaires.

L'efficacité de l'inspection générale sera accrue si le résultat de ses travaux (monographies ou rapport général annuel) est rendu public. En contrepartie, elle doit accepter que ses travaux fassent l'objet d'un large débat, ses analyses et ses jugements étant soumis à l'examen de tous.

Pourquoi une réforme de l'inspection ? Par souci, d'abord, du progrès de l'élève, de sa culture, de son avenir d'adulte ; pour assurer, certes, un meilleur fonctionnement du « système », mais, et c'est pour cela que l'intérêt de tous les Français, pour éviter que ne pèsent sur l'école des contraintes extérieures à l'école. L'inspection est là, avec d'autres, pour qu'on évite de couler l'élève dans un moule et de lui imposer un modèle de société, pour rappeler ce qu'est une éducation « libérale », au meilleur sens de ce terme, c'est-à-dire une éducation pour la liberté.

G. L.

(*) Inspecteur général de l'éducation nationale.

POUR MOI L'ESSENTIEL C'EST CURSUS

Curse, c'est une nouvelle collection d'ouvrages qui répondent aux attentes des étudiants de 1^{er} cycle et des classes préparatoires : des ouvrages courts et concis, qui font l'essentiel de ce qu'il faut savoir pour réussir. Des auteurs reconnus ont préparé pour vous ces synthèses très claires, avec tous les éléments de référence dont vous avez besoin pour apprendre, comprendre et réviser. Avec CURSUS, prenez un bon départ dans vos études. 12 titres parus en 88 en chimie, biologie et sciences physiques.

ARMAND COLIN

S'il s'étudie en quelques secondes, il permet d'étudier ensuite quelques années...

(Publicité)
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

PRÉPARATION AUX DIPLOMES DES CHAMBRES DE COMMERCE

ANGLAISE
AMÉRICAINE
ALLEMANDE
ESPAGNOLE
ITALIENNE
RUSSE

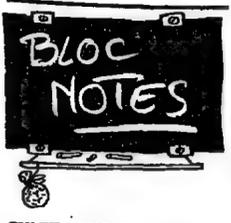
Renseignements
EAP Centre Malesherbes
PARIS-17^e
47-54-65-48

...Crédit Études BNP

BNP

C'est gagner.

rentrée choc



BLOC NOTES

SKI ET LANGUE

Le Bureau International de liaison et de documentation organise des séjours franco-allemands à ski et langues à en Bavère, du 22 décembre au 3 janvier. Prix : 4.100 F.
* BILD, Service des centres de jeunes, 50, rue Labadie, 75008 Paris. Tél. : 43-87-25-50.

PARLEMENT DES JEUNES

Le Parlement européen des jeunes tiendra sa deuxième session à Fontainebleau du 11 au 18 mars 1989. 188 lycéens y participeront.
* PEL, 12, rue Royale, 77300 Fontainebleau. Tél. : 60-72-36-70

ALPHABET ARABE

Le plus décourageant pour les adultes apprenant l'arabe est l'alphabet, qui, de *alif* (A) à *ya* (Y), a autant de caractères que le nôtre, à la différence qu'ils peuvent changer complètement de forme quatre fois, selon l'endroit où ils sont placés... Un jeune universitaire marocain, Ahmed Agbani, a inventé une méthode simple pour « faire entrer les lettres-vochales arabes dans la tête des francophones ».
* A. Agbani, *La Lettre et le Mot arabe*, éd. Plon, 1987, 128 pages, 22 F.

ÉCHEC SCOLAIRE

Et si l'école était faite pour tous les enfants ? Questions provocantes qui reçoivent des réponses détaillées dans un numéro hors série de *Science et Vie* intitulé « L'enfant et l'échec scolaire », qui aborde les questions-clés de l'enseignement élémentaire : la lecture, les méthodes d'apprentissage, les rythmes de vie, la fatigue, la formation des enseignants, l'informatique...
* « L'enfant et l'échec scolaire », numéro hors série de *Science et Vie*, 5, rue de la Baume, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 40-74-48-48. Prix : 22 F.

Du mieux pour les langues

La place des langues vivantes dans l'enseignement est insuffisante, mais le niveau s'améliore. Telle est la conclusion d'une enquête auprès des anciens Polytechniciens.

La place des langues vivantes dans la formation des ingénieurs est très insuffisante, mais l'enseignement de l'anglais s'est sensiblement amélioré depuis une quinzaine d'années. Tel est la principale conclusion d'une enquête réalisée pour l'Association des professeurs de langues vivantes auprès de 159 anciens polytechniciens, appartenant aux promotions 1950, 1962, 1974 (1). Les trois quarts des personnes ayant répondu jugent que l'apprentissage d'autres langues que l'anglais devrait être encouragé. Celles qui sont considérées comme les plus utiles dans la vie professionnelle sont l'allemand (cité 70 fois) et l'espagnol (55 fois) ; suivies du japonais (15), de l'arabe (12), de l'italien (11), du russe (8), du portugais (7). Sont également citées : l'indonésien, le coréen, le hollandais, le grec, le norvégien, le suédois et l'hébreu. Si la majorité des anciens de l'X estime que leur niveau en « première langue » (généralement l'anglais) n'était pas suffisant, à la fin de leurs études, par rapport à leurs besoins professionnels, on assiste à un spectaculaire renversement de tendance entre les deux promotions les plus anciennes et la plus récente : alors que 30 % seulement, dans les deux premières, trouvaient leur niveau suffisant, la proportion passe à 70 % pour la promotion 1974. Les anciens de la promotion 1974 estiment qu'à la fin de leurs études, ils n'avaient pas de difficulté pour la lecture de la presse ou pour le vocabulaire technique. 20 % seulement éprouvaient encore des difficultés à faire un discours en public (contre 69 % dans la promo 1950) et 30 % à

secrétariat devra, de plus en plus, être trilingue (anglais-espagnol).

La pédagogie et la qualité des professeurs sont souvent critiquées. L'enseignement donné en classes est considéré par beaucoup comme trop littéraire et insuffisamment stimulant.

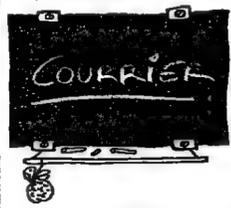
La majorité des répondants souhaiterait que l'accent soit mis davantage sur la pratique de l'oral, notamment en développant les techniques audiovisuelles. Beaucoup recommandent d'avancer le début de l'apprentissage, dès l'école primaire, d'intensifier le rythme dans les premières années et de pratiquer une immersion totale, en multipliant les séjours de longue durée à l'étranger.

« L'anglais devrait être considéré comme une langue véhiculaire. Ce n'est plus une langue étrangère », dit l'un des répondants. Diverses suggestions sont avancées : faire assurer une partie de l'enseignement par des professeurs d'autres nationalités ; donner certains cours en langues étrangères ; faire faire une partie des études dans des universités étrangères ; rendre les stages à l'étranger obligatoires...

Plusieurs réponses font une distinction entre la nécessité d'acquiescer très vite la maîtrise de la communication orale et l'importance de la formation culturelle, qui s'acquiert plutôt par les voyages et les contacts avec l'étranger et englobe les dimensions littéraires, géographiques et historiques.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Cette enquête a été réalisée par la Junior entreprise de l'École Polytechnique, pour le « symposium sur les finalités de l'enseignement des langues dans le secondaire », organisé par l'Association des professeurs de langues vivantes de l'enseignement public (APLV), qui se tiendra à l'Institut d'études politiques de Paris, les 8 et 9 octobre.
* APLV, 19, rue Glacière, 75013 Paris, tél. : 47-07-94-82.



Liberté pour les MBA...

Dans son « point de vue » publié dans *le Monde-Campus* du 15 septembre, M. Daniel Joue, président du Harvard Business Club, s'élève contre l'usage galvaudé, voire déloyal, du sigle MBA (Master of Business Administration), utilisé comme habillage de formations au rabais qui n'auraient rien à voir avec celle des meilleures et plus anciennes universités américaines, qui ont inventé à la fois l'appellation et les cursus correspondants.

Comment ne pas applaudir à ce souci de conserver la valeur d'un diplôme, qui, lorsqu'il est de qualité, c'est-à-dire délivré par une bonne université, authentifie, au minimum, une réelle capacité d'adaptation, une endurance, des qualités intellectuelles et un dynamisme en principe opérationnels pour une carrière dans le monde des affaires.

Mais le président des diplômés de Harvard français, qui connaît bien les formations au management américaines ou européennes, sait évidemment que celles-ci sont totalement décentralisées et autonomes. Impossible donc de réaliser une protection que, d'ailleurs, les vertus de la concurrence ne sauraient justifier. Une seule solution : informer.

S'agissant des établissements français, qui font une place plus ou moins grande aux études américaines, et sont vilipendés par le président du Harvard Business Club, certains sont ambitieux, d'autres moins.

Certains représentent une étape utile pour des études internationales de haut niveau ; d'autres limitent leur ambition à

immerger, ce qui n'est pas sans bienfait, leurs étudiants dans la culture américaine.

Ainsi le MBA Institute - Institut de management international de Paris - a fait intégrer en MBA 72 % de ses étudiants dans les 25 premières universités américaines et ne rougit pas d'avoir vu 28 % de ses anciens admis dans les 13 suivantes.

Harvard, Wharton, Chicago, MIT, Carnegie-Mellon, Indiana Bloomington, Michigan Ann Arbor, Northwestern, Dartmouth, NYU... ont ouvert les portes de leur *business schools* à ses étudiants, qui représentent une part importante (souvent plus de 50 %) des étudiants français en cours de MBA.

C'est un de ses titres de fierté. On ne peut ni le contester ni le lui reprocher.

PATRICK NOËL (*)

(*) Ancien élève de l'école normale supérieure, président du MBA Institute, Institut de management international de Paris.

La rivalité HEC-ESSEC

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article sur « le boom d'HEC », dans *le Monde-Campus* du 22 septembre, mais je n'ai pas manqué d'être surpris par votre commentaire sur « la réforme beaucoup plus ambitieuse qui pourrait prendre effet en 1990 » et consistant à couper la scolarité en deux cycles séparés par une année d'expérience professionnelle.

Car une réforme semblable dans ses grandes lignes a été mise en place à l'ESSEC... en 1977. Ses motivations sont rigoureusement les mêmes que celle que vous développez pour HEC.

J'ai l'impression que les directions des écoles de commerce font des expériences avec nos enfants (le mien en tout cas), pour les positionner (et elles avec) les unes par rapport aux autres. Certes, elles sont en concurrence acharnée. Mais peut-être peuvent-elles trouver un minimum de concertation pour échanger leurs expériences et réduire la casse inévitable.

CLAUDE ROLLIER, (Paris.)



L'AVENIR DES UNS C'EST L'AVENIR DES AUTRES.

CONCOURS DE RECRUTEMENT. INSCRIPTIONS AUX RECTORATS JUSQU'AU 10 NOVEMBRE.

L'Éducation nationale a besoin de nouveaux professeurs. Pour amener 80 % d'une génération en classe de terminale d'ici l'an 2000, 160 000 professeurs seront nécessaires. Dès 1989, 22 000 postes sont offerts aux divers concours de recrutement* (6 000 de plus que l'an dernier).

Être professeur, c'est travailler avec les jeunes pour les préparer à un monde qui change de plus en plus vite. C'est bâtir une école ouverte sur l'Europe.

Être professeur aujourd'hui, c'est travailler en équipe et avec des partenaires du monde économique, culturel et sportif (12 000 jumelages écoles-entreprises l'an dernier). C'est utiliser de nouvelles technologies et les moyens modernes de communication. C'est aussi maîtriser son travail et son temps.

Devenir professeur dans un collège, un lycée professionnel ou un lycée d'enseignement général et technologique, c'est possible selon votre diplôme : DEUG, DUT, BTS, licence, maîtrise, diplôme d'ingénieur, etc.

Pour en savoir plus sur les chances de succès aux concours, les rémunérations et les parcours professionnels possibles - généralement sous-estimés, d'après les résultats d'enquêtes récentes - adressez-vous au rectorat le plus proche ou interrogez le service télématique 3613 EDUTEL.

* Certificats d'aptitude au professorat de lycée professionnel, CAPES, CAPEPS, CAPEI et agrégations.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.

ÉTUDIANTS, ÉTUDIANTES, L'AVENIR EST AUX PROFS. ENSEIGNEZ, JEUNESSE !

سكوا من الأصل



Rentrée choc à Grenoble

Toges, jazz, exposition, association d'anciens... L'université scientifique Joseph Fourier de Grenoble soigne son image.

RENTRÉE en toge, jazz et percussions africaines, exposition et conférences magistrales sur l'œuvre du mathématicien Joseph Fourier, constitution d'une association des anciens étudiants de l'université du même nom... Vendredi 30 septembre, sur le campus de Grenoble, l'ouverture officielle de l'année universitaire 1988-1989 a pris les allures d'une kermesse brouillonne, où le retour à la tradition ne fut sans doute pas la moindre des provocations.

Vingt ans après 68, dans le grand amphithéâtre Louis-Weil, tout juste réouvert au terme de longs travaux de mise en conformité, la trentaine de professeurs vêtus ce jour-là de la « robe » n'en reviennent pas d'avoir osé. Parmi eux, le président de l'université Stendhal, M. Hippolyte Rakotofiranga, constate sans surprise que « les togas jaunes jonchaient des littéraires sont peu nombreuses ». Son collègue de l'université des sciences sociales, M. Bernard Pouyet, se demande, lui, si cette cérémonie constitue bien la « bonne méthode ». « Cela donne encore un peu plus l'impression que l'on rentre un mois après tout le monde », dit-il. Plus loin, comme de retour d'un voyage intertidéral, après des années d'oubli, un autre universitaire tente de se souvenir de la signification exacte du degré des rouges. « Grosille pour les médecins, amarante pour les scientifiques, vermillon pour les juristes ».

A 7000 francs la robe, l'une des rares étudiantes présentes dans

l'amphi fait le compte de ce que coûte la cérémonie. Pendant ce temps, le grand ordonnateur de la journée, M. Jean-Jacques Payan, président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble — tout récemment rebaptisée université Joseph-Fourier, du nom du compagnon d'expédition de Napoléon Bonaparte, fondateur de la faculté des sciences de Grenoble et premier préfet de l'Isère — pose pour un photographe. « Dès lors que tout ce décorum est débarrassé du mandarinate, explique-t-il, je pense qu'une institution en bonne santé n'a pas à rougir de son histoire. La gauche, c'est le parti du mouvement, non ? Alors, il fallait créer un choc ».

A cet effet, tout avait été minutieusement préparé à Grenoble, quand, tour à tour, le ministre de l'éducation nationale, puis celui de la recherche se sont décommodés. Les dignitaires du Parti socialiste, au premier rang desquels M. Louis Mermaz, redoutaient de voir, en première page de leur quotidien local et en pleine campagne pour les élections cantonales, un membre du gouvernement congratuler le maire (RPR) de Grenoble, M. Alain Carignon.

« M. Lionel Jospin ne fera le voyage à Grenoble que la semaine prochaine pour que sa visite n'interfère pas avec la campagne pour les élections cantonales. Je parlerai donc dans une semaine au ministre de l'éducation nationale de nos difficultés et de nos sujets de fierté. Avec la déférence due à un ministre d'Etat », explique

dans sa robe amarante le président Payan, ancien directeur du CNRS et tout récent directeur de la recherche à la régie Renault, qui vient de consigner ses idées sur l'Université dans un livre énergique (1).

Evocant ensuite la situation des personnels administratifs, techniques et ouvriers de service, il affirme redouter « une implosion, une manifestation unanime d'exaspération, une lame de fond de désespoir devant la lenteur de l'Etat-tuteur ». Et il déplore que les heures supplémentaires soient moins payées à l'université que dans les lycées. « Que l'Etat-patron entretienne de telles disparités dans le même département ministériel, cela passe l'entendement ».

Logo, cravates et tee-shirts

Fier de la progression enregistrée d'une année sur l'autre, dans son établissement, par les nouveaux inscrits en DEUG et du nombre croissant parmi eux de bacheliers C ayant une mention Bien, M. Payan estime que ce sont là des points marqués « dans la compétition pacifique avec les classes préparatoires aux grandes écoles ». La veille, devant l'assemblée générale constitutive des anciens étudiants de l'université Joseph-Fourier, il a recommandé de s'inspirer des méthodes des écoles d'ingénieurs. On l'a même vu décliner avec entrain le nouveau plan médias de son université : du logo gris et rouge destiné par une agence spécialisée aux cravates et aux tee-shirts dont il est prêt à rétroceder une partie des droits pour les besoins de l'association des anciens. « L'idée d'un tel groupement était dans

l'air depuis quelques mois », explique M^{me} Annie Fouquet, professeur de mathématiques dans une section sports-études au lycée d'Albertville, en Savoie. « Moi, je suis prof au lycée Champollion à Grenoble et ça m'agace d'entendre dire que la fac ne vaut rien à côté des prépas », raconte de son côté Mme Brigitte Cornu. Parmi les trente ou quarante mille anciens de l'université scientifique de Grenoble, une quarantaine seulement sont présents ce soir-là, rue de la Houille-blanche, sur le campus. Des centaines de lettres, expédiées sur la foi de vieux souvenirs, sont en effet revenues avec la mention « N'habitez plus à l'adresse indiquée ».

Grâce aux associations constituées par filières, comme celle des géologues de l'institut Dolomieu, quelques anciens ont été dûment informés du projet. Mais la plupart l'ont été simplement par le bouche-à-oreille, au hasard des rencontres. « Je pense que nous serons très vite deux cents », affirme Mme Fouquet. Et dès que nous serons un millier, nous aurons atteint le point de non-retour ».

Favoriser l'insertion professionnelle des plus jeunes, développer les échanges au sein et à l'extérieur de l'université, fabriquer un premier annuaire et suivre le parcours des diplômés, les projets ne manquent pas chez les fondateurs de la nouvelle association. Mais, entre tous, la volonté de promouvoir l'image de marque de l'université Joseph-Fourier apparaît bien comme le plus grand dénominateur commun.

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Le Chantier universitaire, par Jean-Jacques Payan et Laurence Paye-Jeanney, éditions Beauchesne. Voir le Monde du 29 juin.

L'ordonnance du docteur Carpentier

Les propositions d'un grand chirurgien, professeur à l'université Paris-VI, pour soigner le « mal universitaire ».

« **D**ESORGANISATION fonctionnelle, perte du sens des responsabilités, discordance et incohérence : un psychiatre n'hésiterait pas à évoquer le diagnostic de schizophrénie hétérotonique ou de sénilité, à moins que ce ne soit l'association des deux ». On savait l'Université malade, mais à ce point... On comprend, à lire ce diagnostic, qu'un de nos plus célèbres chirurgiens du cœur, le docteur Alain Carpentier, ait éprouvé le besoin de prendre la plume, sinon le bistouri.

Que dit son ordonnance ? En gros que le patient, malgré son état critique, est d'une robuste constitution et que son mal relève plus de la médecine que de la chirurgie. Plutôt que des remèdes de cheval dont raffolent les amateurs de grandes réformes, il propose qu'on retrouve ce qui fait la valeur profonde de l'Université française : la culture générale, la recherche, l'approfondissement des connaissances, le travail intellectuel... « Qualité et pluridisciplinarité, tels sont les deux mots clefs de la formation de demain et la vérité dans les étudiants doivent se pénétrer », écrit-il.

Mais, pour cela, il faut éliminer ce que le professeur Carpentier considère comme le mal principal : la sélection par l'échec, qui est à l'origine de tant d'angoisses et de révoltes étudiantes. Conçu dans la fièvre des journées de décembre 1986, ce livre est la réponse du professeur à ses élèves qui l'accusaient de « les lâcher », parce qu'il participait à un système qu'ils jugeaient injuste.

Pour faire échec à l'échec, le docteur Carpentier s'attarde particulièrement sur le point faible

du système — le premier cycle universitaire — et fait des propositions originales pour en améliorer l'efficacité et l'équité. Hostile à toute sélection à l'entrée, comme à la formule des collèges à l'américaine ou à la constitution d'une hiérarchie entre les établissements, il suggère que les universités répartissent l'enseignement de premier cycle en « unités de formation », comportant chacune trois niveaux : élémentaire, supérieur et spécial. L'étudiant choisirait, pour chaque unité, le niveau correspondant à ses capacités et serait donc pratiquement assuré de réussir. Les unités pourraient être plus ou moins générales ou spécialisées. Les étudiants auraient aussi la possibilité de suivre des « stages d'initiation professionnelle ». L'accès au deuxième cycle ou écoles professionnelles serait déterminé, de façon claire et connue de tous, en fonction des unités ou des stages suivis et des niveaux atteints. Et tous les étudiants, quelle que soit leur orientation ultérieure, auraient une attestation leur permettant de valoriser leurs résultats, en particulier sur le marché du travail.

Ces propositions, fait observer leur auteur, « ne transforment pas la structure générale de l'enseignement supérieur, mais le confortent au contraire dans sa nature et sa vocation première ». Elles méritent en tout cas d'être versées au dossier du grand débat national qui est engagé sur l'adaptation du premier cycle. Un débat où l'imagination est plus que jamais nécessaire.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.
* ALAIN CARPENTIER, Le mal universitaire. Diagnostic et traitement. Essai, Robert Laffont, 209 p., 85 F.

LIVRES

EDUCATION

L'informatique, l'enfant, l'école

par François Baudin.

Après une réflexion sur les modalités et les enjeux de l'informatique dans le cadre scolaire, cet ouvrage présente les concepts de base de la programmation, les matériels, les logiciels, les langages informatiques et les différentes activités pédagogiques qui peuvent être utiles, dès les classes de maternelle.

* Armand Colin-Borelier, 203 p., 85 F.

ECONOMIE

La science économique, ou la stratégie des rapports de l'homme vis-à-vis des ressources rares

par Thierry de Montcheuil.

Ce manuel, élaboré à partir du cours que l'auteur donne à l'École polytechnique, est axé sur l'étude des méthodes et modèles économiques depuis l'apport de Marx et Ricardo jusqu'aux dernières théories monétaires. Il s'adresse à des lec-

teurs ayant de solides connaissances en mathématiques du niveau de celles enseignées dans les grandes écoles ou les seconds cycles scientifiques des universités.

* Presses universitaires de France, 444 p., 260 F.

HISTOIRE

Les Marseillais dans l'histoire

sous la direction de Pierre Gubral et de Félix Raymond.

Princes médiévaux, armateurs, industriels, hommes politiques, savants, comédiens, chanteurs, tous les Marseillais célèbres sont réunis dans ce dictionnaire illustré, auquel viennent s'ajouter plusieurs études sur les grands thèmes qui ont marqué la ville, telles que la mer ou la colonisation.

* Privat, collection « Les hommes dans l'histoire », 317 p., 248 F.

SOCIOLOGIE

Les mécanismes de régulation sociale, la justice, l'administration, la police

sous la direction de Gérard Boheman et Jacques Clément.

Des chercheurs français et québécois — politologues, sociologues, juristes et criminologues — font le point sur l'évolution de trois institutions qui jouent un rôle essentiel en matière de contrôle social : la justice, l'administration et la police.

* Borel, Presses universitaires de Lyon, 256 p., 120 F.

Les étudiants n'ont pas besoin de réviser pour l'obtenir...

INSTITUT DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE INTERNATIONAL (Groupe ILERI)

Etablissement privé d'enseignement technique supérieur
12, rue des Saint-Pères, 75007 PARIS
Téléphone : 42-96-51-48

L'institut de l'économie et du commerce international donne aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

AFFAIRES INTERNATIONALES

un enseignement de haut niveau en économie, commerce international et langues étrangères, utilisant les moyens pédagogiques les plus modernes : laboratoire de langues, matériel vidéo, ordinateur.

Les cours sont assurés par des professeurs d'université et des praticiens des affaires internationales.

Stages obligatoires en France ou à l'étranger.
Statut étudiant.

Séminaires de formation continue organisés à la demande des entreprises.

NIXDORF COMPUTER IETH

2^e Cycle de Management informatique appliqué au tourisme et à l'hôtellerie

L'Institut Européen de Tourisme et d'Hôtellerie et Nixdorf Computer s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantations informatiques dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

Formation en 1^{re} année au Diplôme de management informatique Option : Tourisme et Hôtellerie
Admission : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

Inscriptions oct.-nov. (1) 42 66 66 82

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
NIVEAU D'ETUDE _____ TEL. _____
IETH 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - TEL. : (1) 42.66.66.82

LA GESTION HOTELIERE VOUS INTERESSE !

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY SCHOOL OF HOTEL MANAGEMENT

R.V. le 7 Octobre

Nous vous attendons de 14 à 18 h à l'Hôtel de France et Choiseul, afin de vous présenter en détail notre programme d'études en gestion hôtelière : 239, rue St-Honoré 75001 PARIS.

S.I.U. PARIS : 103, RUE DE LILLE 75007 PARIS
S.I.U. SUISSE : HOTEL EL ROPE CH-6500 ENGELBERG, SWITZERLAND
Les interventions en Anglais seront traduites simultanément en Français.

★ PARIS • LONDON • STRASBOURG • SWITZERLAND ★

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

...Crédit Études BNP

BNP

C'est gagner.

NIR DES UNS C'EST R DES AUTRES.

MAINTS, ETUDIANTES, DE PROFS ENSEIGNEZ, JEUNESSE!

Communication

La nouvelle donne du câble

Cap sur la télévision payante

En inaugurant Médiaville 88 le 4 octobre, M. Paul Quilès a présenté la nouvelle politique du gouvernement en faveur de la télévision par câble.

Les « propositions » du ministre des PTT et de l'espace tentent de sortir du cadre trop rigide du « plan câble » de 1982 pour mieux reconstituer

ser le lourd investissement public de 3 milliards de francs par an. Elles cherchent à réconcilier les stratégies du câble et du satellite pour offrir rapidement aux téléspectateurs de nouveaux programmes. Elles stimulent surtout l'essor de la télévision payante, qui pourrait se généraliser sur les réseaux à partir de 1989.

M. Paul Quilès n'a pas critiqué le « plan câble » lancé en 1982 par M. Louis Mezardieu. Solidarité socialiste oblige, il a même rendu hommage à l'effort entrepris par son prédécesseur, effort qui permettra d'ici quatre à cinq ans de câbler plus de cinq millions de foyers. Mais les dix propositions du nouveau ministre des PTT n'en constituent pas moins une révision complète du pari de M. Mezardieu. Un pari trop ambitieux et mal maîtrisé qui risquait d'entraîner la puissance publique dans un véritable gouffre financier. Les chiffres sont sans appel : la France compte un million de foyers câblés et seulement trente-sept mille abonnés depuis le lancement du plan. L'Allemagne fédérale, partie sur le même moment, signe 3,3 millions d'abonnés pour neuf millions de foyers câblés.

Comment sortir de l'impasse ? En 1986, le très libéral Gérard Longuet s'était contenté de contenir l'émancipation d'argent public sans remettre en cause la fonctionnement du « plan câble » mais en ouvrant le secteur à la concurrence du privé. Deux ans plus tard, M. Quilès songe à rentabiliser l'investissement public en tirant les leçons de l'expérience privée. Opérateurs et constructeurs privés ont développé des techniques plus souples et moins coûteuses, des formules de commercialisation mieux adaptées à la demande du public (le Monde du 4 octobre).

M. Quilès demande à France Télécom de se lancer dans la fabrication d'un décodeur financé par France Télécom et Canal Plus. L'appareil, qui fonctionnera avec les nouvelles normes D2 Mac, sera commun au câble, à Canal Plus et au satellite TDF 1. Il utilisera des cartes à mémoire qui contiendront les codes d'accès de chaque programme payant. Le système établira ainsi un lien direct entre le téléspec-

tateur et le programme qu'il désire regarder, entre la chaîne payante et son client. Le câble fonctionnera alors un peu comme le réseau Télécel, ouvert à un grand nombre d'éditions différentes offrant des services payables à la consommation.

Le point de Canal Plus
C'est cette révolution, qui risque de bouleverser toute l'économie de la télévision par câble, aurait été impossible sans l'engagement de M. André Rousselet. Seul le PDG de Canal Plus peut se permettre de commander trois millions de décodeurs d'un coup. La chaîne payante y trouve de nombreux avantages : le nouvel appareil supprime la menace du piratage, permet à Canal Plus de rester maître de sa commercialisation sur le câble et surtout de créer de nouvelles chaînes ou de se lancer dans le « pay per view ». Mais le câble peut aussi profiter de l'aubaine : les trois millions d'abonnés de Canal Plus qui reçoivent en 1989 leur nouveau décodeur seront des clients privilégiés pour les programmes payants diffusés par les réseaux.

Pour M. Quilès, l'opération a une troisième raison de non-négligeable en débloquant les problèmes du satellite de télévision. TDF 1 ne s'agit guère les candidats quand il s'agit de lancer une chaîne européenne aux ressources publicitaires incertaines. Tout change si le nouveau décodeur permet de diffuser, par le satellite, des chaînes payantes qui pourraient trouver une première clientèle parmi les abonnés au câble.

TF1 songe ainsi à lancer sur TDF 1 deux programmes cryptés, l'un consacré à l'information, l'autre aux programmes de jeunesse. M. André Rousselet, encore lui, est candidat à deux autres chaînes avec Canal Plus : une chaîne de cinéma en allemand. Si les complexes négociations financières aboutissent, le satellite français aura enfin trouvé sa vocation, et les téléspectateurs pourront, dans un an, regarder trois nouvelles chaînes payantes.

Si M. Paul Quilès parvient ainsi à réconcilier câble et satellite, initiatives publiques et investissements privés, il aura remis sur ses rails une politique audiovisuelle qui, depuis 1982, souffre d'un manque évident de cohérence. Mais le pari n'est pas encore gagné. Les propositions faites le 4 octobre seront examinées à la loupe par de nombreux élus locaux et leurs partenaires financiers, qui redoutent le poids grandissant de Canal Plus et son alliance nouvelle avec France Télécom.

Un élu pirate
M. Bernard Arsallem, maire socialiste de la ville nouvelle de Val-de-Reuil (Eure), a une curieuse conception de la propagande électorale... de la télévision par câble. Les 28, 29 et 30 septembre, en pleine campagne pour les élections cantonales, il a fait diffuser sur son propre spot électoral sur le réseau de la ville. Faute d'un canal local disponible, le maire a tout simplement interrompu les programmes de la Cinq entre 19 h 55 et 20 h 40 et piraté le journal de Guillaume Durand.

Pour les décodeurs de Val-de-Reuil, difficile d'échapper à cette fouteuse initiative : tous les logements sont câblés depuis la construction de la ville nouvelle, et les antennes hertziennes sont interdites. De plus, ces trois soirs-là, A2 et FR3 étaient en grève.

Cette prise d'assaut du réseau câblé n'aura guère porté chance à M. Arsallem. Battu à l'élection cantonale, il se voit aujourd'hui attaqué en justice par la Cinq et ses annonceurs publicitaires.

J.-F. L.

Suez et ses alliés veulent prendre le contrôle de Pathé-Cinéma

La Compagnie financière de Suez, associée à la Caisse des Dépôts, la Lyonnaise des eaux et Médiafin (Général de Belgique), a officiellement proposé, lundi 3 octobre, de racheter au groupe Rivaud, les 51 % du capital que celui-ci détient dans Pathé-Cinéma. Un cinquième financier - un établissement financier qui refuse encore de se faire connaître - devrait se joindre à l'offre des quatre associés, offre dont le montant n'est pas dévoilé (la valeur totale des actifs d'Éberhart, selon certaines sources, à 900 millions de francs).

Actionnaires minoritaires (42 %) du groupe cinématographique, Suez, la Lyonnaise et Médiafin ont donc décidé de réagir face aux convoitises dont celui-ci est l'objet au travers de son actionnaire principal. Le groupe Rivaud de MM. Edouard de Ribes et Jean de Beaumont vient de voir, en effet, les 42 % de son capital détenus jusqu'ici

par les banques Stern et Duménil-Leblé, passer sous le contrôle du groupe suisse SASEA. Une transaction dans laquelle nombre d'observateurs n'ont vu qu'une première étape, Rivaud cherchant à réduire la participation de SASEA dans son capital, en échange de son contrôle de Pathé-Cinéma.

Suez et ses alliés, qui redoutent de voir la compagnie cinématographique démantelée pour réaliser de fructueuses opérations immobilières (Pathé possède son propre réseau de cinq cinémas-sept salles), souhaitent au contraire développer la société sur ces trois métiers : l'exploitation ; la valorisation de l'un des plus beaux catalogues de films du cinéma français et la production. En cas d'échec, Suez et ses partenaires semblent décidés à se retirer complètement de la société.

P.-A. G.

EN BREF

● Knight-Ridder met en vente huit stations de télévision. — Pour réduire son endettement, et notamment financer son rachat récent de la société Dialog Information Services, le groupe de presse américain Knight-Ridder met en vente huit stations de télévision. Le groupe préfère désormais orienter son développement vers l'acquisition de nouveaux journaux, de sociétés d'information électronique ou d'exploitation de réseaux câblés.

● La NHK japonaise veut rendre sa télévision haute définition compatible. — La télévision publi-

que japonaise NHK a annoncé qu'elle avait mis au point un appareil permettant de capter sur des téléviseurs normaux les programmes en haute définition qu'elle a commencé à diffuser à titre expérimental lors des Jeux olympiques. Les Japonais infatigables ont donc leur stratégie pour se plier aux demandes américaines, qui exigent que la future télévision haute définition soit compatible avec le parc de téléviseurs existant (le Monde du 29 septembre). Cette approche compatible est celle défendue par les Européens au sein du projet Eureka.

Décision le 15 novembre pour le projet industriel

Le Monde-Hachette-Amaray

Les représentants des groupes de presse Le Monde, Hachette, Amaray, se sont réunis le 30 septembre pour faire le point de l'avancement du projet industriel dont ils mènent l'étude en commun.

Ils ont constaté que la décision de libération de ne pas y participer ne remettrait pas, fondamentalement, en cause ce projet et se sont donc jusqu'au 15 novembre pour parvenir à une décision définitive.

M. De Benedetti renforce son contrôle sur l'éditeur Mondadori

La Compagnia Industriale Riunita (CIR) de l'industriel italien, M. Carlo De Benedetti, vient de renforcer sa position dans le groupe d'édition italien Mondadori. La CIR détient désormais la majorité des actions « de préférence » Mondadori, contre 24,5 % précédemment. Ces actions privilégiées donnent droit de vote lors des assemblées extraordinaires examinant les modifications de statut de la société. La CIR, allié à la famille Formenton, contrôlée déjà 52 % de la société financière AME, qui elle-même détient 50,3 % des actions ordinaires de Mondadori. Les autres actionnaires d'AME sont notamment le magnat de la télévision, M. Silvio Berlusconi, et le neveu du fondateur, M. Leonardo Mondadori, qui détenaient ensemble 33 % au premier semestre de 1988. Mondadori a réalisé un bénéfice avant impôts de 97 milliards de lire (environ 485 millions de francs).

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Brigitte DELOY**, née Madeline-Rose Muracciole. Ses enfants, petits-enfants Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. François-Xavier MARIN, directeur honoraire de la Société générale,

survécu le 28 septembre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année, marié des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, en sa paroisse de Saint-François-de-Sales, à Paris-17^e, le 4 octobre 1988.

3, rue Edouard-Detaille, 75017 Paris.

— On nous annonce le décès survenu le 30 septembre 1988, parmi les siens à Paris (Bretel), de

Marcel R. SELIGMANN, HEC 1930, chevalier de l'ordre national du Mérite.

De la part de Françoise Araujo Seligmann, son épouse. Ses enfants et petits-enfants, Simone Godochot, Françoise et Pierre Seligmann, ses sœurs et frère.

C.P.176 64200 Paris (Bretel).

— M^{me} Teston Et sa famille. Le président général, Le conseil d'administration, La direction Et le personnel de la Mutuelle générale du personnel des collectivités locales ont la douleur de faire part du décès de

Maurice TESTON, vice-président national, membre fondateur de la MGPCL, survenu le 2 octobre 1988.

L'inhumation a eu lieu le 4 octobre 1988, à 16 heures, au cimetière de Ramatuelle.

M^{me} Teston, 24, rue des Tambourins, 84000 Avignon. Siège MGPCL, 5, rue Rochecourat, 75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanne Jean VERRIER, veuve de l'inspecteur général des Monuments historiques,

décédée le 26 septembre 1988, à son domicile, Paris-6^e, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

On vous prie d'associer à son souvenir celui de son cher époux.

Jean VERRIER, décédé le 6 octobre 1963. Cet avis tient lieu de faire-part.

Lionel COSSART, commissaire principal, survenu le 1^{er} octobre 1988.

Le service religieux sera célébré le jeudi 6 octobre 1988, à 8 h 30, en l'église Saint-Rémi de Gif-sur-Yvette, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Gif-sur-Yvette.

29, route de Chevroux, 91190 Gif-sur-Yvette.

— M^{me} Lionel Cozzart, son épouse, Laurence et Thierry Cozzart, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

M. Henri-Alain COMBET, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur en chef des télécommunications, docteur ès sciences, officier de Mérite,

leur époux, père, fils, grand-père, beau-frère, oncle, neveu et parent, survenu le 4 octobre 1988, dans sa cinquante et unième année, à Clamart.

Priez pour lui. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 octobre 1988, à 10 h 30, en l'église Saint-Rémi de Gif-sur-Yvette, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Gif-sur-Yvette.

91, route de Chevroux, 91190 Gif-sur-Yvette.

— M^{me} Charles Hoffmann et ses enfants, M. Fernand Hoffmann, M^{me} Arlette Hoffmann et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Hélène Hoffmann, sa sœur, M. Marc Hoffmann et sa fille, ses neveux et petits-enfants, toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Nadine HOFFMANN, née Mathé, président d'honneur de la Société Hoffmann, survenu le 3 octobre 1988, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 5 octobre au cimetière de Bagneux-Parisien.

Décès

— M^{me} François-Xavier Marin, née Madeline-Rose Muracciole. Ses enfants, petits-enfants Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. François-Xavier MARIN, directeur honoraire de la Société générale,

survécu le 28 septembre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année, marié des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, en sa paroisse de Saint-François-de-Sales, à Paris-17^e, le 4 octobre 1988.

3, rue Edouard-Detaille, 75017 Paris.

— On nous annonce le décès survenu le 30 septembre 1988, parmi les siens à Paris (Bretel), de

Marcel R. SELIGMANN, HEC 1930, chevalier de l'ordre national du Mérite.

De la part de Françoise Araujo Seligmann, son épouse. Ses enfants et petits-enfants, Simone Godochot, Françoise et Pierre Seligmann, ses sœurs et frère.

C.P.176 64200 Paris (Bretel).

— M^{me} Teston Et sa famille. Le président général, Le conseil d'administration, La direction Et le personnel de la Mutuelle générale du personnel des collectivités locales ont la douleur de faire part du décès de

Maurice TESTON, vice-président national, membre fondateur de la MGPCL, survenu le 2 octobre 1988.

L'inhumation a eu lieu le 4 octobre 1988, à 16 heures, au cimetière de Ramatuelle.

M^{me} Teston, 24, rue des Tambourins, 84000 Avignon. Siège MGPCL, 5, rue Rochecourat, 75009 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanne Jean VERRIER, veuve de l'inspecteur général des Monuments historiques,

décédée le 26 septembre 1988, à son domicile, Paris-6^e, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

On vous prie d'associer à son souvenir celui de son cher époux.

Jean VERRIER, décédé le 6 octobre 1963. Cet avis tient lieu de faire-part.

Lionel COSSART, commissaire principal, survenu le 1^{er} octobre 1988.

Le service religieux sera célébré le jeudi 6 octobre 1988, à 8 h 30, en l'église Saint-Rémi de Gif-sur-Yvette, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Gif-sur-Yvette.

29, route de Chevroux, 91190 Gif-sur-Yvette.

— M^{me} Charles Hoffmann et ses enfants, M. Fernand Hoffmann, M^{me} Arlette Hoffmann et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Hélène Hoffmann, sa sœur, M. Marc Hoffmann et sa fille, ses neveux et petits-enfants, toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri-Alain COMBET, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur en chef des télécommunications, docteur ès sciences, officier de Mérite,

leur époux, père, fils, grand-père, beau-frère, oncle, neveu et parent, survenu le 4 octobre 1988, dans sa cinquante et unième année, à Clamart.

Priez pour lui. La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 octobre 1988, à 10 h 30, en l'église Saint-Rémi de Gif-sur-Yvette, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Gif-sur-Yvette.

91, route de Chevroux, 91190 Gif-sur-Yvette.

— M^{me} Lionel Cozzart, son épouse, Laurence et Thierry Cozzart, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

M. Henri-Alain COMBET, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur en chef des télécommunications, docteur ès sciences, officier de Mérite,

leur époux, père, fils, grand-père, beau-frère, oncle, neveu et parent, survenu le 4 octobre 1988, dans sa cinquante et unième année, à Clamart.

Anniversaires

— Le président Et le conseil d'administration de la Fédération nationale des clubs d'investissement ont été profondément affectés par la disparition de

M. Armand de VOGUÉ

qui fut à l'origine de leurs activités, auxquelles il présida de 1972 à 1978, et qui demeura leur président d'honneur.

(né le 11 juin 1904, à Paris. Armand de Vogué a été nommé administrateur de la Compagnie Saint-Gobain à partir de 1947 et président-directeur général en 1952. C'est à ce poste qu'il dut s'opposer en 1959, avec succès, pour qu'il fut acheté par M. Antoine Riboud, de BSN. Armand de Vogué avait porté cette bataille boursière sur la place publique pendant plusieurs semaines au moyen de moyens de communication largement utilisés auprès de clients, presse... Saint-Gobain, néanmoins meurtri, devait fusionner ensuite avec Pont-à-Mousson.)

— M. et M^{me} Roger Provost, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Christiane Klapisch et sa fille, M^{me} Françoise Zuber et ses enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Hardy et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Bernard Zuber et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père.

M. Claude ZUBER, survenu le 3 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Paris-6^e.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 octobre, à 14 heures, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquette, Paris-8^e, où on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

M. et M^{me} Jean-Bernard Zuber, 15, boulevard Henri-IV, 75004 Paris.

Anniversaires

— Pour le sixième anniversaire du décès de

Jean FIDMAN, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a un an nous quittait

Jean VINCENT, journaliste. Que ceux qui l'ont aimé se souviennent de lui.

Soutenances de thèses
— Université Paris-III, le lundi 3 octobre, M. Renaud Méry a soutenu : « Contribution à une analyse systématique des fonctions sémantiques, stylistiques et syntaxiques en anglais : Étude de quelques verbes intransitifs, monosyllabiques à construction multiple ».

— Université Paris-III, le mardi 4 octobre à 16 h 30, M. Laurent Charles Boyou-Azoula a soutenu : « La presse d'entreprise au Cameroun. Structures, fonctions et coûts (1974-1987) ».

PARIS EN VISITES

JEUDI 6 OCTOBRE

— Le Marais, de la place des Voies au quartier Saint-Paul, 13 h 30, sortie métro Saint-Paul (Evidente Bourda).

— Versailles : du premier village de Louis XIII à la Révolution, 14 h 30, 1, rue de l'Indépendance-Américaine (Offices de tourisme).

— Le Marais, de l'hôtel de Marie à l'hôtel de Soubise par le parc royal, 14 h 30, 66, rue François-Miron (Sauguard du Paris historique).

— Le Marais, le soir, 20 h 30, 68, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

— Jardins et hôtels de faubourg Saint-Germain, 14 h 30, métro Solferino (Michele Polony).

— La Cité des sciences et de l'industrie, 14 h 30, porte de La Villette, bureau d'informations, devant la maquette (Tourisme culturel).

— Le Palais de justice en activité, 14 h 30, devant les grilles (Marie-Christine Lasserre).

— Jardins et hôtels autour de Saint-Victor, 14 h 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).

— Hôtels et église de l'île Saint-Louis, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réminiscence du passé).

— La bibliothèque de l'Arsenal, 14 h 30, 1, rue de Saïty (Ars confiné).

— L'église Saint-Germain-l'Auxerrois et la rue de l'Arbre-Sec, 15 heures, devant l'église, place du Louvre (Monuments historiques).

— Du côté de Maubert, visite du couvent des Bernardines, 15 heures, 24, rue de Foissey (Isabelle Hanley).

— Tombes célèbres du Père-Lachaise, 15 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (Didier Bouchard).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

— Des Gobelins à la Butte aux Coillies, 15 heures, métro Gobelins, sortie boulevard Arago (Paris et son histoire).

سكوا من الأمل

PREMIÈRES JOURNÉES PROSPECTIVES

11, 12, 13 Octobre 1988
Palais de l'UNESCO

Le Monde

Informations :
45.54.20.39

Avec le concours de la Commission des Communautés Européennes.

11 Octobre

COLLOQUE « RESSOURCES HUMAINES, RÉINVENTER LA COMPÉTITIVITÉ »

Les Journées Prospectives s'ouvriront, mardi 11 octobre, par une rencontre internationale de haut niveau. Des chefs d'entreprise et des consultants français et étrangers apporteront des témoignages concrets sur les innovations menées dans le domaine de la gestion des hommes par les entreprises les plus performantes.

8 h 30 : Accueil et remise des dossiers
9 heures : Ouverture par André FONTAINE, directeur du Monde
Allocution de Michel ROCARD, premier ministre

matin

L'EXPLOSION DES MODÈLES

Animation : **Alain LEBAUDE**,
Eric LE BOUCHER,
journalistes au Monde.
9 h 45 : Introduction
de **Claude ALLÈGRE**
physicien, conseiller spécial
auprès du ministre
de l'éducation nationale.
INTERVENANTS :
José BIDEGAIN
directeur général adjoint
de la C^e de Saint-Gobain
Jean BERGOUIGNOUX
directeur général d'EDF
Bertrand COLLOMB
directeur général de Lafarge Coppée
Georges MORDCHELLES-RÉGNIER
directeur général
de la Société Bertin & C^e
Etienne PYLIMLIN
président de la Conféd. nat.
du Crédit Mutuel

Michel PRADERIE
directeur du pers. et des aff. sociales
de Renault
Michel CROZIER
sociologue, directeur de recherches
au CNRS
Jean-Christian FAUVET
vice-président de Bossard Consultants
André KIRCHBERGER
responsable du programme COMETT
(CCE)
Alain GEISMAR
directeur adjoint de cabinet
du secrétaire d'Etat
à la formation professionnelle.
René LASSERRE
secrétaire général du CIRAC
José de ROSNAY
dir. du dévelop. à la Cité des Sciences
et de l'Industrie
12 h 30 : Synthèse de la matinée
par **Martine AJURRY**
Conseil d'Etat.
13 h : Déjeuner.

après-midi

L'INTERNATIONALISATION DES CARRIÈRES ET DES ENTREPRISES

Animation : **Claude SALLES**,
Didier POURQUERY,
journalistes au Monde
14 h 30 : Introduction
de **Anton BRENDER**
directeur adjoint
du Centre d'études prospectives
et d'Informations Internationales
INTERVENANTS :
Lionel STOLÉRU
secrétaire d'Etat
auprès du premier ministre,
chargé du Plan
Thierry MEYER
président-directeur général
de la C^e française Philips
Alain PRENAT
président-directeur général
de Toshiba System France
Jacques BANIÈRE
directeur des relations humaines
d'Albus Industrie

Iose BRUSIS
membre de la direction fédérale du DGB
(RFA)
Linda McGOLDRICK
consultante en ressources humaines
(New-York)
José-Maria ZUFIAUR
secrétaire confédéral de l'UGT (Espagne)
Riccardo PETRELLA
directeur du programme FAST (CCE)
Bernard BRUNHES
expert auprès de l'OCDE
Jacques LESOURNE
professeur au CNAM
Alain TOURAINE
sociologue, directeur d'études à l'Ecole
des hautes études en sciences sociales
17 h 45 : Conclusion et clôture
par **Roger FAUROUX**
ministre de l'Industrie
et de l'aménagement du territoire

Coordination des débats : Jean-Marie DUPONT, journaliste au Monde.

COMMENT PARTICIPER ?

Inscription : frais de participation de 3 000 F (hors taxes), comprenant l'accès aux conférences et débats, la traduction simultanée, un repas-buffet et un secrétariat à la disposition des congressistes (tél. : 45-68-01-93). Possibilité d'inscription sur place, à partir de 8 heures.

12, 13 Octobre

LES TRIBUNES DES ENTREPRISES - LES PORTES DE L'ACTION

Les deux journées du 12 et du 13 octobre s'adressent à un public de cadres débutants et confirmés ainsi qu'aux jeunes diplômés. Des spécialistes de l'emploi, mais aussi de la formation (les grandes écoles et les centres de formation continue), apportent leurs informations, leurs points de vue et leurs témoignages à tous ceux qui veulent réfléchir à leur carrière. Dans les Tribunes des entreprises, des PDG, DG, DRH de vingt-quatre entreprises développent, dans des débats de deux heures, un élément spécifique de leur stratégie de recrutement et de gestion des carrières. Les Portes de l'action mettent à la disposition du public, lors d'entretiens individuels et gratuits, les réponses personnalisées ou les conseils pratiques dont les cadres ont besoin aux différentes étapes de leur vie professionnelle.

LES TRIBUNES DES ENTREPRISES

TRIBUNE AIR FRANCE
« Communiquer pour gagner »
TRIBUNE AIR INTER
« La gestion des hommes dans une croissance rapide et un contexte fortement évolutif »
TRIBUNE AFEC
« Pour une gestion de carrière des cadres confirmés : un bilan professionnel à mi-parcours »
TRIBUNE BOSSARD CONSULTANTS
« Le métier de consultant prépare au métier de manager de demain »
TRIBUNE BULL
« Formation internationale des cadres dirigeants »
TRIBUNE CABINET PA
« M.O.S.T. : la motivation au travail, comment la mesurer, comment la dynamiser »
TRIBUNE CONTROL DATA
« Comment concilier vie privée et réalités économiques dans l'espace « entreprise » »
TRIBUNE CRÉDIT MUTUEL
« Relations sociales : négocier autrement »
TRIBUNE DIGITAL EQUIPMENT
« La dimension humaine dans le management de Digital France »
TRIBUNE EDF-GDF
« La dynamique d'une carrière à la carte »
TRIBUNE FRAMATOME
« Les métiers de demain : mode d'emploi »
TRIBUNE FRANCE TÉLÉCOM
« France Télécom, un service public d'œuvre sur le monde »

TRIBUNE HEWLETT-PACKARD
« L'essaimage, une stratégie d'entreprise »
TRIBUNE INDOSUEZ
« Quels hommes pour la banque de demain »
TRIBUNE LAFARGE COPPÉE
« Une multinationale de PME »
TRIBUNE ORKEM
« Une expérience de dix ans d'évaluation des postes de cadres : ses réussites, ses problèmes »
TRIBUNE PHILIPS
« La gestion prévisionnelle des cadres, une politique d'entreprise, une pratique quotidienne des managers »
TRIBUNE RENAULT
« Evolution de l'organisation industrielle : produit-process organisation ; évolution du rôle de l'ingénieur »
TRIBUNE RHONE-POULENC
« Une culture d'entreprise internationale dans un groupe d'origine française »
TRIBUNE SAINT-GOBAIN
« Cadres français dans un groupe international aujourd'hui »
TRIBUNE SCHLUMBERGER
« Ingénieurs : mobilité géographique, mobilité intellectuelle »
TRIBUNE SEMA GROUP
« L'anti-plan de carrière »
TRIBUNE GROUPE SNECMA
« Des cadres de haut niveau pour des produits de haute technologie »
TRIBUNE SOLLAC
« L'évolution du management et la relation entreprise/client »

LES PORTES DE L'ACTION

QUATRE DÉBATS ORGANISÉS PAR LES GRANDES ÉCOLES ET LES CENTRES DE FORMATION CONTINUE :
« Carrières des femmes dans des postes à responsabilité : beaux discours et perspectives réelles. »
« Reconversions, restructurations, mobilité : les nouveaux enjeux de la formation continue des techniciens et des ingénieurs. »
« Créer une entreprise : est-ce que ça s'apprend ? »
« Le discours des entreprises sur la mobilité correspond-il à leurs pratiques ? »

LA MISE AU POINT DE CARRIÈRE :
Des consultants issus de grands cabinets de conseil en recrutement donneront près de 400 consultations personnalisées aux cadres ayant au moins deux ans d'expérience et souhaitant bénéficier de conseils sur mesure. Les cabinets de conseil en recrutement sont présents sous l'égide de leurs deux syndicats, SYNTEC-Conseil (Comité recrutement) et la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement. Le public devra se munir d'un curriculum vitae et prendre rendez-vous sur place.

LA VALORISATION DE CARRIÈRE
Des spécialistes du développement et de la dynamisation de carrière sont à la disposition du public pour l'aider à déclencher un processus de réflexion sur sa propre carrière (gestion prévisionnelle, évolution et virages de carrière...).
« Carrières et développement » : la valorisation des carrières des ingénieurs et des commerciaux.
« Association des diplômés des écoles supérieures de commerce en Ile-de-France » : l'évolution des carrières commerciales.
« GEVACOM DRH » : Le conseil en gestion de carrière et en stratégie professionnelle.

COMMENT PARTICIPER ?

Horaires : de 9 heures à 21 heures (en journée continue). Accès libre et gratuit. Pour les consultations auprès des cabinets de conseil en recrutement, prendre rendez-vous sur place. Boissons et restaurations payantes au bar des conférences.

L'horaire détaillé des Tribunes d'entreprises et des Portes de l'action sera publié dans « le Monde Affaires » du vendredi 7 octobre daté samedi 8 octobre.

Palais de l'UNESCO
125, avenue de Suffren - 75007 Paris
Métro : Cambronne - La Motte-Picquet

Le Monde
INTERNATIONAL



Traducteur diplômé

Nous sommes une grande société chimique avec un éventail de production très diversifié et un taux d'exportation élevé. Pour notre service linguistique central, nous cherchons un collaborateur ou une collaboratrice possédant la qualification requise pour notre domaine.

Sa mission: Traduire des textes allemands à teneur technico-scientifique en français directement imprimable.

Nos conditions: Langue maternelle française; études universitaires langues modernes - allemand comme première langue - et de préférence diplôme de traducteur (ESIT, ISIT); parfaite maîtrise de la langue maternelle, bonne compréhension de contextes techniques compliqués.

Nous proposons: Un travail autonome très varié, sous responsabilité individuelle. Possibilité d'initiation au sein d'une équipe sympathique. Le poste à pourvoir se trouve dans notre usine mère à Leverkusen, situé entre Cologne et Düsseldorf. Nous offrons une rémunération attrayante et les prestations sociales bien connues de l'industrie chimique, ainsi que de vastes possibilités pour occuper les loisirs et un choix important d'activités culturelles.

Candidatures: Nous invitons les personnes intéressées, hommes ou femmes, à nous adresser leur dossier complet de candidature (CV, photo, certificats, prétentions salariales, date de disponibilité, etc.), sous référence n° 253.

Bayer AG
Personalbeschaffung
D-5090 Leverkusen
Bayerwerk

Ministerie van Buitenlandse Zaken

Bij het Bureau Frans van de Hoofdafdeling Vertalingen vacaceert per 1 oktober 1988 de functie van

vertaler frans (v/m)

voor 80% van de werktijd (30,4 uur per week)

De Hoofdafdeling verzorgt vertalingen in en uit de wisende talen voor vrijwel alle Nederlandse Ministeries en een aantal Hoge Colleges van Staat.

Taak: het vertalen in het Frans van hoofdzakelijk Nederlandse teksten over een grote verscheidenheid aan onderwerpen.

Vereist:

- moedertaal Frans (sollicitaties van kandidaten die niet aan deze eis voldoen, worden niet in behandeling genomen);
- universitaire of hiermee vergelijkbare opleiding;
- een goed gevoel voor nuances, zowel in de moedertaal als in het Nederlands;
- een redelijke leervaardigheid in het Engels en het Duits.

Ervaring als vertaler en een goede kennis van de Nederlandse samenleving strekken tot aanbeveling.

Salaris: afhankelijk van opleiding en ervaring maximaal / 5.255,- bruto per maand bij volledige dagtaak (8 uur per week).

Standplaats: Den Haag.

Kandidaten dienen bereid te zijn deel te nemen aan een vertaaltoets.

Bij kandidaten van gelijke geschiktheid wordt aan een vrouw de voorkeur gegeven. Desgewenst wordt meer informatie verstrekt door het Hoofd van het Bureau Frans, de heer Kraemer, telefoon 070-485996.

Schriftelijke sollicitaties binnen 14 dagen richten aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Bureau DPZ/AM, Postbus 20061, 2500 EB Den Haag.

S'unir, c'est gagner



JEUNE INGENIEUR, VIVEZ L'EUROPE DE L'ELECTRONIQUE

THOMSON LCC, n°1 français des composants passifs, filiale du groupe THOMSON, réalise 2/3 de son CA (1 milliard) dans le monde. Nous sommes déjà présents en Europe, au Maroc, au Brésil, à Taïwan, en Corée... Notre réussite s'appuie sur une présence commerciale performante et des produits compétitifs de qualité. Pour renforcer notre position sur le marché européen du composant électronique, notre Direction Commerciale intègre un

RESPONSABLE ZONE EXPORT

Avec l'appui de 3 assistantes commerciales, vous représentez THOMSON LCC pour notre zone germanique (100 MF de CA et un fort potentiel de développement).
Après de nos filiales commerciales, vous organisez votre mission autour de 3 axes :

- Stratégie commerciale : politique de vente, animation des forces de vente locales.
- Soutien technique.
- Négociation des grands contrats internationaux des multinationales de votre zone.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous disposez d'une première expérience en commerce, de préférence international. Bilingue anglais, vous avez de bonnes connaissances en allemand.
Poste basé à Courbevoie - Fréquents déplacements à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. CI à :
Jean-Marc ANTOINE
Direction des Affaires Sociales
THOMSON LCC - 50, rue J.P. TIMBALD
92400 Courbevoie.



Pour nouvelle usine de boîtes à gazes en République populaire du Bénin, nous cherchons :

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

ayant la responsabilité de gérer une usine d'emballage employant 65 personnes, recouvrant tous les services (administration, comptabilité, marketing, production, maintenance).

Le candidat doit nécessairement avoir une large expérience de la gestion, une expérience de l'Afrique serait un avantage.

Nous offrons : les conditions usuelles, un salaire en rapport.

Entrée en service : immédiate ou à convenir.

Offres de service accompagnées des documents usuels et des présentations de salaires sont à envoyer sous chiffrage 17-113.752, Publications, rue de la Banque, 4 1700 Fribourg (Suisse).

Economistes Principaux

Le Programme des Nations Unies pour le Développement qui fournit et coordonne l'assistance technique des pays en développement par l'intermédiaire de son réseau, de 112 Bureaux dans 152 pays et territoires, recrute des économistes principaux pour des postes en Afrique.

Ces économistes auront pour rôle, au sein du PNUD, de promouvoir l'analyse économique, la coordination des politiques de planification et de l'assistance technique dans les pays concernés. Ils seront placés sous la supervision du Représentant Résident du PNUD dans le pays d'affectation et des économistes affectés au Siège à New York.

Conditions: Diplôme universitaire de deuxième Cycle en économie orienté sur le développement. Quinze années d'expérience pratique de la macro-économie, du conseil économique auprès des gouvernements, et des qualités humaines permettant des négociations au plus haut niveau.

Les conditions de service sont avantageuses. Toute candidature doit être adressée, avec curriculum vitae et prétentions au Chef du Recrutement, Division du Personnel, PNUD, One United Nations Plaza, New York, N.Y. 10017, USA.




Wir sind eine im Ferienbereich tätige Unternehmensgruppe mit Sitz in Baur und verkaufen Wohnreifeanteile an den über 1700 Ferienwohnungen, die wir zur Zeit an über 40 Orten in 11 Ländern Europas besitzen. Unser neues Appartementhaus in Paris mit 21 Ferienwohnungen (80 Betten) und Gemeinschaftsräumen wird im Sommer 1989 eröffnet. Wir suchen per 1. März 1989 oder nach Vereinbarung einen

GESCHAFTSFUEHRER

Für folgende Aufgaben wird der Verantwortliche zu suchen:

- Betrieb und Unterhalt des Hauses
- Administration
- Gästebetreuung

Anforderungen, die wir an unseren Mitarbeiter stellen:

- ca. 30-40 Jahre
- F & D in Wort und Schrift
- gute Englisch-Kenntnisse
- Erfahrung im km. Bereich/Tourismus
- Handwerkliche Fähigkeiten
- Arbeitsbereitschaft für Frankreich

Senden Sie uns Ihre Unterlagen an:

Hapimag/Havag
z.Hd. Fran T. Bütz
Zugerstrasse 53
CH-6340 Baur

مكتبة من الأصول

Le Monde INTERNATIONAL

Le Monde CADRES

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

UNICEF The United Nations Children's Fund OPERATIONS MANAGER LOCATION: Geneva, Switzerland. RESPONSABILITIES: include the overall planning and follow-up of the operational macro-plan...

PROFESSEUR DE FRANÇAIS QUALIFIÉ (Cher. Appliqué) Expériences: 43-38-48-00. Association Nationale Paris, recherche. CONSEILLER(E) PÉDAGOGIQUE pour formation formateurs, conseil, études, planification...

DEMANDES D'EMPLOIS Ingénieur logiciel 30 ans, spécialisé en systèmes d'information, 2 ans prof. en Afrique, etc. poste Afrique ou Auto. techniques.

Nouvelle Société Immobilière - Faisant partie du Groupe Financier le plus important en Italie - engagée dans le développement de Centres Commerciaux et Hypermarchés, recherche: 1. ASSISTANT AU DIRECTEUR GENERAL. 2. ARCHITECTE.

GESTION DE PERSONNEL 7 ans exp. Agence de trav. spécialisée en recrutement, conseil, formation, prospection des entreprises, et suivi des clients, conseils de gestion, etc.

L'AGENDA Animaux CLUB VACANCES DES ANIMAUX MARLY par Sars 98100. PENSION CHIENS CHIATS sur Paris, 2 adresses: CVA, 11 rue de Valenciennes, 75010 Paris.

Antiquités A vend. ARMATURE 19e s. style Louis-XV, portes en noyer de noyer, T.S.E. Plast. 2,30 m. Pts: 15 000 F. 1e MAIE en chêne style Louis-XV, 20 19e s. buste, 0,70 m. Pts: 4 500 F. 94-02-36-46 après 19 h.

Bijoux BIJOUX ANCIENS et romantiques - 20% ESCOMPTE GILLET, 19, r. d'Arcole, 75004 Paris, 43-54-00-83. HATES PLAISIR.

Cours COURS D'ARABE La Journée, le soir, le samedi. Arabes sans arabe. AFIC, 43-52-83-83.

Pensions de familles Famille PROPOSE enfants et demi-pension. 43-36-45-11 ap. 16 h.

Vacances Loisirs DRIBDOLL HOUSE HOTEL, 200 chambres simples, 100 chambres doubles, 100 suites par semaine, demi-pension. Réservations: 172 New Kent Road London SE1 4PT, 19-44-1702-41-75.

Entreprise espagnole fabricant de vêtements casualwear et jeans, leader sur le marché espagnol de mode jeune, cherchant à introduire ses marques sur le marché français. AGENTS COMMERCIAUX pour représentation sur toutes les régions françaises.

Société anglaise de formation en transport routier recherche responsable ayant pour tâche la création d'une succursale en France, 30 ans exp., formation sup. et bonne expérience dans l'enseignement. Coopération de transport formation en Angleterre. Frustrary LTD, Stagway, Tuxton, SOA, TAA, STP (G-B).

travail à domicile TRAD. ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, FRANÇAIS, à Amiens, cherche travailleur sérieux, expérimenté dans la traduction, imprimés, lettres, qualité, rigueur, prix intéressants. 47-01-00-43.

capitaux propositions commerciales Rech. exp. directeur/restaurant de nuit Eilat-Gérminy, indéfectible, possible association. Nicole FORESTIER, 70, rue de Grenelle, PARIS-7e.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES en MÉCANIQUE HYDRODYNAMIQUE ÉLECTRICITÉ ACROUSTIQUE syst. avec expériences de la modélisation. Expériences à: PRINCIPALIA S.P.A. 22 06661 VALBONNE Cedex.

1) TRADER DÉBUTANT géo. école d'INGÉNIEURS connaissances: mathématiques, anglais courant. 2) TRADER DÉBUTANT formation supérieure, vocation commerciale, anglais courant. Exp. en 23 pays, Champs d'Amérique, 22, rue N.-D.-de-la-Vierge 75002 PARIS qui transmettent.

IMMO 106 33, RUE DE LA MADELEINE (16-37) 83-73-73-73. Particulier vend moulin début 19e, 8 km centre TOURS, restaurations successives, 2 500 000 F. Tél. (18) 47-51-04-30 après 20 heures.

forêts Particulier vend forêt 82 ha, Maine (USA), 20 km centre, bois agréés, 1 000 F. Tél. : (41) 22-89-22-82 à Genève ou écrire à: T.P.M. 1251 GINGRIS, C.H.

viagers Votre voyage permis par F. CRUZ 42-56-19-80 S. R. LA BOTTE, PARIS-8e. Dir. 100 000 F. 48 ans d'expérience. Estimation gratuite.

hôtels particuliers 14e. Maison début siècle, terrasse 30 m², living 48 m², 2 chambres, 5 200 000 F. LESI 46-46-26-26.

terrains Vds Corsu Porto-Vacchio terrain à bâtir, plage Palombu, 5 500 m². Soit sous le n° 735 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

ventes de 5 à 7 CV. Vds super 8 GTL bord. mat. Int. beige, 73 000 km, 5 ptes (rev. 87), 48 000 F. Tél. 46-02-71-82, après 19 h ou 46-02-16-90, poste 4-65.

de 8 à 11 CV. PEUGEOT 805 injection turbo, année 1987, 14 000 km, très bon état. Pts: 115 000 F. Tél. : 60-15-19-82.

immobilier information POUR VENDRE ACHETER OU LOUER UNE ÉQUIPE A VOTRE SERVICE TRANS-OPÉRA IMMOBILIER 43-45-23-15 FONCIAI 45-55-86-18 47, AVENUE BOBOLINI, 7e Spéc. 49 ans exp. Etude gratuite personnel. Avant. Spécial. Items indiqués.

Locations SIÈGE SOCIAL Bureaux équipés à services d'entretien s.c. - Lum. CHL-ÉLYSÉES 47-25-26-47 NATION 43-41-81-81. DOMICILIATION 2° Bureaux équipés + services. C.A.V. 42-60-01-60. LEVALLOIS dans imm. neuf, resto 600 m² divisibles à partir de 100 m², dispon. immédiats. FIMON 43-87-90-52. DOMICILIATION 3° Bureaux, effet, téléphone AGECO 42-94-95-28. SIÈGE SOCIAL Bureaux, secrétaire, effet. CONSTITUTION STÉS Pts comp. Débit rapide. ASPAC 42-93-60-50 +

EXCEPTIONNEL PARIS A deux pas de l'Arc de Triomphe Au cœur du quartier des affaires (Franklin-Roosevelt) VENTE PAR PROPRIÉTAIRE IMMEUBLE INDÉPENDANT DE BUREAUX 5 600 m² Possibilité de location de surfaces attenantes.

Si vous souhaitez obtenir des renseignements et documentation sur la vente unique de cet immeuble (Date de clôture : 25 octobre 1988) téléphonez à Madame HERAUD ou (1) 45 61 96 00 poste 46 58

ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS paiement comptant

PROMOVIM 3, rue Etienne-Marcel 75001 PARIS. Tél. : 42-36-56-26

EXPERTISE VOS IMMEUBLES de toutes catégories PARIS & BANLIEUE RÉNOVATION - PROMOTION

Pour passer une annonce immobilière. Tél. : 45-55-91-82 poste 4126. Appel gratuit province n° vert 05-03-01-00.

locaux industriels Ventes 18° N° BLANCHE Lapis, local commercial à rénover, toute propriété, 380 000 F. 46-56-15-77. fonds de commerce Ventes COEUR QUARTIER LATIN LIEN PRESTIGIEUX lieu grand restaurant 43-87-43-48 cuisine d'état. 19° SÉCRETAIN restaurant 15 m² + sous-sol 30 m², 24 couverts, ref. et possible autres activités, inv. 3 400. Prix 180 000 F. tél. CSD. A. Kociba s.a. 43-70-88-88. boutiques Locations 8° MONTMOLON bout. 70 m² + sous-sol, vitrine 7 m,oyer 176 000 F/an + caution, n° 156. A. Kociba s.a. 43-70-88-88.

CI DES DES ADRESSES DE PRÉFÉRENCE POUR VOTRE SIÈGE OU VOTRE ANTEENNE A PARIS VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES *AV. CHAMPS-ÉLYSÉES *AV. VICTOR-HUGO *R. DE PONTHIÈRE, 16° *PASSY/TROCABÉRO

SARL - RC - R&I Services T&M, Fax, Bureaux, COMPTABILITÉ: 181 à 180/176 CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS CIDES 47-20-41-02

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS Constructions de Sociétés, Démarches et tous services, Permanence téléphonique. 43-55-17-50.

CONSTITUTION STÉS ASPAC 42-93-60-50 +

hôtels particuliers 14e. Maison début siècle, terrasse 30 m², living 48 m², 2 chambres, 5 200 000 F. LESI 46-46-26-26.

terrains Vds Corsu Porto-Vacchio terrain à bâtir, plage Palombu, 5 500 m². Soit sous le n° 735 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

ventes de 5 à 7 CV. Vds super 8 GTL bord. mat. Int. beige, 73 000 km, 5 ptes (rev. 87), 48 000 F. Tél. 46-02-71-82, après 19 h ou 46-02-16-90, poste 4-65.

de 8 à 11 CV. PEUGEOT 805 injection turbo, année 1987, 14 000 km, très bon état. Pts: 115 000 F. Tél. : 60-15-19-82.

immobilier information POUR VENDRE ACHETER OU LOUER UNE ÉQUIPE A VOTRE SERVICE TRANS-OPÉRA IMMOBILIER 43-45-23-15 FONCIAI 45-55-86-18 47, AVENUE BOBOLINI, 7e Spéc. 49 ans exp. Etude gratuite personnel. Avant. Spécial. Items indiqués.

ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS paiement comptant

PROMOVIM 3, rue Etienne-Marcel 75001 PARIS. Tél. : 42-36-56-26

EXPERTISE VOS IMMEUBLES de toutes catégories PARIS & BANLIEUE RÉNOVATION - PROMOTION

Pour passer une annonce immobilière. Tél. : 45-55-91-82 poste 4126. Appel gratuit province n° vert 05-03-01-00.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Jones Lang Wootton Consultants Internationaux en Immobilier d'Entreprise

VOUS CHERCHEZ DES BUREAUX, DES LOCAUX D'ACTIVITÉS ?

Jones Lang Wootton Consultants Internationaux en Immobilier d'Entreprise

appartements ventes

15e arrdt VAUGIRARD A 160 m² DU N° 110 m² terrasse 35 m², s/jardin, balcon, 17 m², etc.

16e arrdt 2 PIÈCES 37 m², 3e ét., calme, à rénover, 715 000 F.

LA MUETTE studio 35 m², 5e étage, vue exceptionnelle.

appartements ventes

20e arrdt PYRÉNÉES gd atq 78 m², triple livr, 73 m², etc.

17e arrdt MAIRIE 174 PIÈCES 180 m² s/3 rvl, TERRASSE CALME, VERGÈRE, etc.

VILLIERS 2 p., 47 m², ch., séjour, entrée, gde cuis., etc.

locations non meublées offres

95-Val-d'Oise LAC D'ENGHIEN 4000 m² vue superbe, 10e et dernier ét., 4 p., 55 m².

BOURG-ST-MAURICE 4 à 6 h 35 Paris, appart, de studio ou 5 p. chère.

MALLORQUE (MALLÈRES) 3 p., gde cuis., w.c., etc.

locations non meublées demandées

Paris CENTURY 48-55-06-09 rech. VIDE ou MEUBLÉ.

Paris UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE 5, RUE BERRYER.

Paris INTERNATIONAL SERVICE rech. 2 BANQUES, STÉS MULTIS et DIPLOMATES.

Paris EMBASSY SERVICE 9, avenue de Messines.

Paris RESIDENCE CITY rech. pour médiocrités et universités.

Paris SAINT-MANDÉ dans km. 17 gd atq apt 4/5 p., avec balcon.

Paris maisons individuelles PRÉS MURELAIN, 20e Paris.

Paris PROCHE CHATEAU AMITY Sup. maï., 475 m².

Paris CLAYE-SOUILLY, Proche réent, 210 m² hab.

appartements ventes

3e arrdt MARAIS 2/3 p., 67 m², km atq, balcon, etc.

4e arrdt GROUPE JPM URGENT HOTEL-DE-VILLE 50 m², 670 000 F.

5e arrdt EXCEPTIONNEL appart vend dans imm. rénové DUPLEX 200 m².

6e arrdt ODEON 2 p., 810 000 F. TRANS OPERA 43-48-23-15.

7e arrdt CHERCHE-MIDI séjour double + 1 chambre, 4 p., escalier, 1 700 000 F.

8e arrdt FLEURIS 45-44-22-36 4 p., 100 m² + balcon, imm. rénové, etc.

9e arrdt SAINT-SULPICE 4 p., 60 CHARMÉ, 30 m², 2 étages, 2 500 000 F.

appartements ventes

12e arrdt DAUMESNIL 3 p., 70 m² + 1 p. avec balcon, etc.

13e arrdt NATION 3 p., 52 m², dent impeccable, etc.

14e arrdt BASTILLE dans km. p. de L. rénovation de prestige.

15e arrdt BASTILLE 2 p., 47 m², ch., séjour, rénové, etc.

16e arrdt FAIDHERBE-CHALIGNY dans km. p. de L., 4 p., 80 m².

17e arrdt R. DE ROME 1000 m², 4 p., 80 m², 1 800 000 F.

18e arrdt R. FONTAINE 2/3 p., 55 m², ch., etc., 910 000 F.

19e arrdt PLACE MONGE 2/3 p., 72 m², km. p. de L., etc.

20e arrdt GOBELINS km atq sur jardin 32 m², etc.

appartements ventes

92 SURESNES A proximité immédiate de la Défense.

IMMO MARCADET 2 p., 47 m², ch., séjour, etc.

AS. FRANCOIS FAURE 45-67-95-17 11, RICHOUSET PARIS-7.

NEUILLY URGENT 3 p., 77 m², très bon atq, etc.

NEUILLY 3/4 pièces, 61 m², balcon, etc.

NEUILLY URGENT Living + 4 chambres, etc.

BOULOGNE Nord 3 p., 77 m², très bon atq, etc.

BOULOGNE 2 p., 33 m², 1er ét., etc.

NEUILLY 4 p., 100 m², km. p. de L., etc.

appartements ventes

PROCHE AV. FOCH 5 p., 180 m², gd atq, etc.

BOULOGNE 2 p., 47 m², ad., chbr., etc.

BOULOGNE NORD 3 p., 77 m², très bon atq, etc.

NEUILLY 3/4 pièces, 61 m², balcon, etc.

NEUILLY URGENT Living + 4 chambres, etc.

BOULOGNE Nord 3 p., 77 m², très bon atq, etc.

BOULOGNE 2 p., 33 m², 1er ét., etc.

NEUILLY 4 p., 100 m², km. p. de L., etc.

NEUILLY 3 p., 61 m², balcon, etc.



QUAI OUEST IV 92 SURESNES A proximité immédiate de la Défense.

A louer 5.600 m² Investissement C.I.TOH

GROUPE JPM URGENT RANELAGH/MOZART MAISON RADIO 2 pièces.

EXELMANS 3 p., 60 m², 2 ch., 1 100 000 F.

PASSY S/SQUARE 200 m² + 80 m² jardin, etc.

EXELMANS 3 p., 60 m², 2 ch., 1 100 000 F.

EXELMANS 3 p., 60 m², 2 ch., 1 100 000 F.

EXELMANS 3 p., 60 m², 2 ch., 1 100 000 F.

SELECTION PARIS 47 23 54 06

1er FORDON DES HALLES A LOUER commerces 2400 m² divalibés.

70 ST-BENOIT-EN-VAL A LOUER km. en r.c. de 2800 m² divs.

70 ST-BENOIT-EN-VAL A LOUER km. en r.c. de 2800 m² divs.

REGION PARISIENNE 47 76 44 34

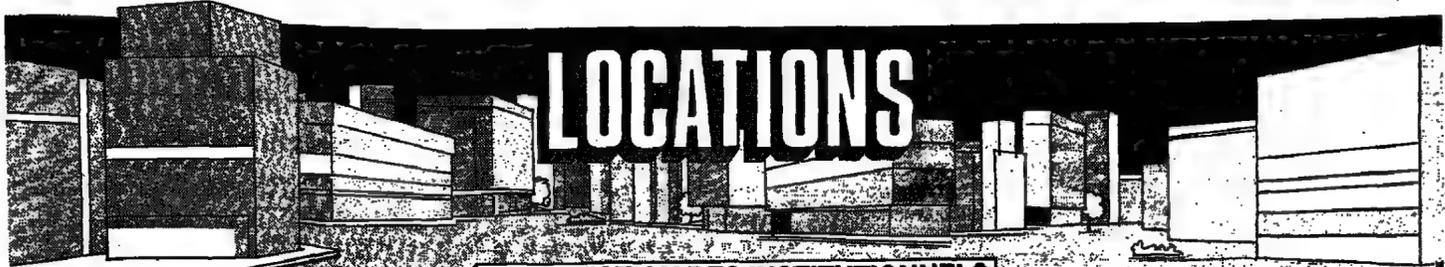
70 ST-BENOIT-EN-VAL A LOUER km. en r.c. de 2800 m² divs.

70 ST-BENOIT-EN-VAL A LOUER km. en r.c. de 2800 m² divs.

70 ST-BENOIT-EN-VAL A LOUER km. en r.c. de 2800 m² divs.

Jones Lang Wootton Consultants Internationaux en Immobilier d'Entreprise 80 Av. Marceau 75008 PARIS 47 23 54 06

مركز من الأصل



LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Cafés de Retraites
 et, le HONDAE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
 appartenant à des propriétaires institutionnels (compagnies d'assurances,
 sociétés immobilières d'investissement, caisses de retraites, etc.).

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 2^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2 Pièces 61 m ² , 6 ^e étage	5 795 1 063		5, rue Volney GCI 40-16-27-00		3 Pièces 66 m ² , r.-de-ch.	4 100 373	OUI	Asnières, 10, rue de Belfort AXA 40-75-59-26	Gare Bécon-les-Bruyères
PARIS - 7^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2 Pièces 49 m ² , r.-de-c.	4 100 750		49, av. de Suffren PREBAI 45-27-06-37		3-4 Pièces 78 m ² , r.-de-ch.	4 800 445	OUI	Asnières, 10, rue de Belfort AXA 40-75-59-26	Gare Bécon-les-Bruyères Via./r.v.
PARIS - 9^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2 Pièces 61 m ² , 7 ^e étage	4 560 1 267	OUI	34-36, rue de Clévy SAGGEL 47-42-44-44	Calme, verdure, standing	Studio 31 m ² , 1 ^{er} étage	2 100 350	OUI	Bois-Colombes, 11-17, r. du Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	Proche bois
PARIS - 10^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
Studio 35 m ² , r.-de-c.	2 806 350	OUI	41-43, quai de Valmy SAGGEL 40-34-38-90	Canal St-Martin, stand., chff. en plus	2 Pièces 54 m ² , 2 ^e étage	3 348 926		Boulogne, 3, av. J.-S.-Clément SAGGEL 47-42-44-44	
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 Pièces 86 m ² , 5 ^e étage	5 853 838	OUI	41-43, quai de Valmy SAGGEL 40-34-38-90		2 Pièces 54 m ² , 1 ^{er} étage	3 590 1 074		Boulogne, 24, rue de Sully SGI-CNP 47-42-17-61	
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
3 Pièces 70 m ² , 5 ^e étage	4 150 1 041		31, rue Villot PREBAI 43-48-74-00	Cave, balcon	4 Pièces 101 m ² , r.-de-c.	2 000 8 000	2	Boulogne, 22, rue de Sully SGI-CNP 47-42-17-61	Via./r.v.
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
Studio 39 m ² , 3 ^e étage	3 700 458	OUI	102, av. du Maine SGI-CNP 47-42-17-61		4 Pièces 88 m ² , r.-de-c.	2 000 8 000	OUI	Boulogne, 33-35, r. A.-Jocquin AGF 42-44-00-44	Via./r.v.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
3 Pièces 61 m ² , 5 ^e étage	4 390 790	OUI	149-153, rue R.-Lassard AGF 42-44-00-44	Via./r.v.	2 Pièces 51 m ² , 2 ^e étage	3 900 480	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc AGF 42-44-00-44	Via./r.v.
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
5 Pièces 101 m ² , 5 ^e étage	8 200 1 180	OUI	18, rue Tiphaine LOCARÉ 42-66-01-80		2 Pièces 51 m ² , 1 ^{er} étage	4 100 620	OUI	Issy-les-Moulineaux, 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Via./r.v.
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2 Pièces 55 m ² , 5 ^e étage	4 100 900	OUI	6-8, rue Dulac AGF 42-44-00-44		Studio 32 m ² , 4 ^e étage	3 700 502	OUI	Issy-les-Moulineaux, 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Via./r.v.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
3/4 Pièces 111 m ² , 5 ^e étage	11 100 1 600		59 bis, bd Murat SAGGEL 47-42-44-44	Enteillé, vue dégagée, refait neuf	4-5 Pièces 117 m ² , r.-de-c.	10 530 1 800	OUI	Neuilly, 44, rue de Chézy SAGGEL 47-42-44-44	Récant, standing
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
3 Pièces 68 m ² , 3 ^e étage	3 100 1 067	OUI	12, rue de Cambrai AXA 40-75-59-26		Studio 51 m ²	4 850 614		Neuilly, 19, r. E.-Delon SGI-CNP 47-42-17-61	
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 Pièces 88 m ² , 4 ^e étage	4 576 1 434	OUI	18, rue Laffran SGI-CNP 47-42-17-61		Studio 40 m ² , 3 ^e étage	3 450 630		Neuilly, 39, r. Permetier AGF 42-44-00-44	Via./r.v.
78 - YVELINES					92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	2 970 1 134	OUI	Guyencourt, 2, rue de la Liberté SGI-CNP 47-42-17-61	Duplex, à 5 ^e gare St-Quentin et nouveau centre commercial	6 Pièces 197 m ² , 3 ^e étage	18 700 2 120		Neuilly, 15-17, av. Sainte-Foy AGF 42-44-00-44	Via./r.v.
91 - ESSONNE					93 - SEINE-SAINT-DENIS				
8 Pièces 132 m ²	7 084 482		Nolay-le-Roi, 56, av. G.-Suffren SGI-CNP 47-42-17-61		2 Pièces 42 m ² , 4 ^e étage	3 000 522	OUI	Rueil-Malmaison 16 A, bd de Richelieu AXA 40-75-59-26	
91 - ESSONNE					93 - SEINE-SAINT-DENIS				
2 Pièces 85 m ² , r.-de-c.	3 100 756	OUI	Rocquencourt, 13, rue des Erables SGI-CNP 47-42-17-61	Imm. neuf, chauff. électr. Prox. égise d'Autueil	Studio 55 m ² , 3 ^e étage	3 348 782		Saint-Cloud, 32, r. du Calvaire SGI-CNP 47-42-17-61	Via./r.v.
91 - ESSONNE					93 - SEINE-SAINT-DENIS				
4 Pièces 98 m ² , 1 ^{er} étage	5 180 1 189	OUI	Rocquencourt, 5, rue des Erables SGI-CNP 47-42-17-61	Via./r.v.	4 Pièces 89 m ² , 2 ^e étage	4 850 1 300	OUI	Suresnes, 16-22, r. Selom, de Rothschild AGF 42-44-00-44	
91 - ESSONNE					93 - SEINE-SAINT-DENIS				
5 Pièces 100 m ² , 1 ^{er} étage	7 170 817	OUI	St-Germain-en-Laye, 36, r. de Tourville PREBAI 45-27-06-37	Prox. forêt, RER, cave, terrasse	2 Pièces 57 m ² , 3 ^e étage	3 250 850	OUI	Vernes, 104, av. V.-Hugo SAGGEL 47-42-44-44	
91 - ESSONNE					93 - SEINE-SAINT-DENIS				
Studio 38 m ² , r.-de-c.	3 180 370	OUI	St-Germain-en-Laye, 40 bis, r. des Ursulines AGF 42-44-00-44	Via./r.v.	3 Pièces 98 m ² , 5 ^e étage	6 077 1 230	OUI	Ville-d'Avray, Les Etangs, r. de la Ronce LOCARÉ 42-66-01-80	
91 - ESSONNE					93 - SEINE-SAINT-DENIS				
3 Pièces 68 m ² , r.-de-c.	5 250 580	OUI	St-Germain-en-Laye, 2 ter, r. La Rochejaquelein AGF 42-44-00-44	Via./r.v.	94 - VAL-DE-MARNE				
91 - ESSONNE					94 - VAL-DE-MARNE				
4 Pièces 97 m ²	4 400 357		Vernes, 9, allée G.-Gand SGI-CNP 47-42-17-61		2 Pièces 56 m ² , 4 ^e étage	3 559 500	OUI	Cachan, 2, r. Cousin de Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Récant standing
91 - ESSONNE					94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 96 m ²	5 300 292	OUI	Sèvres, Rue La Couture SAGGEL 46-08-80-38	Maison	2 Pièces 68 m ² , 7 ^e étage	4 150 572	OUI	Charenton, 71, rue de Paris AXA 40-75-59-26	Chauff. individuel
91 - ESSONNE					94 - VAL-DE-MARNE				
					3 Pièces 64 m ² , 2 ^e étage	3 700 692	OUI	La Kremlin-Bicêtre, 135, av. de Fontainebleau PREBAI 43-48-74-00	Cave
91 - ESSONNE					94 - VAL-DE-MARNE				
					2 Pièces 50 m ² , 2 ^e étage	3 717 450	OUI	Nogent-sur-Marne, 4 bis, rue Hoche SAGGEL 47-42-44-44	Port de Nogent, récent standing
91 - ESSONNE					94 - VAL-DE-MARNE				
					3 Pièces 71 m ² , 2 ^e étage	3 812 590	OUI	Nogent-sur-Marne, 37, r. du Port SAGGEL 47-42-44-44	Port de Nogent, récent standing
91 - ESSONNE					94 - VAL-DE-MARNE				
					4 Pièces 67 m ² , 3 ^e étage	4 350 1 218	OUI	Saint-Maur-des-Fossés, 188, bd de Créteil GCI 40-16-28-70	Espaces verts
91 - ESSONNE					94 - VAL-DE-MARNE				
					3 Pièces 71 m ² , 1 ^{er} étage	3 550 910	OUI	Saint-Maur-des-Fossés, 188, bd de Créteil GCI 40-16-28-70	Espaces verts
91 - ESSONNE					95 - VAL-D'OISE				
					3 Pièces 66 m ² , 3 ^e étage	2 187 754		Cergy-Pontoise, 3, rue des Galeries AXA 40-75-59-26	Gare Cergy-Préfecture parking en plus

Adoptez un nouveau quartier à 15 mn des Champs-Élysées. Métro Malakoff. Plateau de Vernes. Tél. : 47-42-44-44.

Économie

SOMMAIRE

■ Le groupe britannique des vins et spiritueux Grand Metropolitan a lancé une OPA de 5,23 milliards de dollars sur Pillsbury, un des géants de l'industrie agro-alimentaire américaine (lire ci-dessous).
 ■ Le gouvernement britannique

a demandé au Koweït de faire redescendre sa participation dans British Petroleum de 21,7% à 9,9% (lire ci-dessous).
 ■ Les négociations salariales dans la fonction publique se trouvent suspendues, le gouver-

nement n'ayant toujours pas arrêté ses positions pour l'année 1988 (lire page 44).
 ■ M. Patrick Criqui, expert pétrolier français indépendant, estime que les prix du pétrole ne remonteront pas avant 1990 (lire page 43).

BILLET

Sacrée vitesse !

EN déclarant, le 4 octobre, au Mondial de l'automobile que « la vitesse est un mal national en France » et qu'il demandait au gouvernement « une extrême sévérité » et aux constructeurs leur aide pour en venir à bout (le Monde du 5 octobre), M. Mitterrand a fait preuve de courage et de cohérence.

Car il faut du courage pour contredire la forte minorité — de l'ordre de 40% — des Français qui estiment que la vitesse n'est pas la principale responsable des dix mille morts relevés chaque année sur nos routes et autoroutes et qui ne souhaitent pas un durcissement de la répression. Le gouvernement de M. Chirac était autant persuadé que M. Mitterrand de cet état de fait. Pour des raisons électorales, il n'avait pas voulu passer outre. M. Mitterrand va aujourd'hui de l'avant.

Le président de la République est surtout cohérent. Avec lui-même d'abord, puisque ayant exigé, en 1987, la sévérité à l'encontre de ceux qui violent les règles de sécurité dans les transports en commun, il entend traiter de la même manière les délinquants de la route, qui n'est, après tout, qu'un transport collectif géré par des millions d'individus.

M. Mitterrand est cohérent avec les constatations faites par les professionnels de la sécurité. La vitesse tue et la vitesse excessive tue excessivement. Les enquêtes REAGIR font apparaître que l'excès de vitesse est l'une des causes dans 45% des accidents corporels, l'alcool n'arrivant qu'en deuxième position avec 40%. Deuxième preuve : les Italiens, qui ont, au mois d'août, réduit les vitesses maximales à 110 km-h sur autoroute et à 90 km-h sur route, ont relevé cent vingt-huit morts (9%) de

moins que l'année précédente (le Monde daté 4-5 septembre).
 Voilà maintenant les Américains qui font la même démonstration, mais à rebours. En mai 1987, vingt-deux États américains avaient relevé de 65 miles-h (88 km-h) à 65 miles-h (108 km-h) la vitesse limite sur les autoroutes. Une commission du Sénat publie les résultats de l'année 1987 qui a vu quadrupler le nombre des automobilistes roulant à plus de 70 miles-h et augmenter de 31% le nombre des tués par rapport à la moyenne des années 1981-1986.

Il faudra donc maintenir l'usage du « bâton » si le gouvernement français veut simplement faire respecter les limitations de vitesse prévues par le code de la route. Toutefois, s'il ne souhaite pas que son action soit perçue comme portant atteinte injustement aux droits de l'automobiliste national, qui juge les règlements surtout valables pour les autres, il devra mettre en place des mesures sécuritaires complémentaires. La sanction trouvera toute son efficacité, si elle est voisine avec une formation améliorée des conducteurs, un contrôle de l'état des véhicules, des infrastructures modernes et une réorientation des gammes des constructeurs automobiles vers des modèles grand public moins inspirés par le rallye et le grand tourisme.

Il restera à persuader, par des campagnes de communication appropriées, les amoureux du volant que la voiture n'est pas un sport, mais un mode de locomotion, et que la nationale 20 n'a rien à voir avec le circuit du Castellet. Vaste entreprise !

ALAIN FALJAS.

En lançant une OPA surprise

Grand Metropolitan s'appête à dépecer Pillsbury

On l'attendait à Dublin, le voilà à Minneapolis : le numéro 1 mondial des vins et spiritueux Grand Metropolitan, en lutte contre Pernod-Ricard pour la prise de contrôle d'Irish Distillers, a lancé mardi 4 octobre une OPA surprise sur le conglomérat alimentaire du Minnesota en offrant 60 dollars pour une action qui en cotait 39 à peine à Wall Street lundi.

Malgré les rumeurs persistantes qui couraient depuis des mois sur le compte de Pillsbury, ses dirigeants semblent être pris de court : dans un communiqué publié mardi soir, le conseil d'administration de la firme fait savoir qu'il « examinera en temps approprié » l'offre de 5,2 milliards de dollars (33 milliards de francs) de Grand Met. Et de lancer, sans trop y croire, un appel pressant aux actionnaires de Pillsbury pour qu'ils résistent aux sirènes de la multinationale britannique : en pure perte, le titre Pillsbury étant considéré comme « opérable » depuis le printemps dernier, de nombreux spéculateurs avaient acheté avant l'été et 15% des actions ont changé de mains à Wall Street dans la seule journée de mardi. Une prise de bénéfices en bonne et due forme.

On se souvient qu'au début du mois d'août le milliardaire de

l'immobilier Donald Trump avait acheté « pour leur potentiel » quelque 400 000 actions Pillsbury (le Monde du 6 août). Une fois de plus le flair du célèbre promoteur n'a pas été pris en défaut.

Reste que les dirigeants de Grand Met — qui échouèrent en juillet 1987 face à Seagram pour l'achat de Martell — sont sortis du bois avec la ferme intention de gagner la partie. La somme qu'ils mettent sur la table pour acheter la firme connue pour ses marques Géant vert, Burger King (deuxième chaîne de fast food mondiale) et Häagen-Dazs (glaces) est du niveau de celle qu'avait dépensée en 1985 Philip Morris pour l'achat de General Foods. Ces 5,2 milliards de dollars donnent également au marché financier un autre message : Grand Met veut acheter Pillsbury pour le revendre par appartement.

Les restaurants menacés

La valeur intrinsèque de la firme de Minneapolis était, en effet, jusqu'à ces derniers temps, estimée par les analystes américains à environ 3 milliards de dollars (19 mil-

liards de francs). Si Grand Met offre autant, c'est que ses dirigeants — nourris d'une solide culture de spéculateurs immobiliers (voir le Monde Affaires du 10 septembre 1988) — ont flairé la plus-value. Le très dur président du groupe britannique, Allen Sheppard, a dès mardi annoncé à Londres qu'il « modifierait le périmètre de la firme américaine dans la perspective des années 90 ». Tout un programme. Grand Met compte bien porter le fer dans les points faibles de l'ensemble Janus que représente Pillsbury, à cheval entre l'alimentaire et la restauration. Diston, filiale de Pillsbury, chargée de fournir la viande et les produits frais à la chaîne Burger King, serait notamment revendue. Ce n'est pas une surprise : depuis des mois, les gérants de Burger King se plaignaient des services de Diston et lui préféraient souvent des fournisseurs indépendants. Grand Met s'approprierait également à revendre les pièces du secteur restauration de Pillsbury, que le groupe n'a pas encore eu le temps de « rationaliser » : les fast foods Quick Wok, Bay Street et Key West Grill et les restaurants traditionnels Bennigan's et Steak & Ale. Serait également mise en vente la maison de négoce de

coéales de Pillsbury, trop sensible aux aléas du marché.

Paradoxalement, si Grand Met s'intéresse à Pillsbury, c'est pour ses produits alimentaires (dont le très bénéficiaire Géant vert) et pour sa chaîne Burger King, dont tous les spécialistes pensaient depuis des mois qu'en cas d'OPA ce serait la première pièce à sortir du groupe. Grand Met transférerait d'ailleurs le centre de son activité alimentaire mondiale aux Etats-Unis.

Rappelons que si Grand Met peut aujourd'hui mettre une telle somme sur la table pour l'achat d'une firme de la taille de Pillsbury (6,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires — 39 milliards de francs), c'est que le groupe britannique vient de vendre au japonais Seibu Saison, pour plus de 2 milliards de dollars (13 milliards de francs), sa chaîne d'hôtels Intercontinental. A Minneapolis, cette OPA doit faire au moins un malheureux : Philip Smith, président de Pillsbury depuis le 25 juillet dernier, qui avait quitté la présidence de General Foods, car il ne pouvait plus supporter la fureur de Philip Morris. Dans l'alimentaire américain, l'histoire semble se répéter indéfiniment.

DIPIER POURQUERY.

Sommés de revendre la moitié de leur participation

Les Koweïtiens menacent de porter l'affaire BP devant la justice

Le Koweït s'indigne de la décision du gouvernement britannique qui a imposé (le Monde du 4 octobre) au holding financier KIO (Koweït Investment Office) de réduire ses participations dans BP de 21,7% à 9,9% en douze mois (nos dernières éditions du 5 octobre). Le KIO dans un communiqué exprime son « extrême mécontentement » et s'excuse de ne pas avoir pu contester en justice.

Les Koweïtiens avaient commencé à acquérir des titres de BP, il y a un an, à l'occasion d'une privatisation de l'entreprise pétrolière intervenue en plein krach boursier. Ils ont peu à peu accru leur participation assurant à plusieurs reprises que leur objectif n'était pas de prendre le contrôle de BP et ont donc l'impression aujourd'hui d'être mal payés en retour d'avoir sauvé une privatisation mal partie. Le KIO détient des participations de 80 milliards dans le monde et de 16 milliards en Grande-Bretagne. Il vient d'annoncer avoir acquis 5,1% du capital de la Midland, quatrième banque outre-Manche. Son investissement dans BP, assure-t-il, répond à une logique financière et ne s'inscrit pas dans la stratégie d'intégration en aval de l'extraction pétrolière vers le raffinage et la distribution menée par ailleurs par le Koweït.

Interrogé sur une chaîne de radio de la BBC, le ministre du commerce et de l'industrie, Lord Young, a justifié la décision britannique prise après examen des conclusions de la commission des monopoles, saisie du dossier. « Il faut tenir compte de l'influence qu'un actionnaire de la taille du KIO peut avoir sur la marche d'une affaire. Même si ses droits de vote dans BP ont déjà été limités à 14,9%, a indiqué Lord Young. Le Koweït est membre de l'OPEP, l'un des plus grands cartels mondiaux, et nous ne voulons pas participer à un cartel. »

Il a assuré que la commission craint que la participation du Koweït dans le premier groupe pétrolier britannique ne se traduise, à terme, par une réduction des efforts d'exploration — production en mer du Nord. — La stratégie de l'OPEP ayant toujours consisté à limiter la production pétrolière mondiale pour défendre des prix aussi élevés que possible. Les 21,7% détenus par KIO étaient donc « contraires à l'intérêt national » de la Grande-Bretagne.

Le gouvernement a demandé au Koweït de revendre plus de la moitié de sa participation avant un an, et après qu'il n'utilisera d'ici là que 9,9% des droits de vote au conseil d'administration de BP. Les modalités du retrait sont encore à étudier.

(Publicité)

VILLE DE PARIS SEMAPA

APPEL DE CANDIDATURES PROMOTEURS OU INVESTISSEURS
 La SEMAPA, Société d'économie mixte d'aménagement de Paris, lance un appel de candidatures de promoteurs pour participer à un appel d'offres ouvert en vue de l'acquisition de droits de construction pour un immeuble de bureaux dans la ZAC GANDON-MASSENA à Paris XII^e.

OBJET
 Sur un terrain en bordure de l'avenue d'Italie, l'objectif est de réaliser un immeuble de bureaux de 5 000 m² HO de plancher environ.
 L'architecte qui assurera la maîtrise d'œuvre de l'opération a déjà été désigné par la Ville de Paris à la suite d'un concours qui a permis d'établir l'avant-projet de la construction.

DEROULEMENT DE LA CONSULTATION
 — date limite de réception des candidatures : le 20 octobre 1988.
 — mise à disposition des dossiers de consultation : le 25 octobre 1988.
 — date limite de réception des offres : 21 novembre 1988.

DOSSIER DE CANDIDATURE
 Les investisseurs ou promoteurs intéressés doivent accompagner leur candidature d'un dossier comportant une déclaration d'intention de participer à la consultation, et leurs références en matière de construction de bureaux.

Les candidatures devront être adressées à la :
 SEMAPA
 44, Quai des Grands-Augustins - 75006 Paris
 Téléphone : 43-25-23-33

Offensive scandinave aux Etats-Unis

SAS entretrait pour 10% dans le capital de Texas Air

Scandinavian Airlines System (SAS), la compagnie multinationale à capitaux publics commune à la Suède, à la Norvège et au Danemark, a signé, le 4 octobre, un accord de coopération avec Texas Air, premier groupe aérien américain qui possède les compagnies Continental et Eastern Airlines. Par cet accord, SAS acquerra jusqu'à 10% du capital de Texas Air. Elle s'octroie d'ores et déjà 50 millions de dollars (315 millions de francs) des terminaux de Texas Air dans les aéroports new-yorkais de Kennedy et de Newark. Elle assurera la formation de quarante mille employés de SAS, Continental et Eastern pour les mettre au meilleur niveau commercial.

Cet accord profitera aux deux groupes. Texas Air, qui est en mauvaise santé financière (380 millions de dollars de pertes au premier semestre), y trouvera à bon compte un surcroît de liquidités et, peut-être, une amélioration de son service qui n'est pas l'un des meilleurs des compagnies américaines. SAS cherchait vainement depuis trois ans à

s'associer avec d'autres compagnies. En entrant dans le capital de Texas Air, son président Jan Carlzon réalise un vieux rêve et pourra desservir quotidiennement Oslo, Copenhague et Stockholm au départ des deux aéroports new-yorkais. En tout état de cause, la loi américaine interdit qu'une compagnie étrangère achète plus de 25% du capital d'une compagnie aérienne américaine.

L'annonce de ces fiançailles a sérieusement affecté le personnel de SAS, Continental et Eastern sont loin d'avoir la qualité de service de SAS dont la classe « affaires » est aussi bonne que la première classe des deux américaines. Certains se demandent si la collaboration prévue ne risque pas de dégrader l'image de SAS. D'autre part, les syndicats de SAS estiment que M. Frank Lorenzo, président de Texas Air, est un patron de combat qui n'hésite pas à violer la législation pour licencier ses salariés ou diminuer leurs salaires.

AL. F.

Crise à Monaco

Les dirigeants de la Société des bains de mer vont être remplacés

Des changements importants vont avoir lieu à la tête de la Société des bains de mer (SBM) de Monaco. Les actuels dirigeants, MM. André Saint-Mieux, président administratif délégué et Jacques Seydoux de Clausonne, administrateur délégué, devraient être déchargés de leurs mandats, sur la demande insistante des autorités de la principauté qui est l'actionnaire majoritaire de la SBM. Des nouveaux dirigeants devraient être mis en place. Trois noms parmi les géomètres sont le plus souvent mentionnés : Enry Ray, proche du prince Rainier, Jean-Luc Biamonti, homme d'affaires italien et Edmond Lecourt, ancien administrateur du Locomotif.

La crise, qui couve depuis plusieurs mois trouve sa source, indique-t-on officiellement, à Monaco, dans des placements financiers malheureux, effectués par la SBM auprès de la charge Baudouin. Cette charge avait été « suspendue » officiellement, au printemps dernier, par la Chambre syndicale des agents de change, après que l'organisation professionnelle eut constaté « des carences graves dans la surveillance et la gestion de la charge ». Placée en redressement judiciaire, elle avait été rachetée quelques semaines plus tard par Finacor.

Cette affaire intervient à un moment où la situation financière de la SBM n'a rien d'inquiétant, bien

au contraire, puisque pour l'exercice 1987-1988 la société, qui gère les hôtels, les casinos et les salles de jeux de la principauté, a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 1,19 milliard de francs au lieu de 987 millions en 1986-1987, le résultat (avant dotations aux amortissements et provisions) passant de 54,6 à 122 millions.

Lors de l'assemblée générale du 21 septembre dernier, le président, M. André Saint-Mieux, n'avait pas dissimulé les difficultés avec la charge Baudouin et il avait déclaré devant les actionnaires : « Je voudrais, parce que certains d'entre vous m'ont écrit à ce sujet, évoquer la situation née d'opérations de trésorerie conclues avec la charge d'agent de change Baudouin, alors que celle-ci se trouve aujourd'hui en redressement judiciaire. »

« Comme vous l'aurez noté, dans le rapport de nos commissaires aux comptes, une provision a été inscrite pour risques de gestion financière et elle est destinée à pallier toute éventualité dans la pire des hypothèses. »

« Les échéances de ces opérations de trésorerie se situent en octobre et janvier prochains, c'est à ces dates que nous saurons ce qu'il en est de nos créances. Il va de soi que, si nous rencontrons des difficultés pour en récupérer la totalité, nous engagerions tous les contentieux nécessaires », avait-il conclu.

Six mois après sa reprise

L'entreprise de machines-outils Berthiez Saint-Etienne à nouveau en dépôt de bilan

Le sursis de l'entreprise de machines-outils Berthiez Saint-Etienne aura fait long feu : six mois après son sauvetage en pleine période pré-électorale, la société se retrouve devant le tribunal de commerce pour un nouveau dépôt de bilan. Ses « sauveurs », le français Smits et Lièvre et le belgo-israélien Pégard, n'ont pas supporté l'épreuve des faits, malgré le volontarisme dont avait fait preuve le précédent ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin.

Les nouveaux déboires rencontrés par l'entreprise ne surprennent guère : dès le début, la solution élaborée apparaissait fragile, et on a longtemps cru qu'elle ne verrait pas le jour. Finalement, le montage était entériné par le tribunal de commerce le 15 mars dernier, avec deux mois de retard, assorti du soutien de l'Etat, qui mettrait 17 millions au pot. Il semble que ce soit le refus du groupe belgo-israélien Pégard Productives de participer à hauteur de 6 millions de francs au capital de Berthiez, comme le prévoyait le plan de reprise du mois de mars, qui soit à l'origine du nouveau dépôt de bilan, si l'on en croit Smits et Lièvre. Cette défection a empêché le versement par la Caisse d'épargne de 24 millions de prêts, qui devaient être garantis par la ville de Saint-Etienne.

La société se retrouve donc à la case départ, malgré un résultat net légèrement bénéficiaire, des fonds propres positifs et un carnet de commandes rempli à hauteur de 160 millions. L'administrateur provisoire qui doit être nommé par le tribunal pourrait pourtant être bientôt sollicité par des repreneurs éventuels : un français (Brisard-Nogués) et deux américains seraient déjà en lice, affirme Smits et Lièvre.

Reste que cette nouvelle péripétie illustre l'inutilité du volontarisme industriel des pouvoirs publics dans ce secteur : Berthiez Saint-Etienne appartenait en effet,

jusqu'à l'an passé à l'un des deux pôles Machines françaises lourdes créé de toutes pièces en 1982 par les socialistes dans le cadre du plan machine-outil. Malgré les 3,5 milliards de francs de subventions et de crédits bonifiés qui l'accompagnaient, ce plan restera dans les annales par l'ampleur de son échec. Intellectuellement, premier pôle de regroupement, qui avait vu pénelement le jour et souffrait d'un actionariat réticent, déposait le premier son bilan en 1986. En novembre 1987, c'était au tour de Machines françaises lourdes d'être mis en redressement judiciaire. Entre-temps, il est vrai, la logique gouvernementale avait changé : avec l'arrivée de la droite en mars 1986, les crédits s'étaient taris.

Machines françaises lourdes subsistait pourtant après sa déconfiture, aciné en deux : le groupe Brisard-Nogués reprenait une de ses deux filiales, Forest-Liné ainsi que la holding MFL en février 1988. C'est le même groupe Brisard-Nogués qui postule aujourd'hui pour la reprise de la société filiale de l'ex-Machines françaises lourdes, Berthiez Saint-Etienne.

R. VAYSSÉ.

L'E
 compte déjà

سكوا من الأصل

Économie

Les prix du pétrole resteront déprimés jusqu'en 1990 estime un expert français

La recrudescence des prix du pétrole n'est pas un accident. Au-delà des aléas géopolitiques, elle s'explique d'abord par le contexte général du marché, défavorable à l'OPEP, qui devrait continuer de pousser à la baisse au moins jusqu'en 1990. Cette longue période de purge ne sera pourtant pas forcément suivie d'un retour de bâton,

sous forme de nouveau choc à la hausse, pourvu que les capacités de production en dehors de l'OPEP restent intactes. En tout état de cause, les consommateurs devraient être tranquilles au moins jusqu'en 1995, estime M. Patrick Criqui, chercheur à l'Institut d'économie et de politique de

l'énergie (IEPE) de Grenoble. l'un des rares experts pétroliers indépendants français, qui vient de publier avec Nina Komsnetzoff, du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), un livre décrivant les divers scénarios d'évolution du marché énergétique d'ici à 1995 (1).

« La recrudescence des prix du brut à 30 dollars par baril est l'un de vos scénarios. Pensez-vous qu'elle puisse être durable ? »

« Les grandes tendances de prix dépendent des variables fondamentales du marché pétrolier, c'est-à-dire de la consommation mondiale, de la production en dehors de l'OPEP et de la demande adressée à l'OPEP. Sur ces tendances viennent se greffer les événements géopolitiques qui peuvent déclencher des mouvements de hausse ou de baisse conjoncturels comme en 1973, en 1979 ou en 1986. Ce qu'on peut dire, sans préjuger de la stratégie ponctuelle des différents acteurs, c'est que les conditions structurelles actuelles dureront jusqu'en 1990. C'est une période pendant laquelle la demande de pétrole restera faible. A court terme, le niveau des prix du brut sera donc quasiment une fonction de la discipline de production de l'OPEP. »

« Les difficultés de l'OPEP dureront-elles encore au moins deux ans ? »

« Oui, car la demande adressée aux treize pays ne dépassera pas avant 1990 les 20 millions de barils par jour, ce qui constitue le niveau de confort pour l'Organisation. D'ici là, si l'OPEP veut défendre des prix supérieurs à 15 dollars, elle est condamnée à limiter sa production en dessous de ce niveau, et elle aura beaucoup de mal à faire respecter la discipline. »

« Grosso modo, l'Organisation a le choix, soit de limiter sa production aux environs de 18 millions de barils par jour et d'espérer ainsi atteindre des prix compris entre 15 et 18 dollars ; soit au contraire de dépasser ce niveau de production et de courir le risque d'une forte baisse des prix à 10 dollars - considérée comme un plancher - voire en dessous. Dans notre livre, nous envisageons le maintien d'un prix de 10 dollars (en dollars de 1986, ce qui correspond aujourd'hui à un peu plus de 8 dollars) jusqu'en 1990. C'est une hypothèse

extrême. Mais ce n'est pas complètement impossible. »

« Ne croyez-vous pas que l'OPEP va réagir ? »

« Beaucoup dépend de l'Ambie sondit. Dans le rapport *Énergie internationale 1988-1989*, que vient de publier l'IEPE (2), Yves Schmelz montre que la politique de prix à court terme du royaume répond en fait à une

« Et s'ils n'y arrivent pas ? »

« Les conséquences d'une baisse prolongée et durable des prix peuvent donner à moyen terme deux types d'évolution. Dans le premier cas, le plus favorable, cette baisse entraîne assez rapidement une reprise de la demande et un ralentissement du développement de la production hors OPEP, dans une remontée assez rapide de la production de l'OPEP au-dessus du seuil de 20 mil-

« Et dans l'hypothèse la plus défavorable ? »

« Dans un premier temps rien ne bouge. La production et la consommation restent faibles. Le risque consiste en un fort ralentissement du développement pétrolier en dehors de l'OPEP qui affecterait le potentiel de production. Dans ce cas, on peut retrouver après 1995 de fortes tensions sur les prix, car la reprise de la demande, trop tardive, oblige alors l'OPEP à produire au maximum de ses capacités - plus de 28 millions de barils/jour, faute de réserves immédiatement disponibles ailleurs. »

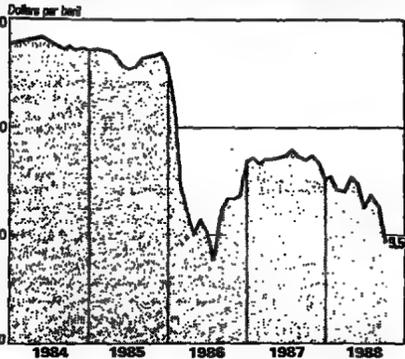
« Quel serait le prix en 1995 ? »

« Il serait encore à 25 dollars, mais la tension se déclencherait juste après 1995, et ferait grimper les prix brutalement d'ici à la fin du siècle, alors que, dans l'hypothèse favorable, la hausse resterait progressive. Toutefois, il ne faut pas faire de catastrophisme. D'une part, car on n'est pas près de voir l'énergie retrouver le poids qu'elle a eu de 1973 à 1982 dans l'économie et les échanges mondiaux. De ce point de vue, la fin des années 70 restera probablement une période exceptionnelle de l'histoire. D'autre part, car l'instabilité prévisible des prix au cours des prochaines années restera dans une fourchette raisonnable : de 10 à 18 dollars, l'éventail est quand même moins grand que dans le passé (de 5 à 35 dollars). »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS.

(1) *Énergie 1995 : après les chocs*, de Patrick Criqui et Nina Komsnetzoff, Éditions Economica.

(2) *Énergie internationale 1988-1989*, rapport annuel sur les évolutions géopolitiques mondiales de l'Institut d'économie et de politique de l'énergie (IEPE), Éditions Economica.



stratégie à long terme extrêmement stable. Cette stratégie vise, au-delà des coups de théâtre, à défendre un niveau de prix compris entre un plancher de 12-13 dollars et un plafond de 24 dollars par baril. Actuellement on est passé en dessous du plancher acceptable pour les Saoudiens. La question est de savoir si, comme en 1986, le royaume est prêt à aider à la restauration de la discipline en acceptant un niveau de production minimum capable de redresser les prix.

ions de barils/jour. Dans ce cas, il n'y a pas forcément de tensions à l'horizon 1995, tant que le potentiel de développement en dehors de l'OPEP n'est pas durablement affecté. Après quelques années de purge et de prix très bas, la production de l'OPEP remonte, suivie au début des années 90 par celle de pays non OPEP, et le marché se stabilise. La remontée des prix, inévitable, reste progressive, à environ 25 dollars en 1995.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AU 30 JUIN 1988

Pour le groupe

Le montant consolidé des commandes reçues est de 1027 millions de francs, contre 894 millions au 30 juin 1987 (+15%) : 497 millions, contre 490, pour la branche « Aérospatial et Systèmes » ; 532 millions, contre 406, pour la branche « Informatique ».

Le chiffre d'affaires consolidé est de 822 millions, contre 672 millions au 30 juin 1987 (+22%) : 373 millions, contre 346, pour la branche « Aérospatial et Systèmes » ; 451 millions, contre 326, pour la branche « Informatique ».

Le résultat consolidé du groupe, avant impôt et participation, est en perte de 6,8 millions, contre une perte de 9,5 millions. Rappelons que l'évolution annuelle du chiffre d'affaires du groupe s'inscrit traditionnellement dans un déficit à fin juin.

Le périmètre de consolidation de 1988 est identique à celui de 1987.

Pour la société

Le montant des commandes reçues est de 363 millions, contre 353 ; le chiffre d'affaires, de 276 millions, contre 257.

Le bénéfice, avant impôt et participation, est de 29,8 millions, contre 41 ; cette diminution du résultat, qui provient d'un glissement des ventes au cours de l'année, sera compensée à la fin de l'exercice.

Pour l'ensemble de l'exercice

Pour les deux branches, aussi bien pour les commandes reçues que pour le chiffre d'affaires et pour le résultat avant impôt, l'exercice 1988 marque une amélioration sensible relativement à l'exercice précédent.

Cependant, compte tenu du report en arrière des déficits dont a bénéficié Léonard en 1987, de la reprise de l'imposition des résultats chez Zenith-Aviation et de la diminution du crédit d'impôt recherche, l'accroissement du montant consolidé de l'impôt devra compenser l'amélioration du résultat avant impôt.

Éléments importants

Dans la branche « Aérospatial et Systèmes », nous pouvons citer comme commandes significatives d'un accroissement de notre fonds de commerce :

- des matériels de ravitaillement en vol dont certains destinés à l'US Air Force ;

- des matériels de conditionnement d'air destinés aux Airbus A320, et, dans la division « systèmes militaires et transmissions », des matériels nouveaux dont certains destinés à l'exportation.

Dans la branche « Informatique », les éléments significatifs sont : l'accroissement de la participation, de 51 à 90 %, dans le capital de Léonard ;

l'accroissement de l'effort d'implantation à l'étranger qui s'est traduit notamment par la création d'une filiale en Suisse et au Portugal ;

et surtout, le lancement et la commercialisation d'une nouvelle gamme d'ordinateurs de gestion : « IN 4000 », dont la très haute technologie et l'amélioration considérable du rapport performance/prix placent les ordinateurs de cette gamme au plus haut niveau de la concurrence mondiale.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

LARGE SUCCÈS DE L'ÉMISSION DE 2 835 MILLIARDS DE FRANCS D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS (ASSORTIES DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS)

L'émission de 2 835 milliards de francs d'obligations convertibles en actions (assorties de bons de souscription d'actions) de la Société Générale a été lancée le 29 septembre. Elle a rencontré un large succès en France comme à l'étranger et a été plusieurs fois souscrite.

Les demandes prioritaires des actionnaires ont été servies. Les attributions définitives résultant de demandes complémentaires seront portées par les intermédiaires financiers à la connaissance de leurs clients d'ici quelques jours.

La cotation des obligations convertibles et des bons de souscription en Bourse de Paris s'effectuera à compter du 13 octobre 1988.

L'Europe de demain compte déjà un Groupe Bancaire Italien.

Le Groupe Bancaire Italien comprend : Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banco Valdostano, Istituto Nazionale di Credito per l'Industria, Istituto di Banca Internazionale, Sept banques. Le groupe, représenté dans toute l'Italie, agit sur les marchés financiers internationaux. Une stratégie globale en perspective du rendez-vous de 1992. La force du groupe : 16.000 employés, 796 agences, des filiales et des bureaux de représentation à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Amsterdam, Zurich, La Haye, San Francisco. Principales participations étrangères dans la Banque de Sud, la United Bank for Africa, l'International Bank of Switzerland. En 1987, le volume global des activités financières du groupe dépassait 100.000 milliards de francs.



Économie

Avant l'examen du projet de budget pour 1989

Le mouvement HLM s'inquiète de la dégradation des aides personnelles au logement

« A côté de dispositions très importantes en faveur de l'habitat existant, il y a un feu d'artifice de mesures qui nous laissent dans l'incertitude. On y perçoit en filigrane une orientation qui n'a pas fait l'objet d'une concertation. On engage en fait une réforme avant d'en avoir défini les lignes. » Ainsi s'est exprimé devant la presse M. Roger Quilliot, président de l'Union nationale des HLM, mercredi 5 octobre, à propos du projet de budget pour 1989 que le Parlement va discuter dans les semaines qui viennent.

En effet, le mouvement HLM ne peut qu'être satisfait de l'effort particulier de l'Etat - à la fois pour réaménager la dette HLM, et celle des accidents à la propriété ou difficultés pour financer des 1988 la réhabilitation des quartiers dégradés et pour poursuivre cette amélioration en 1989. Satisfaction encore de voir que ce souci d'améliorer l'habitat dans les centres-villes et dans les quartiers périphériques a été repris à son compte par le président de la République, qui a manifesté la

volonté d'en faire un « grand projet », réalisable en sept ans.

Quelques points d'inquiétude subsistent cependant.

Ainsi la dégradation des aides personnelles. La révision du barème de l'APL (aide personnalisée au logement) pour en modérer la progression (ce qui était budgétairement indispensable) et l'instauration d'un troisième système d'APL portant à cinq le nombre des systèmes d'aide personnelle, puisque existaient déjà l'allocation-logement sociale et l'allocation-logement familiale. De même, la réduction du « 1 % logement » à 0,62 % ne manque pas d'inquiéter ceux qui ont un absolu besoin de cette manne pour continuer à construire.

La plus forte incertitude porte sur la réforme du financement de l'accès à la propriété, dont le mouvement HLM se comeste pas la nécessité. Le président de l'Union des HLM, s'il ne nie pas qu'il y a des formules nouvelles à inventer, conteste la hâte avec laquelle le ministre de l'économie et des

finances semble vouloir mettre en place des mécanismes nouveaux.

De son côté, M. Marcel Lair, président de la Fédération des sociétés anonymes d'HLM (une des « familles » du mouvement HLM, à côté des offices publics, des sociétés de crédits immobiliers et des coopératives), a fait part à la presse le 4 octobre des propositions mûries par sa fédération et par l'Union des HLM en matière d'accès à la propriété : une épargne populaire préalable, l'extension de l'aide à l'acquisition de logements anciens, l'aide personnelle réduite désormais à un rôle subsidiaire, l'instauration d'un système de prime modulée et dégressive en fonction des revenus et de l'épargne préalable.

Enfin, M. Lair a formulé au nom de sa Fédération une proposition plus générale et plus surprenante : remplacer les subventions au logement social par l'exonération de la TVA sur les travaux : les subventions sont de 12 % du coût de la construction pour les prêts localisés aidés, de 20 % pour la réhabilitation, la TVA non récupérable coûtant de 14 à 18 % selon les cas.

SOCIAL

Les négociations salariales dans la fonction publique

Les syndicats font du règlement de 1988 un préalable

Les négociations salariales dans la fonction publique ont été suspendues, le mardi 4 octobre, dans l'attente d'une nouvelle date que le gouvernement doit fixer pour aborder les salaires de 1988.

La suspension des négociations est un signe du bras de fer qui oppose le gouvernement et les syndicats sur un sujet particulièrement brûlant. Le mardi 4 octobre, lors de l'ouverture des discussions, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a annoncé d'emblée que les pouvoirs publics n'avaient pas arrêté définitivement leurs positions sur l'année 1988.

« Le gouvernement a besoin de quelques semaines afin de percevoir plus clairement les moyens réels dont il est susceptible de disposer et, à partir de là, ce qu'il lui est possible de faire au titre de cette année 1988 », a déclaré M. Durafour en

proposant une rencontre « dans un délai de trois à quatre semaines ».

Si pour six fédérations sur sept (FEN, CFTD, FO, CFTC, CGC, Autonomes de la FGAF), dont la démarche est très unitaire, il est possible de négocier un accord sur 1988 et 1989, « il est impossible que l'on négocie la politique salariale 1989 sans connaître les propositions gouvernementales pour 1988 ». « On ne peut pas poser un toit sur une maison qui n'a pas de murs », dit un syndicaliste. Ainsi, le règlement du contentieux sur 1988 - où les traitements ont été augmentés de 2 % en niveau, alors que le glissement attendu pour les prix devrait être, selon les objectifs du gouvernement, de 2,8 % sur un an - est un préalable syndical à la négociation elle-même.

Les syndicats ont donc refusé le « surris » de quatre semaines demandé par M. Durafour et ont exigé une réponse sur 1988 au cours d'une prochaine réunion à fixer « avant deux semaines ». Un ultimatum qui n'est pas perçu par le ministre comme une volonté de rupture, même si les fédérations ont refusé, en attendant, de participer aux commissions de travail proposées par M. Durafour sur les bas salaires, la catégorie B, la situation des agents affectés à Paris... Tandis que la

CGT demandait que 1988 soit réglé immédiatement, les six autres fédérations se retrouvaient dans une position bien exprimée par la FEN : « Hors d'un engagement rapide, le gouvernement prendrait le risque d'ouvrir un conflit social majeur avec les fonctionnaires. »

Pour aboutir à un accord, les six fédérations demandent un relèvement en niveau de 5,06 % sur deux ans. Il resterait donc 3,06 % à distribuer, en incluant la mesure pour 1988. Pour l'instant, le schéma du gouvernement est plutôt sur une hausse de 4,2 % en deux ans. Faisant provisoirement l'impasse sur 1988, M. Durafour a confirmé que « le gouvernement est prêt à étudier un calendrier de mesures salariales en niveau à hauteur de 2,2 % au titre de l'année 1989 », ce qui correspond au glissement prévu pour les prix. Si M. Durafour s'est déclaré décidé à « pousser la négociation aussi loin qu'il est possible », il a aussi insisté sur la nécessité du redressement économique. « L'effort ne peut pas être relâché », a-t-il assuré. « L'accord, tout à fait souhaitable, ne peut intervenir à n'importe quel prix. » Pas question de compromettre le rétablissement économique. Une marge étroite, alors que la balle est au sein même du gouvernement.

MICHEL NOBLECOURT.

AGRICULTURE

Le démantèlement des subventions

La CEE prudente face à l'attitude américaine en matière agricole

Les Etats-Unis ont provoqué la surprise de leurs partenaires en inflechissant leur attitude sur la diminution des subventions à l'agriculture, l'un des dossiers les plus épineux des négociations commerciales multilatérales dite de l'Uruguay Round, dont un bilan à mi-parcours sera dressé à partir du 5 décembre prochain, à Montréal. Longtemps partisans déclarés d'une réforme radicale mais à long terme permettant de supprimer toutes les subventions d'ici à l'an 2000, une attitude qualifiée d'« irréaliste » par la Communauté européenne, les Américains se sont déclarés prêts à discuter de mesures à court terme, relançant la balle dans le camp de leurs principaux concurrents, les Européens.

Dressant le bilan d'une réunion qui vient de se tenir à Islamabad sur l'évolution de l'Uruguay Round, un porte-parole du représentant spécial du président Reagan pour le commerce a précisé qu'il s'agissait de débloquer les discussions sur le

thème de l'agriculture, sans pour autant abandonner l'idée d'« éliminer à long terme toute distorsion au commerce agricole mondial ». Dès la semaine prochaine, Washington pourrait faire des propositions concrètes, l'une d'elles consistant à réduire de 10 % par an pendant deux ans le niveau actuel de l'ensemble des subventions et aides accordées à l'agriculture.

Les premières réactions de Bruxelles ont été marquées du sceau de la plus extrême prudence. « Le principe est bon, reste à connaître l'application sur le terrain », a indiqué un porte-parole de la Commission. La position des Etats-Unis semble s'être rapprochée de celle des treize pays du groupe de Cairns qui préconisent le gel, à leur niveau actuel, des subventions agricoles. Mais le choix des critères permettant de comparer des aides prenant des formes très différentes selon les pays continue de susciter de vives discussions.

REPÈRES

Production industrielle

Rebond de 5,6 % en août en RFA

La production industrielle allemande - bâtiment, énergie et mines inclus - a progressé de 5,6 % en août après avoir reculé de 3,7 % en juillet, annonce le ministère de l'économie. Ces variations importantes sont dues, selon le ministère, à des modifications de date de vacances des entreprises que les outils statistiques ne peuvent corriger. Dans sa définition étroite - hors bâtiment, énergie et mines -, la production industrielle gagne 6,5 % en août après une chute de 4,3 % en juillet. En rythme annuel, elle progresse, durant la période juillet-août, de 3,1 % sur la période correspondante, dans son sens large, et de 3,8 % dans sa définition étroite.

Investissements

Programme conjoint France-ONU-SFI

A l'initiative de l'ONU (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), la France a lancé avec cette institution et une filiale de la Banque mondiale spécialisée dans la promotion du secteur privé, la SFI (Société financière internationale), un programme conjoint dont la première phase, d'une durée de trois ans, sera concentrée sur des actions dans le secteur agro-alimentaire. Au total, 1,5 million de

dollars (9,8 millions de francs) seront débloqués par le ministère des affaires étrangères et le ministère de l'agriculture. Une enquête initiale doit permettre d'identifier des pays et des créneaux porteurs, notamment en Asie et en Amérique latine ainsi que des partenaires locaux. Le Japon et l'Italie ont révisé des projets du même type avec l'ONUDI.

Effectifs salariés

+ 0,1 % au deuxième trimestre

Les effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles ont augmenté de 0,1 % au deuxième trimestre 1988, en données corrigées des variations saisonnières, selon les résultats de l'enquête trimestrielle menée par les services du ministère du travail. Sur les douze derniers mois, 89 000 emplois supplémentaires ont été créés (+ 0,7 %). Au premier trimestre 1988, la progression avait été de 0,4 %.

Globalement, ce sont 17 900 emplois salariés qui ont été créés au cours du deuxième trimestre, l'essentiel de l'apport nouveau étant fourni par le secteur tertiaire marchand (+ 19 000). Le bâtiment et le génie civil ont enregistré une hausse de leurs effectifs (+ 8 000 salariés), mais l'industrie continue d'en perdre (- 9 000), à un rythme ralenti. Le nombre de salariés a pratiquement cessé de décroître dans le secteur des biens intermédiaires et dans celui des biens d'équipement, mais l'industrie des biens de consommation subit encore un recul de 0,4 % en un trimestre.



NOUS VOUS OUVRONS LE MONDE
Mitsubishi Mobile Communications

Un vieux rêve de l'homme, communiquer aux quatre coins du monde, rapidement.

A présent, il va plus loin. Il communique tout en restant mobile. Mitsubishi Electric, innovateur dans la recherche et la fabrication d'équipements électroniques de pointe, est leader en technologie de communication mobile. Notre gamme va du radio-téléphone cellulaire et du récepteur de

radio-messagerie au système de navigation automobile qui utilise les signaux émis par un satellite de communication.

A travers ces moyens très sophistiqués de communication, nous contribuons à améliorer la compréhension et la coopération entre les hommes.

C'est la vocation du grand groupe international qu'est Mitsubishi Electric.



● Radio-téléphone cellulaire portable ● Téléphone à usage fixe noir et blanc, pour emploi sur ligne téléphonique ordinaire ● Récepteur de radio-messagerie ● Cadenas portable 10 bits avec ACL de 11 pouces ● Télécopieur léger et compact



35, Avenue de Copernic, Tour Albert Ier, 92007, Saint-Maurice, Cedex, France
Téléphone: (1) 47 70 99 40 - Telex: MELCOMFR 22222F

سكوا من الأصل

50 من الأصل

Économie

Le décalage entre capitalistes et politiques

Une Europe d'avance

Il y a un peu moins d'un an, Carlo De Benedetti, l'homme pressé des affaires européennes, disait aux politiques lors d'un débat organisé à Paris : « Si vous ne faites pas l'Europe, nous la ferons sans vous ». Il ne croyait pas si bien dire. Après deux ans d'accélération, la construction européenne semble marquer le pas : Michel Rocard vante les effets d'une fiscalité indirecte majeure donnée par les socialistes pour mieux refuser l'harmonisation de la TVA. Les ministres des finances des Douze, réunis en Crète (le Monde du 20 septembre) jugent que la date de 1993 est trop proche dans ce domaine de la fiscalité indirecte et c'est là le seul point d'accord entre eux. Quant à M^{me} Thatcher, elle remet en cause à Bruges, les fondements mêmes d'un acte unique qu'elle a pourtant naguère acceptée. La revue *International Management*, une publication McGraw Hill distribuée gratuitement dans les milieux d'affaires en Europe, ne s'y trompe pas, qui titre son dernier numéro « 1992 : les mauvaises nouvelles ». Et d'énumérer les « accusations dans les affaires », l'« aggravation du chômage », les « déficits commerciaux grandissants », les « transferts de pouvoir vers Bruxelles », et enfin « des riches plus riches et des pauvres plus pauvres ». Autant d'éléments inacceptables par les hommes politiques.

Or, malgré cela, il ne se passe pas un jour sans que l'on assiste à des rapprochements, à des achats ou fusions dans l'assurance (Sun Life et l'UAP), dans l'ingénierie (SOFRESID et John Brown), dans l'agro-alimentaire (Irish Distillers et Grand Metropolitan), dans l'édition (Groupe de la Cité et Grisewood and Denisey ou Pearson et Elsevier), pour ne prendre que quelques exemples d'une semaine ordinaire de septembre, bref, dans tous les secteurs d'activité. Comme si l'échéance de 1993 n'était qu'un acte de la mondialisation de l'économie, comme si ce fossé qui se creuse entre agents économiques et politiques, cette séparation des capitalistes et des États devaient être une donnée importante de cette fin de siècle.

On en veut pour exemple les entreprises suédoises et suisses, qui n'ont que faire de la neutralité de leurs gouvernants et qui ont clairement « voté » pour l'Europe, alors même que les dirigeants de

la Confédération continuent de refuser l'adhésion (le Monde du 15 septembre). La *Tribune de l'Expansion* recensait récemment le bilan des investissements suédois dans la CEE en 1987 : 12,3 milliards de couronnes (soit autant de francs). La moitié des investissements directs effectués par des entreprises suédoises dans le monde ont été consacrés à ce marché, qui deviendra peut-être unique. En cumulé, cela porte l'effort des entreprises nordiques dans les pays de la Communauté — principalement en République fédérale d'Allemagne, en Italie et en France — à quelque 50 milliards de couronnes.

Plus symbolique encore, l'Europe dépasse désormais les États-Unis comme destination des investissements suédois. Outre Atlantique, ceux-ci ont stagné depuis trois ans en dessous de 5 milliards de couronnes, alors qu'ils ne cessent de progresser dans la CEE (4,1 milliards en 1985, 7,5 milliards en 1986, 12,3 milliards en 1987).

Les Suisses aussi

Cette évolution est évidemment visible non seulement quantitativement mais aussi qualitativement dans la stratégie des entreprises, qu'il s'agisse d'accords (entre Erjesson et Maiva, par exemple) ou de prises de contrôle (Eriesson sur Thorn EMI ou Electrolux sur l'italien Zanussi dans les produits blancs). Electrolux est d'ailleurs présent dans les projets Eureka pour la télévision à haute définition comme pour la domotique (avec notamment Philips et Thomson dans les deux cas). Et si le suédois ASEA et la suisse Brown Boveri se sont rapprochés depuis le 1^{er} janvier 1988, c'est sans nul doute pour faire face à la montée des groupes européens (GEC en Grande-Bretagne et surtout Siemens en Allemagne) et pour ASERA, pour renforcer sa présence sur le marché des Douze, notamment en Allemagne fédérale et en Italie.

Les Suisses ne sont d'ailleurs pas en reste. Le *Wall Street Journal*, très attentif, dans son édition européenne, à la construction du Grand Marché, le résumait fort bien en titrant : « Les Suisses arrivent et ils sont armés jusqu'aux dents. Avec du cash » (1). L'opération la plus spectaculaire a concerné le chocolat avec le rachat par Nestlé d'un de ses grands rivaux dans la CEE, le Britannique Rowntree, pour quelque 26 milliards de francs (un rapprochement qui pose d'ailleurs quelques problèmes en terme de concurrence sur certains marchés européens). Force est d'ailleurs de constater que dans cette guerre du chocolat, l'Europe communautaire a perdu pied face aux Helvètes. Jacques Suchard s'est offert la division internationale du chocolatier allemand Monheim, la firme italienne Dulac et le numéro un belge Côte d'Or tandis que Nestlé rachetait, outre Rowntree, Ferragina, leader italien, à Carlo De Benedetti (en même temps que Buitoni et le tout pour plus de 8 milliards de

francs) et Bouquet d'Or, le spécialiste français du chocolat conditionné en boîte. Il ne reste plus qu'un Anglais, Cadbury Schweppes, pour rivaliser avec les deux Suisses et les Américains.

Il est vrai que, fortes d'importantes liquidités (Nestlé a pu dépenser 35 milliards de francs en deux mois, Ciba Geigy aurait un trésor de guerre de 20 milliards de francs) et libres de dépenser cet argent puisqu'elles sont inattaquables dans leurs montagnes qui ne connaissent pas l'OPA financière, les entreprises helvétiques se sont empressées sur le marché européen des entreprises. En 1987, à en croire le *Wall Street Journal*, elles ont acheté trente-neuf entreprises en Allemagne fédérale et dix-neuf en France. Au côté des grandes manœuvres spectaculaires, c'est par dizaines que des entreprises suisses tissent leurs liens sur un Grand Marché, dont elles espèrent contourner ainsi une éventuelle fermeture. Dans les services financiers par exemple, depuis dix-huit mois, la Swiss Reassurance a pris le contrôle de l'italienne Loyd Adriatico et la Zurich Insurance en a fait de même avec une compagnie espagnole tandis que la Swiss Cantobank reprendrait un petit établissement allemand. Tout est prêt pour 1992 (et même dans certains secteurs de l'assurance pour 1990).

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, affirmait récemment (le Monde du 20 juillet) : « La pensée et l'action politique sont en retard. Ce retard n'est pas irrattrapable. Mais le capitalisme a pris, en cette fin de vingtième siècle, quelques longueurs d'avance ».

Certes, on ne saurait mésestimer les difficultés politiques qui résulteront — au moins dans un premier temps — de la création d'un Grand Marché, notamment en matière d'harmonisation fiscale. Comment en serait-il autrement quand les situations sont si diverses (1) ? Et sans doute les propositions de la Commission européenne sont-elles discutables, la Commission Boiteux et les travaux anciens et récents de Maurice Lauré, le père de la TVA, l'ont prouvé. Mais à répondre simplement, comme le fait Michel Rocard interrogé sur l'harmonisation de la TVA, « Je ne fais pas » quand les agents économiques ont, eux, anticipé un marché unique qui suppose la suppression des frontières physiques et donc un rapprochement des fiscalités à ne se trouver d'accord, à Douze, que pour reculer le temps des efforts, les politiques risquent de ne pas maîtriser ce processus de mondialisation de l'économie et d'encourager des détournements de trafic ou d'épargne qui seront préjudiciables aux pays les plus archaïques dans leurs structures. La France n'est pas le moindre de ceux-là.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Les prélèvements fiscaux stricto sensu sont par exemple, de 47,4 % du PIB au Danemark et de 16,9 % en Espagne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NATIO ASSOCIATIONS Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 septembre 1988, tenue sous la présidence de M. CHATEAUNEUF, a décidé de substituer à la dénomination NATIO ASSOCIATIONS la dénomination NATIO EPARGNE TRESOR.

D'ores et déjà investie en valeurs du Trésor, la SICAV s'adresse à des personnes physiques et morales attachées à la signature d'Etat, et soucieuses d'accéder simplement à ces placements liquides et sûrs. NATIO EPARGNE TRESOR ex NATIO ASSOCIATIONS demeure une SICAV de court terme.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration qui s'est réuni le 29 septembre 1988 à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 1987/1988 a finis au 12 octobre 1988 la mise en paiement du dividende de l'exercice soit net par action F 484,08.

Les actionnaires pourront réinvestir sans droit d'entrée les dividendes perçus en souscrivant des actions NATIO EPARGNE TRESOR.



Banco de Bilbao et Banco de Vizcaya

COMMUNICATION DE LA FUSION

En raison du processus de fusion entamé entre le Banco de Bilbao, S.A. et le Banco de Vizcaya, S.A. et conformément à la législation espagnole, nous avons le plaisir de porter à la connaissance des clients, des actionnaires, de la communauté bancaire et du public en général, que le BANCO BILBAO VIZCAYA, S.A. a été formellement constitué le 1^{er} Octobre 1988, les deux établissements précités ayant fait l'objet d'une dissolution simultanée.

Le Banco Bilbao Vizcaya, S.A. prend automatiquement en charge l'intégralité des actifs, des passifs, des droits et des obligations

opérations seront libellées sous la dénomination Banco Bilbao Vizcaya, S.A.

La nouvelle entité — Banco Bilbao Vizcaya, S.A. — occupera le premier rang du réseau bancaire espagnol et le 32^{ème} au niveau européen. Le volume de son bilan excédera 53 milliards de dollars.

La création du nouvel établissement constitué le 1^{er} Octobre 1988, les deux établissements précités ayant fait l'objet d'une dissolution simultanée.

Le Banco Bilbao Vizcaya, S.A. prend automatiquement en charge l'intégralité des actifs, des passifs, des droits et des obligations

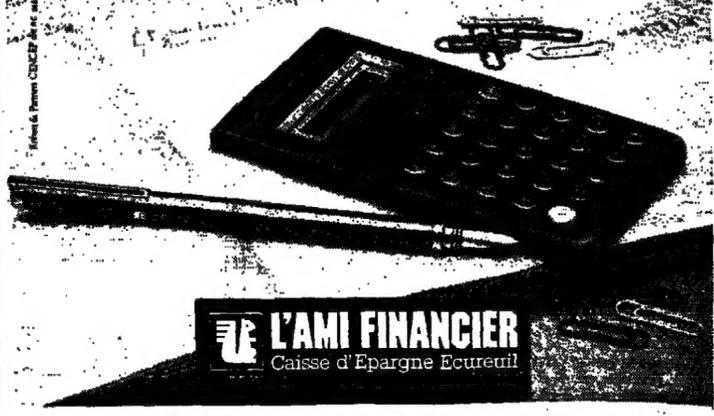
fonctionnelle et aux défis lancés par le marché intérieur européen, prévu pour 1992.



BANCO BILBAO VIZCAYA

Nouvel Emprunt Ecureuil. Souscrivez dès maintenant.

EMPRUNT DE 1800 000 000 DE FRANCS	EMPRUNT DE 700 000 000 DE FRANCS A TAUX VARIABLE (T.M.E.)
NOMINAL : 1800 000 000 F	PRIX D'ÉMISSION : 4992,50 F
PRIX D'ÉMISSION : 5000 F	JOUISSANCE : 17 OCTOBRE 1988
JOUISSANCE : 17 OCTOBRE 1988	DURÉE : 11 ANS ET 197 JOURS
DURÉE : 12 ANS	INTÉRÊT ANNUEL : Le taux d'intérêt sera variable et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à Long Terme (T.M.E.) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations diminuée d'une marge de 0,50% l'an, soit : T.M.E. - 0,50%. Exceptionnellement, le 1 ^{er} terme d'intérêt payable le 2 mai 1989 sera égal à 35% du T.M.E. et ne sera en aucun cas inférieur à 150 F.
INTÉRÊT ANNUEL : 9,30%, SOIT 465 F PAR OBLIGATION	AMORTISSEMENT EN TOTALITÉ LE 2 MAI 2000, SAUF RACHAT EN BOURSE.
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9,30%	Une note d'information (visé COB n° 88334 du 22/9/88) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil, BALO du 28/9/88.
AMORTISSEMENT EN TOTALITÉ LE 17 OCTOBRE 2000, SAUF RACHAT EN BOURSE.	



L'AMI FINANCIER Caisse d'Épargne Ecureuil

سكوا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 5 OCTOBRE

Cours relevés à 14 h 52

Main financial table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Comptant'.

Comptant (selection)

SICAV (selection)

4/10

Table of exchange rates and market data, including 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - e : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - * : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Etats-Unis : le débat entre les deux candidats à la vice-présidence. 4 L'aide de la France à l'aviation chinoise. 5 Sénégal : rupture de la table ronde avec l'opposition. 6 Grande-Bretagne : le congrès de Blackpool.	13 Les conseils généraux préparent les élections des présidents. 14 Le débat à l'Assemblée nationale sur le revenu minimum d'insertion. 15 Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie.	18 La grève des gardiens de prison. 29 La politique hospitalière du gouvernement. DÉBATS 2 « Démocraties... municipales », par J.-M. Benoit ; « Le département, c'est fini », par J. Rigaud.	19 Un entretien avec Peter Greenaway, réalisateur de <i>Drowning by numbers</i> . 20 Le styliste Issey Miyake au Musée des arts décoratifs. 21 La Comédie-Française en tournée. 22 Expositions. 38 Communication.	42 Grand Metropolitan s'apprête à dépecer Pillsbury. 43 Les prix du pétrole déprimés jusqu'en 1990, estime un expert français. 45 La décalage entre capitalistes et politiques : une Europe d'avance. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées .. 38 à 41 Carnet 36 Météorologie 26 Mots croisés 26 Radio-Télévision 26 Spectacles 23 à 25	• Les résultats complets des cantonales ELEC • Le mini-journal de la rédaction JOUR • Séoul : les médailles JO 36-15 tapez LM • Les admissions à IEP Paris ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

ALGÉRIE : sur fond de mots d'ordre de grève Violentes manifestations à Alger

ALGER
de notre correspondant

La grève n'était peut-être pas générale mercredi matin 5 octobre, comme une rumeur persistante l'avait annoncé, mais la ville était juchée d'ordures, et l'on circulait comme un jour férié. Du moins jusqu'à ce que plusieurs centaines de jeunes, dont certains de dix ans, envahissent les artères principales du centre-ville vers 11 heures.

Très rapidement, ces vagues extrêmement fluides déferlaient rue Didouche-Mourad (ex-rue Michel), la grande avenue d'Alger, cassant tout sur leur passage. Des autobus ont été stoppés, et les passagers obligés de descendre. De nombreuses automobiles arborant des plaques d'immatriculation rouges (celles des voitures de service de l'administration) ont été renversées et brûlées. Des ordures ont été répandues sur la chaussée et incendiées.

Dans le haut de la rue Didouche-Mourad, à l'angle de la rue Debasay, plusieurs centaines d'adolescents se sont écharvés sur le Blue Note, un bar-restaurant night-club. Les vitrines ont été pulvérisées, des caisses de bouteilles et des canettes de bière ont été sorties sur la chaussée. Autant de projectiles providentiels pour s'attaquer à toutes les vitrines environnantes. Les commerçants qui ont baissé leur rideau de fer dès le début des événements ont été bien inspirés.

Quelques scènes de pillage ont été observées ici et là. La devanture des Galeries algériennes n'existe plus, seule une grille métallique en protège l'accès. Les boutiques des compagnies aériennes ont été ravagées. Les forces de l'ordre, qui, apparemment, avaient reçu des instructions pour ne pas intervenir sur-le-champ, ont pris position vers 13 heures. Plusieurs cars et Land-Rover de police bouclaient alors la chaussée place Audin, à la sortie du tunnel des universités. Des CNS (compagnies nationales de sécurité), l'équivalent des CRS français, ont pris position à ce carrefour stratégique.

Déjà la veille au soir à Bab-el-Oued, la police avait dû intervenir violemment pour disperser des manifestants qui ont ravagé ce quartier populaire, brûlant plusieurs véhicules à proximité de la direction générale de la sûreté nationale comme s'ils voulaient lancer au pouvoir un suprême défi.

Tout se passe comme si le crescendo observé ces dernières semaines, débrayages et grèves ici et là, d'abord au sein des entreprises

puis dans le service public à travers les PTT, puis des manifestations violemment réprimées à Rouiba et Bouira, et enfin les violents événements de mercredi à Alger, était avant tout destiné à mobiliser l'opinion algérienne, toujours maintenue dans l'ignorance des incidents par la presse nationale.

Celle-ci, étroitement contrôlée par le pouvoir ou le parti, est restée d'une discrétion exemplaire sur les tensions perceptibles depuis plusieurs jours (le Monde du 4 octobre). Aucune information, aucun commentaire n'a été donné sur les mouvements sociaux qui se multiplient pourtant depuis une dizaine de jours. Ces événements sont volontiers qualifiés dans l'administration d'« épiphénomènes ». Il faut lire entre les lignes un « appel de l'UGTA », diffusé par l'agence officielle Algérie presse service (APS), puis repris par les quotidiens nationaux, pour comprendre que l'ordre normal des choses est perturbé.

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA, syndicat unique), l'une des principales organisations de masse du FLN, dans son communiqué, « réaffirme le bien-fondé des aspirations légitimes des travailleurs en matière de pouvoir d'achat et de conditions de vie, tout en mettant en garde contre les dépassements qui nuisent en dernier ressort aux travailleurs, à l'économie nationale et à notre Révolution socialiste ». Le gouvernement est ainsi prévenu du soutien que le parti, à travers l'UGTA, entend manifester aux travailleurs, dont l'attention est, par ailleurs, attirée sur les effets néfastes que pourrait avoir un mouvement social trop ample.

Une réunion entre des membres du gouvernement et des responsables de l'UGTA a eu lieu, à Alger, pour essayer de trouver une solution aux problèmes soulevés par le mécontentement populaire. Selon l'APS, au cours de cette rencontre, des mesures ont été définies pour « améliorer, à court terme, le pouvoir d'achat des travailleurs ». Le gouvernement est ainsi prévenu du soutien que le parti, à travers l'UGTA, entend manifester aux travailleurs, dont l'attention est, par ailleurs, attirée sur les effets néfastes que pourrait avoir un mouvement social trop ample.

« Assurer une plus large disponibilité des produits de première nécessité » qui font sporadiquement défaut, comme la semoule en ce moment, et de « renforcer le contrôle des prix, la lutte contre l'inflation, la fraude et l'évasion fiscale ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

URSS Création de deux nouveaux journaux

MOSCOU
de notre correspondant

Réuni lundi pour la première fois depuis son remaniement par le plénum de vendredi dernier, le bureau politique a souligné, indique mercredi 5 octobre la *Pravda*, que cette réunion du comité central avait constitué « l'étape naturelle dans la réalisation des directives de la dix-neuvième conférence sur le renforcement du rôle d'avant-garde du parti et l'approfondissement de la « perestroïka ». Le bureau politique, poursuit la *Pravda*, « a mis l'accent sur la nécessité d'élargir le contrôle sur la manière dont la politique de « perestroïka » est conduite [...], spécialement par le conseil des ministres d'URSS et ses différentes instances ».

Bref, on va de l'avant et on vise, et cela dans tous les domaines. Pour ce qui est de la « glasnost », le bureau politique a ainsi décidé de créer deux nouveaux journaux, les *Nouvelles du comité central du PCUS* et le *Message du gouvernement*, qui devront rendre compte en détail des activités du comité central et du conseil des ministres, en publiant en particulier des résumés de leurs réunions. Les *Nouvelles du comité central* devront également publier des documents d'archives du parti, ce qui semble annoncer de nouveaux coups de projecteur sur le passé du régime.

Dans les pays Baltes enfin, la Lettonie a un nouveau premier secrétaire, M. Jan Vagris, et la Lituanie vient de consacrer un plénum de son comité central à la réorganisation de l'appareil. Tout indique qu'il s'agit là d'essayer de mettre ces deux

Républiques au rythme des réformes estoniennes afin de créer dans les pays Baltes un ensemble politique cohérent dans lequel pourraient être expérimentés des réformes plus radicales que dans le reste du pays.

BERNARD GUETTA.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie M. Mitterrand souhaite que « l'ensemble du gouvernement s'engage » dans la campagne pour le référendum

Le gouvernement a proposé au président de la République, le mercredi 5 octobre, lors de la réunion du conseil des ministres, de soumettre au référendum, en vertu de l'article 11 de la Constitution, le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie. Le président de la République a souhaité que « l'ensemble du gouvernement s'engage dans cette campagne », a indiqué M. Claude Evin, porte-parole du gouvernement.

M. François Mitterrand a d'autre part interrogé le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Popereau, sur l'éventualité d'un message que pourrait adresser le président de la République aux députés et aux sénateurs.

Les ministres concernés par l'organisation du référendum du 6 novembre ont indiqué que la campagne s'ouvrira le 24 octobre à 0 heure et se terminera le samedi 5 novembre.

M. Evin a précisé que les groupes politiques représentés au Parlement disposent au total de deux heures de campagne officielle à la radio et de deux heures à la télévision. S'y ajouteront cinq minutes de radio et cinq minutes de télévision pour les groupes non représentés au Parlement ayant obtenu au moins 5 % des

suffrages exprimés aux dernières élections législatives. Enfin, les familles politiques représentées au comité consultatif du territoire, c'est-à-dire le RPCR et le FLNKS, disposeront au total de cinq minutes à la télévision et de cinq minutes à la radio.

A la fin du conseil des ministres, M. Rocard a souhaité adresser à la ville de Nîmes et à ses habitants « un message de condoléances et de soutien ». Le président de la République a insisté, selon M. Evin, sur l'urgence et l'ampleur des aides à apporter à la ville de Nîmes et aux communes voisines, et sur la mobilisation nécessaire des services publics, des collectivités locales et de toutes les bonnes volontés.

M. Evin, qui est aussi ministre des affaires sociales et de la santé, a ajouté qu'il avait accordé à l'hôpital de Nîmes une subvention de 10 millions de francs.

Le Parti républicain se prononce pour un « oui critique ». — Le Parti républicain proposera au bureau politique de l'UDF de prendre position pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Dans un communiqué, l'état-major du PR souligne que « cette réponse positive doit être critique et conditionnelle ».

Les négociations entre le CNPF et les syndicats La réduction du temps de travail est envisagée comme une contrepartie

Après les mutations technologiques, les organisations syndicales et le patronat ont entamé, le 4 octobre, la deuxième étape de leur cycle de négociations sur un « accord de méthode », selon la terminologie employée par M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF. Cette fois, les partenaires sociaux aborderont le dossier de l'aménagement du temps de travail, un thème qu'ils n'avaient pas traité depuis l'échec de la négociation sur la flexibilité en 1984.

Lors de leur premier échange de vues, les délégations, sauf celle de la CGT, se sont accordées sur un ordre du jour, jugé « positif » par M. Pierre Guillen. On commencera avec le thème de l'optimisation des moyens de production, par l'aménagement du temps de travail, l'augmentation de la durée de l'utilisation des équipements et la réorganisation du travail. Mais cette recherche comprendra des contreparties, pour les salariés, « la réduction du temps de travail n'étant pas une fin en soi », selon M. Jean Kaspar (CFDT).

Ensuite, il sera question de formes particulières d'emploi (travail intermittent, temps choisi, etc.) dans le souci de préciser les garanties collectives et individuelles. Enfin, les négociateurs devraient discuter des procédures, des voies et des moyens à mettre en œuvre.

Cette première séance a surtout été marquée par la relative ouverture sur un sujet devenu tabou, la réduction du temps de travail, dont l'examen sera décidé dès la prochaine rencontre. « La réduction du temps de travail n'est pas a priori une contrepartie que nous évitions », a admis M. Guillen en

citant la formation comme une autre éventualité.

Si la CGC se montre prudente à l'égard de cette question, et entend que la situation provoquée pour les cadres soit examinée, les autres organisations (CFDT, FO, CFTC) tiennent plus ou moins à cette revendication.

Clairment, force ouvrière et la CFTC veulent, l'une que l'on reprenne la discussion en s'appuyant sur un bilan de l'accord de juillet 1981, l'autre que l'on annule la loi Séguin de 1987.

Quant à M. Kaspar, il a fixé deux conditions. « Tout accord n'aborderait pas la réduction du temps de travail comme un moyen privilégié est voué à l'échec », a-t-il répété, en rappelant qu'il ne pouvait y avoir « d'aménagement du temps de travail sans contrepartie pour les salariés ». Toutes les dispositions doivent faire l'objet « de négociations avec les organisations syndicales » d'abord dans les branches professionnelles, ensuite dans les entreprises.

A. L.

L'ANGLAIS POUR TOUS
Pour moins de 250 F
vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec
LES COURS DE LA BBC
Deux semaines en un film avec applications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)
8, rue de Berni, 75008 Paris
Tél. (1) 43-59-80-05

Sur le vif Rocky, fais gaffe !

Je me fais un sang d'encre pour mon Rocky, dites donc, les enfants. Eh oui, j'ai le béguin, c'est mon chou-chou, et ce qui m'inquiète c'est que je ne suis pas la seule. Paraît qu'il s'envole dans les derniers sondages, mon chéri. On est 66 % à le trouver super, bien plus super que le Mimi. Mais non, c'est pas la joie. C'est la cata. Pourquoi ? Parce que Philippe Alexandre et son dernier bouquin. Une sorte de bloc-notes au vitriol. *Paysages de campagne*, ça s'appelle. Et c'est à tomber par terre de perpétuelles imprécisions. Le « Bébête show » revu et corrigé par Saint-Simon. Vous pouvez pas savoir ce qu'il raconte sur les princes qui nous gouvernent ! C'est pas croyable ! Et c'est tout bon. Mes copains du service politique vous le diront. Ils vont lui faire un vrai article.

En attendant, moi, son livre, je l'ai ouvert hier soir dans mon lit, et j'ai passé une nuit blanche. Il a une façon de décrire Sa Majesté Mimi I^{er}, ou plutôt sa statue. Elle ne marche pas, elle avance sur son socle sous les yeux écarquillés d'une cour frémissante, à

plat ventre, rampant aux pieds de ce monarque sur piédestal qui m'a fait froid dans le dos.

Déjà qu'il haïssait, oui, c'était de la haine, une haine au cou-deau, ce pauvre Jacquot, un « Bonaparte de Corréze qui n'aurait pas fait mieux que le général Boulanger », qu'est-ce que ça va être si mon Rocky monte assez haut pour lui faire de l'ombre ! Je donne pas cher de sa peau.

Je sais ce que vous êtes en train de vous dire : Et celle de son confrère, alors, elle y pense pas ? Il est fou, ce mec. Après ce qu'il a sorti, ils vont l'attendre au bazooka, tous ces tueurs, quand il viendra sa chronique sur RTL. On ne réveille pas impunément les dessous de la Mafia.

Eh bien si, justement. Et c'est ça le plus désolant. Ils sont tellement affamés de gloire et de pouvoir, qu'ils traversent le miroir que nous leur tendons, sans même s'inquiéter de ce terrifiant arrêt sur l'image. Leur image dans l'opinion.

CLAUDE SARRAUTE.

1^{er} SALON FRANÇAIS DE L'HALOGENE

REGALI

179 F
LE LAMPADAIRE À HALOGENE

• c'est la garantie
• c'est le service après-vente
• c'est les meilleurs prix.

Pour votre sécurité nous nous refusons de vendre des halogènes non garantis.

AVEC VARIATEUR D'INTENSITÉ ANTI-PARASITE 500 W

PARIS :
1^{er} 140, rue de Rivoli
3^{ème} 44, bd Sébastopol
4^{ème} 68, rue St Antoine
6^{ème} 23 bis, bd Montparnasse
7^{ème} 185, bd St-Germain
8^{ème} 8, Ave de Wagram
9^{ème} LIDO, 78, av. des Champs-Élysées
10^{ème} 63, bd Haussmann
11^{ème} 97, bd Haussmann
12^{ème} MULTISTORE OPERA, 6, bd des Capucines
13^{ème} CC. Galaxie Niv. 2
14^{ème} 127, rue d'Alsace
15^{ème} CC. Beaugrenolle Niv. 2

16^{ème} 95, rue de Passy
17^{ème} 58, av. des Ternes

BANLIEUE :
ST-SERMAIN-EN-LAYE
24, rue du Vieil Alarivair
CC. ST-QUENTIN-EN-YVELINES,
6, rue Calbert
ASNIERES
82, rue des Bourguignons
BOULOGNE,
125, bd Jean-Jaurès
CC. Créteil Soleil Niv. 2
SARCELLES,
CC. les Flamodes

OFFRE RESERVEE SUR PRESENTATION DU JOURNAL

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?



INTERNATIONAL COMPUTER
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4^{ème} • 42.72.26.26.
64, rue du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.03.

- Vous n'avez pas entendu comme un bruit ?

Globe réapparaît.

GLOBE
NOUVELLE FORMULE

• DOSSIER LES ANNÉES 80 SONT DÉMÔDÉES • ENQUÊTE VOYAGE DANS L'EUROPE DES SKINHEADS • INÉDIT LES MÉCHANTÉS DE TOM WOLFE • PORTRAIT MANDELA, L'ARISTOCRATE • ET ANSSI, LES CHRONIQUES DE F. SAGAN, P. BERGÉ, G. KONOPICKI, A. SENDRENS, E. VANNIER, CH. CAUJOLLE, G. MILLER, G. SCARPETTA, K. EVIN • N° 31 EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX.

GLOBE. VOUS AVEZ UN MOIS POUR EN FAIRE LE TOUR.

A B C D F G H

سكوا من الأصل